

## « Initiatives » : L'avenir ouvrier

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14744 - 6 F

MERCREDI 24 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

### Ciel ouvert pour les Douze

EN prenant, lundi 22 juin à Luxembourg, les dernières décisions encore en suspens qui concernent l'accès au marché, les ministres des transports des Douze ont mené à son terme, de manière exemplaire, un processus graduel de libéralisation des transports aériens dans la Communauté.

Le Marché unique, ce grand dessein entrepris sous l'autorité de M. Jacques Delors depuis 1986, s'appliquera donc sans restriction à ce secteur de l'activité économique, si sensible dans notre monde de communication, mais qui, trente-cinq ans après la signature du traité de Rome, restait encore complètement clos, géré par des administrations nationales particulièrement jalouses de leurs prérogatives.

Les gouvernements, plus divisés ici qu'ailleurs entre « libéraux » et « interventionnistes », n'en ont au plus de mérite à trouver peu à peu les voies du compromis. Ce fut là une illustration convaincante de ce que peut produire le dynamisme européen. Un succès qui ne doit pas être à Karel Van Miert, commissaire responsable des transports, homme de dialogue discret et compétent, qui s'est affirmé au fil des années comme l'un des éléments les plus solides du collégialisme européen.

L'EXERCICE a été ouvert par l'adoption d'un premier « paquet » de mesures arrêtées par le conseil des Douze en décembre 1987. Les étapes suivantes (juin 1990 et juin 1992) ont été programmées dès une réunion des ministres présidée par M. Michel Delabarre en décembre 1989, si bien que la France, un des partenaires les plus actifs dans ce débat en raison notamment de la tutelle exercée par sa direction de l'aviation civile, a néanmoins apporté une contribution appréciable à cette entreprise collective.

A chaque fois, il a fallu aménager de façon parallèle l'accès au marché, c'est-à-dire le droit pour une compagnie d'un État membre d'opérer dans le reste de la CEE, et les modalités de fixation des tarifs, sans parler des règles d'accès à la profession qui ont dû être harmonisées, avec la souci de bien identifier le caractère « communautaire » des compagnies.

La politique d'ouverture progressive et encadrée par les pouvoirs publics qui a été adoptée se veut plus ordonnée que la libéralisation sauvage mise en œuvre jadis aux États-Unis. Elle pourrait se traduire par une baisse des tarifs profitables aux consommateurs ainsi que par une accélération des rapprochements et concentrations entre les compagnies.

Le chapitre, encore à écrire, de la « communautarisation » des transports aériens, pourrait concerner les relations extérieures. Faut-il envisager des négociations menées collectivement, au nom de la CEE, notamment avec les États-Unis, qui aujourd'hui se montrent très agressifs sur le marché en balisant leurs prix, mais aussi avec les pays d'Asie ou demain ceux de l'Est ? Ou bien ces négociations doivent-elles rester l'affaire de chacun des États ? La Commission plaide pour la première formule. Des pays comme la France et l'Allemagne sont réticents. Ce vaste dossier sera traité sous la présidence britannique, le semestre prochain.

Lire page 19 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

M0147 - 0624 0 - 6,00 F



### De nombreux morts et blessés à Bendery

## Russophones et Moldaves s'affrontent violemment

La diplomatie a cédé le pas aux affrontements dans le conflit moldave. La Roumanie et l'Ukraine s'étaient associées lundi 22 juin aux efforts visant à stopper la recrudescence des combats entre forces russophones et moldaves. Mais, dans la nuit de lundi à mardi, de nouvelles forces russophones sont entrées dans Bendery, que les forces spéciales de la police moldave avaient tenté de reprendre durant le week-end. « Des milliers d'habitants fuient la ville en feu où les combats ont fait un millier de morts et blessés », rapporte l'agence Itar-Tass.

BUCAREST

de notre correspondant

« La Russie a déclenché une guerre non déclarée contre la Moldavie. Le Dniestr est une zone occupée par la XIV<sup>e</sup> armée russe » : en ouvrant, lundi 22 juin, la séance exceptionnelle du Parlement de Chişinău - retransmise par la télévision reçue à Bucarest -, le président moldave Mircea Snegur n'a pas mâché ses mots face à ce qu'il a appelé « l'ingérence sans précédent de la Russie dans les affaires intérieures de la Moldavie », la Russie « qui se prend pour le gendarme de la CEE ».

Le Parlement moldave, entouré de centaines de manifestants qui réclamaient « des armes pour le peuple », a renvoyé en commission la rédaction d'une déclaration de guerre à la Russie et refusé de rompre les relations

diplomatiques, comme le proposaient des députés. Il s'est prononcé pour le maintien de la commission quadripartite (Russie, Ukraine, Moldavie, Roumanie) « de règlement pacifique du conflit ».

Sur le terrain, la situation restait, lundi, alarmante. Le ministère russe de la défense a dénoncé une attaque moldave contre « un dépôt de mines » de la XIV<sup>e</sup> armée russe basée dans la zone russophone, dont l'explosion aurait fait vingt morts. A Bendery - ville russophone située sur la rive ouest, roumanophone, du Dniestr -, les forces moldaves qui avaient brièvement occupé la ville durant le week-end en avaient perdu le contrôle lundi soir.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Lire la suite et nos informations page 3

### Les barrages d'agriculteurs

Paris était loin d'être encerclé et bloqué par les agriculteurs en colère de la Coordination rurale, dans la matinée du mardi 23 juin. Les forces de l'ordre sont intervenues pour empêcher les concentrations de tracteurs pendant la nuit de lundi à mardi et dans la matinée de mardi. Sur la quinzaine de barrages mis en place sur les axes routiers et autoroutiers de l'Île-de-France, un certain nombre ont été rapidement supprimés, y compris par des blindés de la gendarmerie, sans incident.

Une certaine lassitude a commencé à se faire sentir chez les manifestants, officiellement décidés à bloquer la capitale jusqu'à ce qu'ils soient satisfaits du projet de nouvelle politique agricole commune. D'autant que les responsables du syndicalisme agricole officiel de la FNSEA et du CDJA se sont dissociés de plus en plus fermement du blocage de Paris, tout en organisant en province des manifestations sur les axes routiers en direction des préfectures.

Lire nos informations page 19

### SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ La tour de Pise penche et pourrait rompre ■ La mort subite sous surveillance ■ La molécule casse-tête ■ Tourbillons australs

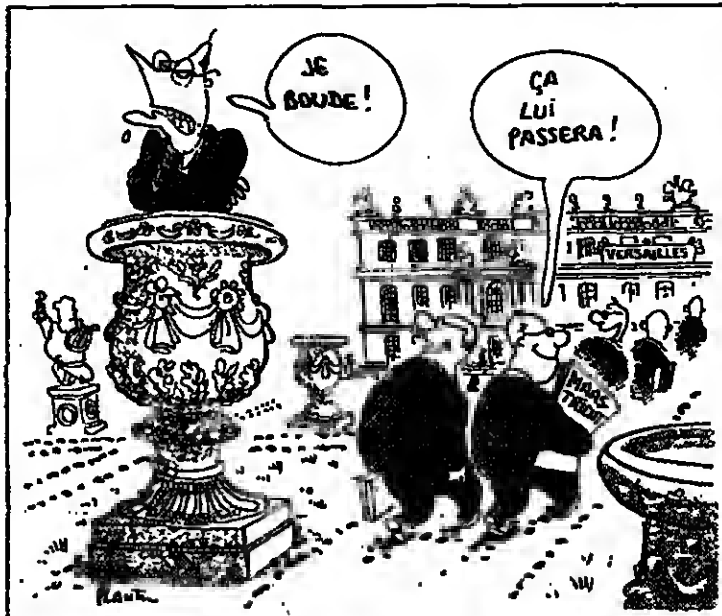
pages 13 à 15

### La révision de la Constitution soumise au Congrès

## M. Pierre Bérégovoy se félicite de « l'avancée de l'Europe »

Les deux Chambres du Parlement se sont réunies en Congrès, mardi 23 juin, à Versailles, pour se prononcer sur le projet de révision de la Constitution, préalable à la ratification du traité de Maastricht, que le Sénat et l'Assemblée nationale avaient approuvé en termes identiques les 18 et 19 juin. La majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés était requise pour l'adoption du texte. Les députés et sénateurs du PS et de l'UDF

devaient pour la plupart voter pour, ceux du PC contre. Dénouant le « précipitation » du gouvernement, le RPR a annoncé que ses élus ne participeraient ni au débat ni au vote. Dans son discours, M. Pierre Bérégovoy a souligné que de nombreux pays souhaitent entrer dans la Communauté ou y être associés. « Voilà pourquoi la révision de notre Constitution était si importante », a-t-il dit. Elle prélude à l'avancée de l'Europe.



Le Congrès du Parlement s'est ouvert mardi matin 23 juin à Versailles, sous la présidence de M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale. Au terme d'une brève séance plénière, suspendue pour permettre aux groupes de se réunir, les députés et les sénateurs ont regagné la salle, à l'exception des élus du RPR, qui ont décidé de ne pas siéger.

Après l'intervention du premier ministre, les porte-parole des neuf groupes participant au débat devaient prendre la parole. Le vote était prévu pour l'heure du déjeuner. Ses résultats devaient être proclamés en milieu d'après-midi.

Lire pages 7 et 8 le texte de la déclaration du premier ministre et les articles d'OLIVIER BIFFAUD et de THIERRY BRÉHIER

### POINT DE VUE

## Dépasser Maastricht

par Edouard Balladur

Quel charivari ! La ratification à marche forcée du traité de Maastricht donne au débat un tour passionnel dans lequel les intérêts à long terme de notre pays se perdent pas toujours pris en compte.

J'ai dit à plusieurs reprises publiquement, et notamment dès le lendemain même du sommet de Maastricht le 11 décembre 1991, que, comme Jacques Chirac, j'approuvais la poursuite de la construction européenne ; je considère que, confrontée aux risques nucléaires et militaires à l'est et au sud de l'Europe, aux risques de concurrence commerciale de la zone américaine et de la zone Asie-

Pacifique, l'Europe ne peut rester morcelée, qu'elle doit pousser plus loin entre nos différents pays la cohésion économique, politique et militaire.

Certes, le traité de Maastricht est un monument de complication technocratique et de prétention intellectuelle : il décide de ce qui est irréversible, apparemment tout, de ce qui est intangible, également tout. Les négociateurs ont voulu bâtir un texte destiné à laisser un souvenir impérissable dans l'Histoire ; le résultat, c'est qu'il contient trop de choses et des choses contradictoires. Il est bien préférable de procéder de façon plus pragmatique, de terminer tout d'abord ce qui était prévu dans l'Acte unique

qui entrera en vigueur dans six mois sans que toutes les mesures nécessaires, y compris fiscales, aient été prises ; puis de définir les fondements d'une véritable politique de défense commune ; de développer l'usage d'une monnaie tout d'abord simplement commune de façon expérimentale et sans s'engager dans une irréversibilité de la marche vers la monnaie unique dont le calendrier est fixé au mois près et que les faits démentiront ; bref, de procéder par étapes, et sans présomption politique.

Je regrette que tel n'ait pas été le cas.

Lire la suite page 2

Edouard Balladur est ancien ministre d'État (RPR).



### Le « visseur » de Bull

M. Francis Lorentz est remplacé par M. Bernard Pache à la tête du groupe informatique

par Caroline Monnot

Pour réussir actuellement en informatique, il faut soit « des jords, des aloums, des gens un peu fous », soit « des visseurs de bouillons, sans état d'âme, mais charismatiques », commentent aujourd'hui les experts. Incontestablement, le PDG de Bull, M. Francis Lorentz, n'appartenait pas à la première famille.

Gestionnaire et homme de l'opérationnel aux côtés de son prédécesseur, le stratège Jacques Stern, de 1982 à 1989, l'homme avoue son peu de goût pour les « soixante-huitards de l'informatique, sympathiques pour leur romantisme et leur lyrisme » mais

qui, à ses yeux, ne sont pas de « véritables industriels ». C'est effectivement dans la seconde catégorie qu'il entendait être jugé. Sur le long terme.

En ayant vraisemblablement sous-estimé tout ce que cette industrie, froide par son objet, mais uniquement en apparence, est capable de déclencher de passionnel. Non seulement son sort semble gouverner celui de l'industrie tout entière, mais la compétition féroce qui règne aujourd'hui sur les marchés interdit tout droit à l'erreur.

Lire la suite et l'article de JEAN-PIERRE TUQUOI page 20

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 3 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 160 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 T ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F. ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F. S. ; Suisse, 1,50 FR ; Thaïlande, 2,50 B. ; Turquie, 1,80 L. ; USA (cont.), 2,00 \$.

هكذا من العمل



## DÉBATS

## La construction européenne

## Dépasser Maastricht

Suite de la première page

Prenons cependant une plus juste mesure des conséquences du traité de Maastricht : après tout, il n'est pas encore applicable et ce n'est pas à cause de lui qu'on a fait une mauvaise réforme de la politique agricole commune, un mauvais accord automobile avec les Japonais, une mauvaise application des règles de la concurrence par la Commission, notamment dans l'affaire Aérospatiale ; qu'on n'a pas lancé dans des dépenses budgétaires excessives et incontrôlées, que la bureaucratie bruxelloise s'est renfermée sur elle-même, suscitant l'incompréhension puis l'indignation des opinions. C'est cela aussi qui explique l'état des esprits. Il a été aggravé par le gouvernement qui s'est mis à décerner les brevets de capacité d'homme d'Etat selon qu'on approuverait ou qu'on rejetterait ses propositions.

Ce traité, nous ne l'aurions pas négocié comme il l'a été ; tel qu'il est cependant, avec ses lacunes, ses confusions, il n'interdit pas à notre pays la possibilité de défendre ses intérêts et son indépendance dès lors qu'il serait doté d'un gouvernement décidé à le faire.

Aujourd'hui, les opinions publiques s'inquiètent, pour des raisons diverses. Ici c'est l'effortement, là le vote des étrangers, ailleurs la monnaie unique, ailleurs encore les pouvoirs des régions ou bien le risque d'être entraîné dans des conflits extérieurs par la construction militaire de l'Europe.

Ce mouvement des opinions, les gouvernements européens seraient bien inspirés de le comprendre.

Du fait du refus du Danemark, les onze autres membres de la Communauté sont dans une situation difficile à décrire : on leur propose de ratifier un traité qui existe mais qui, signé par douze pays, doit être ratifié par douze pays pour être mis en œuvre, ce qui n'est plus possible et donne donc un caractère quelque peu irréaliste à l'exercice. Et outre, en France, le gouvernement nous demande de modifier préalablement la Constitution, afin d'appliquer un traité qui, dans son état actuel, ne peut pas entrer en vigueur tel quel.

Notre pays se trouve devant un choix : soit continuer imperturbablement la procédure de ratification, comme si de rien n'était, mais au risque de la voir sans effet concret ; soit décider qu'en raison de la défiance danonoise, les choses doivent être reprises et le traité de Maastricht complété afin qu'il soit très clairement comment il peut être appliqué à n'importe quel moment de la vie de la République. Il me semble que ce sentiment est partagé par Valéry Giscard d'Estaing qui a parlé de la nécessité d'un « Maastricht-bis ». Cependant, le gouvernement, soucieux sans doute de donner l'exemple au reste de l'Eu-

rope, a poussé le Parlement, et tente maintenant de pousser l'opinion, l'épée dans les reins. Comment cette précipitation ne ferait-elle pas naître tous les soupçons ?

Que faire ?

1° Fallait-il modifier la Constitution ?

Les uns pensent que cela n'était pas utile puisqu'on ignore encore le contenu définitif du traité nécessaire à la réforme de la Constitution ; d'autres, au contraire, considèrent que, de toute façon, il y aura dans ce traité des dispositions nécessitant une révision constitutionnelle et qui concernent la monnaie, les visas, le vote des ressortissants de la Communauté.

Après avoir hésité, je n'ai pas voté la réforme de la Constitution pour deux raisons : il m'a semblé que rien ne justifiait la précipitation gouvernementale, avant même la conférence de Lisbonne, dont nous ignorons quelles adjonctions elle va proposer au traité. On pouvait reculer le débat parlementaire de quelques semaines, on ne l'a pas voulu ; je ne l'ai pas compris.

## Un deuxième traité complémentaire

Ce que, en revanche, j'ai compris, sans grand malice, c'est que le gouvernement est déterminé à politiser cette affaire le plus possible et à créer des difficultés à l'opposition parlementaire. Je n'avais aucune raison de prêter moi-même concours à cette opération. Je l'ai moins encore depuis ces quelques jours durant lesquels on a vu le gouvernement accepter les amendements du Sénat, puis les refuser devant l'Assemblée, avant de les accepter à nouveau. C'est pourquoi j'ai refusé de participer au vote de l'Assemblée et à celui du Congrès, car je ne veux pas dire non à l'union européenne et contribuer à

## TRAIT LIBRE

CENTMIL  
CHEMISES

SOLDES

COLLECTION PRINTEMPS-ÉTÉ 1992

costumes - vestes - blousons  
pantalons - chemises - chemisettes - polos  
pulls - cravates

PARIS 2° - 13, bd des Italiens

PARIS 4° - 74, rue de Rivoli

PARIS 4° - 128, rue de Rivoli

PARIS 5° - 44 bis, bd Saint-Michel

PARIS 9° - 69, rue La Fayette

PARIS 10° - 79, rue du Temple

PARIS 11° - 109, rue du Fbg Saint-Antoine

PARIS 15° - 25, rue du Commerce

PARIS 17° - 29, rue des Batignolles

ouvrir une crise en Europe, ni dire qui à la manœuvre de diversion du gouvernement socialiste.

Le gouvernement porte, seul, la responsabilité de n'avoir pas su provoquer autour de la construction européenne un accord intolérable dénoté d'arrière-pensée de politique intérieure.

2° Une fois modifiée la Constitution, faut-il ratifier le traité de Maastricht ?

Ne faisons pas de « catastrophisme ». Il est vrai que la non-ratification du traité poserait à la construction européenne des problèmes sérieux, mais il n'en est pas moins vrai que le traité de Rome et l'Acte unique subsisteraient.

En ce qui concerne le traité discuté aujourd'hui, après l'avoir pris en compte, on voit que ceux qui nous gouvernent reconnaissent maintenant qu'il faudra le compléter par un acte additionnel qui, de quelque façon qu'on l'appelle, constituera un deuxième traité qui, lui aussi, devra être ratifié.

Dès lors, il y a là aussi un choix : soit ratifier le premier traité de Maastricht, mais le faire en sachant qu'il n'est pas applicable en l'état, et donc ratifier quelques semaines ou quelques mois après le second qui le rendrait applicable à Orléans, ou bien à Douze, le Danemark étant réintégré grâce à de nouvelles dispositions ; soit sursoir à la ratification du premier traité de Maastricht, attendre la signature du second et soumettre les deux textes ensemble à l'approbation du peuple.

La première solution est-elle praticable ? Doit-on organiser un référendum pour approuver le premier traité de Maastricht et un second quelques semaines ou quelques mois après pour ratifier le second ? Ce second accord international ne devrait-il pas également être soumis au Conseil constitutionnel ? Plaise à Dieu qu'il ne nécessite pas lui aussi une nouvelle réforme de la Constitution ! Doit-on courir le risque que le peuple autorise la ratification du premier traité, et refuse celle de l'acte le modifiant ? Serait-il imaginable de recourir au référendum à la première fois ; et pas la seconde ? Tout cela sera incertain.

Je crois donc que la sagesse consisterait à soumettre au peuple les deux textes à la fois et, après tout, si c'est aussi simple que le

disent ceux qui nous gouvernent, tout cela peut être mis au point en quelques semaines. Il faut prendre la décision sur ce point rapidement car il est bien évident qu'il serait difficile d'organiser un référendum pendant la session d'automne du Parlement consacrée à la discussion budgétaire, et qu'il est exclu d'organiser un référendum quelques mois seulement avant les élections législatives.

Je suggère qu'en Conseil européen de Lisbonne, les 26 et 27 juin, la France propose à ses partenaires de rédiger cet acte complémentaire, de le signer rapidement afin que les deux textes puissent être soumis ensemble au peuple français. Si l'on n'y voit pas plus clair sur tous ces points, et si le gouvernement ne consent pas à faire les gestes nécessaires pour bien marquer qu'il souhaite politiser l'affaire, c'est cette fois dans le débat de ratification que la position du gouvernement serait entachée de suspens. L'idée européenne en souffrirait, et je le regretterais.

3° Une fois que le traité aurait été ratifié, risa ne serait terminée.

J'ai dit que l'application du traité lui-même nécessiterait un deuxième accord entre les membres de la Communauté. Donc, dire que Maastricht n'est qu'une étape est conforme à la vérité.

Il faudra ensuite mieux définir les contours des pouvoirs des différents organes de la Communauté, ce que le traité prévoit expressément. J'ai été frappé de voir que même M. Brittan a pris conscience du caractère intertemporel et parfois incongru des interventions de la Commission, dont il est l'un des principaux acteurs, et qu'il a proposé qu'on revienne sur une partie de ses directives. Il faut tenir compte, sous une forme ou sous une autre, du malaise qui a gagné les opinions publiques.

## Limiter les dépenses communautaires

Il faudra également reconsidérer de façon plus réaliste les conditions de la création de l'union monétaire. A une époque où les déficits budgétaires se creusent dans tous les pays de la Communauté, et malheureusement dans le nôtre, les critères de convergence définis dans le traité sont bien près de

devenir caducs. Quelle prétention intellectuelle, d'ailleurs, que de définir six ans à l'avance, en fonction de quels critères l'on décidera d'adopter ou de ne pas adopter une monnaie unique !

Quant au vote des étrangers, je pense qu'il ne pourra être amené que de façon extrêmement prudente, afin d'éviter une incompréhension des Français dont on perçoit bien la préoccupation. Le texte du traité nous offre les souplesses nécessaires, grâce notamment à l'action heureuse du Sénat.

Il faudra également que nous annonçons notre intention de limiter la croissance des dépenses européennes. On nous a expliqué que le traité de Maastricht ne pouvait pas être mis en œuvre sans l'adoption du « paquet Delors II » qui prévoit une très forte augmentation des dépenses de 30 % en cinq ans, et cependant cette adoption vient d'être différée. Cela montre dans quelles contradictions nous nous trouvons !

Pour moi, les choses sont simples : la contribution de la France au budget européen était de 50 milliards de francs en 1987, elle est de 85 milliards de francs en 1992 ! Pareille dérive doit être impérativement stoppée. Je propose que la France pose le principe selon lequel sa contribution au budget de la Communauté doit augmenter au maximum selon le même pourcentage que l'ensemble des dépenses du budget national.

En ce qui concerne les problèmes de défense, notre paralysie dans l'affaire yougoslave montre qu'il y a encore un effort considérable à faire. C'est la raison pour laquelle j'ai approuvé, même s'il s'agit d'un acte plus politique que militaire sans doute, la création du corps franco-allemand. Mais ce n'est qu'une étape, il faut aller plus loin, préciser les pouvoirs de l'UEO, son articulation d'une part avec les forces nationales, d'autre part avec l'Alliance atlantique elle-même.

Il faut d'ores et déjà nous interroger sur l'élargissement de l'Union européenne aux pays de situation comparable à la nôtre : je pense à la Suède, à l'Autriche, à d'autres. On ne pourra pas fonctionner à quinze ou à dix-sept, comme on fonctionnait à douze. Rapido de plus pour considérer le traité de Maastricht comme une étape transitoire.

Enfin, il nous faut dès maintenant songer à accueillir les jeunes démocraties de l'Est en les associant dès que possible à l'édification politique de l'ensemble européen. Pour cette raison-là aussi, la construction de Maastricht évoluera.

Voilà comment on doit dépasser Maastricht, en ne se focalisant pas sur des débats qui irritent l'opinion publique parce qu'elle sent qu'ils sont souvent ceux d'hier.

Dépasser Maastricht, ce doit être aussi pour l'opposition surmonter une divergence qui n'est pas nouvelle et qui n'a jamais été irrémédiable. Je suis, depuis fort longtemps, partisan de l'union de l'opposition, je le reste, avec lucidité, mais avec confiance. Personne ne peut envisager sérieusement que le RPR et l'UDF changent de stratégie. Il y a pas d'autre solution que leur alliance pour offrir un espoir aux Français qui rejettent le socialisme. A nous tous d'en tirer les conséquences et de prendre nos responsabilités face à ceux qui nous apportent leur soutien. Nous n'avons pas le droit de les décevoir.

Dépasser Maastricht, cela veut dire aussi d'occuper les vrais problèmes de la France. Le gouvernement socialiste a réussi, au-delà peut-être de ses espérances, à plonger dans le brouillard la politique française. Depuis plusieurs mois, on ne parle plus que de Maastricht alors que les déficits budgétaires s'accroissent, et l'endettement aussi ; que le chômage s'aggrave, alors qu'on n'est plus sûr de pouvoir continuer à indemniser les chômeurs, que les régimes sociaux sont menacés, que les difficultés économiques sont de plus en plus rudement ressenties par les entreprises, que l'injustice sociale se répand, que l'insécurité s'est aggravée, que notre système scolaire est toujours aussi inadapté aux besoins de la jeunesse.

C'est cela qui compte : proposer aux Français, et il nous faut six mois pour cela avant les élections législatives de mars 1993, une autre politique de France et pour l'Europe, les réformes que nous voulons faire. Notre pays a besoin de plus en plus fortement le besoin du changement. Qui d'autre que nous pourrions le satisfaire ?

EDOUARD BALLADUR

## BIBLIOGRAPHIE

## Les contes cruels de Jean de La Guérivière

par Michel Jobert

VOYAGE A L'INTERIEUR  
DE L'EUROCRATIE  
Jean de La Guérivière,  
Le Monde Éditions,  
197 pages, 98 F.

**P**LUTÔT que de déchiffrer les deux cent cinquante pages du traité de Maastricht, il serait judicieux de lire Jean de La Guérivière. Il est le correspondant du Monde à Bruxelles depuis presque deux ans. De la machinerie européenne, il connaît tous les mécanismes. Mais, au-delà, rien ne lui échappe : les trépidations, les influences, les habitudes, les déformations, les caractères et les vices, l'armée, sans cesse réformée, des intérêts battant les façades de béton et de verre, lesquelles ne sont pas la moindre disgrâce de la Communauté. Comme l'auteur a l'esprit clair, et ne s'en laisse pas conter, comme son humour sans malveillance n'est pas sans malice, comme il est, de surcroît, un enquêteur bien organisé, son voyage à l'intérieur de la citadelle devient une explication lumineuse des moyens, du fonctionnement et des possibilités de la machine à lever bruxelloise.

Evidemment, matériel et maintenance, c'est le haut de gamme ! A ce niveau international, seule « l'excellence » est possible : esprits, traitements, exemptions, statuts, idées de soi-même, de la vertu et du bon sens. On pense à Paul Valéry évoquant la mer : « Masse de calme, et visible réserve, / Eau sourcilieuse, / Qui garde en toi / Tant de sommeil sous un voile de flamme, / O mon silence !... » Il faut eux superfonctionnaires de l'Europe toute cette assurance, cette sécurité pour résister dans la mousse proliférante des documents, des directives, pour se débarrasser des délégations

nationales, ces insectes tenaces sans lesquels le vie communautaire serait un long fleuve tranquille. Les médécins confient qu'il existe des troubles psychologiques propres aux agents des organisations internationales, au nombre desquels se trouve le sentiment de l'insécurité, le « rien de pareil », la certitude, préemptoire ou courtoise, apporte un confort mental à nul autre pareil. C'est de bon augure à l'heure où les États se bousculent au portillon d'entrée, s'amusant presque de la Communauté d'être méduse plutôt que véritable.

A parler si lestement d'énigmes graves, on risque de donner à penser que le ton primesautier de l'auteur n'est que vent léger autour des montagnes. Or l'essentiel est toujours présent. Ainsi, dans « La voie des États », le profane pourra découvrir le « Carapace », mécanisme malin, essentiel. Il s'agit du comité des représentants permanents des États. Ceux-ci sont les vrais virtuoses, quelques poignées de fonctionnaires, recevant directement des instructions nationales, mais soucieux de faire avancer l'Europe en écartant l'ubuesque ou le déraisonnable. Ils ont été, ils sont, avant la lettre et malgré les prétentions excessives de la Commission de Bruxelles et de ses présidents successifs qui se sont pris pour des vice-rois, le véritable gouvernement de l'Europe. Sans doute parce qu'il lui en faut un et qu'elle n'en a pas... De très haute fonctionnaires, inconnus du grand public, se sont cependant illustrés dans une tâche épuisante et méritoire. Ils auront rendu possible le fonctionnement du Conseil européen des ministres, dans les affaires essentielles, et l'auront remplacé,

dans la vie quotidienne. Quand on évoque « les technocrates de Bruxelles », on ne pense pas à eux. On a raison : apparemment, ils sont plus politiques que dogmatiques. Ils savent que vouloir toujours avoir raison est un grand défaut et, surtout, ils sont responsables du résultat devant une autorité. C'est bien là où le bât blesse, n'essayant du fonctionnaire européen. La Commission meurt d'envie d'assumer les prérogatives d'un État européen, sans en avoir reçu mandat et surtout sans qu'un équilibre démocratique entre les pouvoirs ait été établi. Plus de vingt-cinq mille agents européens aspirent à gouverner, alors que l'Europe attend encore un gouvernement et, par conséquent, des ministres, un Sénat représentant les États et une Assemblée élue au suffrage universel. Jusqu'à ce stade, la Commission demeure un organisme ambigu, prétendant tout, sans rien.

## « Le Parlement : 518 écorchés vifs »

On ne doit donc pas se surprendre du chapitre « Le Parlement : 518 écorchés vifs ». Ces pauvres parlementaires, on les comprend : la grenouille a voulu se faire plus grosse que le bouf. Ils ont déclaré être le « Parlement », avant même d'assurer la représentation des peuples européens. La démocratie, c'est aussi le partage des pouvoirs, et même des pouvoirs parlementaires. A vouloir être à la fois la « Chambre haute » et la « Chambre basse », à espérer diriger l'Europe sans les États, à tenter de toiser bas la Commission, ces élus se sont retrouvés en marge d'un système bâtarde qui, faute d'un véritable gouvernement européen, ne fonctionnera jamais à leur satisfaction.

Sans doute s'est-on divertie, parmi les Européens de Bruxelles, de la relation, exacte mais plaisante, que fait Jean de La Guérivière de leur vie quotidienne. En effet, nulle hostilité ne transparaît dans cet exercice conduit avec un charme expert. L'indulgence y est même présente. Et notre auteur conduit qu'on peut reprocher beaucoup aux « eurocrates », mais « pas de manquer de grand dessein » : faire de la Communauté un bloc riche et puissant, capable d'aider même le Sud à devenir moins menaçant. Mais les plaies et les travers d'un microcosme, qui prend désormais une ampleur superbe, n'ont pas été tamponnés sous quelque emphase de chronotope. Bonne raison de lire ce livre avec plus de gravité qu'il n'en paraît réclamer.

« L'après-Maastricht », vu par Jean de La Guérivière, c'est le défi pressant des Européens de l'Est - hier ennemis politiques, aujourd'hui surpris que leur possibilité ne conduise pas à leur faire une cour immédiate ; c'est aussi l'augmentation du budget communautaire et les réactions qu'elle provoque dans les Parlements nationaux. C'est déjà l'espace économique européen, à créer en janvier 1993, entre les douze Européens de Bruxelles et les sept Européens de la moribonde Association européenne de libre-échange (ALE). La machine communautaire comme la machine otanese risquent de devenir folles devant tant de candidatures. Pour la solidité, on compte sur l'axe Paris-Bonn. Pour le sérieux, on espère beaucoup de la Grande-Bretagne, devenue « gauchiste », à Bruxelles ; et de la France, plus européenne qu'atlantiste à l'OTAN, désormais coquille vide.



55-1000000

# ÉTRANGER

MOLDAVIE : en dépit d'efforts diplomatiques

## De violents combats ont repris à Bendery

De violents affrontements ont repris dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 juin à Bendery, où les forces russophones ont relancé leur contre-offensive pour en déloger les forces spéciales de la police moldave. Selon l'agence Itar-Tass citant des sources russophones, « plus de mille personnes ont été tuées ou blessées » dans cette ville où se trouve une importante garnison de l'armée russe.

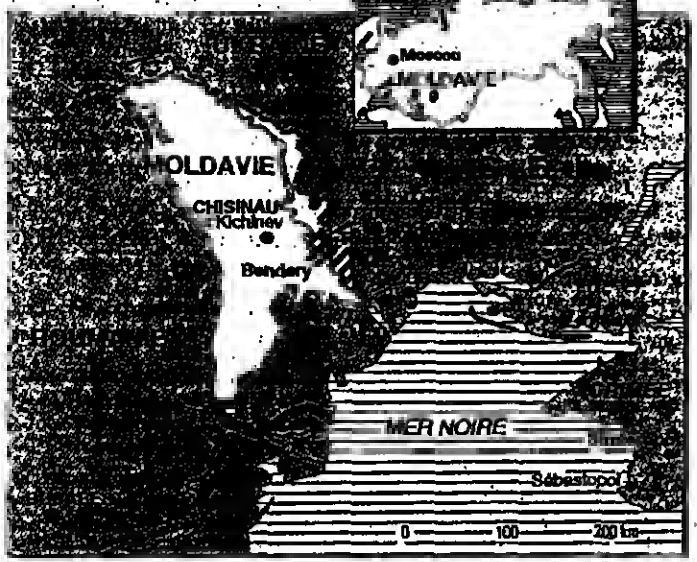
Les incendies y faisaient rage et des milliers d'habitants fuyaient vers l'Ukraine, selon l'agence. Un accord sur un cesse-le-feu et un retrait des combattants était pourtant intervenu lundi soir entre le président moldave Mircea Snegur et le vice-président russe Alexandre Routskoï, selon Itar-Tass. Les autorités militaires moldaves ont, de leur côté, affirmé dans un communiqué que des centaines de soldats

de Transnistrie, appuyés par des chars battant pavillon russe, ont pénétré dans Bendery pendant la nuit.

Le communiqué affirme qu'une grande partie de la ville est restée sous contrôle moldave, mais que les forces russophones ont aussi violemment pillonné des « têtes de pont » moldaves sur la rive russophone du Dniestr.

## Russophones et Moldaves s'affrontent violemment

Suite de la première page. L'agence Moldova-Press décrivait la police moldave assiégée dans son commissariat presque totalement détruit. Au nord de Bendery, les deux têtes de pont des



forces moldaves sur la rive russophone à l'est du Dniestr ont été, selon Chisinau, soumises à des tirs des russophones qui tentent de les repousser sur l'autre rive du fleuve. Mais plus d'une centaine de blindés moldaves étaient concentrés au sud de Bendery, selon des journalistes locaux et des députés russophones.

Alors que les militaires des deux camps semblaient ainsi se préparer à de nouvelles offensives, les deux pays voisins de la Moldavie - la Roumanie à l'ouest et l'Ukraine à l'est - qui « risquaient » d'être entraînés contre leur gré dans ce conflit qui oppose Moscou et Chisinau - ont allumé des contre-feux diplomatiques et politiques. Pour la première fois, à Kiev, le président Leonid Kravtchouk, jusqu'à présent, s'est dit prêt à « garantir » un « choix indépendant » pour la Transnistrie, dans le cas où, comme le craignent les russophones séparatistes du Dniestr, « la Moldavie voudrait s'unir à la Roumanie ». Ce qui renforce la position du président Eltsine.

A Bucarest, la pression a aussi monté. Les adversaires du président Ion Iliescu - le Front de salut national de l'ex-premier ministre Petre Roman et la Convention démocratique (coalition de l'opposition) - ont vivement condamné « l'agression russe », la Convention démocratique demandant que la

Roumanie accorde à la Moldavie « toute l'assistance nécessaire ». Après une réunion extraordinaire du Conseil suprême de la défense, qui, selon un communiqué communiqué, a « adopté un certain nombre de décisions » inconnues, le président Ion Iliescu faisait savoir qu'il avait obtenu, lors de conversations téléphoniques dans la soirée avec MM. Eltsine et Snegur, un « appel au cesse-le-feu » immédiat puis la réunion des présidents russe, ukrainien, moldave et roumain, pour examiner une solution de fond au conflit, lors du sommet des pays riverains de la mer Noire prévu jeudi et vendredi à Istanbul.

JEAN-BAPTISTE NAUDE

GEORGIE : prochaine rencontre Eltsine-Chevardnadze. - M. Eltsine a annoncé, lundi 22 juin, qu'il rencontrera le dirigeant géorgien Edeouard Chevardnadze mercredi à Dagomys, où le président russe devait tenir, dès mardi, un sommet avec le président ukrainien. Les présidents des parlements d'Ossétie du sud (Géorgie) et du nord (Russie) participeront à la réunion, motivée par l'aggravation de la situation sur le terrain. « Cinq mille Ossètes fuient chaque jour » Tskhinvali, encerclée par les Géorgiens, selon M. Eltsine. - (AFP)

RUSSIE : M. Eltsine contre l'extrême droite

## La bataille d'Ostankino n'a pas eu lieu



P. ANCHO

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Après avoir montré, le week-end dernier, sa détermination à l'égard de ses voisins de l'ex-URSS, le gouvernement russe a voulu prouver, lundi 22 juin, qu'il restait aussi capable de faire régner l'ordre sur son propre territoire et en particulier à Moscou.

Un dispositif de sécurité impressionnant avait en effet été mis en place pour canaliser une manifestation, interdite, des « conservateurs », c'est-à-dire des nostalgiques de l'ancien régime communiste et des groupes d'extrême droite. Quelques centaines de manifestants étaient massés depuis dix jours devant la fondation Gorbatchev et le siège de la télévision, à Ostankino. Ils exigeaient un droit de passage régulier sur les écrans d'une télévision qu'ils jugeaient « entièrement contrôlée par les stalinistes et les juifs ».

Insultant tous les journalistes qui passaient, ils avaient planté là quelques tentes, et on trouvait à Ostankino, jour et nuit, un condensé de la Russie de la démission et de l'aigreur. C'est-à-dire que « chaque Russe tue au moins dix juifs », celui-là estime que « depuis 70 ans les autres peuples de l'URSS ont montré qu'ils étaient tous des incapables ».

Cette femme en fièvre serait émuvement avec sa pancarte « petite mère Russie, pour toi nous mourons » si elle ne vous expliquait pas, elle aussi, que les juifs sont responsables de tous ses maux. Et on pourrait, à la limite, comprendre ce

communiste sincère - son père a été assassiné par Staline mais il croit toujours au message de Lénine - s'il ne prônait pas tout simplement une reconquête de l'empire par les Slaves.

## La manifestation des « vrais Russes »

Lundi devait être leur jour de gloire : ils avaient appelé tous les « vrais Russes » à se joindre à eux. Mais, au petit matin, les campeurs ont été délogés manu militari et un cordon infranchissable protégeait la télévision. Pompiers munis de canons à eau, centaines d'OMON (forces spéciales du ministère de l'Intérieur), gardes à cheval, escouades de policiers, carrioles de la municipalité : le dispositif semblait sans commune mesure avec le nombre des manifestants. Ceux-ci décidèrent alors de se rendre dans le centre-ville pour rejoindre un autre meeting, autorisé, celui-là, puisqu'il groupait d'anciens combattants commémorant l'anniversaire de l'invasion allemande le 22 juin 1941.

Sur « prospect Mira » (avenue de la paix), les manifestants furent de nouveau bloqués par des forces de l'ordre toujours aussi nombreuses, et un bref affrontement a fait quelques blessés. Assés par terre, les manifestants crièrent alors des slogans hostiles au président Eltsine, pendant que les anciens combattants se dispersaient dans le calme. La bataille d'Ostankino n'a pas eu lieu.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Malgré la répression serbe

## Les Albanais du Kosovo sont décidés à faire vivre les institutions dont ils se sont dotés

Le Parlement de la République du Kosovo, élu le 24 mai malgré l'opposition des autorités serbes, devait tenir sa séance inaugurale, mardi 23 juin, à Pristina. Belgrade a mis en garde contre une telle session, que le régime du président Slobodan Milosevic a qualifié d'« acte illégal menaçant l'intégrité territoriale » de la Serbie - dont le Kosovo est une province - et a averti qu'il ne laisserait pas « menacer l'ordre constitutionnel ».

ZAGREB

de notre envoyé spécial

M. Azem Vllasi est avocat. Médiocre, habillé en paysan albanais, c'est perché sur un motoculteur qu'il a passé, à travers champs, la frontière séparant la Serbie de la Macédoine. Car M. Vllasi est, surtout, l'un des hommes les plus surveillés du Kosovo, cette province méridionale de la Serbie peuplée à quelque 90 % d'Albanais de souche que Belgrade soumet à un régime de quasi-apartheid après avoir mis fin à l'autonomie dont ils bénéficiaient aux termes de la Constitution yougoslave de 1974.

## « L'Albanie ne restera pas passive »

Ancien chef du Parti communiste local, puis arrêté et emprisonné de mars 1989 à avril 1990, M. Vllasi s'est transformé en sorte d'ambassadeur itinérant de l'opposition albanaise auprès des Croates et des Slovènes. Il lui aura fallu, après son épisode « agricole », traverser pas moins de quatre pays - Macédoine, Bulgarie, Roumanie, Hongrie - pour parvenir à Zagreb afin d'y rencontrer des hommes politiques et des intellectuels croates.

L'aveoir de sa terre, M. Vllasi le voit très sombre : « La logique serbe est de tuer mille Albanais pour en faire fuir cinquante mille », car « le but de Belgrade n'est pas seule-

ment de détenir le pouvoir sur place, mais de serbiriser la région ». En fait, « les Serbes vont accroître les pressions, politiques et sociales, sur les Albanais du Kosovo afin d'en faire fuir le plus grand nombre possible et d'appliquer leur plan de repeuplement de la province par des Serbes, notamment des Serbes de Croatie », prédit-il, chiffrant à « vingt mille ou trente mille » le nombre de jeunes Albanais de souche déjà partis « pour échapper à l'armée ».

« S'ils veulent déclencher les hostilités, les Serbes choisiront leur moment en fonction de la situation ». En tout cas, « ils ne doivent pas attendre un soulèvement albanais pour trouver un prétexte à leur répression », explique-t-il, assurant que « les Albanais du Kosovo n'auront pas recouru à la guerre (contre la Serbie) les premiers. En revanche, si la guerre leur est imposée, ils feront face ». Et, « si un conflit éclate, l'Albanie ne restera pas passive ».

Certes, affirme M. Vllasi, « nous avons les hommes, et les Albanais (d'Albanie) n'auront pas à venir se battre au Kosovo. Mais l'Albanie nous servira de base logistique et ne pourra pas être accusée d'implication directe et active dans le conflit ». En ce qui concerne les armes, que « nous ne possédons pas en nombre suffisant », l'ancien dirigeant communiste kosovar voit dans les casernes serbes du Kosovo « un potentiel d'armement » dont les Albanais de souche pourraient profiter.

Seul espoir pour les Kosovars, estime M. Vllasi : que les pressions internationales freinent les ambitions serbes. Sans cela, « le tour du Kosovo viendra après celui de la Bosnie-Herzégovine ». Et attendant, les Albanais de souche sont déterminés, selon M. Vllasi, à « faire fonctionner les nouvelles institutions » dont ils se sont dotés - une présidence et un Parlement - « dans la clandestinité s'il le faut, mais dans tous les cas, sur place ». Mardi

23 juin, c'est par une session publique que les Kosovars devaient ouvrir les travaux de leur Parlement, domoqué par la Ligue démocratique du Kosovo de l'écritain Ibrahim Rugova.

Quant aux rapports entre les Kosovars et la Croatie (où vivent de nombreux Albanais de souche), ils sont « bons », à en croire M. Vllasi, qui ne tient toutefois pas à s'étendre sur le sujet et, par exemple, à parler des formes que prend l'aide croate. Seule ombre -

légère - au tableau : lorsque les Croates lui demandent pourquoi les Kosovars n'ont pas déclenché un conflit armé contre les Serbes afin d'ouvrir un « nouveau front ». « Et pourquoi les Croates n'ont-ils pas ouvert un deuxième front pour soulager les Slovènes lorsque ceux-ci étaient agressés ? », a-t-il l'habitude de répondre à ses interlocuteurs de Zagreb.

YVES HELLER

ESPAGNE : le remplacement de M. Fernandez Ordonez

## M. Solana devient ministre des affaires extérieures

MADRID

de notre correspondant

M. Francisco Fernandez Ordonez, ministre des affaires extérieures depuis sept ans, démissionnaire pour raisons de santé (le Monde date du 15 juin), a été remplacé, lundi 22 juin, par le ministre de l'éducation et des sciences, M. Javier Solana. Le secrétaire d'Etat à l'éducation, M. Alfredo Perez Rubalcaba, lui succède à son ancien poste. La promotion de ces deux hommes est considérée comme un succès pour les rénovateurs du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol).

## Un homme du sérail

Vieux compagnon, fidèle et confident de M. Gonzalez, ancien numéro deux derrière lui sur les listes électorales, M. Solana Madariaga, se voit offrir, à cinquante ans, un poste qui peut faire de lui un successeur potentiel de l'actuel chef du gouvernement. Membre du PSOE depuis 1964, il a, dès le départ, fait partie de son noyau dirigeant. Après la victoire des socialistes aux élections de mai 1982, ce scientifique de formation est nommé ministre de la culture, fonction qu'il cumule au mois de juillet 1985 avec celle de porte-parole du gouvernement. Lors du remaniement de 1988, il prendra en charge l'éducation et les sciences.

Membre du comité exécutif du PSOE de 1976 à 1984, ce diplômé de physique, ancien professeur à l'université de Virginie aux Etats-Unis, est un homme du sérail. Placé en position de compétition face au vice-président du gouvernement, M. Narciso Serra. Sa nomination est une pierre supplémentaire jetée dans le jardin de M. Alfonso Guerra, le numéro deux du PSOE.

Homme du président « historique » du parti, partisan d'un socialisme démocratique après avoir flirté dans sa jeunesse avec le marxisme, ce barbu au sourire perpétuel passe pour être un « pacifiste ». Connu pour avoir instauré la gratuité des musées, il fut, par la suite, l'homme de dialogue qui a rétabli le calme dans le monde étudiant et, dernièrement, le négociateur chargé d'établir des ponts entre le gouvernement et les syndicats.

Son successeur à l'éducation, M. Perez Rubalcaba, est, lui aussi, un négociateur infatigable. Agé de quarante et un ans, ce scientifique spécialiste de chimie organique est considéré comme l'orfèvre des réformes de l'éducation de ces dernières années. Homme technicien, militant du PSOE depuis 1974, il a fait l'essentiel de sa carrière au ministère de l'éducation avant d'être nommé secrétaire d'Etat en juillet 1988.

MICHEL BOLE-RICHARD

ALLEMAGNE : acquittement de quatre anciens gardes-frontières de la RDA. - Un tribunal berlinois a acquitté, lundi 22 juin, quatre anciens gardes-frontières de la RDA, qui, en 1971, avaient tiré sur un fugitif tentant de franchir le mur de Berlin, le blessant assez grièvement à la jambe. Le parquet avait requis des peines allant jusqu'à vingt et un mois de prison

avec sursis. Le tribunal a estimé que l'intention de donner la mort n'avait pas pu être démontrée au cours du procès. Deux des trois hommes avaient tiré des salves en l'air. Le troisième avait tenté de deux balles le fugitif, toujours partiellement paralysé d'une jambe aujourd'hui. Il s'agit du troisième procès d'auteurs de tirs au mur de Berlin. - (AFP)

COLLECTION MONTRES 36

JOAILLIER

Montre bracelet or 18 carats. Etale sur bracelet cuir à partir de 16 500 F.

6 rue Royale, Paris 8<sup>e</sup> - 42.60.30.65

Le Clange, 74, Champs-Élysées, Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Colas, Deauville • 22, boulevard de la Croisette, Cannes • Hôtel Loeux, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Séoul • Tokyo • Hong Kong



## EUROPE

## Le Conseil de sécurité de l'ONU ajourne sa décision sur le Haut-Karabakh

Le Conseil de sécurité a examiné lundi 22 juin le rapport confidentiel d'un émissaire de l'ONU dans la région du conflit du Haut-Karabakh. Il pourrait envisager « peut-être dans deux semaines » l'envoi d'observateurs militaires sur le terrain, ont indiqué les diplomates, mais attend les résultats des réunions préliminaires à la conférence de Minsk qui doit se tenir sous

l'égide de la CSCE. Ces réunions marquent le pas et ont été suspendues jusqu'au 29 juin. Sur le terrain, les Arméniens démontent des préparatifs azérbaidjéens pour ouvrir un corridor avec leur enclave du Nakhitchevan, alors que Bakou a affirmé lundi avoir perdu une trentaine de combattants sur le front de Mardakert, dans le nord de l'enclave.

## Pieds nus, fuyant par la forêt

STEPANAKERT (Haut-Karabakh)  
de notre envoyée spéciale

Près de 20 000 réfugiés arméniens amassés, souvent pieds nus, fuyant par la forêt les zones de combats plus au nord, ont envahi Stepanakert, capitale du Haut-Karabakh. Les femmes viennent consulter avec anxiété les listes des victimes établies par les autorités. Celles-ci sont sans nouvelles de centaines de civils, notamment de vieillards restés à Chaurian, région de plus de dix mille habitants prise par les Azerbaïdjanais au début de l'offensive le 12 juin. Un homme de soixante ans, Arkadi Akumov, affirme avoir tué sa mère « parce qu'elle ne pouvait plus continuer et je ne voulais pas la laisser sur place ». Complète-

ment démoralisés, ces réfugiés ont d'abord empli les écoles, les hôtels et les bâtiments publics pour finalement dormir dans la rue, sous la pluie.

Ils cherchent donc à fuir, mais ils en sont empêchés par les autorités de Stepanakert. Pour emprunter le couloir de Lachine, ouvert le mois dernier par les combattants arméniens contre le Haut Karabakh à l'Arménie, il faut montrer ses papiers prouvant que l'on vit bien en Arménie.

Les combattants cherchent à convaincre les réfugiés de rebrousse chemin, expliquant que l'offensive azérbaidjéenne a été stoppée devant Mardakert et Askéran, deux verrous un moment menacés à l'entrée de l'enclave, mais en vain. La panique de la population

pèse sur la confiance des combattants, retrouvée avec l'arrivée de matériel et de nouveaux volontaires, venus pour la plupart d'Arménie.

Un combattant venu d'Askéran, affirme, comme beaucoup d'autres, que des Russes combattent aux côtés des Azerbaïdjanais : « La nuit dernière nous avons riposté à une attaque, il y a eu plusieurs morts. Nous avons détruit un char, à l'intérieur il y avait quatre Russes ». Dans les montagnes, on voit les restes d'un Sukhoï So-25, dit-on, avion d'attaque au sol saisi le mois dernier à l'armée russe par les Azéris et abattu par les Arméniens en début de l'offensive.

GAYANE ARPRIKIAN

## TURKMÉNISTAN

## Le président Niazov a été réélu avec 99,5 % des voix

M. Saparmourad Niazov n'est pas le seul président d'un Etat d'Asie centrale ex-soviétique à avoir été élu au suffrage universel par candidature unique. Mais au Kazakhstan et au Kirghizistan l'exercice n'avait pas atteint le sommet de perfection brejnévien qui a caractérisé celui dont les

résultats ont été annoncés lundi 22 juin à Achkebad, capitale du Turkménistan : 99,5 % des électeurs ont reconduit M. Niazov au poste qu'il occupait déjà, suite à une première élection en 1990, où il n'avait obtenu, il est vrai, que 98 % des voix.

## Un survivant converti

Ceux des 1,8 million d'électeurs qui, portés par les vieilles habitudes, se sont réellement déplacés pour déposer dans l'urne le bulletin unique avaient d'autant plus de mérite qu'il faisait dimanche 40 degrés à l'ombre dans ce pays grand comme la France mais à 80 % désertique.

La faible densité d'une population d'anciens nomades est en effet une des raisons de l'absence d'opposition organisée, rendant possible la poursuite de la pratique de ce type d'élections. La répression qui a étouffé un premier mouvement de contestation l'été dernier, après le putsch raté de Moscou, complète le tableau : le Turkménistan, isolé aux confins de l'Iran, est un pays que les vents de la perestroïka n'ont jamais vraiment atteint.

Le président Niazov, un quinquagénaire trapu installé à la tête du Parti communiste turkmène il y a sept ans par M. Gorbatchev, a survécu à l'effacement du système qui le soutenait de Moscou, en s'emparant de tous les leviers du pouvoir local et en ne tolérant aucun parti ni journal d'opposition.

## Monarchie pétrolière

Cet ingénieur, marié à une Russe, n'hésite pas non plus à « nationaliser » la tradition du culte de la personnalité : il est le président « initiateur de l'indépendance de la grande nation turkmène », qu'un pèlerinage à La Mecque est venu couronner au printemps.

M. Niazov espère manifestement diriger un pays à l'image des monarchies pétrolières du Golfe, dont les ambassades s'ouvrent à

Achkebad après celles des Etats-Unis, de l'Iran et de la Turquie. Ses riches gisements de gaz et sa situation géographique à la porte du reste de l'Asie centrale font que le Turkménistan est courtisé par tous les candidats à la reprise de l'héritage soviétique dans ces régions.

On leur vante la « stabilité » du pays et ses nouvelles « institutions démocratiques » : une Constitution adoptée en mai – prétexte à la seconde élection présidentielle – prévoit une assemblée (Majlis) dont une partie sera élue et l'autre composée de membres de droit : gouvernement et chefs de l'exécutif dans les provinces ; ainsi qu'un « Conseil des anciens », celui des chefs de clan de cette nation que soixante-dix ans de soviétisme n'ont pas définitivement unifiée et dont les membres se retrouvent, en nombre presque égal, au-delà des frontières, en Iran et en Afghanistan surtout.

## Accord militaire

En attendant les investisseurs qui permettraient des entrées en devises, la population vit des promesses du président selon lesquelles l'inflation venue de Moscou, pas plus que « son désordre politique », ne pénétreront au Turkménistan. Pourtant, les prix ont déjà monté et le mécontentement grandit dans ce qui était, selon les anciennes statistiques, la République la plus pauvre de l'ex-URSS. Seule une poignée d'intellectuels, surveillés de près par la KGB turkmène, osent critiquer ouvertement le régime. Mais, parmi les mécontents déclarés, on trouve désormais d'autres couches, notamment la moitié des membres

du Parti communiste qui n'ont pas rejoint le « Parti démocratique » dirigé par M. Niazov.

Ce sont aussi les quelque 8 % de Russes dont les familles sont parfois arrivées ici avec l'armée au siècle dernier et qui voient avec inquiétude un pays qu'ils pensaient préserver virer au nationalisme. Cette inquiétude s'est avivée en mai quand il fut interdit de vendre les logements privés, souvent la seule ressource permettant de payer un déménagement pour les candidats au retour en Russie ou en Ukraine. Comme ailleurs en Asie centrale, ces Russes se sentent de plus en plus de otages, notamment les nombreux militaires qui gardent ce qui était l'avant-poste de l'URSS face à l'Iran.

M. Niazov avait voulu créer une armée nationale, mais le remplacement des appelés venus de Russie par des Turkmènes a fait chuter le niveau des unités stationnées dans le pays et entraîné notamment des bagarres entre recrues de clans différents. Pour garder un nombre suffisant d'officiers russes et des unités opérationnelles sur ses frontières, M. Niazov a dû signer début juin un protocole militaire avec Moscou, subit par les inquiétudes du déclin russe comme un modèle pour le reste de l'Asie centrale : il légalise en effet la présence au Turkménistan des officiers russes sous commandement de la Russie, notamment à la tête des forces frontalières et stratégiques.

Il semble donc que le « père de la nation turkmène », qui fut un des plus virulents pourfendeurs de la CEI après avoir été un apparatchik modèle sous M. Gorbatchev, ait compris qu'il n'était pas de son intérêt de rompre avec la Russie, aussi désagréablement démocrate que fut pour l'instant son régime. Ne fût-ce que pour contenir l'influence de l'Iran auquel, seul dirigeant de l'Asie turco-persane dans ce cas, M. Niazov ouvre ses portes commerciales. En expliquant aux Occidentaux qu'il y est obligé en raison des 1 000 kilomètres de frontières communes. Mais les opposants n'en sont pas convaincus : « Ce dirigeant communiste, craint l'un d'eux, a trop d'affinités profondes avec le régime autoritaire d'Iran ». Sa réélection dimanche en semble une illustration plus que parfaite.

SOPHIE SHIHAB

## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : les élections et le processus de paix

## De nombreux indécis devraient départager le Likoud et les travaillistes

Trois millions quatre cent mille Israéliens, dont deux cent quarante mille Juifs soviétiques nouvellement immigrés, devaient se rendre aux urnes, mardi 23 juin, pour élire 120 députés parmi vingt-cinq listes, suivant le système de la proportionnelle. Selon les derniers sondages, le Likoud, la principale formation de droite, dirigée par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, – qui avait obtenu 40 sièges lors du dernier scrutin – et son principal rival, le parti

travailliste de M. Itzhak Rabin, – 39 députés en 1988 – étaient au coude à coude et le vote de très nombreux indécis devrait être déterminant. La presse syrienne a multiplié ces derniers jours les commentaires sceptiques sur la volonté d'Israël de faire la paix avec les Arabes, quel que soit le résultat du scrutin. Pour autant, Damas, qui dispose d'une marge de manœuvre relativement réduite, n'envisage pas de se retirer du processus de paix.

## Syrie : l'isolement du président Assad

DAMAS  
de notre envoyée spéciale

Damas feint l'indifférence quant à l'issue du scrutin israélien qui, dit-on, « n'apportera aucun changement radical ». A tout prendre, les dirigeants syriens préféreraient sans doute encore la victoire de l'actuel premier ministre, M. Itzhak Shamir, dont l'intransigence dans les négociations de paix et le refus répété de céder un pouce des territoires occupés à au moins l'avantage, comme le déclarait récemment le président Hafez El Assad, « de montrer au monde que la paix et qui ne la veut pas ». Le chef du parti travailliste, M. Itzhak Rabin, « n'est qu'une pâle doublure de Shamir, il veut mieux traiter avec l'original », affirme ainsi un responsable.

Bien que les négociations bilatérales de paix avec Israël aient fait peu de progrès, la Syrie n'entend pas s'en retirer, et elle continue de penser qu'une relance dépend avant tout des Etats-Unis. Toutefois, les dirigeants syriens rappellent de plus en plus souvent qu'il appartient au Conseil de sécurité de l'ONU, en fin de compte, de faire respecter ses propres résolutions. D'autant que l'on suit ici, peut-être, avec inquiétude, les difficultés diplomatiques du président George Bush, principal artisan du processus de paix avec le secrétaire d'Etat James Baker.

Arç-boutée sur le fondement des négociations tel qu'énoncé par le président américain : « l'échange des territoires contre la paix », la Syrie est quelque peu isolée dans un monde arabe moins solidaire qu'il y a quelques années. Accusé de terrorisme par les Etats-Unis, le chef du Front de libération de la Palestine – commandement général, M. Ahmed Jibril, résidé de plus en plus souvent à Téhéran – et son mouvement est très surveillé à Damas. Dans la même optique, les officiels syriens se sont empressés de préciser que la Syrie n'était en aucune façon impliquée

n'a pas encore reçu de réponse. L'Arabie saoudite a même interdit la diffusion dans le royaume du numéro du journal *Al Hayat* qui rendait compte de cet appel. La Syrie se retrouve ainsi quasi seule en première ligne face à Israël et doit donc composer avec les Etats-Unis, dont les pressions se font de plus en plus fortes.

## Multiples contentieux avec Washington

Les contentieux entre Washington et Damas ne manquent pas, qu'il s'agisse du contrôle des armements, du terrorisme, de la drogue, des droits de l'homme, de l'ouverture économique ou politique, prônée par Washington. Plusieurs gestes ont été accomplis récemment par Damas, comme la fermeture au Liban des bases des « terroristes » kurdes de Turquie, le droit de « voyager » pour les Juifs syriens, la libération de plusieurs milliers de prisonniers politiques, l'éradication, pour cette année au moins, de la culture du pavot dans la Bekaa libanaise. Accusé de terrorisme par les Etats-Unis, le chef du Front de libération de la Palestine – commandement général, M. Ahmed Jibril, résidé de plus en plus souvent à Téhéran – et son mouvement est très surveillé à Damas. Dans la même optique, les officiels syriens se sont empressés de préciser que la Syrie n'était en aucune façon impliquée

dans les activités terroristes dont est inculpé M. Monzor Kassab, ressortissant syrien porteur d'un passeport argentin et récemment arrêté à Madrid.

Reste que Damas n'entend pas céder sur ce qui est, à ce stade, l'essentiel : sa politique au Liban. Si, en accord avec Téhéran, des consignes de modération ont été données au Hezbollah libanais – en particulier le rappel des « lignes rouges » : pas d'attaques contre le territoire israélien, – il n'est pas question pour Damas de désarmer cette « milice » qui se bat, sur le sol libanais, contre l'occupation de la « zone de sécurité » israélienne. Et la Syrie entend bien que des élections législatives soient organisées au Liban avant la fin de l'été, c'est-à-dire avant le repli de ses troupes sur la Bekaa, prévu fin septembre.

Sur le plan intérieur, le président Assad n'entend pas précipiter les choses, et l'ouverture économique reste très timide. Dans une récente interview à la BBC, M. Assad a dénoncé les pays occidentaux qui veulent imposer partout un même type de démocratie. Il a affirmé que chaque pays devait d'abord tenir compte de sa propre histoire et de son expérience... C'était signifier que de réels changements n'étaient pas pour demain.

FRANÇOISE CHIPAUX

## BIBLIOGRAPHIE

« Israéliens-Palestiniens : le partage de la terre », de Mark Heller et Sari Nusseibeh

## Imaginer la paix

Imaginer la paix au Proche-Orient : voilà bien, aujourd'hui encore, la plus grande audace, après tant d'espoirs déçus. Sur tout si c'est l'œuvre conjointe d'un Juif et d'un Arabe. Deux universitaires, Mark Heller, Israélien de Tel-Aviv et Sari Nusseibeh, Palestinien de Jérusalem ont relevé ce défi.

« Sans rembourser ni tromperie » – titre original de leur ouvrage – ils se représentent ensemble l'avenir de leurs peuples. Sans offense ni trahison, ils tentent d'apprivoiser le destin, en envisageant de la manière la plus concrète la contenu d'un futur accord négocié ; en aménageant, aussi précisément que possible, « le partage de la terre » qui leur est commune.

## L'asymétrie fondamentale

Consentir au partage, c'est déjà s'entendre sur l'essentiel : l'autodétermination des Palestiniens, la sécurité des Israéliens. La quête d'une solution durable, qui suppose à terme la création de deux Etats, exclut les chimères comme la naïveté. Si les auteurs n'osent pas songer qu'un jour, Arabes et Juifs « puissent s'aimer », ils souhaitent que les uns et les autres, tenant compte des rapports de force, fassent, une fois pour toutes, le deuil de leurs rêves d'absolu et ajustent leurs désirs aux intérêts en jeu. Car, en l'espace, il n'est pire conseiller que l'utopie.

Les Palestiniens, observe Sari Nusseibeh, ne peuvent ni ne doivent accepter de voir mis en cause le principe de leur souveraineté ; mais il leur faudra admettre d'en négocier le degré d'exercice. C'est la reconnaissance que tout règlement politique

devra s'appliquer par étapes. C'est surtout accepter l'asymétrie fondamentale au cœur de la négociation : d'un côté, des Palestiniens qui n'ont rien à perdre à la paix, de l'autre des Israéliens qui prennent de gros risques en abandonnant certains atouts géo-stratégiques.

Ici, des renoncements territoriaux immédiats qui se suffisent à eux-mêmes. Là, des concessions verbales qui exigent des garanties, notamment militaires. Comme le souligne Sari Nusseibeh, il faut « troquer un fragment de l'avenir » qui appartient, selon lui, aux Palestiniens – « contre un fragment du présent » que les Israéliens détiennent.

Les auteurs font l'inventaire détaillé des grands chapitres d'un futur règlement, et proposent, pour chacun, des principes, des méthodes, voire des mécanismes : la sécurité mutuelle, les frontières, les réfugiés, les implantations, l'eau, la sorte de Jérusalem. Mais ils croient surtout aux vertus de la « dynamique de la paix », qui, par exemple, incitera à la sagesse des Palestiniens pourtant peu enclins au compromis, mais soucieux de sauvegarder leurs nouveaux acquis.

Hélas, les principaux dirigeants israéliens, à droite comme à gauche, sont loin d'acquiescer, pour l'instant, au « partage de la terre ». Avant d'être un guide pour l'action, le livre de Mark Heller et Sari Nusseibeh est donc un acte de foi. C'est sa force autant que sa faiblesse.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Israéliens-Palestiniens : le partage de la terre, de Mark Heller et Sari Nusseibeh, Belfond, 223 pages, 108 F.

Le Monde EDITIONS

**PLANTU**

LE DOUANIER SE FAIT LA MALLE

20 ANS DE DESSINS SUR L'EUROPE

EN VENTE EN LIBRAIRIE



# Devraient départer les travailleurs

Le ministre de l'Intérieur, M. Habib Rabin, - 39 députés en tout - a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le ministre a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le ministre a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale.

# Le président Assad

Le président Hafez al-Assad a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale.

Le président Hafez al-Assad a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale.

Le président Hafez al-Assad a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale.

Le président Hafez al-Assad a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale.

Le président Hafez al-Assad a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale.

Le président Hafez al-Assad a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale.

Le président Hafez al-Assad a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale.

Le président Hafez al-Assad a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale. Le président a tenu une séance de travail à l'Assemblée nationale.

Handwritten note in Arabic: "هذا من الاموال"

## ASIE

A la conférence de Tokyo

# La communauté internationale a offert 880 millions de dollars pour la reconstruction du Cambodge

La conférence sur le Cambodge, réunie lundi 22 juin à Tokyo, a permis de dégager 880 millions de dollars pour la reconstruction du pays. En revanche, les Khmers rouges ont maintenu leur refus de participer à la deuxième phase du plan de paix des Nations unies, celle du cantonnement et de la démobilisation partielle des forces en présence, entamée sans eux le 13 juin.

Leurs deux représentants au CNS (Conseil national suprême), MM. Khieu Samphan et Son Sen, le second, fidèle à son habitude, n'a rien dit, et le premier n'a ouvert la bouche que pour alimenter, de nouveau, les raisons pour lesquelles les Khmers rouges interdisent l'accès des zones qu'ils

Puisque, sur le terrain, leurs affaires se portent plutôt bien depuis la signature de l'accord du 23 octobre, ils en demandent suffisamment pour que le prince Sihanouk, même sur un ton neutre, porte un jugement très dur. « Leur objectif final », a déclaré le président du CNS lundi soir, est de prendre

montré plus nuancé dans la forme mais pas sur le fond, estimant qu'il n'y avait « aucun espoir de percée ni de ce qui dans un proche avenir ».

Les coprésidents de la Conférence de Paris, français et indonésiens, se sont alors lancés dans un exercice d'humour familier : l'explication de texte.

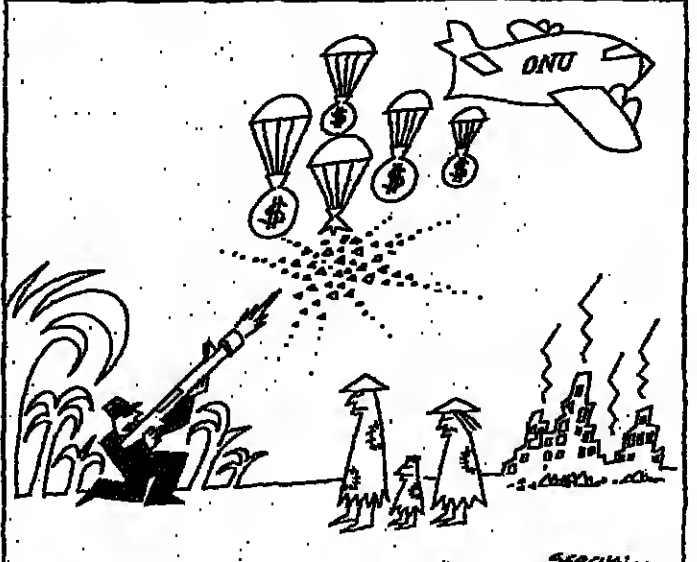
### « Un rôle plus actif »

M. Kieijman, qui n'hésite pas à montrer les Khmers rouges du doigt, leur a clairement expliqué qu'il n'était pas question de modifier l'accord. Parallèlement, pour tenter d'amener à la raison les hommes de M. Pol Pot, un texte leur a été proposé qui fait état d'un « rôle plus actif » du CNS et associe les Khmers rouges à toute recherche de troupes vietnamiennes. En échange, il leur a été demandé de participer à l'application de la deuxième phase du plan de paix. Cette initiative a bénéficié d'un assentiment général. Mais les Khmers rouges n'ont pas répondu.

Pour leur laisser un dernier temps de réflexion, ils ont été invités à répondre, le 2 juillet à Phnom-Penh, lors d'une réunion du CNS et des représentants des cinq Grands. « Le pire n'est pas sûr », a estimé M. Kieijman. Le calcul est évident : si les Khmers rouges refusent de nouveau d'appliquer le plan de paix, le Conseil de sécurité sera saisi de l'affaire, à charge pour lui de définir les sanctions à prendre.

Isolés à Tokyo, les Khmers rouges devront infirmer leur position, à moins qu'ils estiment que leur poids sur le terrain et le résultat de complaisances dont ils bénéficient en Thaïlande leur permettent de s'en tenir à la ligne actuelle. Réponse, provisoire hélas ! le 2 juillet.

JEAN-CLAUDE POMONTI



contrôlent aux forces de l'ONU et n'entendent pas démobiliser leurs soldats.

Ils veulent que le CNS devienne le gouvernement du pays et que l'ONU promette qu'il n'y a plus de troupes vietnamiennes au Cambodge, faute de quoi ils ne participeront pas, selon le prince Norodom Sihanouk, aux élections prévues en 1993. Leur intransigence leur a aliéné tout le monde, à telle enseigne que les Chinois critiquent leurs revendications et que les Thaïlandais ne les accueillent pas.

le pouvoir par des moyens militaires et non par des moyens démocratiques. Ils ne comprennent que la dictature (...). Pol Pot est leur leader, Khieu Samphan n'est qu'une figure de proue, il doit faire son rapport. Ne vous attendez pas à ce qu'ils s'en tiennent à l'accord de Paris, parce qu'ils sont contre les accords internationaux ».

Intervenant après le prince, le Japonais Yasushi Akashi, représentant personnel de M. Boutros Boutros-Ghali à Phnom-Penh et patron de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU), s'est peut-être

CHINE : tandis que M. Deng Xiaoping continue à prôner des réformes

# La mort de Li Xiannian affaiblit la coalition conservatrice

PÉKIN

de notre correspondant

L'ambiance qui a entouré la disparition de l'ancien président Li Xiannian (le Monde du 23 juin), le premier à s'éteindre parmi les huit gérontes de la génération de M. Deng Xiaoping qui gouvernent la Chine depuis les coulisses, montre à quel point le pays a changé, en dépit du discours anachronique du régime. Voici quelques années, la mort d'un tel personnage aurait paralysé pendant plusieurs jours l'activité nationale.

Rien ne semblait plus loin de cela que l'atmosphère de Pékin lundi après-midi. L'indifférence devant un trépas qu'on savait venir n'était pas le seul fait de la population. Même la télévision, après le bulletin annonçant la nouvelle, a poursuivi ses programmes entrecoupés de spots publicitaires.

Pour les Chinois, la vie continue, et elle continue à s'embourgeoiser. La disparition de M. Li, qualifié de « grand révolutionnaire, homme d'Etat et stratège prolétarien, ferme marxiste et dirigeant éminent du parti et de l'Etat », par le comité central, débarrasse les partisans des réformes d'un des poids lourds du conservatisme.

Parmi les survivants qui, à la différence du défunt, avaient fait

allégeance à M. Deng, il en est au moins trois qui demeurent obstinément opposés aux idées les plus hardies du patriarcat : MM. Chen Yun (87 ans), Peng Zhen (90 ans) et Wang Zhen (84 ans). De l'ordre dans lequel ces trois personnages et M. Deng lui-même (88 ans en août) iront « rejoindre Marx » dépendra la rapidité avec laquelle le pays se libérera du carcan idéologique et économique qui entrave sa modernisation.

L'étonnant M. Deng continue, lui, sa guérilla idéologique. Il se trouve en Mandchourie, où il martèle ses idées sacrilèges sur la nécessaire refonte du secteur public, pléthorique et déficitaire. Il se pourrait qu'il ait obtenu le timonage de certains personnages étroitement associés à ce « gauchisme » qu'il fustige, tels He Dunchang, un apparatchik de la propagande, Li Ximing, le secrétaire du parti pour la capitale ou He Jingzhi, le ministre par intérim de la culture. Mais, si ces évictions se confirment, la masse de propagande qu'il aura fallu à M. Deng pour faire sauter ces têtes mineures prouve combien le combat reste rude jusqu'au quatorzième congrès du PCC à l'automne.

FRANCIS DERON

BANGLADESH : grève nationale des journalistes. - Les journalistes du Bangladesh ont observé une grève nationale, lundi 22 juin, pour protester contre l'action violente de la police, la veille, à leur

INDE : grève générale au Cachemire. - Des fusillades ont éclaté, lundi 22 juin, dans la vallée du Cachemire à l'occasion d'une grève générale de protestation contre les brutalités commises par les forces indiennes lors d'opérations de rattrapage routinier, menées pour déconvoier des autonomistes musulmans. A Srinagar, capitale de l'Etat, des centaines de personnes, en majorité des femmes et des enfants, ont défilé aux cris de « *bas la démocratie indienne* ». Deux civils ont été tués en réplique à une attaque d'activistes contre des unités paramilitaires. - (AFP)

## A TRAVERS LE MONDE

LIBYE

### Le Parlement devrait répondre « rapidement » aux exigences de Washington et de Londres

Au dixième jour de sa session annuelle, le Congrès général du peuple libyen (parlement), après un débat relativement animé, a confié, lundi 22 juin, à un comité ad hoc, le soin d'élaborer une résolution quant à l'extradition, exigée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, de deux Libyens présumés coupables de l'attentat de Lockerbie.

Aucun délai n'a été fixé au comité mais le ministre des affaires étrangères, M. Ibrahim al-Bishari, a indiqué qu'il fallait « aboutir rapidement à une solution » qui soit « acceptable par toutes les parties présentes au Congrès ». Or, parmi les participants, deux tendances s'étaient dessinées lundi : l'une, hostile à l'extradition de MM. Abdelbaset al-Megrahi et Amin Khalifa Fhimah, et l'autre favorable à leur remise à un Etat « neutre », à condition que le procès se déroule sous la supervision de l'ONU. - (AFP)

PHILIPPINES

### M. Fidel Ramos a été proclamé chef de l'Etat par le Congrès

Le Congrès philippin a officiellement proclamé l'ex-général Fidel Ramos président de la République. Premier chef de l'Etat de confession protestante dans ce pays fortement catholique, il succédera, le 30 juin, à M. Corason Aquino. L'acteur de cinéma et sénateur Joseph Estrada a été élu vice-président. M. Ramos avait obtenu, lors du scrutin du 11 mai - dont le dépouillement aura duré près de six semaines - 23,5 % des voix, le chiffre le plus bas dans l'histoire de l'archipel.

Dimanche, M. Ramos avait rencontré M. Imelda Marcos, la veuve du dictateur Marcos, candidate malheureuse à l'élection. Au cours de cette réunion, la première depuis la chute du régime Marcos en 1986, tous deux se sont « mis d'accord pour s'efforcer de rétablir la stabilité politique et la prospérité économique du pays ». Par contre, les deux candidats, M. Eduardo Cojuangco et M. Myrion Defensor Santiago, ont à nouveau contesté le résultat du scrutin. - (AFP, Reuters, AP, UPI)

COLOMBIE : ultimatum gouvernemental aux négociateurs de la guérilla. - Le gouvernement colombien a lancé, samedi 20 juin, un ultimatum aux délégués de la coordination Simon Bolivar (regroupant les FARC, pro-communistes, et l'ELN, castriste) restés au Mexique depuis la rupture, le 4 mai, du dernier round du dialogue de paix. Les négociateurs de la guérilla doivent rentrer en Colombie sous protection diplomatique médiane avant le mardi 23 juin. C'est la formule expéditive imaginée par le gouvernement pour se sortir d'un imbroglio juridico-politique. La justice colombienne, en effet, lance des mandats d'arrêt contre une cinquantaine de dirigeants de la coordination, dont les délégués aux pourparlers de paix. Engagés à Caracas en 1991, ces négociations ont été rompues ou suspendues plusieurs fois et sont actuellement dans une impasse totale. - (Corresp.)

PARAGUAY : le général Rodriguez a prêté serment sur la nouvelle Constitution. - Le chef de l'Etat paraguayen, le général Andres Rodriguez, a prêté serment, lundi 22 juin, sur la nouvelle Constitution, mettant ainsi fin aux rumeurs de coup d'Etat qui ont circulé avec insistance, ces derniers jours, à Asuncion. Le général Rodriguez, qui avait renversé, le 3 février 1989, le dictateur Alfredo Stroessner au pouvoir depuis trente-cinq ans, s'était déclaré, la semaine dernière, « satisfait » dans son honneur parce que les constituants avaient inclus une disposition interdisant formellement la réélection. Il avait alors décidé de boucler la séance de promulgation de la Constitution ce qui avait alimenté les rumeurs de coup d'Etat. Le Paraguay est à moins d'un an des élections présidentielle et législatives qui seront le véritable test de la transition démocratique commencée par le général Rodriguez. - (AFP)

## FRET SNCF. Chaque jour des solutions pour bien vous aiguiller.



- Des trains rapides et des horaires fiables.
- Des entrepôts équipés partout en France.
- Un réseau européen de 380 000 km.



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

SCIENTIFIQUES & CROYANTS 4



### PIERRE DUHAM

Homme de science et de foi par Stanley L. JAKI  
Un prophète des temps modernes  
180 pages 150 FF  
BEAUCHESNE  
22, rue des Saints-Pères 75007 PARIS



## DIPLOMATIE

## La ratification du traité sur l'union européenne

## Accord à Bonn sur le processus de révision constitutionnelle

Les modifications à apporter à la Constitution allemande préalable à la ratification du traité de Maastricht doivent être adoptées définitivement, en principe vendredi 26 juin, par la commission constitutionnelle où sont représentées les deux chambres. En début de semaine, ces modifications étaient pratiquement acquises.

BONN

de notre correspondant

Le point le plus délicat de la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht, la délimitation des prérogatives du gouvernement central et de celles des Länder par rapport à Bruxelles, a fait l'objet la semaine dernière d'un accord entre les représentants des Länder et les groupes parlementaires du Bundestag. Le gouvernement pourra ainsi entériner la semaine prochaine la loi portant révision de la Constitution, ouvrant la voie à la ratification des accords de Maastricht à l'automne.

Malgré quelques escarmouches du côté de la CSU bavaroise, le droit de vote des Européens aux élections communales n'a pas posé de problème. Tous les partis ont donné leur assentiment et, contrairement à la France, rien n'empêchera les ressortissants d'autres pays de la Communauté de devenir conseillers municipaux, voire maires en Allemagne une fois le traité de Maastricht en vigueur.

Si l'accord n'a pas pu encore être formalisé sur ce point, c'est parce que le Parti social-démocrate souhaite que ce droit de voter ou d'être élu soit donné, dans la Constitution, à tout étranger ayant son domicile permanent en Allemagne, ce qui exclurait les chrétiens-démocrates et les chrétiens-sociaux de Bavière.

La ratification du traité d'union économique et monétaire suppose une modification de l'article 88 portant sur les prérogatives de la Bundesbank. Elle a été acquiescée, cet article stipulant que les décisions de la banque centrale allemande peuvent être trans-

férées à une banque centrale européenne. Un débat oppose encore majorité et opposition sur le degré d'automatisme dans le passage à la troisième phase de l'union monétaire, les sociaux-démocrates souhaitant que le Parlement soit associé, le moment venu, à la décision du gouvernement. Mais ce point ne relève pas de la révision constitutionnelle.

## L'article « Europe »

Le seul vrai casse-tête pour les responsables gouvernementaux était la volonté des Länder d'ancrer dans la Constitution leur droit à être consultés, voire à détenir une voix prépondérante dans les domaines relevant de l'Europe et touchant à leurs compétences propres. Après de longs marchandages, les négociateurs se sont mis d'accord sur un compromis qui sera inséré dans un nouvel article 23 consacré spécifiquement à l'intégration européenne.

L'ancien article 23 prévoyant que la Constitution allemande s'appliquait à « d'autres parties de l'Allemagne (...) après leur adhésion » avait été abrogé si tôt la réunification accomplie, pour bien marquer que l'Allemagne n'avait pas d'autres revendications territoriales, notamment sur les anciens territoires que le Reich occupait à l'est de sa frontière actuelle.

Le nouvel article 23, dit article « Europe », stipule que la République fédérale d'Allemagne, ayant pour objectif la réalisation d'une Europe unie, œuvre au développement de l'Union européenne. Celle-ci doit respecter les principes de la démocratie, de l'état de droit, social et fédéral, le principe de subsidiarité, elle doit garantir une protection des droits fondamentaux comparable à celle de la Constitution allemande.

## Le compromis avec les Länder

Les responsables allemands n'ignorent pas que la vocation fédérale qu'ils attribuent ainsi à l'Union européenne ne sera peut-être pas du goût de tout le monde. Ils ne font pas de l'Union européenne un projet de loi, mais ils ne peuvent pas aller à l'encontre de la loi fondamentale allemande qui prévoit que l'Alle-

magne est un Etat « fédéral social et démocratique ». Les Länder s'étaient déjà inquiétés au moment de la signature de l'Acte unique du grignotage de leurs prérogatives au profit des institutions européennes et avaient obtenu la mise en place d'un système consultatif au sein du Bundestag. Ils estimaient qu'avec les accords de Maastricht, la politique européenne allait prendre une qualité nouvelle et qu'elle toucherait à la vie intérieure des Etats pour être considérée comme relevant purement et simplement des compétences du Bund (l'Etat fédéral) en matière de politique extérieure.

Leurs revendications se sont heurtées au Parti libéral, qui déclinait le portefeuille des affaires étrangères, et à tous ceux qui, au sein des appareils fédéraux, redoutent une paralysie du processus de décision. Faisant front commun, les Länder avaient menacé de s'opposer à la réforme s'ils n'obtenaient pas gain de cause.

Ils ont exigé que le Bundestag ait dorénavant à approuver tout transfert de souveraineté à l'Union européenne et que toute nouvelle étape dans l'intégration qui touche à la structure de la Constitution suppose l'approbation d'une majorité des deux tiers dans les deux chambres du Parlement. Ils ont aussi obtenu un droit de regard sur toutes les décisions touchant à l'Union européenne. Dans les domaines relevant de leurs compétences exclusives, comme l'éducation ou la police, le gouvernement fédéral devra non seulement prendre en compte leur point de vue pour fixer sa position, mais éventuellement désigner à un responsable des Länder nommé par le Bundestag le soin de défendre auprès des institutions européennes les droits de l'Allemagne.

Dans tous les autres domaines touchant à l'Union européenne, il est reconnu par principe au Länder un droit de participation à la définition de la politique fédérale et le gouvernement sera plus ou moins obligé d'en tenir compte selon que les compétences des Länder sont plus ou moins affectées, ce qui ne sera pas aisé à définir. Cela pourrait être dans l'avenir source de nouveaux conflits.

HENRI DE BRESSON

## AFRIQUE

## AFRIQUE DU SUD : en raison de la gravité de la situation politique

## Le président De Klerk rentre d'urgence à Pretoria

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'Afrique du Sud était suspendue, mardi 23 juin, à la décision que devait prendre le Comité national exécutif (NEC), la plus haute instance du Congrès national africain (ANC), pour poursuivre ou non les négociations engagées avec le pouvoir blanc. Lundi, les cinq groupes de travail continuèrent de s'égarer, contre vents et marées, à la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), ont interrompu leurs discussions sur l'avenir constitutionnel du pays, à la demande de l'ANC.

Ce coup de frein brutal dans le processus de négociations a plongé la classe politique dans la stupeur. L'extrême gravité de la situation a contraint le président Frederik De Klerk, parti pour une visite officielle de quatre jours en Espagne,

d'abréger son séjour. Il devait être de retour mercredi pour diriger un conseil des ministres exceptionnel.

Le massacre de quarante-deux personnes, mercredi, dans le ghetto noir de Boipatong, au sud de Johannesburg (le Monde du 20 juin), et la fusillade qui avait suivi la visite de M. De Klerk samedi sur les lieux du drame (le Monde du 23 juin), ont, une fois de plus, jeté le discrédit sur les forces de l'ordre et leurs relations avec l'Afrikata, le mouvement zoulou conservateur du chef Buthelezi. Dans ce climat de tension, la communauté internationale se mobilise. Le ministre canadien des Affaires étrangères, M. Barbara McDougall, a demandé l'envoi d'une mission d'observateurs internationaux, à laquelle le Canada serait prêt à participer. Le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, a affirmé

que toutes les parties avaient été invitées, par les Etats-Unis, à entamer d'urgence des négociations en vue de préparer « un avenir juste et démocratique » pour le pays.

L'ancien prix Nobel de la paix, l'archevêque anglican de Capetown, Desmond Tutu, a plaidé l'exclusion de l'Afrique du Sud des Jeux olympiques de Barcelone (les premiers auxquels son pays devait participer depuis ceux de Rome en 1960), au cas où le président De Klerk ne prendrait pas immédiatement d'extrêmes mesures pour enrayer la violence. Mgr Tutu a demandé la création d'une force internationale de contrôle dans les cités noires. Il a également souhaité que les forces de sécurité sud-africaines soient désormais placées sous l'autorité d'une structure multipartite, incluant les mouvements politiques noirs.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

■ **ANGOLA** : l'armée dément la mort d'une centaine de soldats au Cabinda. - L'état-major des forces armées angolaises a démenti, lundi 22 juin, l'information du Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC, indépendantiste) selon laquelle 118 soldats avaient été tués récemment dans cette province (le Monde du 18 juin). « Ces derniers temps, il n'y a pas eu de heurts entre les forces armées angolaises et le FLEC », a déclaré un officier supérieur à l'agence angolaise ANGOP. - (AFP)

■ **BURKINA** : le nouveau premier ministre a formé son gouvernement. - M. Youssouf Ouédraogo, nouveau premier ministre, a formé, samedi 20 juin, un gouvernement qui compte vingt-neuf ministres, dont cinq issus de partis d'opposition. L'entrée la plus inattendue est celle de la Convention nationale des patriotes progressistes/Parti social démocrate (CNPP/PSD), la plus

intransigeante des formations d'opposition, qui obtient trois portefeuilles. - (AFP, Reuters)

■ **MAROC** : cinq cent trente-deux personnes encore détenues pour des motifs politiques. - Selon l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH), il reste cinq cent trente-deux prisonniers politiques dans le royaume. Cent deux personnes seraient détenues pour des « délits d'opinion », trois cent cinquante à la suite de « manifestations ou grèves » et quatre-vingts pour « complots armés ou attentats pour des raisons politiques ». - (AFP)

■ **SOMALIE** : le général Aidid accepte l'envoi d'agents de sécurité de l'ONU. - Le chef de l'une des factions du Congrès de la Somalie unifiée (USC), le général Mohamed Farah Aidid, a accepté, dimanche 21 juin, l'envoi en Somalie d'agents de sécurité des Nations unies, chargés de protéger les organisations humanitaires et les convois d'aide

alimentaire. Jusqu'à présent, le général Aidid s'était toujours opposé à ce projet. Cette concession devrait accélérer l'arrivée de cinquante observateurs à Mogadiscio, où les deux factions continuent de respecter le cessez-le-feu conclu en mars sous l'égide de l'ONU. - (AFP)

■ **Préparatifs du sommet de l'OUA à Dakar**. - Le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), chargé de préparer le sommet des chefs d'Etat des 29 et 30 juin, s'est ouvert, lundi 22 juin à Dakar, par un discours dans lequel le premier ministre sénégalais, M. Habib Thiam, a proposé la création « d'une structure politique de règlement des crises par la médiation et la conciliation ». M. Thiam s'est également prononcé pour « la mise sur pied d'un organe juridique chargé de dire le droit là où les conflits revêtent un caractère essentiellement juridique ». - (AFP)

## Pays-Bas : apathie au royaume de Maastricht

AMSTERDAM

de notre correspondant

L'Europe n'enflammerait-elle pas les Néerlandais quand elle s'agit de leur propre pays ? Les élections de dimanche 22 juin ont été dix millions - soit, à l'exception des enfants en bas âge et des vieillards, la quasi-totalité de la population - à assister devant le petit écran à la correction infligée à l'Allemagne par leur équipe nationale, puis à la défaite devant la Onze danoise. « Il ne manquait plus que les Danois gagnent la coupe d'Europe », s'exclame un journaliste d'Utrecht. Renseignements pris, notre homme est plus âgé des résultats du ballon rond que fêtu de symbolique communautaire.

Contrairement à ce que pourrait laisser croire sa réflexion faussamment vengeresse, le « non » opposé le 2 juin au traité de Maastricht par une majorité des sujets de la reine Margarethe a été accueilli par ceux de la reine Beatrix avec une certaine admiration voire un relâchement. Ces deux sentiments motivent, en tout cas, l'abandon du courrier des lecteurs publié depuis par les quotidiens néerlandais.

■ **Hommage aux Danois**. - « L'Europe n'enflammerait-elle pas les Néerlandais quand elle s'agit de leur propre pays ? », s'exclame Piet Van Dijk, de Delft, en déclarant : « Enfin un peuple européen qui ose se montrer critique et qui a compris quelle catastrophe nous pend au nez. » Jap Stroom, de Winterswijk, estime que ce qui s'est tramé dans les salons danois devrait servir d'exemple à ses compatriotes : « C'est quand même autre chose que de suivre en silence les idées du gouvernement qui voudrait nous faire croire que la CEE est le Jérusalem d'un nouveau monde. » D'autant, déplore Jeroen Bult, d'Egmond, qu'il n'a même pas un référendum pour apprécier « les décisions inopportunes prises à la Haye par un petit club sélect de pro-Européens ».

Miroir ou prisme que ce foliole à sens unique ? Un sondage, publié le 4 juin par le NRC Handelsblad, fait apparaître que les Néerlandais pro-Maastricht forment la majorité (49,5 %), que les anti-Maastricht sont loin du compte (18,5 %) et que les indécis sont nombreux (32 %). Mais,

de référendum, il n'y aura point, en dépit du désir qu'expriment, selon la même publication, près de 58 % des Néerlandais : une telle procédure n'est pas prévue par la Constitution et les forces politiques, à l'unique exception des six députés du parti d'opposition Vert-Gauche, ont refusé de l'introduire pour « les beaux yeux » de l'Union européenne. « Risqué et compliqué », et la totalité des formations de gauche à voir haute de la profondeur du fossé séparant la classe politique des citoyens.

Car telle est bien la principale, pour ne pas dire la seule, leçon qu'il faut tirer des Pays-Bas, ou plus précisément La Haye, du résultat de la consultation danoise. « Peut-être devons-nous réfléchir de façon plus alerte à l'opinion selon laquelle le politicien est fait en carmin », conclut, le semaine dernière, le premier ministre Ruud Lubbers.

Il suggérerait, en guise de ramède, la restauration du double mandat parlementaire national et européen : la participation directe des témoins politiques aux débats de l'Assemblée de Strasbourg « améliorerait fortement la reconnaissance de la politique européenne », qui vivrait vraiment. Il préconise un second antidote à la « coupure » entre les politiques et les électeurs européens : que les premiers insistent sur l'Europe des régions et des identités propres. Car « l'Europe ne doit pas devenir un melting-pot », chacune de ses composantes « doit rester reconnaissable ».

## Encéphalogramme plat

Hormis la réaction indignée de trois élus européens - « la démocratie européenne mérite des parlementaires à plein temps », - cette prise de position n'a déclenché aucun débat de fond. Pas plus d'ailleurs que l'issue du référendum danois : la procédure de ratification de Maastricht s'annonce comme prévue. Avant qu'elle ne commence vraiment, le Parlement consulte : elle a récemment auditionné le président de la Banque centrale.

Mais à l'exception d'une querelle de juristes, qui, elle aussi, a du mal à « prendre », sur la nécessité de réviser la Constitu-

tion, il ne se passe rien. L'Union européenne ne fait l'objet d'aucun placard ou d'aucun réquisitoire, on ne s'entend ni ne s'indigne, on ne suspend ni n'occulte la discussion. Au pays de Maastricht, l'apathie a pris le dessus.

Le paradoxe n'est qu'apparent. En réalité, l'électroencéphalogramme européen des Pays-Bas était plat depuis un certain temps déjà. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre dernier précisément, au lendemain du rejet brutal, par dix de leurs onze partenaires, du projet d'union politique qu'en tant que président de la Communauté il avait proposé. Bien qu'un retrait par rapport au credo fédéraliste néerlandais, le texte fut jugé provocateur par le Conseil et La Haye contrainte de battre en retraite, pansée et traumatisée. Impossible de trouver un bouc émissaire dans les milieux politiques où personne ne s'était vraiment élevé contre la révolte fédéraliste : le drame fut national et le désenchantement profond. Le traité de Maastricht fut ensuite salué avec un sentiment fataliste de « mieux-que-rien ».

Des récriminations qui furent longtemps l'apanage de Londres sont aujourd'hui perceptibles à La Haye : la bureaucratie bruxelloise fait office de souffre-douleur, le « subalternisme » de nouveau catéchisme et la question de l'identité nationale de faux nez à une poussée de nationalisme. Ce que l'on appelle l'« internationalisme des polders » a vécu : le temps n'est plus où l'on pensait, dans un réflexe pavlovien, que ce qui est bon pour l'Europe est bon pour les Pays-Bas.

Une certaine Europe réaliste dépendait à ce chamboule-tout : celle de l'économie et de la monnaie. L'UEM n'est l'objet d'aucune contestation notable dans un pays où « la Banque centrale est une filiale de la Bundesbank » et où les décisions de Francfort au quart d'heure près. De plus, rappelle un historien, les exportations assurent 80 % du PIB. « C'est sur les marchés-providence que nous gagnons notre Etat-providence », l'union politique, en revanche, est loin d'avoir le même caractère d'évidence.

CHRISTIAN CHARTIER

## Grande-Bretagne : sauver le traité à tout prix

LONDRES

de notre correspondant

« Jeu, set et match pour la Grande-Bretagne », avait dit M. John Major lors du débat aux Communes pour qualifier la performance de Londres à propos du traité de Maastricht. Le premier ministre britannique est contraint, depuis, de monter sans cesse au front pour défendre ce traité. Il est illusoire, estime-t-on dans les milieux dirigeants à Londres, de miser sur une renégociation en vue d'un compromis qui respecterait davantage que le texte de Maastricht la sensibilité antidémocratique de la Grande-Bretagne.

Mais rien n'y fait : la Grande-Bretagne sera toujours soupçonnée d'avoir des arrière-pensées lorsqu'elle se fait, comme actuellement, le chantre de l'Europe. Pourtant, si l'on est en droit de s'interroger sur les raisons profondes qui poussent le gouvernement de Londres à prôner l'élargissement de la Communauté, son désir de recueillir à tout prix les morceaux de Maastricht, après le référendum danois, est en revanche dépourvu d'ambiguïté : « Sans cesse de concessions nous ont été accordées, a souligné M. Major, et, en retour, nous avons engagé notre parole, avec l'autorité du gouvernement et du Parlement (...). Si nous choisissons maintenant de revenir sur cette-ci, nous ne serons plus crus, et nous perdrons notre influence sur la suite des événements ».

Le gouvernement voit autant de succès de sa politique dans les deux clauses particulières qu'il a obtenues sur le passage à la monnaie unique et sur la politique sociale, dans l'affirmation par le traité de Maastricht de la notion de « subsidiarité » qui cantonne la Communauté aux seuls domaines d'action où les Etats ne pourraient pas intervenir aussi efficacement,

et, d'une manière générale, dans qu'il s'agit d'être un « coup d'arrêt porté par le traité aux tendances centralisatrices et fédérales de l'exécutif européen. C'est dire que le vote danois a pris des allures de catastrophe, en révélant des passions que M. Major croyait avoir apaisées.

En recherchant une formule qui permette aux Danois de ratifier le traité, le premier ministre travaille donc pour l'Europe et pour lui-même : une renégociation ouvrirait une boîte de Pandore à la fois à l'échelle de l'Europe et, en Grande-Bretagne, notamment au sein du Parti conservateur.

Un récent sondage du Journal The European, réalisé dans chacun des Etats membres, rappelle que les Britanniques sont les Européens les plus fâchés, 71 % d'entre eux réclamant, d'autre part, un référendum sur la ratification du traité. M. Major est hostile à cette procédure, contraire à l'esprit du parlementarisme britannique et dont l'issue risquerait fort d'être négative, compte tenu de la coalition hétéroclite hostile des « eurosceptiques » du parti tory, des libéraux-démocrates de M. Paddy Ashdown et d'une partie des travaillistes.

## Contradictions dans les partis

C'est le Labour qui se sent le plus mal à l'aise dans le débat sur la ratification. Mises à part son aile gauche, qui renoue avec une méfiance « historique » envers l'intégration européenne, le reste du parti est plongé dans un dilemme entre son attachement européen de principe et une critique du compromis de Maastricht, s'agissant des dispositions sociales. Hélas, entre la tactique à court terme (mettre en difficulté le parti au pouvoir) et sa cohérence politique, la direction travailliste a été

jusqu'ici incapable d'adopter une position claire sur l'opportunité du recours au référendum.

Au Parti conservateur, les choses sont plus tranchées, du moins depuis que M. Major a intimé le silence à ceux de ses ministres tentés d'exprimer leurs états d'âme d'Européens fâchés. Pour le gouvernement, Maastricht est une chance, et la présidence britannique une occasion d'en faire un usage non centralisateur. Pour les « eurosceptiques » en revanche, les perspectives d'augmentation du budget communautaire, et de suppression probable du rabelais consenti à la contribution britannique, sont autant d'exemples des sombres desseins d'une Commission qui reste leur bête noire.

En prenant, le 1<sup>er</sup> juillet, la présidence de la Communauté, M. Major devra relever un double défi. Après de ses partenaires européens d'abord, qu'il devra convaincre de ne pas renvoyer la question de l'élargissement en troisième position des priorités européennes (derrière la ratification de Maastricht et la question de l'augmentation du budget). Via-à-vis de l'opinion britannique et de son propre parti, d'autre part, dont il partage bien des appréhensions, notamment celle de voir la contribution britannique augmenter au moment où son gouvernement tente de réduire le déficit des finances publiques.

Enfin, le très probable soutien de Londres au prolongement du mandat de M. Delors à la présidence de la Commission a de quoi ulcérer la « base » du parti tory, qui voit en lui le responsable de tous les maux européens. Cela fait beaucoup d'occasions en perspective de mettre à l'épreuve les convictions européennes de la Grande-Bretagne et de son premier ministre.

LAURENT ZECCHINI







## POLITIQUE

La réunion du Congrès à Versailles et le débat sur le traité

## En recommandant la non-participation M. Chirac donne la priorité à l'unité de son mouvement

Pour vivre unis, vivons cachés ! Le RPR avait fait sienne cette maxime retouchée, en fin d'après-midi, lundi 22 juin, à l'Assemblée nationale, pour préserver des regards indiscrets la réunion commune de ses députés et de ses sénateurs. Les deux groupes parlementaires devaient discuter de la position à adopter au Congrès sur le vote du projet de révision constitutionnelle. A l'instar des agriculteurs, l'état-major du mouvement néogauliste avait fait installer des barreaux d'huissiers sur la route de la salle de

réunion de ses élus, de peur, sans doute, que la presse ne capte quelque éclat de voix ou quelque commentaire des Vosges, autour du président du RPR. Tenu à l'écart, ces temps derniers, des réunions au sommet, le maire d'Épinal faisait ainsi son grand retour. Chacun ayant fait valoir ses arguments, la non-participation au débat et au vote de Versailles fut décidée, au nom de l'unité, « sous réserve » de l'acceptation des groupes parlementaires.

Samedi et dimanche, les responsables du RPR s'étaient succédé à l'Hôtel de Ville pour s'entretenir avec M. Jacques Chirac de la stratégie à mettre en place. Une rencontre finale avait rassemblé MM. Alain Juppé, le secrétaire général, Nicolas Sarkozy, un des ses adjoints, Charles Pasqua

et Bernard Pons, les deux présidents de groupe, Édouard Balladur, député de Paris, et Philippe Séguin, député des Vosges, autour du président du RPR. Tenu à l'écart, ces temps derniers, des réunions au sommet, le maire d'Épinal faisait ainsi son grand retour. Chacun ayant fait valoir ses arguments, la non-participation au débat et au vote de Versailles fut décidée, au nom de l'unité, « sous réserve » de l'acceptation des groupes parlementaires.

### L'inévitable explication interne

Le président du RPR a affronté la première épreuve, en début d'après-midi, lundi, au Sénat. L'ancien premier ministre a expliqué à un groupe RPR très remué contre la révision constitutionnelle - il avait voté contre le texte amendé par l'UDF avec le soutien des socialistes - qu'il fallait, à Versailles, ne pas entrer dans le débat. M. Chirac a rappelé que s'il avait « exigé » un référendum, c'était précisément sur la révision de la loi fondamentale et non pas sur la ratification du traité de Maastricht. Tinté qui, selon le RPR, est insupportable en l'état depuis le « non » de 1992.

Selon un proche du maire de Paris, le groupe sénatorial est apparu « très anti-Maastricht et très pro-Chirac ». De fait, sous la férule de M. Pasqua, le président du groupe, partisan d'une « discipline librement consentie », les vieux routiers du palais de Luxembourg ont opté pour l'unité et la fidélité. « C'est moi que les choses étaient plus difficiles, pour le groupe du Sénat que pour celui de l'Assemblée », a pourtant reconnu, plus tard, le président du conseil

général des Hauts-de-Seine. La seconde épreuve, à l'Assemblée nationale, a été plus tendue et plus serrée. Le poids modérateur des sénateurs, dont la neutralité avait été acquise auparavant, n'a pas empêché quelques députés de faire valoir leur droit à la différence.

Après M. Chirac, dont le credo est avant tout la préservation de l'unité du mouvement, les uns et les autres ont envoyé quelques amabilités à des collègues jugés déviants. Des partisans du « non », comme M. Robert André Vivien (Val-de-Marne), et des partisans du « oui », comme M. Robert Pando (Seine-Saint-Denis) ou Patrick Ollier (Hautes-Alpes), ont indiqué que cela leur coûtait mais qu'ils se plient à la discipline collective. Défenseur du « non », M. Henri de Gastines (Mayenne) n'en fera rien, tout comme MM. Patrick Devedjian (Hauts-de-Seine) et Michel Barnier (Savoie), qui sont d'inébranlables partisans du « oui ».

Intervenant longuement, M. Séguin a prévenu ses « compagnons » qu'il avait commencé sa campagne pour le « non »... au référendum de modification de l'ex-traité « d'Union européenne ». Tout en se déclarant favorable à une non-participation au débat, car il n'y a pas lieu de donner une explication de vote quand on ne vote pas, l'ancien ministre a regretté que l'inévitable grande explication interne soit systématiquement remise à plus tard. Elle sera sur les rails dès après le vote du Congrès.

Après deux heures de discussion, MM. Juppé, Pasqua et Pons sont venus annoncer que la double non-participation avait été prise à la « quasi-unanimité », « comme opposi-

tion à l'adoption de ce texte » ne s'étant manifestée. En choisissant cette voie, qui peut paraître surprenante à certains gaulistes, M. Chirac a d'abord joué l'unité de son mouvement, mais en point psychologique. Invité au journal de 20 heures sur TF 1, le président du RPR, d'abord crispé et caricatural, a tenté de passer en force pour se présenter comme le seul chef de parti qui s'oppose au président de la République. Là « défilé de frites » qui croit voir le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, dans l'attitude du M. Chirac n'est pourtant pas loin d'être décalé, également, par certains dirigeants de l'UDF. D'évidence, le « patron » du RPR recule pour mieux sauter. Il est vrai qu'une partie de son entourage doute que le référendum de ratification ait jamais lieu.

OLIVIER BIFFAUD

« Je n'ai pas l'intention  
de faciliter la tâche  
de M. Mitterrand »

déclare le président du RPR

M. Jacques Chirac, président du RPR, a déclaré, lundi 22 juin sur TF 1, qu'il se prononcera sur la ratification du traité de Maastricht en fonction de deux critères : sa « conviction profondément européenne » et ses responsabilités européennes de l'opposition. « Je n'ai pas l'intention de faciliter la tâche de M. Mitterrand s'il croit pouvoir, en créant une large confusion, masquer les vrais problèmes », a-t-il dit.

Interrogé sur son maintien à la tête du RPR, M. Chirac a répondu : « Je ne crois pas que l'on prenne ses distances que l'on assume le rôle de ses responsabilités (...). Il faut être au combat. Les objectifs que je me suis fixés ne sont pas atteints. Les socialistes sont encore au pouvoir, je ne leur ferai aucune concession car je les accuse d'avoir affaibli la France. »

« La parole doit être  
désormais  
au peuple français »

Au terme de la réunion des groupes parlementaires du RPR, lundi après-midi 22 juin à l'Assemblée nationale, M. Alain Juppé, secrétaire général du mouvement, a lu la déclaration suivante :

« Fidèle à ses convictions de toujours, le mouvement gauliste souhaite que la construction européenne aille de l'avant et que, tout en renforçant le Communauté qui les réunit, les États de l'Europe de l'Ouest se préparent à accueillir parmi eux les nouvelles démocraties de l'Est. »

Il tient néanmoins à exprimer sa surprise devant la précipitation dont font preuve depuis plusieurs semaines en matière européenne le président de la République et le gouvernement.

Il est manifestement prématuré de figer des modalités de révision constitutionnelle, valeurs même que le traité qui les rend nécessaires n'est « ni plus ni moins » définitive. Le bon sens aurait voulu que la procédure de révision fut, à tout le moins, suspendue en attendant que le conseil européen, prévu à Lisbonne les 26 et 27 juin, se fût prononcé sur les conséquences à tirer du refus du peuple danois de ratifier en l'état le traité de Maastricht. Telle a été l'attitude des gouvernements britannique et allemand. La précipitation du chef de l'État et du gouvernement français témoigne à l'évidence d'arrière-pensées de politique intérieure.

Nous regrettons en outre que le président de la République ait refusé d'organiser le référendum prévu à l'article 39 de la Constitution afin de permettre aux Français et aux Français de décider eux-mêmes de la modification de la Loi fondamentale et notamment de l'extension du droit de vote aux ressortissants des États membres de la Communauté pour les élections municipales.

Le refus de M. Mitterrand trahit soit une défiance envers le suffrage populaire, soit la recherche d'une combinaison de politique intérieure. Dans l'un et l'autre cas, le RPR ne saurait se prêter à pareille manœuvre.

C'est pourquoi les groupes RPR au Sénat et à l'Assemblée nationale, respectueux de nos institutions, ont d'un commun accord décidé de se rendre au Congrès convoqué à Versailles le 23 juin, mais de ne pas participer au débat qui doit s'y dérouler. La parole doit être désormais au peuple français et à lui seul.

### L'État, une idée neuve pour les années 90 ?

La revue française  
d'Administration  
Publique  
Derniers numéros parus :  
• Les collectivités locales  
dans l'Europe des Douze  
Une puissance économique  
et financière 7, n° 60  
• Gestion publique  
Gestion privée, n° 59  
le numéro 78 F  
abonnement 370 F  
Institut International  
d'Administration  
Publique



Diffusion : La documentation Française  
29, quai Voltaire 75007 Paris, Tél. (1) 40.15.70.00

Le 27 juin à 22 heures

## LE CONCERT DE VOS RÊVES EXISTE ! PROGRAMMEZ-LE SUR EUROPE 2

SUR LE 36.15 EUROPE 2, À PARTIR DU 22 JUIN,  
SÉLECTIONNEZ VOUS-MÊME LES ARTISTES DU CONCERT IDÉAL.

Elton John, David Bowie, Poul Young, Bob Dylan, George Benson, Jane Birkin, Joe Cocker, Rita Mitsouko, Carlos Santana, Toto, Mory Kante, Miles Davis, etc. Choisissez parmi les 80 meilleurs titres "live" de WEMBLEY, BOURGES, MONTREUX, KNEBWORTH.



### LE MONDE diplomatique

POUR MIEUX COMPRENDRE  
LES GRANDS  
BOULEVERSEMENTS MONDIAUX

TARIF	1 AN
FRANCE (y compris DOM-TOM)	190 F
ÉTUDIANTS	143 F

Je m'abonne au Monde diplomatique pour une durée d'un an (12 numéros)

MODE DE RÈGLEMENT (les versements ne sont pas acceptés)

☐ Chèque bancaire ☐ Mandat

☐ Chèque postal

☐ Carte Bleue Visa n° \_\_\_\_\_ date et Signature : \_\_\_\_\_

☐ Carte A.E. n° \_\_\_\_\_ date et Signature : \_\_\_\_\_

NOM : \_\_\_\_\_

PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

Bulletin et règlement à retourner à : 201 DPN 01  
Le Monde diplomatique - Service Abonnements  
1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry Cedex FRANCE

## Infos toutes les 1/2 heures sur Europe 1

Suivez chaque jour l'actualité

### • Le blocus de Paris

Toute la journée, radio-guidage par hélicoptère

### • Le Congrès de Versailles

Journaux, grandes éditions, émissions spéciales toutes les 1/2 heures.

# EUROPE 1



550 من الاموال

## POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

### Les députés approuvent la lutte contre le harcèlement sexuel

Les députés ont adopté, lundi 22 juin, après l'avoir modifié, le projet de loi relatif à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail, présenté par M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits de la femme et à la consommation. Ce texte tend à introduire dans le code du travail l'inscrimination de harcèlement sexuel, qui figure dans le projet de réforme du code pénal actuellement en navette entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Il a été adopté par les communistes et par les socialistes, alors que la droite s'est abstenue.

« Pères » de l'inscrimination de harcèlement sexuel insérée dans le projet de code pénal par l'amendement de l'un de leurs, M<sup>me</sup> Yvette Roudy (PS, Calvados), les députés ne se sont guère fait prier pour l'inscrire dans le code du travail. Evitant deux écueils signalés par M<sup>me</sup> Neiertz - la « franchise rigolade » gauloise, qui évacue la question, et « la tentative de retour à l'ordre moral » puritain, qui rendrait possible de sanctionner « toute tentative de séduction », la discussion de ce texte, que le rapporteur, M<sup>me</sup> Jeanine Ecochard (PS, Bouches-du-Rhône), a jugé « mesuré », et correspondant bien à la « culture française », s'en est tenu strictement au monde du travail.

M<sup>me</sup> Neiertz, un rien péremptoire, a rappelé que le harcèlement sexuel, outre son coût humain et son coût social, avait aussi un coût économique. « Les entreprises où il sévit sont les entreprises mal gérées », a-t-elle assuré. Un tel discours ne pouvait que combler M<sup>me</sup> Mugette Jacquelin (PC, Seine-Saint-Denis), qui s'en est tenu vigoureusement à la forme de « délinquance patronale » avant d'évoquer, avec un brin d'émotion, la grève prodromique lancée à

Limoges en 1905 par des ouvrières de la porcelaine, lasses des pratiques de certains entrepreneurs.

M<sup>me</sup> Neiertz s'est employée, cependant, à tempérer les ardeurs sociales du porte-parole communiste, en lui indiquant qu'elle éprouvait elle-même les pires difficultés à faire admettre par certaines organisations syndicales les principes de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Les députés ont approuvé, dans ses grandes lignes, le texte issu des travaux du Sénat, qui étend, notamment, le champ d'application de la loi à la fonction publique. Ils y ont ajouté les employés de maison. Petite pierre dans le jardin d'Euro Disney, ils ont adopté un amendement communiste interdisant, pour les entreprises d'embranchement, « tout questionnaire concernant (...) l'aspect physique des salariés ». Les députés ont surtout réintroduit dans le texte un article, supprimé par le Sénat, qui prévoyait la possibilité pour les comités d'hygiène et de sécurité des conditions de travail (CHSCT) de « proposer des actions d'information et de prévention en matière de harcèlement sexuel ». Ils ont enfin décidé que le huis clos, prévu par le Sénat pour les débats de juridictions civiles ou pénales saisis de cas de harcèlement sexuel, ne s'appliquerait qu'à la demande des victimes, comme pour les affaires de viol.

Ces légères retouches ont donné à la loi, qui s'était interrogée au cours des débats, en usant de mille précautions, sur l'« efficacité » et sur la « portée médiatique » du projet de loi, autant de motifs pour s'abstenir, alors que le Sénat avait voté, lui, à l'unanimité le texte du gouvernement.

GILLES PARIS

Au terme de ses assises nationales

### Le mouvement Refondations élargit sa coordination nationale

Le mouvement Refondations, qui rassemble des communistes critiques, des socialistes contestataires ainsi que des militants associatifs et syndicaux, a réuni des assises nationales, samedi 20 et dimanche 21 juin, à la Défense. Ses membres y ont débattu essentiellement de la question européenne et décidé d'en faire la priorité de leur action jusqu'au référendum de ratification du traité de Maastricht. Il s'agit, a expliqué M. Charles Fiterman, chef de file des communistes « refondateurs », de « rattacher cette bataille à la volonté d'ouvrir une perspective nouvelle dans le pays ».

Le pluralisme originel du mouvement s'est révélé toutefois assez paralysant. Les échanges ont mis en évidence un clivage entre les partisans du « non », majoritaires, et les partisans du « oui ». La coordination nationale arrêtera une position « prenant en compte le respect de la diversité ». « Il ne s'agit pas d'avoir interdiction ou limitation de la liberté d'expression de qui ce soit », a souligné M. Fiterman. M. Max Gall, ancien directeur du Parti socialiste, a résumé le dilemme en se demandant : « La

réalité européenne existe. Faut-il se couler dedans, se soumettre à sa logique, en votant « oui », ou faut-il injecter de la citoyenneté en votant « non » ? » Pour sa part, M. Fiterman a noté « une volonté quasi unanime du besoin d'une construction européenne différente, qui se fixe d'autres objectifs ».

La coordination nationale du mouvement a été élargie à M<sup>me</sup> Edgite Flatau, ancien ministre de l'ancien chargé de mission auprès du président de la République, Marcel Rigout, ancien ministre, Claude Quin, tous deux animateurs de l'ADS (Alternative démocratie socialisme), Gilbert Wasserman, directeur de la revue M, André Langevin, directeur de la revue Démocratie, Stéphane Puy, ancien dirigeant du Mouvement de la jeunesse communiste, et à M<sup>me</sup> Emmanuelle Paradis, secrétaire générale de l'UNEF-ID. En revanche, Refondations a enregistré le départ de M. Jean-Luc Mathieu, conseiller maître à la Cour des comptes, en désaccord avec les méthodes de travail et les options du collectif en charge des études économiques et sociales du mouvement.

■ M. Alain Vivien renonce à son mandat de maire de Combs-la-Ville.

■ M. Alain Vivien, ancien député (PS) de Seine-et-Marne, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a annoncé lundi 22 juin qu'il abandonnait son mandat de maire de Combs-la-Ville (20 000 habitants). Cette démission, pour convenance personnelle, ayant été acceptée par le préfet, le conseil municipal se réunira le lundi 29 juin pour désigner son successeur. (Corresp.)

■ MARTINIQUE : décès de Georges Gratiant - Georges Gratiant, ancien maire communiste du Lamentin (Martinique), est décédé dimanche 21 juin au Lamentin, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Né en janvier 1907 à Saint-Esprit (Martinique), ex-avocat de profession, qui fut bâtonnier de Fort-de-France, était le frère de Gilbert Gratiant, l'actuel maire martiniquais. Il avait été l'un des fondateurs du Parti communiste martiniquais. Maire du Lamentin de 1959 à 1989, il avait représenté durant des années son canton au conseil général après avoir présidé le Conseil martiniquais de 1946 à 1947.

### Une élection cantonale partielle

GUADELOUPE : canton de Goudebois (1<sup>er</sup> tour).  
I. : 4 302 ; V. : 1 869 ; A. : 36,53 % ; E. : 1,72 %.  
Luc Adémaud (div. g., adj.) au m. : 1 123 voix (65,13 %), ELU.  
Roger Plaisant, UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe, indépendantiste), 495 (28,71 %) ; Michel Nidoz (div. g.), 80 (4,64 %) ; Charlemagne Zénon, app. PS, 26 (1,50 %).

■ Il s'agit d'un pouvoir en remplacement de M<sup>me</sup> Lucette Michaux-Cherry, ancien secrétaire d'Etat, député RPR, maire de Goudebois, qui s'est démis de son mandat de conseiller général après ses élections à la présidence du conseil régional de la Guadeloupe. L'élection de M. Adémaud, adjoint de M<sup>me</sup> Michaux-Cherry à la mairie de Goudebois, ne modifie pas la composition politique du conseil général que préside M. Dominique Larilla, élu député de PS, allié à M<sup>me</sup> Michaux-Cherry au sein de la « majorité de travail » du conseil régional. En 1988, les résultats du premier tour de scrutin avaient été les suivants : 3 471 ; V. : 1 691 ; A. : 51,23 % ; E. : 1,62 % ; Lucette Michaux-Cherry, 1 217 (74,99 %) ; Plaisant, 188 (11,29 %) ; Zénon, ex. m. : 171 (10,57 %) ; Zénon, 55 (3,38 %).

### de Maastricht

M. François-Poncet et M. Dumas mettent en garde les agriculteurs contre le « non »

BORDEAUX

de notre correspondant

Malgré « les orages qui ont éclaté au-dessus de sa tête », le Mouvement européen continue imperturbablement sa campagne de rencontres pour Maastricht. M. Jacques Chaban-Delmas devait, initialement, participer à la cinquième de ces réunions, lundi 22 juin, dans la ville de Bordeaux, mais le maire avait fait machine arrière par discipline envers le RPR. L'instigateur de ces rencontres, M. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) du Lot-et-Garonne et seul représentant de l'opposition, partageant donc la scène avec M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères.

M. François-Poncet a répété qu'il n'avait pas « mauvaise conscience » d'être celui « par qui le scandale arrive » : « Je n'ai d'ailleurs pas recherché cet effet de scandale, qui m'a surpris », a ajouté le sénateur avec quelque ironie. Le Mouvement européen est pluripartisan. C'est inscrit dans ses gènes. Il se doit d'éclairer les Français en mettant face à face majorité et opposition. Si ces réunions gênent les appareils et, parfois, les militants, elles répondent à une préoccupation de l'opinion publique, qui a légitimement besoin d'explications. L'ancien ministre des affaires étrangères a précisé qu'il ne fallait attendre de sa part « aucune critique » de l'attitude du RPR. « M. François-Poncet n'a pas quitté l'opposition ; moi, je n'ai pas quitté la majorité », a dit, pour sa part, M. Dumas. Il ne peut y avoir de confusion.

### Assaut de pédagogie

Les deux orateurs ont fait assaut de pédagogie, pour présenter aux sept cents auditeurs, présents les principales dispositions du traité de Maastricht, ont détaillé les trois phases de l'union économique et monétaire, ainsi que la politique étrangère et de sécurité commune. Répondant aux nombreuses questions de la salle, ils se sont efforcés d'apaiser les inquiétudes sur la perte de souveraineté de la France du fait de la monnaie unique. « On bien la loi continue d'être faite par le mark », a dit M. Dumas, ou bien on lui substitue une monnaie unique, gérée à égalité avec l'Allemagne, ce qui nous permettrait d'avoir notre mot à dire. « Surtout », a insisté M. François-Poncet, ne renégociez pas le traité. Sinon, les Allemands vont en profiter pour retirer la monnaie de la corbeille, et nous continuerons à subir les diktats du mark.

A la veille de la réunion du Congrès, l'ancien et l'actuel ministres des affaires étrangères ont voulu faire ressortir les avantages du traité de Maastricht, y compris indirectement, pour l'agriculture. « Les agriculteurs seraient mal inspirés si leur refus de la nouvelle politique agricole commune les orientait vers un « non » à Maastricht », a dit M. François-Poncet. Plus l'Europe sera forte et unie, meilleures seront les chances de l'agriculture française, dont 75 % des exportations s'effectuent à l'intérieur de la CEE.

GINETTE DE MATHA

■ L'installation de l'ENA à Strasbourg. - M. Michel Delebarre, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, a donné son accord, lundi 22 juin, à l'installation définitive de l'ENA à la Commanderie Saint-Jean. Selon la mairie de Strasbourg, l'Etat achète cette bâtisse du seizième siècle pour un montant de 30 millions de francs. La première tranche de travaux de restauration, devant mettre à la disposition de l'école 2 000 mètres carrés de la rentrée de janvier 1993, coûtera vingt et un millions de francs, l'objectif étant d'aménager au total 10 000 mètres carrés. La municipalité, conduite par M<sup>me</sup> Catherine Trutmann (PS), a obtenu l'inscription, dans le contrat avec l'Etat, d'une « clause de retour » qui lui permettra de racheter les locaux à un prix fixé par le service des Domaines au cas où l'ENA devrait quitter la capitale alsacienne. (Corresp.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

## GRANDE ENQUÊTE LE POINT-RTL 23 MAI 1992.

# OÙ VIT-ON LE MIEUX EN FRANCE?

Saint-Véran, Briançon, Gap, 4000 kms de sentiers de randonnées, le Lac de Serre-Ponçon, la Vallée de la Durance, Le Parc National des Ecrins, Le Parc Régional du Queyras. Sports pratiquables : ski, golf, randonnée, planche à voile, sports aériens, sports d'eau vive, escalade, alpinisme, etc... Qui mieux que les Hautes Alpes pourrait offrir aujourd'hui une meilleure qualité de vie à ceux qui savent l'apprécier ?



Comité Départemental du Tourisme des Hautes Alpes BP 46, Immeuble Le Relais, 5 ter rue Capitaine de Bresson 05002 GAP Cedex 02  
Tél : 92 53 62 00 - Réservations : 92 53 45 40 ou Minitel 3615 ALPERESA  
Maison des Hautes Alpes, 4 av. de l'Opéra 75001 Paris Tél : 42 96 05 08



## JUSTICE

Le procès des responsables de la transfusion sanguine

## Les ratés de l'intendance

Les questions d'intendance ont dominé, lundi 22 juin au tribunal correctionnel de Paris, une audience exceptionnellement brève. Seuls l'appel des inculpés de l'affaire du sang contaminé et des témoins ainsi que les constitutions de parties civiles ont eu lieu.

La première audience de ce procès qui promet d'être long, douloureux et passionné n'a duré qu'une heure. Dans un prétoire trop exigu pour recevoir une cinquantaine d'avocats, autant de journalistes, une vingtaine de gendarmes, les parties civiles et le public, les « robes noires » ont protesté les premières contre leurs « conditions de travail ».

S'adressant au président de la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle, M<sup>me</sup> Sabine Paugam, l'un des avocats des parties civiles, perdu au milieu de ses confrères, n'a fait remarquer rien sans justesse : « Je ne peux pas plaider sans respirer ».

Et M<sup>me</sup> Charles Korman, conseil du docteur Robert Netter, inculpé, s'est élevé contre le manque de documents. Notre travail demande en permanence que nous puissions nous y référer. Or nous ne pouvons pas nous retourner. » « Il y a un malaise », concluait le délégué du bâtonnier.

## « Etes-vous hémophiles ? »

Ainsi, avant même que les premières conclusions d'incompétence ne soient plaidées - plusieurs parties civiles demandent le renvoi de ce dossier devant une cour d'assises -, le président Jean-Louis Mazères a suspendu l'audience pour discuter avec les avocats des mesures à prendre. Les techniciens de l'institut national de l'indivisuel (INA), qui assurent l'enregistrement sonore intégral des débats comme l'a autorisé M<sup>me</sup> Myriam Ezretty, premier président de la cour d'appel de Paris, ont du coup

étiqueté et classé leur première et dernière bande magnétique de la journée.

Une trentaine d'hémophiles A sidés, contaminés par des concentrés de facteur VIII, avaient auparavant confirmé au président leur constitution de partie civile dans une atmosphère oppressante et au milieu d'une cohue d'avocats. Ainsi M<sup>me</sup> Myriam Dubois, mère d'un garçon contaminé, venait-elle en personne à la barre exprimer le souhait de se constituer partie civile.

Quelques instants plus tard, trois victimes fendaient à leur tour la petite foule compacte au pied du tribunal, leur cas d'identité à la main, pour se constituer partie civile. « Etes-vous hémophiles ? », demandait le président. « Transfusé », répondait M<sup>me</sup> Michèle Bernard-Requin, observait alors que « ces faits n'avaient pas été retenus dans la prévention ». « Ce n'est pas une méconnaissance de la souffrance des polytransfusés », précisa le substitut. Mais accepter ces

constitutions reviendrait à nuire aux droits de la défense ».

Deux des trois victimes se sont néanmoins constituées parties civiles, tandis que la troisième était expulsée après s'être lancée dans un discours véhément à l'adresse du docteur Michel Garretta, impassible aux côtés des trois autres inculpés.

Une vingtaine de témoins cités par les différentes parties au procès ont ensuite été successivement appelés par le président. Ainsi M<sup>me</sup> François Gras, ancien conseiller chargé de la recherche et de la coopération internationale auprès de M. Laurent Fabius à Matignon, et Jacques Ruffié, professeur au Collège de France, les docteurs Charles Mérieux, président de la Fondation Marcel-Jérome, Jean Loygue, ancien président de la Fondation nationale de transfusion sanguine, Jacques Lebowitch, natif, parmi d'autres, défilé à la barre pour déclarer leurs noms et qualités. A deux reprises, le président rappelait sèchement les témoins à l'ordre : « Enlevez vos mains de vos poches, s'il vous plaît ».

Les avocats du docteur Garretta et du professeur Jacques Roux ont, pour leur part, indiqué qu'ils avaient cité comme témoins M. Laurent Fabius, premier ministre à l'époque des faits (1985), ainsi que plusieurs conseillers ministériels et médecins. M<sup>me</sup> Bernard-Requin, pour le ministère public, invite à faire connaître la liste des témoins qu'elle entendait citer, a désigné M<sup>me</sup> Georgina Dufour, ancien ministre des affaires sociales, M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé, M. Michel Lucas, chef de service de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), et le colonel de gendarmerie, Jean-Louis Recordon.

Une heure après son entrée dans la salle, le tribunal se retirait. Les inculpés, dûment protégés par les gardes du palais de justice, quittaient le prétoire par une porte taillée que les parties civiles s'efforçaient par une autre. A l'extérieur, sur l'esplanade du boulevard du Palais, les militants d'Act Up-Paris (une association de lutte contre le sida) continuaient une ronde-marchon en brandissant des portraits de M<sup>me</sup> François Mitterrand, Laurent Fabius, Pierre Bérégovoy, Edmond Hervé et de M<sup>me</sup> Georgina Dufour et Edith Cresson, responsables, selon ce mouvement, du retard de la commercialisation en France des tests du dépistage du sida.

LAURENT GRELSAMER

D'une manière générale, ces cinq ouvrages traitent avant tout de la contamination des hémophiles français par le virus du sida. L'histoire, politique, celle-là, du scandale des transfusés contaminés reste à écrire. Tant il est vrai que si la proportion des hémophiles contaminés est, en France, sensiblement la même que dans la plupart des autres pays comparables, elle y est beaucoup plus élevée en ce qui concerne les personnes contaminées par l'intermédiaire de transfusions sanguines.

En définitive, le document le plus complet sur l'affaire du sang contaminé est, à ce jour, le rapport de la commission sénatoriale d'enquête sur « le système transfusionnel français en vue de son éventuelle réforme » (le Monde du 19 juin).

F. N.

(1) Editions Le Pré aux Clercs (211 p., 48 F.).

(2) Editions La Découverte (284 p., 48 F.).

(3) Editions Frison-Roche (232 p., 135 F.).

(4) Editions Albin Michel (195 p., 85 F.).

(5) Editions du Rocher (171 p., 89 F.).

## REPÈRES

## CONTRACEPTION

Le Planning familial appelle à un rassemblement

Le Mouvement français pour la planification familiale (MFPF) et la Coordination pour le droit à l'avortement et à la contraception appellent à un rassemblement devant l'hôtel Matignon, mercredi 24 juin à 18 heures, pour réclamer au premier ministre, M. Bérégovoy, la reprogrammation de la campagne d'information sur la contraception, ajournée le 11 mai (le Monde du 21 mai).

Cette campagne, intitulée « La contraception, pour ne pas penser qu'à l'amour », organisée par M<sup>me</sup> Véronique Neltz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, avec la collaboration du ministère de l'éducation nationale et du ministère de la

santé, reposait sur un spot télévisé et une brochure renvoyant à un service d'écoute téléphonique où des associations devaient se relayer pour répondre aux questions des jeunes. Pour justifier sa décision, Matignon avait invoqué le manque de clarté du message contenu dans le clip et une confusion possible entre une information sur la contraception et la lutte contre le sida.

## MÉDECINE

Six nouvelles inculpations dans l'escroquerie aux prothèses de hanche

M. Jacques Liberge, juge d'instruction au Mans, a procédé, vendredi 19 et lundi 22 juin, à six nouvelles inculpations de chirurgiens soupçonnés d'avoir escroqué la Sécurité sociale en touchant

une commission de l'ordre de 20 % sur les prothèses de hanche qu'ils implantaient. Il s'agit de six praticiens exerçant dans des établissements du Maine-et-Loire, de la Mayenne, du Pas-de-Calais et de la région parisienne. Les implants orthopédiques, commercialisés par la société Frolog et vendus deux fois et demi le prix habituel, étaient intégralement remboursés sur facture par les caisses de Sécurité sociale. Le montant de l'escroquerie, dénoncée par la Caisse primaire d'assurance-maladie de la Sarthe, est estimé à 20 millions de francs. Trois chirurgiens orthopédistes ont déjà été inculpés et placés sous contrôle judiciaire (le Monde du 10 juin).

## SCIENCES

Mort du biologiste Jean-Pierre Ebel

Le professeur Jean-Pierre Ebel, fondateur à Strasbourg de l'Institut

de biologie moléculaire et cellulaire du CNRS, est mort, samedi 20 juin à Grenoble, des suites d'une pancréatite aiguë. Il avait été nommé directeur du futur Institut de biologie structurale (IBS) de Grenoble, centre de recherche consacré à l'ingénierie des protéines, dont l'ouverture est prévue pour le fin de l'année 1992.

[Né le 25 janvier 1920 à Bischwiller (Bas-Rhin), nommé professeur de biochimie à l'université de Strasbourg en 1955, Jean-Pierre Ebel a consacré la majeure partie de son œuvre scientifique à l'étude de la structure, des fonctions et de la régulation des éléments biologiques intervenant dans la traduction de l'information génétique en protéines. Il fonda en 1973, avec le professeur Léon Hiltz, l'Institut de biologie moléculaire et cellulaire du CNRS, qu'il dirigea jusqu'à sa démission, en avril 1992, à la tête du futur IBS de Grenoble, commandeur de la Légion d'honneur et de l'Ordre du Mérite, le professeur Ebel était président du Comité national de biochimie et membre de l'Académie des sciences et de plusieurs sociétés savantes françaises et étrangères.]

## DÉFENSE

Le service national en 1991

## Les armées ont fait la chasse aux dispensés, exemptés et réformés

Confrontées à la baisse de la ressource démographique mais, dans le même temps, à la nécessité d'incorporer par an quelque 253 200 appelés dans leurs rangs, les trois armées et la gendarmerie font désormais la chasse aux jeunes soupçonnés de chercher à être indûment exonérés de leur service national. En 1991, moins d'une recrue sur quatre a échappé à l'uniforme.

Selon la direction centrale du service national (DCSN), qui gère 45 000 conscrits tous les deux mois

concerner jusqu'à 100 000 Français.

Cette situation a pour conséquence que les armées sont contraintes d'abaisser l'âge d'appel d'office sous les drapeaux, qui s'est de dix-huit ans en 1991 (et dix-huit ans et deux mois en 1992) au lieu de vingt ans et un mois, par exemple, en 1986.

Dans ces conditions, plus le contingent est jeune et moins il est formé sur le plan scolaire ou professionnel. Ce qui peut handicaper les armées dans la quête de leurs spécialistes ou dans l'instruction des jeunes en âge d'être des cadres. Ce déficit est particulièrement vif



et qui tient à jour un fichier de 460 000 hommes destinés aux réserves, pour la première fois depuis onze ans le nombre des dispensés, exemptés ou réformés du service est en chute libre. En 1991, moins d'une recrue sur quatre - sur lieu d'une sur trois précédemment - a échappé à l'uniforme.

D'abord, les dispensés du service actif pour des raisons administratives ou sociales graves. Ils ont été 18 908 en 1991, soit 4,4 % de la classe d'âge. Depuis des décennies, un tel taux n'avait jamais été atteint. Ensuite, les exemptés pour des motifs psychomédicaux. Ils ont été 70 221 en 1991, soit 17,8 % de la sélection. Il faut remonter aux années 1978 et 1979 pour retrouver un tel pourcentage. Enfin, les réformés à l'issue de leur premier trimestre de service. En 1991, ils ont représenté 6,2 % des appelés, autant que durant l'année 1988 qui a marqué l'éclatage du phénomène depuis 1978 à 1980.

Cette évolution a une double explication, semble-t-il. La première raison est que la DCSN s'applique, à compter de juillet 1990, de nouvelles règles du jeu portant sur les normes de sélection destinées à rendre plus universel le service national des jeunes Français. L'effet de ces nouvelles mesures a commencé d'être sensible en 1991. La seconde raison est que le ministère de la Défense se doit de maîtriser le déclin de la ressource démographique et, dans le même temps, de gérer l'augmentation - au moment du recensement - des reports d'incorporation pour études (ceux qu'on appelait jadis les « sunitaires »), qui peut

pendant le premier semestre de l'année, alors qu'il y a pléthore de diplômés durant les six derniers mois avec l'incorporation des classes d'étudiants. Une incitation à l'incorporation plus d'objecteurs.

Le document annuel de la DCSN, qui vient d'être rendu public, fait apparaître d'autres considérations importantes. Ainsi, à propos de l'illettrisme, mesuré par un test d'acquisition de la lecture introduit en mai 1990 dans les batteries de sélection du contingent : 2,3 % (soit 9 030 jeunes) de l'ensemble de la population, qui avaient eu arrêté leurs études au niveau de la troisième, sans obtention d'un diplôme, n'ont pas la capacité d'accéder au sens des mots. Quelque 6,7 % (soit 27 150 jeunes) se situent au niveau de la compréhension de mots et de phrases simples. Enfin, 11 % (soit 44 270) ont acquis un mécanisme de base pour lire un texte.

De même, en onze ans, le nombre des jeunes Français qui effectuent des formes civiles du service national a presque triplé, passant de 5 413 en 1981 à 14 905 l'année dernière. Ces services concernent la coopération et l'aide technique à l'étranger, la police nationale, le service de défense (l'action humanitaire, la lutte contre les catastrophes naturelles et les incendies) ou le service des objecteurs.

Le service des objecteurs, précisément, qui consiste à mettre des volontaires - après selon des critères civils - à la disposition du ministère de la solidarité, a pratiquement quintuplé, passant de 767 cas en 1981 à 4 085 l'an dernier.

Enfin, la DCSN peut se prévaloir d'une victoire discrète remportée sur les jeunes Français qui oublient de se faire recenser en mairie à l'âge de dix-sept ans, comme la loi leur en fait obligation. Non recensés à temps, le conscrit est inscrit d'office par la mairie de son lieu de naissance, il risque d'être poursuivi pour insoumission et, surtout, il perd tout droit à un report d'incorporation. En 1989, on comptait 93 902 jeunes dans ce cas ; soit 21,4 % de la classe d'âge. Depuis, la DCSN a entrepris une vaste campagne d'information auprès des jeunes pour qu'ils aillent s'inscrire en mairie. En 1991, ce nombre d'inscrits d'office est tombé à 64 117, soit 14,2 % de la classe. Deux régions restent réfractaires : l'Île-de-France et la Corse avec 24 % d'inscrits d'office, alors qu'en Limousin (7,2 %) et en Bretagne (8,2 %) les recrus se font recenser spontanément.

JACQUES ISNARD

## SIDA

La DDC est autorisée aux Etats-Unis

La Food and Drug Administration (FDA) américaine a autorisé, vendredi 19 juin, la mise sur le marché de la didéoxycytidine (ou DDC), un médicament antiviral produit par la firme Hoffmann-La Roche et prescrit dans le traitement du sida. Plus spécifiquement, la FDA a recommandé l'utilisation de la DDC en association avec un autre antiviral, l'AZT, chez des patients présentant un déficit immunitaire important (taux de lymphocytes T4 inférieur à 300 par mm<sup>3</sup>). Comme les autres antiviraux utilisés dans le traitement du sida, la DDC provoque assez fréquemment des effets secondaires de type neurologique. Dans moins de 1 % des cas, elle provoque l'apparition d'une pancréatite aiguë. - (UPI, AP, AFP)







هكذا من الامم

12 Le Monde • Mercredi 24 juin 1992 •

## CHAMPIONNAT DU MONDE DES VOITURES DE SPORT

**18000 changements de vitesse, 4440 virages, 4440 freinages et autant d'accélérations ne nous ont pas empêché de soulever quelques poids après 24 heures de course.**

Décider de participer aux 24 heures du Mans, c'est un pari un peu fou pour un constructeur: il lui faut concevoir, mettre au point, essai après essai la machine qui sera capable d'endurer un jour et une nuit de course à 210 km/h de moyenne. Et puis, il faut aussi une équipe: des pilotes, des mécaniciens à même de vivre au rythme inhumain de leur machine et des conditions extrêmes imposées par la course. Alors dimanche, au terme de ce bras de fer contre la fatigue, lorsque nous avons levé la coupe de la victoire, elle nous a paru bien lourde. Peut-être parce qu'elle était chargée de tous nos espoirs.

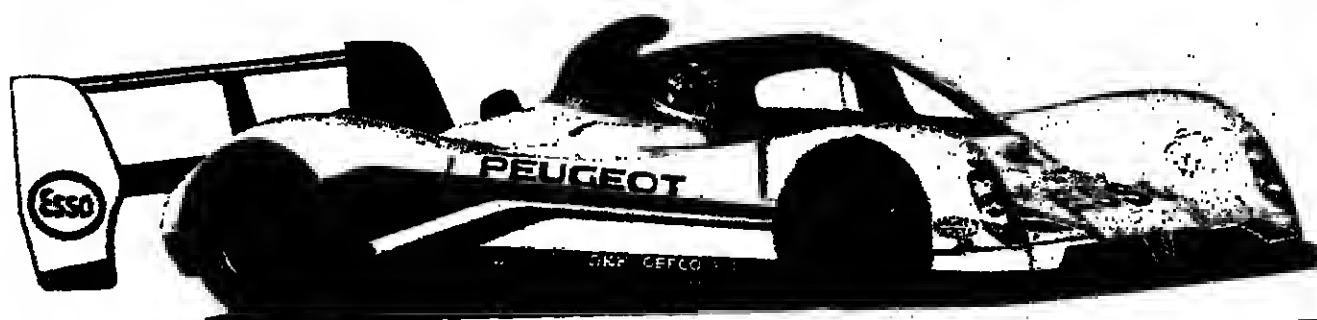


Photo DPA, S. Desmoulin

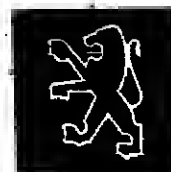
### VICTOIRE DE LA PEUGEOT 905 AUX 24 HEURES DU MANS.

AVEC LE CONCOURS DE:  
ESSO, MICHELIN, AIS L'ESPRIT SECURITE, BILSTEIN, BOISSIER RECEPTION, COMPAGNIE DE CALIFORNIE,  
DASSAULT, FACOM, GEFCO, IBM, MAGNETI MARELLI, MONDIAL ASSISTANCE, SKF, SPEEDLINE, TIMBERLAND.

PREMIER: PEUGEOT 905 N° 1, M. BLUMDELL, Y. DALMAS, D. WARWICK  
TROISIÈME: PEUGEOT 905 N° 2, P. ALLIOT, M. BALDI, J.-P. JABOUILLE

**PEUGEOT 905**

QUAND LA 905 COURT, C'EST TOUT PEUGEOT QUI AVANCE.



**PEUGEOT**

SCIE  
Elle pence

La mort s

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100

240  
173  
tenon  
de la



40 virages,  
ie nous ont  
oids après

هكذا من لا يملك

## SCIENCES • MEDECINE

### Elle penche et pourrait rompre...

L'Institut géographique national a été appelé pour faire les mesures préliminaires à toute opération sérieuse capable d'empêcher l'écroulement de la tour de Pise

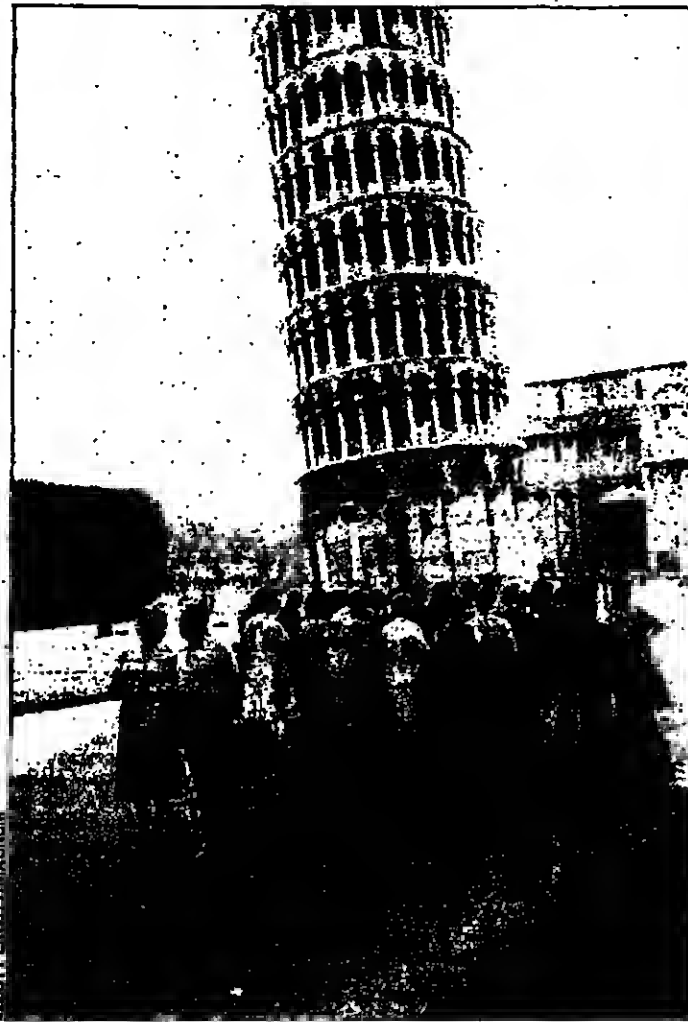
L'hauteur du rez-de-chaussée de la tour penchée de Pise — là où s'exerce le maximum de poids et probablement le maximum de contraintes — a été consolidé, pendant la première décennie du mois de juin, par un cerclage de câbles d'acier. En dépit de l'incertitude que suscite le monument, un des plus célèbres du monde, il ne s'agit là que d'une précaution d'urgence prise à titre temporaire en attendant un programme sérieux et définitif de sauvegarde. Pour pouvoir élaborer ce programme, il faut, en effet, disposer de données précises.

Curieusement, la forme de la tour penchée est mal connue. Certes, elle a été équipée dans le passé d'instruments de mesure. Mais on ne sait pas toujours quand ceux-ci ont été installés et il n'existe que très peu de relevés et de plans. Or connaître avec précision la forme actuelle de la tour est indispensable à la détermination des contraintes que l'inclinaison provoque dans certaines parties du monument. Et ce sont ces contraintes qui risquent, par implosion-explosion, de faire s'écrouler la tour bien avant qu'elle ne bascule vers le sud (la direction vers laquelle elle penche) sous l'effet de la sortie de la projection de son centre de gravité hors de son polygone de sustentation.

#### Les bizarreries d'une tour

Le Comité international pour la préservation de la tour de Pise a donc demandé à l'Institut géographique national (IGN) de faire le relevé du monument. L'IGN a déjà fait de nombreux travaux de ce genre : notamment sur les temples de Nubie, dans la grotte de Lascaux, à Pétra (la ville nabatéenne de Jordanie), sur le temple bouddhique de Borobudur (Indonésie), au palais Farnèse (l'ambassade de France à Rome), sur les temples birmanes de Pagan et même sur la momie de Ramsès II.

L'équipe de l'IGN a travaillé à Pise du 21 avril au 18 juin. Il est



donc trop tôt pour avoir les résultats de ses relevés. Mais Yves Egels, l'ingénieur géographe qui l'a dirigée, n'a pu nous expliquer les bizarreries de la tour et les méthodes de relevé utilisées. La construction de la tour de Pise a commencé vers 1174 et ne s'est achevée qu'aux alentours de 1370. Le monument est fait d'un cylindre creux dans la paroi duquel est aménagée l'escalier et qui est entouré de huit niveaux de galeries. Au rez-de-chaussée, la

galerie est aveugle. Du premier au sixième étage, les galeries s'ouvrent largement sur l'extérieur par de gracieuses arcatures en plein cintre reposant sur de fines colonnettes (provenant, pour nombre d'entre elles, de monuments antiques).

Le septième et dernier étage, en retrait sur les étages inférieurs, abrite les cloches. Le tout a une hauteur de 55,22 mètres du côté nord et 54,52 mètres du côté sud. A chaque étage, des portes per-

mettent d'aller de l'escalier aux galeries extérieures et aussi de l'escalier au « puits » central bien que celui-ci n'ait jamais eu ou n'ait plus de planchers, sauf aux premier et deuxième étages. De temps anciens et imprécis date sans doute le pendule qui, sur toute la hauteur du puits central, donne l'écartement de l'axe du monument par rapport à la verticale : près de 5 mètres actuellement. Et cet écart augmenterait de 1 millimètre par an.

Toutes les parties visibles de la tour sont faites de marbre blanc assemblé à joints vifs. Le cylindre central est fait d'un double parement de marbre blanc enserrant un blocage de pierres rendu cohérent, sans doute à l'origine, par un liant. Il peut beaucoup pleuvoir à Pise. Au fil des siècles, l'eau s'est infiltrée dans le monument : le liant s'est peu à peu désagrégé et les deux parements se sont désolidarisés du blocage intérieur.

#### Voir en trois dimensions

La tour repose sur les terrains alluvionnaires de l'Arno mous et gorgés d'eau. Cela explique que le monument ait commencé à pencher dès les débuts de sa construction. Au fur et à mesure de l'édification, les architectes ont donc essayé de compenser cette inclinaison en faisant les étages en biseau pas parallèles entre eux et non pas en galettes horizontales et d'épaisseur uniforme. La tour n'a ainsi pas une forme de cylindre incliné mais plutôt de « bananoides ».

Les contraintes s'exerçant sur un bâtiment aussi bicorne sont telles qu'en maints endroits, et probablement depuis longtemps, les marches et les plafonds de l'escalier sont fendus, tout comme les sont certaines arcatures reliant le haut de chaque colonnette à la paroi externe du cylindre central.

L'équipe de l'IGN a effectué deux séries de relevés photographiques très précis. 2 500 « points caractéristiques » (angles de porte ou de fenêtre, section des colonnettes entre elles, angles architecturaux, chapiteaux, etc.) du

monument ont été matérialisés par des repères. Sur les photos, les coordonnées de ces points seront déterminées au millimètre près et numérisées. Ainsi pourra-t-on obtenir un réseau précis d'après lequel on reconstituera l'« ossature » des volumes réels, internes et externes de la tour, escaliers et galeries compris. Ce qui permettra de connaître et de localiser en chacun de ces points les contraintes existantes. Alors seulement les spécialistes, qui ont la charge d'assurer la pérennité du monument, pourront-ils définir les meilleures méthodes de consolidation de celui-ci.

A ce premier relevé s'en est ajouté un second. Celui-ci est fondé sur la photogrammétrie, c'est-à-dire sur le relief donné par la vision en trois dimensions, comme celle que tous les primates

— y compris l'homme — ont grâce à leurs deux yeux situés sur la face avant de la tête. Chaque œil d'un même primate voit la même chose, mais sous un angle légèrement différent. Ce qui suffit à donner l'appréciation du relief et des distances. L'équipe de l'IGN a donc fait, en un millier de clichés pris sous tous les angles possibles, le relevé photogramétrique du monument, de l'extérieur, de l'intérieur, de la cage de l'escalier, des voûtes, des plafonds, des sols, etc.

#### Le poids des ans

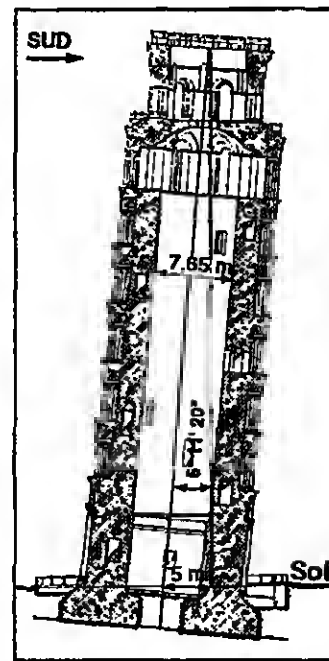
Pour réussir ces relevés, des matériels variés ont été utilisés : de la chambre 13 x 18 centimètres datée d'une focale de 100 millimètres aux deux chambres plus petites équipées sur une barre. Sans oublier le camion élévateur dont le bras télescopique était capable de hisser le photographe et ses appareils à 60 mètres de hauteur pour certaines prises de vue de l'extérieur du monument.

Maintenant que l'équipe de l'IGN est revenue à Saint-Mandé, elle va « remettre de l'ordre » dans tous les documents qu'elle a rapportés de Pise. Elle va obtenir — vers l'automne prochain — un modèle statique numérique de la tour grâce à un programme informatique très sophistiqué qui mettra directement, d'après les mesures prises sur les photos, les points caractéristiques dans un réseau de triangulation numérisé précis.

A la fin de 1993, les liges architecturales et les contours des pierres seront « restitués » et numérisés d'après le relevé photogramétrique.

Alors seulement, le Comité international pour la préservation de la tour de Pise sera en mesure de décider de la meilleure méthode de sauvegarde du monument. Etant entendu qu'à l'inclinaison s'ajoute le poids des ans.

YVONNE REBEYROL



L'axe de la tour de Pise s'écarte de 5°17'20" de la verticale. Au niveau du sol, il est à environ 5 mètres de celle-ci.

## La mort subite sous surveillance

Près de dix mille bébés meurent chaque année en Europe de façon inexplicable.

Peut-on éviter ces drames ?

**S**UR le dos, sur le ventre, ou sur le côté ? La position idéale de sommeil des nourrissons alimentés les querelles familiales et divise depuis des années le corps médical. Certains États américains, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et, mardi 9 juin, l'Allemagne, ont officiellement conseillé aux jeunes parents de ne pas coucher les bébés sur le ventre. Les mamans y perdent leur latin, retournent fébrilement les nouveaux nés dans les berceaux, tandis que pédiatres et épidémiologistes en discutent dans de nombreux colloques.

Facteur de risque parmi d'autres, la position de couchage de l'enfant est souvent évoquée pour la prévention d'un drame qui frappe quelque 10 000 petits Européens chaque année : la mort subite du nourrisson. En France, cette « façon de mourir », comme la désigne avec pudeur le professeur Michel Dehan, du service de néonatalogie de l'hôpital Antoine-Béchère de Clamart, est à l'origine d'un décès d'enfant de moins de un an sur deux, soit entre 1 500 et 2 000 bébés par an.

Pendant très longtemps, expliquait-il, ces morts subites ont été complètement noyées dans la mortalité infantile. Dans nos pays, où celle-ci a considérablement baissé, il est apparu qu'il y avait une sorte de « mort inexplicable de mortis résiduelle qui se produisait dans un contexte inattendu, souvent à domicile, souvent pendant le sommeil des bébés. On a donc essayé non seulement de les chiffrer, mais aussi de voir sur le plan épidémiologique ce

que cela pouvait recouvrir et, enfin, de donner des définitions ».

Le concept de « mort subite » s'applique en effet également aux adultes (1), et même aux animaux. « Avant la mort subite du vieillard peut être considérée comme « normale » — elle est parfois même souhaitée — poursuit le professeur Dehan, « tout ce qui n'est pas une surprise, étonnante, ce choc émotionnel retentissant non seulement sur les parents mais aussi sur les médecins. Il y a quelque chose qui nous échappe et qui devient un défi scientifique réel ».

#### L'absence de symptômes

Un consensus fragile est aujourd'hui acquis sur plusieurs points. Si le « décubitus ventral » semble actuellement remis en cause, il reste néanmoins indispensable pour éviter l'étouffement à des enfants victimes de reflux gastro-œsophagiens. « Il y a une vingtaine d'années, rappelle le professeur Dehan, à la suite de résultats obtenus chez des prématurés, on s'est dit après que leur fonction respiratoire était améliorée par la position ventrale. Simultanément, on commençait à découvrir l'importance du reflux gastro-œsophagien. Ces deux éléments conjoints ont entraîné une attitude mitigée, une sorte de dilemme : il fallait absolument coucher les bébés sur le ventre. Or, au fur et à mesure, dans les pays où l'on avait adopté cette position, on observait une recrudescence des cas de mort subite du nourrisson. » Le couchage sur le dos ou sur le côté, qui semblait récemment encore faire l'unanimité — ainsi, par exemple, que le démon-

trait une étude parue dans le *New England Journal of Medicine* (du 27 juin 1991). — fait toujours l'objet d'une controverse. Les participants au récent congrès de Lübeck (2) n'ont pas réussi à arrêter une position commune.

Deuxième pierre à l'édifice : « On ne comprend pas la mort subite du nourrisson », dit par deux d'une maladie, ajoute le professeur Dehan. Cela a été très important, car pendant des décennies on a cru que c'était une sorte de fatalité héréditaire. Selon des études statistiques récentes, le facteur « héréditaire » serait en cause dans à peine 2 % des cas. « On ne meurt que d'une chose, l'arrêt cardio-respiratoire. Et il y a toujours un facteur déclenchant. » Des paramètres objectifs interviennent. L'hiver notamment, pendant lequel le cou des bébés forme un ovale (3). Une simple infection virale peut être fatale.

« En période hivernale, raconte le professeur Dehan, un enfant peut attraper la grippe. On le couche sur le ventre et on le couvre bien, dans un appartement plus ou moins chauffé. Actuellement, c'est le mode des couvertures. Or une infection, cela provoque de la fièvre. Il faut pouvoir la contrôler. Mais dans cette posture, l'enfant n'a plus la possibilité de se refroidir. Il suffit qu'il bouge pendant son sommeil, rompe, et glisse sa petite tête sous la couette, il se retrouve dans un environnement encore plus chaud et un peu asphyxiant ».

Malheurs enchaînés de circonstances ? Fatalité imprévisible ? L'absence de symptômes reste une énigme. Mais certains réflexes et gestes simples peuvent assurer une meilleure sécurité aux bébés. Dans

un document élaboré à Clamart et publié dans les carnets de santé que distribue le conseil général des Hauts-de-Seine, quelques principes de base sont rappelés (4). Sur la liste : « un matelas ferme ne laissant pas d'espace libre avec les bords du lit, et sans oreiller », « un surpyjama plutôt qu'une couette ou des couvertures », « à la maison : « l'enfant ne s'endort pas dans la voiture » ; « Un lit-rigide, bien fixé et muni d'un filet ». D'autres conseils figurent sur la liste.

Ces précautions « familiales » existent, même si, comme le souligne le professeur Dehan, « tout nourrisson est à priori à risque, un jour ou l'autre, de faire un accident mortel ». Face à l'effroi, un énorme travail préventif est effectué par les équipes médicales. En France, les centres de références sur la prévention des morts subites, mis en place dans les CHU par une circulaire de mars 1986, ont leur propre expérience et, partant, une conviction particulière.

#### Contre une débauche technologique

L'un des débats qui agitent régulièrement les réunions d'experts porte sur l'opportunité ou non du « monitoring », cette technique qui consiste à mettre l'enfant « sur écoute ». En cas d'apnée respiratoire ou d'anomalie cardiaque, une alarme se déclenche automatiquement. Les centres de références sont chargés depuis 1986 de la gestion de ces moniteurs, confiés jusqu'alors aux associations de parents (5). Environ six cents appareils sont en

service à travers l'Hexagone, et, dans certains départements, les enfants sont équipés chez eux.

En Normandie, le monitoring est presque devenu une tradition. L'association Naître et Vivre, créée en 1979, a légué de grosses machines pas très sophistiquées au CHU de Rouen. « Actuellement, précise le professeur Eric Mallet, chef du service de pédiatrie à l'hôpital Charles-Nicolas de Rouen, elles ont la taille d'un paquet de cigarettes ! » « A priori, c'est une débauche de technologie, qui est terrible... » Au bout d'un certain temps, la question surgit, insipide : « Est-ce que je peux avoir à nouveau un bébé ? »

Opposé à cette débauche technologique, le professeur Dehan dénonce « le dérapage du marché des moniteurs ». Appareiller une fratrie, selon lui, « c'est faire porter le poids de l'angoisse des adultes, parents et médecins, au tout-petit ». Le professeur Mallet en sait pourtant quelque chose : en mai dernier, il a fait interdire le fabricant du Baby-Contact, un détecteur grand public vendu 2 500 F par correspondance.

Le système, non homologué, semble avoir créé la panique chez les premiers utilisateurs qui, devant les déclenchements intempestifs de l'alarme, sont venus signaler de nombreuses apnées respiratoires de

nouveau-nés. Son inventeur a été inculpé d'escroquerie et tentative d'escroquerie mais remis en liberté sous contrôle judiciaire. L'affaire est en cours d'instruction. Quelle que soit son issue, elle est révélatrice de la profonde angoisse qui tenaille souvent les jeunes parents.

Après le drame, « nous tentons de leur fournir une aide », explique le professeur Dehan, « pour qu'ils enlèvent leur travail de deuil et essayent de rejouer leur sentiment de culpabilité, qui est terrible... » Au bout d'un certain temps, la question surgit, insipide : « Est-ce que je peux avoir à nouveau un bébé ? »

LAURENCE FOLLÉA

(1) La question a été largement évoquée lors du Colloquium 92, organisé au palais des congrès Acropolis de Nice, du 17 au 20 juin.

(2) Le deuxième congrès de la European Society for the Study and Prevention of Infant Death (ESPID) a eu lieu à Lübeck, en Allemagne, du 10 au 13 juin. Le premier congrès, qui marquait la naissance de l'ESPID, association européenne, avait été organisé à Rouen, du 5 au 7 juin 1991.

(3) Le caractère saisonnier du syndrome de mort subite du nourrisson apparaît bien dans un article publié dans le *Journal of the American Medical Association* (JAMA) du 15 avril 1991 (édition française).

(4) Des initiatives du même type sont lancées par plusieurs autres hôpitaux en France.

(5) Naître et Vivre, Fédération nationale des associations pour l'étude et la prévention de la mort subite inexpliquée du nourrisson, 71, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris ; tél. : 16 (1) 46-31-02-60.



## SCIENCES • MÉDECINE

## La molécule casse-tête

Le Sumatriptan semble être à l'origine d'effets secondaires potentiellement dangereux

Le Sumatriptan sera-t-il un jour commercialisé en France ? Si oui, dans quel délai, à quel prix et sous quelles conditions ? Ce nouvel antidouleur, molécule-phare de la firme Glaxo (10 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel prévu d'ici à l'an 2000) est aujourd'hui commercialisé dans dix-huit pays. Toutefois, le prix international imposé par la maison-mère (90 francs le comprimé, 170 francs l'injection) soulève la controverse sur le rapport coût-efficacité de cette molécule. S'agit-il d'un médicament à l'efficacité décevante ou d'un médicament à l'efficacité décevante ?

Le Sumatriptan peut agir de manière spécifique sur certains récepteurs vasculaires présents au niveau du crâne (le *Monde* du 30 septembre-1<sup>er</sup> octobre 1990 et du 10 juillet 1991). Cette propriété explique son action dans la disparition des phénomènes douloureux qui caractérisent la crise de migraine. Selon le fabricant, l'efficacité de cette molécule atteindrait 60 % à 80 %.

Les récentes observations épidémiologiques négatives en provenance de Grande-Bretagne ont d'abord été publiées dans le *British Medical Journal* (1). Il s'agissait notamment du cas d'un homme de quarante-sept ans, grand fumeur, chez lequel les injections sous-cutanées de Sumatriptan déclenchaient d'importantes douleurs thoraciques. Celles-ci avaient pour origine des spasmes des artères coronaires induits par le médicament antidouleur.

## 15 000 prescriptions mensuelles

Au total, le Comité ou Safety of Medicines a recensé treize-quinze cas de douleur ou d'oppression thoracique associés à l'administration de Sumatriptan par voie sous-cutanée. La moyenne d'âge des personnes concernées était de quarante-quatre ans et, parmi elles, trente-deux étaient des femmes, ce qui reflète largement la distribution

par âge et par sexe des utilisateurs de cette molécule. Dans certains cas, il a été rapporté que la douleur thoracique était d'intensité sévère, souvent associée à d'autres symptômes comme des troubles sensitifs, des nausées, des évanouissements, des bouffées de chaleur ou des sensations de fatigue. Toutefois, le comité précise que, pour ces trente-quatre cas, il n'a pas été possible d'établir de manière certaine que ces douleurs thoraciques étaient bien d'origine cardiaque.

La firme Glaxo, qui reconnaît avoir reçu quelques observations similaires d'autres pays où la molécule est commercialisée, rappelle que certaines affections cardiaques (cardiopathies ischémiques et syndrome de Prinzmetal) sont des contre-indications à l'usage du Sumatriptan. En Grande-Bretagne, où cette molécule a été introduite sur le marché en septembre 1991, on compte déjà 15 000 prescriptions mensuelles. Selon le *Financial Times*, les informations sur les effets secondaires ont légèrement fait chuter l'action Glaxo.

En France, ces mêmes informations sont analysées avec le plus grand intérêt par les pouvoirs publics. Le rapport demandé le 16 mars à M<sup>me</sup> Catherine Lahrusse, professeur de droit, ancien membre du comité national d'éthique, et à M. François-Claude Hugues, professeur de thérapeutique (hôpital Laennec, Paris), devrait être remis à M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration, d'ici à la fin du mois. Il semble aujourd'hui que le rapport outre le « tapage médiatique » qu'aurait organisé la firme Glaxo concernerait les effets secondaires de cette molécule ainsi que son efficacité comparée.

JEAN-YVES NAU

(1) Coronary Vasospasm Induced by Subcutaneous Sumatriptan (*British Medical Journal* daté du 30 mai 1992).

## Tourbillons australs

Des études ont été menées sur maquette à Météo-France de Toulouse pour connaître les éventuelles difficultés que pourrait rencontrer le trafic aérien en Terre-Adélie



La maquette de l'échelle de Pointe-Géologie et de la piste

carburant en tournant au-dessus de la Terre-Adélie et puisse revenir en Australie (sans s'être posé près de la base française).

La piste a été construite à la fois sur la terre ferme et sur l'eau. Les îles Cuvier, du Lion, les deux Belfort et quelques îlots ont été arasés et remodelés. Les évents bras de mer séparant toutes ces îles ont été comblés. Le relief des quelques autres îles et de la bordure du continent est connu et permanent : on a donc pu y relever les directions et les turbulences des vents. Mais il y a de gros reliefs temporaires : les icebergs, parfois fort grands, qui se détachent du glacier tout proche de l'Antarctique et dévalent dans les quelques centaines de mètres que leurs prédécesseurs ont créés dans les fonds marins voisins de la côte. Il fallait donc connaître les effets de ces icebergs sur l'écoulement des vents.

## Sous le vent des gros icebergs

Sur la maquette à 1:1 000 de l'archipel de Pointe-Géologie ont été ajoutés différents « beaux » icebergs. On sait ainsi que de gros icebergs créent, dans l'écoulement de l'air sous le vent (c'est-à-dire après le passage du vent sur l'obstacle), un sillage dont les effets se font sentir sur une longueur et sur une hau-

teur égales, respectivement à dix fois et deux fois la hauteur de l'iceberg. Et cela quelles que soient la forme et la taille du « glaçon ». On a aussi « vu » que les grandes turbulences créées sous le vent des obstacles se cassent en progressant vers l'aval et se transforment en tourbillons de plus en plus petits.

La veine hydraulique est longue de 30 mètres, large de 3 mètres et profonde de 1 mètre. Les 90 mètres cubes d'eau douce qu'elle contient y ont circulé, pour l'étude des effets potentiels dangereux des vents de Terre-Adélie, à une vitesse maximum de 40 centimètres par seconde, ce qui correspond à des vents réels de 72 kilomètres par heure.

Les écoulements y sont caractérisés par de minuscules billes de résine - les unes de 2 millimètres de diamètre, les autres de 1 micron - qui sont en équilibre dans l'eau. Ces billes sont injectées par pincettes à l'endroit voulu, grâce à une tige et à une pipette. Elles sont éclairées - et donc visibles - grâce à deux rayons laser agissant à l'arrière et à l'avant de la maquette. Ces rayons laser permettent de mesurer ponctuellement et avec précision la vitesse des mouvements des billes.

Bien entendu, la maquette a été

essayée avec différentes directions de vent. On a aussi fait des calculs sur le pourcentage d'une durée de temps déterminée qui sera occupée par des rafales, autrement dit par de brusques accélérations ou décélérations du vent. Les études ont pris en compte une longueur de 500 mètres avant le début de la piste. On a ainsi constaté que les vents soufflant de l'est-sud-est et du sud-est (et avec une moindre importance ceux du sud-sud-est) risquent d'avoir, sous le vent des îles des Pétrés et Claude-Bernard, des effets de turbulence en bout de piste auxquels seraient sensibles les avions qui assurent les liaisons entre la côte et l'intérieur du continent antarctique. En revanche, les gros porteurs intercontinentaux seront pratiquement indifférents à ces turbulences.

On sait maintenant que, compte tenu de la faible profondeur de la mer, les gros icebergs, qui seraient susceptibles de créer des turbulences de l'air gênantes pour le trafic aérien, ne peuvent arriver assez près de la piste pour perturber les atterrissages ou les décollages des avions de desserte de la Terre-Adélie.

Les études menées dans la veine hydraulique de Toulouse sous la direction de Michel Perrier ne se sont intéressées qu'aux vents soufflant au maximum à 90 kilomètres par heure. Elles n'ont donc pas concerné les vents catabatiques qui peuvent souffler à plus de 140 kilomètres par heure. Ces vents sont faits d'air froid lourd descendant les pentes du continent antarctique. De toute façon, aucun mouvement aérien ne sera autorisé pendant les situations de vents catabatiques. Or ces vents se déclenchent parfois avec un très court « préavis » et peuvent persister pendant plusieurs jours. Des études sont en cours en Antarctique pour arriver, informaticien aidant, à prévoir trente minutes à l'avance le déclenchement de ces vents catabatiques.

Y. R.

## POINT DE VUE

## La trisomie 21 est toujours là

par le professeur André Boué

MAIS au point des 1970, le diagnostic prénatal des anomalies chromosomiques fœtales, trisomie 21 en particulier, a bénéficié du soutien financier de la Caisse nationale de l'assurance-maladie, d'abord pour un programme d'évaluation de 1974 à 1977, puis, depuis 1978, pour un programme d'application avec le relais de l'Association française pour le dépistage et la prévention des handicaps de l'enfant.

En 1980, les indications ont été précisées dans une convention (au premier plan les grossesses chez les femmes de trente-huit ans et plus) et, en 1988, s'ajoutent d'autres indications, les découvertes à l'échographie d'une anomalie du fœtus. Ce sont des mêmes indications qui bénéficient depuis novembre 1991 d'une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale.

L'analyse des diagnostics réalisés de 1980 à 1990 dans le cadre de cette convention nationale montre que le nombre annuel de diagnostics a dépassé 2 500 à 25 000. Pour l'ensemble de la France et pour chacune des années 1989 et 1990, 800 fœtus porteurs d'anomalies chromosomiques ont été diagnostiqués, dont 400 trisomies 21.

Mais, dans le même temps, le nombre des grossesses chez les femmes de trente-huit ans et plus a doublé (15 000 en 1980 puis de 31 000 en 1990). L'effort pour accroître le nombre des diagnostics qui avait pour objectif de couvrir une proportion importante de femmes de trente-huit ans et plus n'a pas atteint son but car, en 1990, ce sont seulement 58 % de ces femmes qui ont eu un diagnostic prénatal. Il faut noter que les pays voisins n'ont pas fait mieux. Si certains ont des résultats plus favorables, comme dans quelques régions françaises, pour l'ensemble des grands pays, les taux de couverture du diagnostic prénatal chez les femmes âgées sont comparables.

Plus préoccupant est le fait que, pendant la même période, le nombre des naissances avec un enfant porteur d'une anomalie chromosomique restait stable ou même augmentait légèrement. Une observation identique est faite dans le Royaume-Uni.

L'analyse du registre des malformations congénitales de Paris de 1981 à 1989, réalisé par l'unité 149 de l'INSERM, illustre cette évolution : le nombre de naissances de trisomie 21 est resté stable de 1980 à 1990 (40 à 50 par an), mais pendant la même période, le nombre de trisomies 21 déclarées in utero est passé de 10 (1981-1982) à 50 à 60 (1989-1990). Sans les diagnostics prénatals le nombre de naissances de trisomie 21 aurait doublé.

## Comment améliorer la prévention ?

Que s'est-il passé ? La cause essentielle est l'augmentation importante de l'âge maternel. A Paris, en 1980, 40 % des grossesses surviennent chez des femmes de plus de trente ans, en 1990 c'est environ 50 %. En 1980, les femmes enceintes de trente-huit ans et plus représentaient 3 %, en 1990 8 %. Cette modification des comportements surtout sensible à partir de 1985 fait un plus grand nombre de grossesses se situant dans la période où le risque de trisomie 21 augmente.

Que proposer pour améliorer la prévention ?

On doit d'abord augmenter le nombre de femmes ayant un diagnostic prénatal dans le cadre des indications actuelles (femmes de trente-huit ans et plus et signes d'appel échographiques). L'inscription du caryotype fœtal à la nomenclature des actes de biologie devait favoriser cet accroissement de l'activité. Il faut surtout diffuser l'information auprès des patientes et des médecins.

L'extension de l'échographie et les progrès de sa qualité devraient accroître son efficacité. Il y a des discussions et des divergences sur la valeur de petits signes échographiques évocateurs de trisomie 21. L'échographie est subjective et dépendante de l'opérateur. Celui-ci redoute le reproche d'être passé à côté d'un risque d'anomalies. Des progrès devraient être réalisés, mais il est difficile de baser un dépistage sur ce seul examen.

Depuis plusieurs années, nom-

breux sont ceux qui demandent que la limite d'âge pour indication de diagnostic soit abaissée à trente-cinq ans, arguant que c'est la situation dans d'autres pays (alors que c'est seulement un petit nombre de femmes qui bénéficient de ces diagnostics et, en général, moyennement financés). En France, le nombre des grossesses chez ces femmes de trente-cinq à trente-sept ans est d'environ 45 000 et devrait augmenter. Ce serait donc un programme difficilement réalisable, car il faudrait tripler les capacités des laboratoires.

Devant cette situation, que pourraient apporter les marqueurs sérologiques maternels ? Une hormone placentaire, l'hormone gonadotrophine chorionique (HCG), a deux fois sur trois des valeurs très élevées dans le sang maternel lorsque le fœtus est porteur de trisomie 21. Des études prospectives sur 100 000 grossesses (dont 25 000 en France) ont confirmé le caractère discriminant de l'HCG combiné à l'âge maternel. Dans le groupe des femmes de trente à trente-sept ans, 70 % des fœtus avec trisomie 21 ont pu être diagnostiqués par une amniocentèse décidée à la suite de l'examen sanguin maternel.

## Une pratique sauvage des dépistages et diagnostics

Mettre en place, dès maintenant, chez les femmes de trente-cinq à trente-sept ans, un dépistage des grossesses à risque accru de trisomie 21 par dosage de l'HCG dans le sang maternel est réalisable et il permettrait l'analyse des conditions de son application avant d'envisager son extension aux femmes de trente à trente-quatre ans.

Les questions qui se posent sont nombreuses :

- La qualité du dosage, les critères de sélection des grossesses à risque et la détermination de l'âge de la grossesse au moment de la prise de sang, donnée essentielle puisque les valeurs normales varient d'une semaine à l'autre au cours de la grossesse. Faut-il en faire un acte réservé à certains laboratoires pour améliorer la fiabilité ?

- La coordination entre les marqueurs biochimiques et l'échographie, les deux pouvant se compléter.

Les informations données aux femmes. Certains pays (Royaume-Uni) ont organisé depuis plusieurs années un dépistage des grossesses à risque de spina bifida par le dosage de l'alpha fœto protéine (AFP) dans le sang maternel. Il s'agit aussi d'inclure le dosage d'HCG pour évaluer le risque accru de trisomie 21.

En France, la faible incidence du spina bifida n'a pas justifié un tel dépistage. Les femmes (et les médecins) ne sont pas familières avec une évaluation probabiliste d'un risque de malformation. Les femmes enceintes sélectionnées dans le groupe avec des valeurs élevées confondent risque accru (de 1 % à 2 %) et diagnostic de trisomie 21. Il en résulte une inquiétude intolérable déclenchée par un acte médical et par l'annonce souvent sans explication d'un risque. Un gros effort d'information et de conseil doit être mis en place.

Enfin la mesure des effets pervers : l'annonce d'un risque accru conduit à un deuxième examen, qui apporte un diagnostic de caryotype, caryotype normal ou anormal, mais qui demande un acte invasif, l'amniocentèse, non dénuée de risque. Les femmes dans le groupe « sans risque accru » ont encore un risque faible mais réel. Dans ce cas, la naissance d'un enfant avec anomalie chromosomique représentera un échec douloureux des actes médicaux.

Il convient de prendre conscience de l'augmentation de la fréquence des anomalies chromosomiques liées à l'augmentation de l'âge des mères. Il faut rappeler qu'il est préférable de ne pas trop attendre pour avoir des enfants.

Nous devons prendre conscience que les flottements dans les décisions d'une politique de prévention conduisent, déjà, à une pratique sauvage des dépistages et des diagnostics prénatals et à l'intrusion d'un marché américain hors de tout contrôle. Tout cela se fait aux dépens, psychologiques et financiers, des femmes enceintes.

Le professeur André Boué est directeur de l'unité de génétique et pathologie fœtale de l'INSERM.

## BIBLIOGRAPHIE

« Les Ephémères » de Jean-Loup Solzmann

## Quelle médecine demain ?

par Noëlle Lenoir

PURE bioéthique-fiction : l'action se passe, dans les années 2050, principalement à New-Paris. Hiroshima est alors le siège du gouvernement fédéral d'un Etat innommé, qui pourrait bien être la planète Terre. A une heure de grande écoute, est diffusée une expérience médicale ayant profondément entraîné la mort d'un enfant (1).

En vérité, il s'agit d'un roman d'un enfant mais d'un éphémère, un produit de fabrication génétique. Malgré sa ressemblance avec un embryon ou un fœtus, ce n'est pas un être humain. Sa fonction est seulement de servir de modèle humain, pour aider à prévoir les anomalies génétiques dont sont porteurs les individus à la naissance. Empruntant à la fois au roman policier, au roman d'aventure, au roman d'amour et au conte philosophique, Jean-Loup Solzmann rappelle, au travers de cette interrogation scientifique, les questions que suscitent dans la société d'aujourd'hui l'observation et l'utilisation des embryons humains. Mais surtout, l'auteur met l'accent sur un défi majeur de la médecine moderne : la médecine de prédiction.

Quelle est donc cette médecine qui, non contente de poser un diagnostic sur les maladies acquises, est en mesure de révéler, et ce dès le stade embryonnaire, les prédispositions génétiques des individus, c'est-à-dire les risques que chacun a de contracter telle ou telle maladie au cours de sa existence ? Quelle est donc cette médecine qui, au moyen de techniques comme l'amniocentèse ou encore l'analyse de tissus du fœtus, de sang fœtal, voire de sang maternel, tend à évaluer les atouts et les faiblesses biologiques de chaque homme et de chaque femme, comme on teste la qualité d'un produit ?

Ces nouvelles techniques médicales provoqueront à n'en pas douter un véritable bouleversement dans les relations entre l'homme et la médecine, de même que dans les rapports que l'homme entretient avec son corps, ou plus précisément dans la manière que chacun a d'aborder le problème de sa santé.

Toutefois, l'ambition de l'auteur ne se limite pas à attirer l'attention

sur les innovations médicales les plus problématiques ou les plus prometteuses. Elle est plus vaste, car son dessein est de faire prendre conscience des véritables enjeux des débats actuels sur l'issue de progrès, d'un point de vue politique et éthique. A une époque où l'éthologie s'écrit au creux des politiques, où le progrès, comme source en soi de bienfaits, est discuté, voire contesté, au moment où l'homme, grâce à la génétique, est en mesure de transformer sa propre espèce, il est urgent de prendre la mesure des risques posés par ces avancées scientifiques et technologiques.

Aux questions que l'on se pose, l'auteur apporte l'unique réponse valable : seule la démocratie, qui passe par la transparence et une information honnête et vraie du public, peut sauver des tentations destructrices. L'épilogue de l'ouvrage illustre ce message.

« Tout pouvoir sans contrôle rend fou », rappelle Jean-Loup Solzmann, en citant Alain de Ménil. C'est bien en effet de cela qu'il s'agit. Le respect de la dignité humaine, qui est le fondement de la démocratie, exige un contrôle du pouvoir et donc la maîtrise du progrès. Et nous voyons renvoyés au début sur l'éthique, comme moyen de garantir le respect de l'homme. Comme le précise Jean-Loup Solzmann, « seule la réflexion éthique et l'autocritique des chercheurs biomédicaux permettront de tenir la « bête immonde » au respect ».

Voilà un livre à lire sans retard, non seulement pour se divertir, mais aussi et surtout pour mieux comprendre, alors que doivent s'ouvrir au Parlement les discussions sur les projets de loi relatifs à la bioéthique, les enjeux de société que celle-ci représente, pour nous et pour les générations futures.

(1) Les Ephémères, de Jean-Loup Solzmann, avec la collaboration de Marjorie Casteln. Editions Robert Laffont. 248 pages, 100 francs.

► M<sup>me</sup> Noëlle Lenoir est membre du Conseil constitutionnel. Elle est également l'auteur du rapport « Aux frontières de la vie : pour une démarche française en matière d'éthique biomédicale ».



552 من الامم

# SCIENCES • MEDECINE

## Le silence d'« Octobre-rouge »

Décrite il y a une trentaine d'années, la propulsion magnéto-hydrodynamique vient de connaître sa première application grâce au développement des supraconducteurs

**O**CTOBRE-ROUGE. Vous vous souvenez ? Ce sous-marin soviétique, né de l'imagination de l'auteur de romans d'espionnage, Tom Clancy, et capable de filer ses 50 nœuds dans le plus grand silence grâce à un système de propulsion sans bruit. Aujourd'hui la réalité se rapproche de la fiction.

Dans la baie de Kobe, les Japonais de Mitsubishi Heavy Industries ont en effet réussi, mardi 16 juin, à faire naviguer une vedette, longue d'une trentaine de mètres, grâce à un système révolutionnaire de propulsion magnéto-hydrodynamique. L'engin, d'une masse de 185 tonnes, a évolué, selon son constructeur, pendant une trentaine de minutes à la vitesse de quelques 6 nœuds (environ 11 km/h), mais la seule force d'un courant d'eau produit par ce système.

L'idée d'un tel système ne date pas d'aujourd'hui. « Le premier brevet sur la propulsion MHD en milieu marin date de 1961, rappelle Jean-Paul Thibault, chercheur au Laboratoire des écoulements géophysiques et industriels de Grenoble (1). Il fut pris par l'Américain Rice. Puis, en 1962, un premier rapport sur le sujet fut rédigé par un autre Américain, du nom de Phillips, et un autre, signé de Way, publié en 1964. Mais, comme souvent en science, la théorie était trop avancée sur son temps.

Faute donc de disposer à cette époque de bobines capables de produire de puissants champs magnétiques, la propulsion MHD sombra dans les oubliettes de l'histoire. Et ce jusqu'à la fin des années 70 où les études purent reprendre en raison des remarquables progrès accomplis dans le domaine des supraconducteurs, ces matériaux capables de supporter sans chasser de grandes densités de courant électrique lorsqu'ils sont refroidis à très basse température.

**Les vertus conductrices de l'eau de mer.**

Pour bien comprendre la propulsion MHD, il faut remonter à un phénomène décrit voici plus d'un siècle. Cette découverte, si elle ne fut pas le point de départ d'un champ électrique et que l'on plonge dans un champ magnétique perpendiculaire au premier, subit alors une force, dite de Laplace-Lorentz, dont la direction est perpendiculaire à la fois au champ électrique et au champ magnétique. Tous les lycéens ont « su » sur des problèmes de physique relatifs à ce principe plus connu sous le nom de « règle des trois doigts » (champ, courant, force).

Le plus souvent, le conducteur électrique utilisé est un fil de cuivre. Mais il peut être aussi un métal

liquide, comme le sodium fondu ou le mercure, ou un liquide conducteur, comme l'eau de mer. On peut alors imaginer sans peine un bateau équipé d'un dispositif permettant d'appliquer à la fois un champ électrique et un champ magnétique importants à un certain volume d'eau de mer. L'eau subira alors la force de Laplace-Lorentz et sera chassée vers l'arrière faisant ainsi avancer le navire comme le serait celle expulsée par la pompe à eau d'un scooter des mers.

Jusqu'à la fin des années 70 les scientifiques et les industriels furent dans l'incapacité de fabriquer les bobines nécessaires à la production des importants champs magnétiques réclamés par la MHD. Sans parler du procédé n'a que peu d'intérêt. « Avec des champs de 2 teslas, les performances seront médiocres, précise Jean-Paul Thibault, alors qu'avec 10 teslas, elles deviennent très satisfaisantes (2). »

Seul le recours à la supraconductivité permet d'atteindre de telles valeurs, comme l'ont montré nombre de dispositifs spectaculaires montés sur des accélérateurs de particules élémentaires ou sur des réacteurs à fusion thermonucléaire. Et cela grâce à la maîtrise de la fabrication industrielle de fils en oxybore-titane qui deviennent supraconducteurs lorsqu'ils sont plongés dans l'hélium liquide, soit à une température proche du zéro absolu (- 273°).

### Conduction ou induction

Ces matériaux étant désormais disponibles, les chercheurs ont donc pu se lancer à nouveau dans l'étude de la propulsion MHD qui, outre les civils, intéresse au plus haut point les militaires pour leurs sous-marins en raison de sa grande discrétion de fonctionnement. Deux voies sont actuellement prospectées. Celle de la propulsion par conduction faisant appel à des courants continus et à des électrodes pour créer le champ électrique et celle, plus difficile à industrialiser, de l'induction qui s'appuie sur des travaux menés par Faraday au dix-neuvième siècle sur les courants induits et pour laquelle sont utilisés des courants alternatifs.

Outre cette alternative de MHD par conduction ou induction, s'offre la possibilité de créer les champs électrique et magnétique nécessaires à la propulsion soit sur la coque du navire, soit au contraire sur une sorte de canal d'eau ou peu analogue à une tuyère de turbo-réacteur, technique qui présenterait d'excellents rendements. Ainsi, le mariage de ces différentes techniques permettrait donc d'envisager quatre types de propulseurs possibles (3). Tout un programme qui stimule l'imagina-

tion des chercheurs. D'ailleurs, les projets ne manquent pas, qui vont de brise-glace au cargo sous-marin en passant bien sûr par les sous-marins militaires des mers.

Une seule réalisation capable de transporter des personnes a cependant vu le jour et fonctionné pendant quelques dizaines de minutes. Celle des Japonais de Mitsubishi dont la vedette faisait appel à la MHD par conduction avec écoulement dans un canal. Certes, Yama-ko-1, qui était propulsée par deux générateurs de 8 000 newtons chacun, a fendu les flots à une allure de sémaphore. Pas plus de 6 nœuds.

Qu'importe. L'objectif d'être pas de battre des records mais tout simplement de prouver, pour les Japonais, la validité du principe et de démontrer qu'ils étaient capables de mener à bien un tel projet. De plus, la physique elle-même s'opposait à ce que la vedette japonaise fût tirée vers l'arrière par la mesure où les calculs montrent bien que les grandes vitesses et les très grandes vitesses ne peuvent être obtenues qu'avec de grands bâtiments. Pour les rubans bleus, il faudra donc attendre que s'affinent les recherches menées dans la plupart des grands pays industriels.

D'abord aux Etats-Unis, qui, s'ils n'ont pas de navire de démonstration, sont sans doute les plus avancés, les plus innovants, dans ce domaine grâce aux travaux qu'ils mènent notamment au Naval Underwater System Center de Newport et au Laboratoire d'Argonne. Au Japon, ensuite, qui ne va pas en rester là et qui, comme les autres, usent de ses formidables capacités technologiques dans le domaine des supraconducteurs basse et haute température pour développer des bobines capables d'engendrer demain des champs magnétiques de 15 à 20 teslas.

En France, aussi, où la recherche s'organise, comme en témoigne le programme que la société Jeumont-Schneider Industrie et le Laboratoire des écoulements géophysiques et industriels de Grenoble tentent actuellement de mettre sur pied en collaboration avec quatre laboratoires du CNRS. Dans l'ex-Union soviétique enfin, où diverses recherches ont été menées qui ont pu laisser croire que d'importantes percées avaient été faites lorsque fut photographié une sous-marin soviétique équipée d'un curieux appendice. « Mais il n'en est rien, commente un spécialiste. Une telle percée est peu probable. Le dispositif était trop petit pour que ce soit une unité de propulsion complète. »

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Unité de recherche associée au CNRS.  
(2) Un tesla vaut environ 10 000 gauss. A titre de comparaison, un champ magnétique terrestre est de 0,5 gauss. Au cours des cinq dernières années, des champs de plus de 30 teslas ont été obtenus par des chercheurs du CNRS à Grenoble et d'autres de plus de 60 teslas, pendant une fraction de seconde, par des chercheurs du CNRS à Toulouse.  
(3) Voir le dossier de Sciences et Vie (avril 1991).

## La Vierge oubliée retrouvée

POITIERS

de notre correspondant

Elle dormait, méconnue ou oubliée, dans une chapelle latérale de l'église Saint-Jean de Châtelleraut. Elle est la statue de la Vierge à l'enfant faite dans un marbre blanc par le sculpteur Germain Pilon (vers 1537-1590). C'est un jeune chercheur du CNRS, Guy-Michel Laproux, membre de la Commission du Vieux Poitiers, qui l'a identifiée, on pourrait dire « ressuscitée », grâce à un document venant du minuscule dépôt des notaires de Paris déposé aux Archives nationales.

Ce chef-d'œuvre a eu une vie mouvementée. Donnée par un particulier au couvent des Minimes de Châtelleraut, la statue fut endommagée par les huguenots lors des guerres de Religion ; elle a fait partie des biens du clergé dispersés pendant la Révolution. Ce n'est que bien plus tard qu'elle a été donnée à l'église Saint-Jean.

M. L.

# SPORTS

FOOTBALL : le Danemark finaliste surprise de l'Euro 92

## Jouer est un plaisir

En battant les Pays-Bas - 2-2 après prolongation et 5 tirs aux buts à 4, - le Danemark a obtenu, lundi 22 juin à Göteborg, une qualification surprise pour la finale du championnat d'Europe des nations. Les buts de cette demi-finale à suspense ont été inscrits par Dennis Bergkamp et Frank Rijkaard pour les Pays-Bas, et par Henrik Larsen, auteur d'un doublé, pour le Danemark. Les Danois, invités de dernière minute pour remplacer la Yougoslavie, rencontreront l'Allemagne en finale, vendredi 26 juin à Göteborg.

GÖTEBORG

de notre envoyé spécial

Les vedettes orange devaient debout, à nouveau fièrement campées sur leurs jambes de favoris. A quelques mètres, les Danois avaient sur la pelouse. Quelques-uns réclamaient le confort d'un massage, les autres cherchaient simplement au ras du gazon l'ultime souffle qui ferait survivre leur folie. A les voir en si pieux état, à l'orée des prolongations, le stade se scindait en deux camps. D'un côté, les plus innovants, dans ce domaine grâce aux travaux qu'ils mènent notamment au Naval Underwater System Center de Newport et au Laboratoire d'Argonne. Au Japon, ensuite, qui ne va pas en rester là et qui, comme les autres, usent de ses formidables capacités technologiques dans le domaine des supraconducteurs basse et haute température pour développer des bobines capables d'engendrer demain des champs magnétiques de 15 à 20 teslas.

Déjà, la logique, violente pendant quatre-vingt minutes, avait commencé à se relâcher. D'un coup de pied sur le ballon, Henrik Larsen, Frank Rijkaard avait entamé le délire rouge et blanc, ces cavaliers au col, ces dribbles à l'enthousiasme. Le tableau d'affichage reflétait une de ces égalités éphémères que les cafés du football gaspillent rarement. Rasmus Michéls, le général à la tête mine qui commande aux troupes bataves, s'en était persuadé : « Ce n'était plus qu'une question de temps ». Trente minutes suffiraient largement à chasser l'impuissance de ces Danois qui s'étaient par surprise à la table des grands et prétendaient repartir avec l'argentier.

Les Danois se sont donc relevés comme des condamnés à rentrer dans le rang. Certains claudiquaient, d'autres poignaient à retrouver leur souffle. Mais tous couraient encore. Et ils ont tenu. Jusqu'à l'épreuve qui fond favoris et outsiders dans la masse des angoissés. Ces tirs aux buts que l'on dit condamnés, mais qui continuent à raturer l'épilogue des plus belles parties. Ils ont tenu encore jusqu'à ce que s'avance Marco Van Basten.

TENNIS :

les championnats de Wimbledon Jimmy Connors éliminé au premier tour

Lors de la première journée des Internationaux de Grande-Bretagne à Wimbledon, lundi 22 juin, les ténors de série, chez les messieurs comme chez les dames, se sont facilement qualifiés pour le deuxième tour, à l'exception des deux numéros un mondiaux, l'Américain Jim Courier et la Yougoslave Monica Seles, lauréates des deux premiers tournois du Grand Chelem 1992.

Le Suédois Stefan Edberg (n° 2), les Allemands Michael Stich, tenant du titre (n° 3) et Boris Becker (n° 4) et le Croate Goran Ivanisevic (n° 8) se sont qualifiés, tandis que, battu par le Mexicain Luis Herrera (6-2, 1-6, 7-5, 6-3), Jimmy Connors a perdu son titre. Parmi les autres favoris éliminés à Wimbledon, les résultats des joueurs français sont les suivants : Black (Zim) b. Fontang (Fra) 6-2, 7-5, 6-1 ; Delaître (Fra) b. Leach (E-U) 6-1, 7-6, 3-6, 3-6, 6-3 ; Plioline (Fra) b. Pistoletti (Ita) 6-3, 3-6, 6-3, 7-5 ; Boetsch (Fra) b. Grubb (E-U) 7-6, 7-3, 6-4 ; Glimbert (E-U, n° 13) b. Fleuriat (Fra) 6-2, 6-3, 6-2. Ceux des joueuses françaises sont les suivants : Hecq (Ail) b. Paradis-Mangon (Fra) 6-3, 1-6, 12-10 ; Halard (Fra) b. Rajcicova (Tch) 6-3, 6-1 ; Dechaume (Fra) b. Loesemore (GB) 6-1, 4-6, 6-4 ; Tessi (Arg) b. Testud (Fra) 4-6, 6-3, 6-4. - (AFP)

o CYCLISME : Luc Leblanc gagne le Grand Prix du « Midi Libre ». - Le Français Luc Leblanc a gagné lundi 22 juin à Barcelone le Grand Prix du Midi Libre cycliste à l'issue de la sixième et dernière étape, en contre-la-montre individuel.

Dans le marché commun des footballeurs, il est la marchandise la plus luxueuse. Dans la galerie des chefs-d'œuvre hollandais, il est l'un de ceux qui attirent tous les regards. Van Basten a joué avec le ballon, un rien cabot, puis il a pris son élan. Trop d'élan. Ces mètres interminables ressemblaient aux longues semaines de préparation de toutes ces équipes qui prétendaient dominer la compétition. Elles lui ont donné le temps de mariner dans son angoisse, de mesurer le poids de la tâche à accomplir. Son tir flottant a rencontré Peter Schmeichel, un colosse surmonté d'une tête de poussin. Van Basten l'élegant, meilleur marqueur de l'Euro 88, repartira de Suède sans avoir inscrit un seul but, en ayant échoué dans le plus élémentaire des gestes, qu'il réussit si souvent au Milan AC.

Ultime coup de poignard pour la star orange, c'est son exacte antithèse qui a achevé le mastodonte néerlandais. Un obscur milieu de terrain à moustache, amateur du club de Brøndby, nommé Kim Christoffersen. Dans une équipe déjà atypique, celui-ci fait figure d'original. Il ne porte jamais de montre, pour échapper aux contingences matérielles. Il refuse pratiquement tous les entretiens télévisés par crainte de s'imposer chez les gens, par peur de la célébrité. Lui n'a pas pris d'élan. Comme ses équipiers, il a frappé sans se torturer l'esprit en questions superflues. Et son ballon a ignoré Van Brakelen.

Son coup de pied a apporté la touche finale au plus beau des matchs de football de ces dernières années : les Danois, invités pour les demi-finales d'extrême justice, venaient d'attendre le dernier coup de la partie pour arracher leur place en finale.

### Laurup le miraculé

Au-delà des explications techniques, c'est peut-être l'histoire de ces massueurs d'acier préconçus de ces briseurs de certitudes, qui leur a permis d'accéder à ce sommet que tant d'autres convoitaient. Appelés à remplacer l'équipe d'une Yougoslavie déchirée (le Monde du 2 juin), les Danois ont eu le tact de jouer sur les faiblesses de la circonstance. Ils ont préféré jouer tout simplement, en ramenant le football à ses justes dimensions : une distraction qui ne prétendrait pas éclipser les maîtres du monde. Pendant ces Euro, deux de leurs joueurs sont retournés dans leur pays voisins. L'un pour voir sa femme accoucher. L'autre, le milieu de terrain, Kim Vilfort, qui a ainsi raté le match contre la France, pour soutenir sa fille atteinte d'une grave maladie. Dans

leur résidence du nord de Göteborg, aucun veille ne filtre les entrées. Les Danois y répondent à toutes les questions sans intermédiaires ni arrière-pensées.

Sur le terrain, et en dehors, ils auront fait souffler un vent de spontanéité dans ce championnat d'Europe un peu coincé. « Les joueurs danois ont parfaitement su tirer profit de leur statut d'outsiders, reconnaissent après la rencontre Rinus Michéls. Ils ont joué sans pression tout au long de la compétition. » Le vieux sélectionneur néerlandais, qui rentrera de sa dernière campagne sans ramener le deuxième titre européen dont il rêvait, avait pourtant juré qu'on ne lui ferait pas le coup de Malmö.

Hélas ! pour lui, lundi soir, les Danois ont sans doute encore mieux joué que contre la France. Comme les tennismen, ils ont mieux lâché leurs coups, en s'imposant dans la plupart de leurs duels avec leurs adversaires. Ils se sont surtout révélés, une nouvelle fois, de bons analystes des faiblesses de la cuisine adverse. A Malmö, ils étaient vite parvenus à faire avouer ses lacunes au milieu français. A Göteborg, leurs déboulés ont rapidement révélé la faiblesse de la défense orange. Trois défenseurs semblaient tout à coup bien insuffisants, et Ronald Koeman paraissait bien lourd pour bloquer les percées de Brian Laudrup.

Car, en accédant à la finale, les Danois ne se sont pas contentés de ravalier Gullit et Van Basten au rang de footballeurs déboussolés. Ils se sont offert le luxe de mettre un peu plus en avant celui qui restera sans doute comme la vraie révélation de ce tournoi. Brian Laudrup, frère cadet de Michael, le meneur de jeu de Barcelone qui refuse désormais toute sélection, ressemble à son équipe : c'est un miracle. Il y a six mois seulement, le milieu de terrain du Bayern de Munich se croyait perdu pour le football à la suite d'une grave blessure au genou.

Les séquelles de son opération ne lui permettent toujours pas de jouer des matches entiers. Peu lui importe : à Göteborg comme à Malmö, soixante minutes lui ont suffi pour faire connaître sa tête d'angelot, son jeu si élégant et ses dribbles insolites pour un défenseur moyen. A vingt-trois ans, ce Laudrup-là vient d'emmener les joueurs danois jusqu'à une finale que les équipiers de son frère n'avaient jamais atteinte. Et Brian Laudrup vient d'offrir aux Danois, qui s'étaient résignés au début de cette grande formation des années 80, un cadeau qu'ils n'espéraient même pas : une des meilleures équipes européennes.

JÉRÔME FENOGLIO

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-86

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

**APPARTEMENT à PARIS-7<sup>e</sup>**  
9, rue Chancel, 2<sup>e</sup> étage sur rue et cour : 5 PIÈCES PRINC., entrée, cuisine, salle de bains et, un sous-sol, 2 caves n° 11 et 12.  
**Mise à prix : 1 600 000 F** S'adr. : M. J.-C. ABADIE, avocat, 23, boulevard Henri-IV à PARIS-4<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-07-41 (avant 16 h.). Et sur place pour visiter, le 29 JUIN 1992, de 9 heures à 12 heures.

**LOCAUX COMMERCIAUX sis à PARIS-11<sup>e</sup>**  
Bât. B, sis au R.D.E.-CH. avec cave au s.-sol (représentant 5 LOTS). 80-82, RUE JEAN-PIERRE TIMBAUD.  
**Mise à prix : 1 232 000 F** S'adr. : M. S. NAKACHE, avocat, 90, avenue Nid à PARIS-17<sup>e</sup>, tél. au 42-72-07-41 (avant 16 h.), et M. J.-C. ABADIE, avocat, 23, boulevard Henri-IV, 75004 PARIS, tél. : 42-72-07-41 (avant 16 h.). Et sur place pour visiter, le 24 JUIN 1992, de 9 h 30 à 10 h 30.

**un PAVILLON de 5 P.P. à SUCY-EN-BRIE**  
(94) - 7, rue des Longues-Raies avec GARAGE - TERRAIN de 506 m<sup>2</sup>.  
**Mise à prix : 400 000 F** S'adr. : M. TACNET, avocat, 20, rue Jean-Jaures, 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE, tél. : 47-06-94-22 ; M. BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats, 55, boulevard Malesherbes, PARIS-8<sup>e</sup>, tél. : 45-22-04-36. Sur place pour visiter, le 30 JUIN 1992, de 11 h à 12 h.

**APPARTEMENT de 4 P.P. à PARIS-18<sup>e</sup>**  
39, BOULEVARD ORNANO - 54, RUE DU SIMPLON au 2<sup>e</sup> étage, et une CAVÉ.  
**Mise à prix : 440 000 F** S'adr. : M. Alain FETTERMAN, avocat, 11 bis, rue Portalis, tél. : 45-22-22-86 ; M. J. FELDSTEIN, avocat à PARIS-10<sup>e</sup>, 5, rue Taylor, tél. : 42-02-29-35. Tous avocats près le T.G.I. de PARIS. Sur les lieux pour visiter.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication

Bruno Frappat, directeur de la rédaction

Jacques Guille, directeur de la gestion

Manuel Lubert, secrétaire général

Rédacteur en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amis, Thomas Ferenç, Philippe Horman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUBOURG 55001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94892 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : 40-85-30-10

## ÉCOLE D'ÉTÉ DE MUSÉOLOGIE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

2<sup>e</sup> cours TEXTES ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

2 au 11 septembre 1992

Inscriptions : Mission Musées - MENC 142, rue du Bac, 75007 Paris



## CULTURE

## PATRIMOINE

## Les laboratoires de l'intelligence

Quelques-uns des plus prestigieux centres culturels français signent une charte de développement commun

Ils sont quelques-uns des jalons du parcours de l'homme, en divers points du territoire, ensembles architecturaux impressionnants bâtis jadis par des consciences élevées. Sans que l'on sache toujours qu'ils sont liés par une association, créée en 1972 par MM. Jacques Duhamel et Jacques Sallois, et par un pacte que M. Jack Lang, ministre d'Etat, devait décrire mardi 23 juin en présentant, lors d'une conférence de presse, la nouvelle charte des centres culturels de rencontre.

Voilà donc, rassemblés sous une appellation unique et réunis dans un projet commun, l'abbaye royale de Fontevraud, la Cordierie royale de Rochefort, l'abbaye-aux-Dames de Saintes, la Chartreuse de Villeneuve-Avignon, l'abbaye de Royaumont, l'abbaye des Prémontrés de Pont-aux-Francais, la Saline royale d'Arc-et-Senans et le château de la Verrerie du Crenot. Unis, pour le meilleur et pour le pire. Il faudrait une vie pour décrire la contribution incommensurable de chacun de ces bâtiments à notre patrimoine. Et chipoter en préambule le peu d'empressement que l'Etat manifeste pour achever la restauration de tel ou tel d'entre eux quand les collectivités locales, elles, font du mieux qu'elles peuvent.

Chacun de ces huit centres a désormais une mission parfaitement claire. La cité monastique de Fontevraud, érigée en 1101, devenue Centre culturel de l'Ouest en 1975, « s'emploie à être reconnue comme un lieu d'accueil et de création privilégié pour la musique. Un équipement hôtelier complet et de qualité en fait un exceptionnel outil de service ». La Cordierie royale de Rochefort, manufacture du XVII<sup>e</sup> siècle, est le siège, depuis 1983, du Centre international de la mer. « A la fois musée et centre de recherche, le Centre s'attache à l'ensemble du patrimoine maritime, à toutes les formes de relations de l'homme avec la mer ».

## Favoriser les passerelles

Fondée en 1407, l'abbaye-aux-Dames connaît une vie nouvelle avec la naissance, en 1972, du Festival de musique ancienne dirigé par Philippe Herreweghe. Elle abrite donc aujourd'hui l'Institut de musique ancienne et « favorise toutes les passerelles possibles entre la musique et les autres arts qui s'expriment sur le site : débats, expositions d'art contemporain, rencontres d'artistes et de chercheurs ».

La Chartreuse de Villeneuve-Avignon, fondée par Innocent VI au XIV<sup>e</sup> siècle, est devenue en 1991 le Centre national des écritures du spectacle. « Il organise des résidences, des laboratoires d'écriture, des séminaires, stages et colloques. Il est le relais de la direction du théâtre du ministère de la culture et organise pour le public les « Rencontres d'été » dans le cadre du Festival d'Avignon ». L'abbaye de Royaumont, érigée par saint Louis en 1228, est devenue en 1937 le siège d'un foyer culturel de rencontres sous l'égide de son propriétaire, Henry Goulin. Elle est devenue la propriété de la Fondation Royaumont Goulin-Lang pour le progrès des sciences de l'homme en 1964 et a mis en œuvre depuis 1978 un projet culturel nouveau. « Fondée sur la formation et la rencontre, la recherche et la création, et marquée par une forte ouverture internationale, quatre programmes existent à ce jour : le Centre de la voix, le Centre de poésie et de traduction, les séminaires et colloques, les visites et la promotion du patrimoine ».

Chef-d'œuvre du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'abbaye des Prémontrés est devenue il y a quelques semaines le Centre européen de chorégraphie contemporaine. « Sa vocation est d'accueillir des résidences d'artistes, des congrès, séminaires et colloques, d'être un instrument au service des créateurs et des chercheurs ».



La Saline royale d'Arc-et-Senans, siège de la Fondation Claude-Nicolas Ledoux

comme des représentants des associations et des entreprises. La danse contemporaine en Europe est son axe artistique majeur ». La Saline royale d'Arc-et-Senans, construite au XVIII<sup>e</sup> siècle par l'architecte Claude-Nicolas Ledoux, est, depuis 1972, le siège de la fondation qui porte le nom de son bâtisseur. « Elle mène des actions résolument contemporaines consacrées à la prospective et à l'architecture, et accueille des artistes en résidence et des chercheurs réunis en colloques. Elle organise expositions et animations dans le cadre d'un programme thématique annuel ».

Le château de la Verrerie, jadis manufacturier de cristaux de Marie-Antoinette, est, depuis 1969, propriété de la ville du Crenot qui y a installé son Musée de l'homme et

de l'industrie. Devenu Centre de rencontres sur la civilisation industrielle, c'est « un observatoire, lieu de recherche et de formation qui se consacre à l'étude des mutations des sociétés industrielles et à la valorisation de leur patrimoine sur la base des travaux et des collections de l'Economie. Il accueille des chercheurs en résidence et des étudiants en stages ».

Toutes ces institutions, en co-signant la charte des centres culturels de rencontre, « se sont fixées pour mission de réaliser la synthèse entre un grand monument ayant perdu sa fonction originelle et un projet intellectuel et artistique ambitieux qui assure son sauvetage et sa réhabilitation. Laboratoires d'expérimentation sur l'animation du patrimoine et les rapports entre

patrimoine et création, ils intègrent la dimension de l'économie d'entreprise ».

Toutes disposent d'une capacité d'accueil et de services, « tant pour les activités produites par les centres culturels que pour des séminaires et réunions organisés à la demande d'organismes extérieurs à titre onéreux ». Chacun reçoit en résidence artistes et chercheurs dans une optique originale qui situe leur champ d'intervention « en amont du domaine de la diffusion culturelle, entre formation supérieure et appui à la création naissante ». Ils sont donc « à l'écoute des lieux de travail pour les professionnels et les spécialistes, des initiatives d'expérimentation pour la recherche et la création » sans que soient exclues les manifestations populaires de grande

## Un entretien avec M. Jacques Rigaud

« Nous ne demandons pas plus d'argent mais plus de considération » nous déclare le président de l'Association des Centres culturels de rencontre

M. Jacques Rigaud, président de l'Association des Centres culturels de rencontre, en était inquiet pour eux. Petite histoire, histoire d'une passion pour celui qui avait déjà assumé cette charge de 1977 à 1980 et qui s'est toujours passionné pour ce rôle de médiateur entre artistes et chercheurs, Etat et collectivités locales, intérêt privé et intérêt collectif.

« Quand vous êtes revenus à la tête de l'Association des centres culturels de rencontre, en était inquiet pour eux. Petite histoire, histoire d'une passion pour celui qui avait déjà assumé cette charge de 1977 à 1980 et qui s'est toujours passionné pour ce rôle de médiateur entre artistes et chercheurs, Etat et collectivités locales, intérêt privé et intérêt collectif ».

Pendant une dizaine d'années, chacun des centres a en effet vécu sa vie propre. L'association qui les regroupait a perdu son permanent, la Caisse nationale des monuments historiques a connu de nombreux responsables et s'en est progressivement éloignée. J'ai donc accepté de reprendre le service à plusieurs conditions : que les directeurs manifestent un vouloir-vivre commun ; que nous puissions disposer d'un directeur et d'une permanence ; que nous soyons capables de recréer avec le ministère de la culture un lien nouveau. En décembre 1991, l'ensemble des équipes s'est réuni à Royaumont et a déposé les grandes lignes de la charte que nous présentons aujourd'hui — et jete les bases d'un développement possible dans un réseau européen.

Jean-Noël Mathieu, venu du réseau culturel français à l'étranger, a été nommé directeur de l'association, qui dispose d'une permanence. Enfin, Jack Lang a accepté avec sympathie les projets que nous lui présentons, malgré l'avis de certains des directeurs d'administrations centrales qui se méfient toujours de nous.

— Pourquoi ces réticences ?

— Le directeur du patrimoine, par exemple, Christian Dupuy, n'est pas convaincu de la justesse de notre cause. Son sous-directeur en valeur de l'architecture des bâtiments lui paraît contrarié par nos projets d'activité culturelle. Une nécessaire clarification reste à faire. Je vais peut-être vous surprendre mais je ne suis pas de ceux qui demandent plus d'argent à leur ministre de tutelle, mais plus de considération d'une administration toujours rétive aux initiatives pluridisciplinaires.

« Si les centres ne sont pas l'alpha et l'omega de l'action culturelle, ils ont un accent particulier, une originalité. Ils ne sont pas les vestiges d'une époque antérieure — disons celle des maisons de la culture — mais, au contraire, sont prophétiques à beaucoup d'égards : ils sont le lieu privilégié du confinement entre l'Etat et les collectivités locales ; ils ont une triple et périlleuse mission — rôle local, vocation nationale, rayonnement international ; la plupart d'entre eux sont des entreprises culturelles. Quel que soit leur statut, même s'ils ne pourraient pas de but lucratif, les centres et leurs directeurs, jaloux de leur

indépendance, sont très sensibles à la nécessité de ne pas dépendre exclusivement des subventions publiques. De leur activité bôtelle, du mécénat, de leurs productions, ils tirent des fonds propres importants. Chaque centre doit être une sorte de « port franc », au sens international et douanier du terme. Ils veulent être cosmopolites, accueillants à la création sans frontière ».

— L'association a-t-elle pour but de s'agrandir, et à quelles conditions ?

— Deux centres nous ont quittés : l'abbaye de Sénanque, au retour des Pères, et Saint-Maximin, dont l'encépélogramme est plat. Mais l'adhésion à la culture de la ville souhaite aujourd'hui relancer un projet culturel. Tant mieux. La Roche-Jagu a fait un tour de piste et a disparu. La Cordierie royale de Rochefort vient de nous rejoindre (son président est Eric Oussouli). Il y a à ce jour plusieurs candidats plus ou moins déclarés : Chamaillard, dans l'Essonne, Grand-Jardin, en Haute-Marne, ou Port-Royal-des-Champs, dont le projet autour du théâtre classique et du travail de Christian Rist nous intéresse beaucoup. Nos statuts prévoient un « réel catchement ». La charte permettra désormais à chacun de bien comprendre ce que nous sommes et de nous rejoindre sur des bases solides ».

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT

## VENTES

## L'argent à la hausse

La collection d'orfèvrerie Lopez Willshaw, dispersée à Monaco

En marge de la crise qui frappe le marché de la peinture impressionniste, moderne et contemporaine, les arts décoratifs continuent d'attirer les collectionneurs. Les ventes de mobilier et d'objets d'art organisées à Monaco par Sotheby's et Christie's le week-end dernier ont permis de juger de la vitalité de ce secteur. En particulier celle de la collection d'orfèvrerie d'Arthur Lopez Willshaw. Un ensemble de quarante-cinq lots qui comprend de nombreuses pièces portant des poinçons de Paris, Strasbourg, Metz, Lyon, Avignon : plats de vermeil, couverts, sauciers, salières en forme de crustacés. Le tout, estimé à 15 millions de francs, a été vendu près de 30 millions de francs.

Les grands collectionneurs internationaux ont donc le pion aux enchères. Le premier prix a été atteint par la cafetière de François Thomas Germain : estimée entre 1,5 et 2 millions de francs, elle a été vendue 7,5 millions à un particulier (record mondial pour une cafetière en argent).

## Les records se succèdent

L'orfèvrerie apparaît depuis 1988 comme l'un des domaines privilégiés, lots de montages massifs de la spéculation. L'argenterie est liée à une technique de fabrication séculaire, et présente la garantie d'avoir été de tout temps poignée. « Les prix augmentent de manière stable de 8 % à 10 % par an », précise Kobus du Plessis, expert chez Sotheby's. « Un groupe d'amateurs avertis est prêt à payer la qualité. Pourtant, la cote d'une très belle pièce ne dépasse pas celle d'un meuble français du dix-huitième siècle de provenance royale, pourtant moins rare ». Depuis quatre ans cependant, les records se succèdent. D'importantes dispersons ont contribué à faire monter les enchères : à New-York, en janvier 1991, chez Christie's, soixante-dix lots d'argenterie de la collection Meyer de Schanzen, exceptionnels ensemble d'orfèvrerie du dix-huitième siècle.

Cette année, c'est au tour de Sotheby's de marquer des points dans ce domaine. Les 20 et 21 mai, Sotheby's disposait avec succès la collection d'orfèvrerie française et anglaise de dix-huitième, des Ortiz Palino, avec 97 % de lots vendus, atteignant un total de 7 789 923 dollars (plus de 40 millions de francs). On retrouvait ici des pièces prestigieuses signées par les maîtres français pour les cours internationaux. Le 20 juin, Sotheby's crée l'événement, avec la vente de la collection d'orfèvrerie de la collection Lopez Willshaw.

Né au Chili, Arturo Lopez Willshaw (1900-1962) est resté l'un des figures de la *café society* des années 50, recevant dans son hôtel particulier de Neuilly, avec tout le faste convenu. Estimée entre 1 million et 1,5 million de francs, la paire de cloches à décor de guirlandes, de Nicolas Roettiers, est partie à 1,3 million de francs. Parmi les autres lots les plus importants de la vente : un plat à reploi de Thomas Germain (1734), estimé entre 1 million et 1,5 million de francs, a trouvé preneur à 3 millions de francs. La soupière signée Edmé Pierre Balzac, « le Tiltin de l'orfèvrerie », estimée autour de millions de francs, a atteint 6 millions de francs, et a été préemptée par les Musées nationaux pour le Louvre. Ces deux pièces provenaient du service Penthève-Orléans, le seul service royal qui ait survécu aux fontes.

LAURENCE BENAÏM

L'EVENEMENT BERKOFF - LAVELLI

**GREEK** en raison du succès prolongation jusqu'au 4 juillet

MOLIERE 00 MEILLEUR SPECTACLE  
Luc-Antoine Diquero, Catherine Niegel, Judith Magre, André Weber

**KVETCH**

Juliette Brac, Christiane Cohendy, Jean-Claude Jay, Jean-Luc Moreau, Hugues Questier

15 RUE MALTE BRUN - 75020 PARIS 43 66 43 60



50.000.000.000

CULTURE

Esthétiques africaines

Deux expositions, à Paris et à Marseille, deux approches des civilisations du continent noir

ARTS

**L'agglomération des objets** facilite le jugement qui les disperse... constatait Victor Segalen (1). S'agissant d'objets « exotiques », deux lieux, en France, permettent de mesurer régulièrement cet effet de « collection » célébré par l'auteur des *Inimmémoriaux*. Le Musée Dapper, à Paris, une fondation privée, et le Musée des arts africains, océaniques et américains (MAAOA) de Marseille, une institution municipale, organisent, deux ou trois fois l'an, de grandes expositions thématiques. Expositions qui doivent beau-

coup aux grands collectionneurs et qui, toujours, soulèvent les mêmes questions. Comment montrer des objets issus de civilisations non occidentales sans en dénaturer le message? Peut-on juger, avec nos yeux d'Européens, une production qui ne répondrait pas à nos schémas mentaux? L'environnement dans lequel ils sont présentés - à Marseille, une chapelle du dix-septième siècle; à Paris un hôtel du seizième arrondissement - la démarche de ceux qui les exposent, le sens attaché à ces objets ne sont-ils

pas en contresens, voire la négation des civilisations qui les ont produits? Le collectionneur n'est-il pas, d'abord, un prédateur? Pour beaucoup d'ethnologues, la notion d'œuvre d'art, telle que nous la concevons sous nos latitudes, n'existe pas chez les peuples dits « primitifs ». L'objet, que nous isolons volontiers derrière une vitrine, serait l'émancipation d'une culture collective, le support de modes de vie, de croyances. Quand ceux-ci ont disparu, il n'est plus qu'un témoin qu'il s'agit de faire parler

pour retrouver ceux qui l'ont engendré. L'aborder sous un angle esthétique est déplacé, voire insultant. D'autant que la connaissance égoïste de l'amateur est stérile. Ce qui importe donc, ce sont les séries longues et documentées, et non leur « beauté », toute relative d'ailleurs puisque celle-ci est fondée sur des critères allogènes. Cette démarche est partagée par de nombreux Africains. Comment jugeront-ils l'entreprise de Louis Perrois? Ce dernier a rassemblé dans la chapelle de la Vierge-Charité de Mar-

seille, avec la complicité du conservateur du MAAOA, Alain Nicolas, quelque soixante statuettes de la même ébène - les Fangs (sud du Cameroun, moitié nord du Gabon et Guinée-Equatoriale) - toutes liées au culte des ancêtres, le *byéri*, qui désigne à la fois le culte et l'objet. Une dizaine de ces œuvres, venues de Stockholm ou de Lisbonne, de Madrid ou de Philadelphie, n'ont jamais été exposées en France. L'ensemble est groupé de manière compacte, au centre de l'édifice, sous un petit ange baladeur de Boltanski, dans une vaste vitrine métallique. Quelques-unes, jugées exceptionnelles, se répondent aux quatre coins du bâtiment. Toutes inclinent à la confrontation, à la comparaison. Car si elles apparaissent à la même famille, toutes sont différentes: les solutions plastiques retenues par les sculpteurs, même issus de la même région, ne sont pas les mêmes.

œuvres (« J'ai pu recueillir au nord du Gabon des noms d'artistes dont le souvenir s'était perdu, il est malheureusement impossible de rattacher ces artistes à leurs œuvres »), il tente de définir le profil de l'artiste (souvent fargéen) et les conditions de son travail: « Le sculpteur décide selon son cœur », disent eux-mêmes les Fangs. Choix du bois et de la forme, de la teinte, tout appartient à l'artiste. La fondation Dapper reprend une partie de l'exposition présentée, en 1989, au Fort Belvedere de Florence. Une exposition anthologique des « chefs-d'œuvre » de l'Afrique noire: terre cuite de Djenné (Mali) et figure sapi (Sierra-Léone), homme assis (Côte-d'Ivoire) et femme (Nigéria) dans la même posture, masque songe (Zaïre) au décor géométrique et masque luba (Zaïre), baroque, brossé de crins. Le propos du maître d'œuvre, Ezio Bassani, est d'être de tout ambigu: « On doit aborder la sculpture africaine exactement comme on s'approche des témoignages artistiques de n'importe quelle époque ou de n'importe quel contexte social, en les considérant comme des œuvres d'art à part entière, plutôt que comme des documents plus ou moins lisibles d'une société autre ».

Sans nier la tradition qui sous-tend largement la forme, il remarque que des œuvres affichant la même fonction donnent naissance, dans des ethnies très voisines, à des solutions plastiques totalement différentes. Ainsi les Kotsi, voisins méridionaux des Fangs, conservent eux aussi les reliques de leurs ancêtres dans des récipients surmontés d'une figurine protectrice. Mais, alors que celles des Fangs, on l'a vu, sont nettement anthropomorphes, les Katsi façonnent des figures de bois plates, ornées d'un jeu de lamelles métalliques, mélanges de l'homme plus d'une représentation. Si l'artiste africain agit à l'intérieur d'un code esthétique contraignant, nous dit Bassani, il faut se souvenir que ce fut aussi, jusqu'à la période romantique, la règle en Occident. Et, pour bien montrer que l'artiste africain mérite pleinement son titre, il propose des attributions, alignant côte à côte les « maternités » yumba (Zaïre), où il voit la même main. Frans Olschowsky avait été l'un des premiers à pratiquer cette opération, dès 1946.

A côté de Louis Perrois, qui tente une anthropologie de l'art, et d'Ezio Bassani, qui résume tout art « primitif » (ou élaboré) au « premier » (un art des origines), on aimerait entendre une voix africaine répondre à ces propositions qui toutes deux font une référence implicite à cette esthétique que Segalen définit (1) comme « la science de la beauté du spectacle, et de la mise en beauté du spectacle: le plus merveilleux outil de connaissance ».

EMMANUEL DE ROUX

(1) In *Essai sur l'exotisme*, Fata Morgana.  
(2) Parmi ses récents ouvrages: *Art Fang, Guinée-Equatoriale, Afrique du Nord, Art ancestral du Gabon, Nathan*.  
► *Byéri* Fang, sculptures d'ancêtres en Afrique, MAAOA, Centre de la Villa Charité, 2, rue de la Charité, Marseille, tél.: 81-58-28-38; jusqu'au 6 septembre. Catalogue: 225 pages, 280 F.  
► Le grand héritage, sculptures de l'Afrique noire, Musée Dapper, 50 avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél.: 45-00-01-50; jusqu'au 15 septembre. Catalogue: 305 pages, 263 F.

**CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS**  
**CHERYL STUDER**  
soprano  
**IRWIN GAGE**  
SCHUBERT  
WAGNER, STRAUSS  
OPERA DE PARIS  
BASTILLE  
Juni  
20 juin  
20 heures  
Tél.: 40 42 20 F  
Tél. loc. 44-73-13-00  
G. A. Vassallo

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

Le dernier mot

L'acertitude rend féroce. Elle devrait pacifier, mais non, elle fabrique des tueurs. La foi religieuse, en particulier; hier faiseuse de bûchers, de croisades, de colonies, aujourd'hui systoliques. Dans nos lettres, on reconnaît les convulsions à leur pugnacité.

Les polémistes les moins charitables se recrutent chez les catholiques romains. Le précepte de la main tendue et de la joue gauche offerte, c'est bon pour les fidèles, disent-ils. La correction fermée veut de vrais coups. On ne convertit pas sans cogner. Peu importe que le Christ, aux Oliviers, ait interdit à ses fidèles de dégrader l'honneur de Dieu, si le croyant n'est pas chatoilleux là-dessus, qu'il se sera, et qui l'écouterait? Relèvent de cette apologétique bretteuse: Bloy, Claudel, Bernanos, Mauriac, Maurice Clavel, André Frossard.

Quels veinards, quand on y pense, les mécréants Claudel ou Frossard, à qui Dieu s'est manifesté, un beau jour, en un certain endroit, avec l'évidence grésillante d'un rayon laser réjettant, dans un flot improbable, la réalité même! Quelle raison, non d'épouser leur foi, mais plutôt de mettre en doute l'équité divine, quand on se dessecche soi-même de perplexité devant les silences cathodiques du ciel!

Un jour, j'ai vu, au pied de Notre-Dame de Paris, au pied duquel Claudel a troqué les « illuminations » rimées contre d'autres, plus ineffables: l'imagination la même, au siècle dernier, plus noïrate, déserte, silencieuse, mieux faite pour laisser percevoir le Mystère, entre les clerges cingotants et les moroses de cake répandus sur les dalles par les vitraux... Et là, stupéfait! Que croyez-vous qu'on vende désormais, à deux pas de la « présence réelle? Des « pin's », souvenirs au « siècle » (sic) de la cathédrale, en or 24 carats! Les marchands du Temple se sont mis à l'épingle! Claudel avait beau s'y entendre en affaires, là le futur actionnaire de moteurs d'avions, aurait-il entendu la Voix, dans ce foirail?

Saura-t-on jamais ce qu'on a perdu, avec l'abolition moderne de subtil Mammouth partout, ses bédages, ses diexions!

Une première vient d'avoir lieu, dans le viol, par l'argent, de la paix privée: cette semaine, un hebdomadaire de réflexion héberge... une publicité sonore!

Vous commencez un article, et soudain, d'entre deux pages vaguement relifées, s'élève un nœudement comminatoire comme en abritent certaines autos et, hélas!, de plus en plus de livres

tas d'ordures chimiques à deux pas de l'école, ce sera toujours ça de pris!

Un autre regroupement devrait suivre, en bonne logique: celui des citoyens que laisse la pollution du langage par les communicateurs qui ont confisqué la parole publique.

Un mot parasite est en train de contaminer nos langages, donc nos âmes, à la cadence d'une épidémie: clairement. Un dirigeant qui indique quelque chose ne peut plus le faire que clairement, aussi vrai qu'un enjeu se doit d'être majeur, et veste un tour d'horizon. Comme si les 380 degrés de la rose des vents pouvaient s'augmenter, par privilège! Ministres, pédégés et commentateurs ne jurent plus que par cet adjectif passe-partout, et par son frère en automatisme, concrètement. Sa rentabilité compte au moins que, loin d'ajouter à leurs affirmations, ces chevaliers trahissent la crainte phobique de sembler, à l'inverse, confus et abstraits?

Au reste, quel mal si grand y aurait-il à cela? La confusion à son charme, dans la modestie, et l'abstraction à long terme fait la gloire de l'intelligence humaine, jusqu'à ce que celle-ci entende se faire juger sur ses habiletés gestionnaires.

Paul Valéry n'avait pas besoin d'adverbe pour tirer au clair les mécanismes de son esprit: La quatrième tome des *Cahiers* ramène au temps béni, l'avant-première guerre (1894-1914, Gallimard, 494 p., 250 F.), où il était loisible de s'agenouiller à Notre-Dame ou de regarder gambader sa pensée comme un poulain au pré. Chaque muscle de l'esprit valéryen joue sa partie, sous le pelage luisant de pur-sang.

Au milieu des gammes de concepts, des verdicts tombent, sans attendus ni appel, et dont la gangue de la parole d'aujourd'hui rehausse le cristal. L'homme n'a été libre que là où il y eut des esclaves; la guerre console de la mort; qui n'a jamais pressé le pas vers un pitre? L'humain vit de la souffrance humaine plus encore que le tyran...

J'allais passer insensiblement à d'autres chuchotements réparateurs comme seuls en recèlent les choses écrites, aux confidences de Jean Guisart sur ses travaux de scénariste avec François Truffaut (*Ce que dit l'autre*, Julliard, 308 p., 130 F.). Truffaut qui savait si bien s'abstraire du tirouin et vous envoyer un livre rare trouvé chez les bouquinistes, un signe de l'ailleurs où les mots tremblent et réunissent... j'abandonne ce paradis de l'amitié liseuse, lorsque, du fond de la poubelle où je le croyais morte, la voix nasillarde du magazine a repris ses injonctions obscènes.

Se peut-il qu'elle ait le dernier mot?

Mercredi 24 juin, supercagnotte de 40 millions.  
Samedi 27 juin, supercagnotte de 60 millions.



\* Somme à partager entre les gagnants du 1<sup>er</sup> rang du 2<sup>e</sup> tirage.

LA FRANÇAISE DES JEUX

VETCH  
Jouez Vetch: Christine Chaboud  
avec Christine Jay, Jean-Luc Stenon  
Hugues Chaboud







50 (من الاموال)

## ECONOMIE

### BILLET

#### L'apprenti sorcier de Tokyo

M. Yasushi Mieno, gouverneur de la Banque du Japon, est-il un apprenti sorcier? Depuis plus de deux ans, il n'a eu qu'un seul objectif : faire revenir la valeur des actifs immobiliers et mobiliers vers des niveaux raisonnables. Le dégonflement de la « bulle » financière japonaise, c'est lui. Démarche courageuse et nécessaire, mais la mécanique semble s'emballer. En tout, la Bourse de Tokyo a perdu plus de 60 % depuis décembre 1989, 30 % depuis le début de l'année et 10 % lors des quinze derniers jours. L'indice Nikkei est passé lundi 22 juin sous la barre des 16 000 points - cela ne lui était plus arrivé depuis octobre 1986 - avant de se reprendre mardi 23 juin.

Les actions japonaises retrouvent des cours plus réalistes, mais au fur et à mesure de la dégringolade, les risques pour le système financier japonais augmentent et menacent par ricochet l'économie mondiale. D'ores et déjà, bon nombre de banques japonaises sont dans une situation difficile. Elles ont vu leurs plus-values latentes, une partie de leurs fonds propres, s'envoler en fumée. Dans le même temps, elles doivent augmenter dans des proportions considérables leurs provisions pour créances douteuses (estimées entre 60 et 150 milliards de dollars). Du coup, les établissements bancaires japonais limitent leurs engagements et ne font qu'amplifier le ralentissement de l'activité. Plus étonnant, le tissu traditionnel du capitalisme japonais, fait de participations croisées, est affecté. Fragilisés, les groupes japonais ont vu leurs participations et les liens de solidarité s'émousser. Enfin, les entreprises japonaises qui avaient financé leur croissance au cours des années passées grâce à l'émission d'obligations convertibles et de warrants (bons de souscriptions) doivent faire face à des remboursements importants au moment même où leurs bénéfices baissent.

Le gouvernement japonais vient de prendre conscience du danger et a annoncé le 22 juin, par la voix de son premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, un plan de relance de l'économie avant le sommet des sept pays les plus industrialisés du 6 juillet. Ce programme comprendra une importante rallonge budgétaire, une réduction des taxes sur les investissements et un soutien aux petites et moyennes entreprises. Est-ce que cela sera suffisant? « Il faut maintenant faire confiance à l'instinct de conservation des politiques et des financiers japonais », explique le directeur d'un institut d'analyse. Car en dessous des 15 000 points de l'indice Nikkei, on va dans l'inconnu.

ERIC LESER

o IRAK : accord pétrolier en vue avec l'ONU. - Les représentants de l'ONU et de l'Irak se sont mis d'accord, lundi 22 juin en fin de journée à Vienne (Autriche), sur « presque toutes les questions techniques » concernant la levée partielle de l'embargo contre Bagdad. Mais le dernier mot revient au Conseil de sécurité et aux autorités de Bagdad, a déclaré le sous-secrétaire général de l'ONU, M. Gábor Székely. M. Pizarro a précisé que la quantité de pétrole que les Irakiens seraient autorisés à exporter représente 1,6 milliard de dollars et que la période est de six mois, comme stipulé par les résolutions 706 et 712 d'août et de septembre 1991.

o Le Venezuela s'ouvre aux compagnies pétrolières privées. - Six ans après avoir nationalisé son industrie pétrolière, le Venezuela fait machine arrière. Caracas vient en effet d'autoriser cinq compagnies étrangères - dont BP et Shell - à exploiter de (petits) gisements de pétrole. Les firmes retenues au terme d'un appel d'offres se sont engagées à investir 480 millions de dollars d'ici à 1996 et, au total, 720 millions au cours des dix prochaines années.

### Les manifestations contre la réforme de la politique agricole commune

## Les barrages autour de la capitale ne semblent pas avoir eu l'efficacité escomptée

Les agriculteurs en colère contre la réforme de la politique agricole commune décidée le 21 mai dernier ont maintenu leur opération « blocus de Paris », dans la nuit du lundi 22 juin au mardi 23 juin, malgré les derniers appels à la modération lancés dans la soirée par les ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur. Dès 23 heures, les premiers tracteurs ont quitté le quartier général de la Coordination rurale, installée dans un hameau d'Eure-et-Loire, Ecuflé. En province, plusieurs opérations ont émaillé la journée de lundi.

« Paris n'a pas été bloqué » et les manifestants n'ont pu pénétrer en petite couronne, se félicitait mardi matin le ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès, rejoint dans son jugement par le nouveau président du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), M. Christian Jacob. Illustrant le désaccord entre la Coordination rurale et les syndicats agricoles traditionnels (le Monde du 23 juin), M. Jacob qualifiait d'échec la tentative de « blocus de Paris ».

Sur le terrain, le bilan varie selon les sources. A 8 heures, le Centre régional d'information et de coordination routière (CRICR) de Créteil indiquait que 16 axes routiers restaient bloqués dans les cinq départements du Val-d'Oise, de l'Essonne, de Seine-et-Marne, des Yvelines et du Loiret.

Une demi-heure plus tôt, le ministère de l'Intérieur indiquait qu'il ne subsistait que deux barrages sur l'axe routier A 1 à Reims (Oise) et sur la RN 4 à Fontenay-Trésigny (Seine-et-Marne) et que deux barrages filtrants étaient encore en place sur la RN 7 à Corbeil-Essonnes - où l'on pouvait circuler dans un sens - et sur la RN 2 à Plessis-Bellville (Oise). Il assurait que la circulation était libre sur l'autoroute A 1.

Notre correspondant dans l'Essonne nous indiquait que dans la nuit, les forces de l'ordre avaient bloqué à Auvernaux quelque 800 agriculteurs et 80 tracteurs qui

ont néanmoins réussi à se dégager et à bloquer la N 7 et l'A 6 au Courday-Montcaux. A 7 h 30, ils s'y trouvaient encore mais, de source préfectorale, à 9 h 00, on indiquait que ce barrage était en cours de résorption, sans incident. Sur la N 20, à Mauchamps, 200 tracteurs et 100 véhicules étaient pris en étau par un escadron de gendarmes mobiles et une compagnie de CRS. Ce nœud se résolvait également sans incident, indiquait-on de même source.

En Seine-et-Marne, notre correspondant faisait état d'une forte mobilisation lundi, en marge de la Coordination rurale, à l'initiative de la FDEA et du CDJA. Dans l'Oise, la Seine-Maritime, le Pas-de-Calais et l'Isère, ces syndicats ont organisé des manifestations, perturbant la circulation : des incidents ont été signalés à Beauvais (Oise) et à Tulle (Corrèze), où un bœuf a été superficiellement brûlé par un pneu enflammé.

### Au ministère de l'intérieur

## « Paris n'a pas été bloqué » déclare M. Paul Quilès

« Paris n'est pas et n'a pas été bloqué » par les agriculteurs de la Coordination rurale a déclaré, mardi 23 juin au matin, le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, M. Paul Quilès. Selon le ministre, il y avait, à 5 h 30, « une quinzaine de barrages dans seulement cinq ou six départements », les autres n'étant que « largesment filtrants ».

Même si la mobilisation des manifestants a été assez limitée - le ministère évalue leur nombre à environ 2 000 personnes, utilisant quelque 500 engins agricoles, des tracteurs pour l'essentiel - la place Beauvau admet que le mouvement a été rondement organisé par la Coordination. Le ministère de l'Intérieur signale toutefois, en citant des cas précis, que le « quartier général » d'Ecuflé n'a pas hésité à « intoxiquer » la presse en diffusant des informations erronées.

### Six gendarmes légèrement blessés

Avec un sens tactique assez fin, les organisateurs du mouvement ont paré sur la mobilité, se dispersant aussi vite qu'ils s'étaient regroupés.

Empruntant les petites routes pour arriver sur les plus grandes, ils ont ainsi émaillé des grillages pour pénétrer sur les domaines autoroutiers par les écharpes, allant jusqu'à démonter des glissières de sécurité afin de changer de voie. Une manœuvre dénoncée par M. Quilès comme étant « particulièrement grave et dangereuse » pour les usagers des autoroutes.

Du moins les manifestants n'ont-ils évité les affrontements avec les forces de l'ordre. Sauf quelques cas exceptionnels, comme celui du péage autoroutier d'Abilly (Yvelines) où des tracteurs ont foncé sur un barrage de gendarmerie, blessant légèrement six gendarmes, les manifestants ont préféré s'égarer dans la nature lorsqu'ils étaient sommés de se disperser.

La stratégie des forces mobiles de sécurité a cherché à isoler les manifestants et à les empêcher d'accéder à la capitale. Bon nombre de tracteurs ont ainsi pu être empêchés de pénétrer dans les départements de la petite couronne, les voies d'accès étant bloquées par des cars des CRS ou des escadrons de gendarmerie mobile.

Comme prévu, des procédures judiciaires pour délit d'entrave à la circulation ont été mises en œuvre, sans qu'un bilan puisse déjà en être tiré. Mardi matin, il s'agissait encore, pour les forces de l'ordre, de déloger les quelques barrages considérés comme les plus gênants.

Mais les manifestants semblaient perdre du terrain au fur et à mesure des sommations lancées par la force publique. L'autoroute A11 était ainsi dégagée à hauteur d'Abilly par une centaine de gendarmes mobiles appuyés par des véhicules blindés légers.

Un certain découragement était même perceptible du côté d'agriculteurs épuisés par une nuit de cache-cache.

E. M.

## Le « débarquement » d'Ecuflé

### ECUFLÉ (EURE-ET-LOIRE)

#### de notre envoyée spéciale

La Coordination rurale était drôlement contente de sa trouvaille, pensez donc! Organiser le blocus de Paris depuis un minuscule village de l'Eure-et-Loire qui a la bonne idée de s'appeler Ecuflé. ECU-BLE : aurait-on pu rêver plus beau clin d'œil du ciel quand on part en guerre contre la politique agricole commune? Ecuflé, avec ses 280 habitants, ses maisons aux toits plantureux, son église campagnarde et sa mare aux canards, s'était donc préparé, comme pris de venise, à l'exploit héroïque du blocus de Paris au nom de la survie des campagnes en danger.

L'école désaffectée avait retrouvé une nouvelle jeunesse : cinq lignes de téléphone y avaient été branchées en un temps record ainsi que des télescopes. Même si devant la porte, à côté du désert traditionnel perdu de culture accroché à un tracteur, une petite « anémone » à « feuilles japonaises », textile « asiatique », « chômeurs français ». On savait ne pas repousser les étrangers - Anglais, Canadiens, Japonais - lorsqu'il s'agit de démanteler d'interview. On avait dressé des cartes routières et organisé le plan de bataille. Des jeunes gens un peu nerveux pressent des mines de conspirateurs en échauffant les itinéraires « secret-défense » des tracteurs en rébellion.

Combien seraient-ils, ces lourds et lents engins sans lesquels une manifestation paysanne ne serait pas une manifestation paysanne? A l'oreille, on vous glissait en confidence le chiffre de deux mille. On vous dévoilait comme un secret l'organisation quasi militaire des barrages à l'heure, avec leurs chefs et leurs sous-chefs. On vous expliquait que, grâce aux CB et aux radio-téléphones, le « PC central » ne cessait d'être tenu informé des opérations. On chuchotait même

que l'on bénéficierait d'un appui aérien grâce à un hélicoptère.

Vers 23 heures, quand une trentaine de tracteurs ont réussi à se frayer un chemin sur la place du village au milieu des cars de remises maison télévisée, une dame en robe de chambre est venue admirer la noria aussi belle qu'à la télé. Les enfants, pour une fois que le spectacle se déplaçait au village, avaient obtenu le droit de veiller et écarquillaient les yeux. Ecuflé répondait de coups de trompes et de joyeux klaxons. Quelques grandes claquées dans le dos et on partait dans la nuit vers une aventure moins balisée qu'on avait bien voulu le faire croire.

### Semer la maréchaussée

Gag. Ou bien cauchemar? Quatre heures durant, la queue-leu-leu, une lente et peu discrète cohorte de tracteurs tentait en vain de semer la maréchaussée. Brouillés, les CB n'étaient pas d'un grand secours, et au bout du chemin l'ombre d'un gyrophare suffisait à faire faire laborieusement demi-tour à la caravane pachydermique. Le blocus allait-il tourner à la farce de l'artouste arrosé, la seule vue d'un képi payant sans la colère paysanne? Mais non. Nous l'avons vu assez serot : « Ce n'est pas parce qu'on est agriculteur qu'on est idiot! » Et après force détours, finalement nombreux, ils ont réussi avec des bombes de champagne à se faufiler hors de la nasse des forces de l'ordre.

Ainsi, à 3 heures sonnantes du matin, la nationale 10, à quelques kilomètres de Rambouillet, était-elle « enfin bloquée ». « C'est Heri Hiler, c'est le débarquement! », s'époumonait un homme empli qui se disait agriculteur en retraite et mélangeait

des références pour le moins contradictoires. Un cordon de CRS - « l'ennemi » - prenait position sous un pont face à plusieurs dizaines de tracteurs et à plusieurs centaines de paysans en goguette venus d'Indre-et-Loire, de Lot-et-Garonne, de la Mayenne, du Perche...

### La prise d'autres bastilles

Ivres de cette route enfin barrée, heureux des rumeurs du « front » qui annonçait la prise d'autres bastilles asphaltées, ils vous criaient joie et leur fureur mêlée : joie d'être parvenus à leurs fins, fureur d'être « retenus par le pouvoir et les eurocrates » qui « courent les bras des paysans ». Parqués derrière la haie compacte de tracteurs et de voitures particulières, des routiers compétois s'entretenaient leur mal en patience. En revanche, une jeune fille au bord de la crise de nerfs essayait de passer « parce que ma mère, mon père, en ce moment, elle est sur le hilland et qu'elle a besoin de moi ». Mais comment tenir sérieusement un barrage si l'on se laisse attendrir...

Pour se réchauffer dans la nuit mourante, on mettait le feu à des piques semées de paille. Et l'on attendait le jour, le premier, « et ceux qui viendront après », car fois de Coordination rurale, on ne délogerai pas tant que la réforme de la PAC ne serait pas purement et simplement abandonnée. Vississant leurs syndicats traditionnels - ceux qui tentent de négocier le non-négociable, - on s'apprêtait à vivre une longue attente, à moins que les forces de l'ordre, jusque-là déboussolées, ne repoussent de Paris l'instruction d'éliminer les barrages.

AGATHE LOGEART

### INDICATEURS

#### CANADA

● Produit intérieur brut : + 0,2 % au premier trimestre. - Le gouvernement canadien a annoncé lundi 22 juin une croissance de son produit intérieur brut de 0,2 % au premier trimestre 1992, contre 0,2 % par rapport au trimestre précédent de 1991, le PIB est en baisse de 1,9 %.

#### FRANCE

● Réserves de change : stabilité en mai. - Les avoirs officiels de change de la France ont atteint 340,3 milliards de francs en mai contre 340,4 en avril.

● Paiements extérieurs : excédent en avril. - La balance des paiements courants (commerce extérieur, services, transferts unilatéraux) a été excédentaire de 2,3 milliards de francs en avril selon les calculs provisoires du ministère de l'économie et des finances après un déficit de 1,9 milliard en mars. Après correction des variations saisonnières, l'excédent d'avril est de 1,1 milliard de francs contre un déficit de 6,8 milliards en mars. Pour les quatre premiers mois de l'année, la balance des paiements courants fait apparaître un déficit de 9,5 milliards de francs en données brutes et de 6,7 milliards en données corrigées des variations saisonnières contre des déficits qui pendant la même période de 1991 avaient atteint respectivement 31,2 milliards et 28,5 milliards de francs. Le ministère de l'économie et des finances signale qu'en mars les entrées nettes de capitaux à long terme - sous forme d'achats de valeurs françaises par les non-résidents - ont été très importantes, atteignant 24,7 milliards de francs, mais qu'en revanche 22,5 milliards de francs de sorties de capitaux à court terme ont été enregistrées.

#### PAYS DE POCE

● Prix à la consommation : + 0,4 % en avril. - Pour l'ensemble des 24 pays membres de l'OCDE, les prix à la consommation ont progressé de 0,5 % en avril comme en mars. Sur un an (avril 1992 comparé à avril 1991), la hausse est de 4,6 %. Aux Etats-Unis, les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en avril (+3,2 % en un an) contre 0,5 % le mois précédent. En revanche, le Japon a connu une accélération sensible de la hausse des prix de 0,5 % à 1,1 % (+2,4 % en un an). Dans la CEE, les prix à la consommation ont progressé de 0,6 % (+4,8 % en un an) contre 0,4 % en mars. Dans la Turquie dont l'inflation est extrêmement élevée (+3,8 % en avril, +7,4 % en un an), l'augmentation annuelle moyenne des prix dans les pays de l'OCDE serait sensiblement moindre : + 3,6 % au lieu de + 4,6 %.

### Après l'accord des ministres des transports des Douze

## La libéralisation des transports aériens dans la CEE sera effective le 1<sup>er</sup> avril 1997

Le marché unique des transports aériens sera réalisé, pour l'essentiel, au 1<sup>er</sup> janvier 1993, ont décidé, les ministres des Douze réunis lundi 22 juin à Luxembourg. La libéralisation totale de la concurrence, illustrée par un droit de « cabotage » sans restriction (qui autorise les compagnies aériennes communautaires à opérer dans un autre Etat membre, par exemple à la Lufthansa d'ouvrir une ligne Paris-Nice ou Londres-Edimbourg) ne sera acquise qu'au 1<sup>er</sup> avril 1997.

#### LUXEMBOURG

(Communautés européennes)

#### de notre correspondant

La libéralisation qui va intervenir en 1993 est fondée sur trois éléments européens. Le premier concerne les licences accordées aux compagnies, le second l'accès aux routes aériennes, le troisième la tarification. Actuellement, l'accès à la profession est régi par des dispositions nationales. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, les licences seront délivrées par les Etats membres, mais selon des critères communautaires assez stricts concernant notamment la capacité technique et financière, mais aussi la nationalité. L'accès au marché sera donc à l'avenir

tags du marché unique européen sera réservé aux compagnies dont « le contrôle effectif est communautaire ».

Une fois la licence d'opérer acquise, la compagnie bénéficiera d'un accès aussi ouvert que possible aux routes aériennes. La libéralisation s'effectuera ici en deux étapes. Au 1<sup>er</sup> janvier 1993, la « cinquième liberté », c'est-à-dire la faculté pour une compagnie d'un pays X, qui relie un pays Y, d'y embarquer des passagers pour un troisième pays Z (Air France prolonge une ligne Paris-Rome vers Athènes et peut embarquer des passagers à Rome) qui était limitée jusqu'ici à 50 % des sièges disponibles, jouera sans restriction.

#### Une période de transition

En outre, le « cabotage consécutif », c'est-à-dire le droit pour une compagnie X, qui relie un pays Y, de prolonger sa route vers un second escale du pays Y en embarquant des passagers lors du premier arrêt (Air France prolonge une ligne Paris-Düsseldorf vers Berlin et peut charger des passagers à Düsseldorf) aujourd'hui interdit, sera autorisé dans les limites de 50 % des places disponibles.

A l'issue d'une période de transition qui s'achèvera le 1<sup>er</sup> avril 1997, le « cabotage pur » (le droit pour Air

France d'exploiter une ligne Düsseldorf-Berlin) sera autorisé et le « cabotage consécutif » pourra jouer sans restriction. La durée de cette période de transition constituait le principal point encore en suspens. L'accord intervenu est un compromis entre un premier groupe de pays membres (Royaume-Uni, Pays-Bas, Danemark) qui plaident pour instaurer une liberté de cabotage sans restriction dès 1993 et un second groupe, dont la France, qui souhaitait une période de transition de six ans.

A cette ouverture de l'accès aux routes aériennes correspondra, au 1<sup>er</sup> janvier 1993, une complète liberté de tarifs. Cependant, cette libéralisation, qu'il s'agisse des tarifs ou de l'accès aux routes aériennes, sera tempérée par l'inclusion, dans les deux règlements, de clauses de sauvegarde. En matière de prix, elles permettront aux Etats membres d'intervenir pour interdire aussi bien les tarifs trop élevés que les tarifs de dumping. Pour l'accès aux routes aériennes, les Etats membres auront également leur mot à dire lorsque seront en cause des problèmes d'aménagement de territoire ou, sur des dessertes peu rentables comportant des obligations de services publics.

PHILIPPE LEMAÎTRE



## ÉCONOMIE

## FINANCES

Les conditions du désengagement de l'Etat

## L'Etat cède ses actions Total au prix unitaire de 230 francs

Le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, a annoncé lundi 22 juin que le désengagement de l'Etat du capital de Total aurait lieu du 23 au 25 juin. Le prix de cession unitaire des actions a été fixé à 230 francs, ce qui est présenté comme « un signal de confiance par rapport au marché ». Quelques heures auparavant, alors que la Bourse perdait 1,47 %, l'action Total s'inscrivait à 236 francs, se dépréciant de 0,67 % par rapport à la séance précédente.

Cette opération, qui ramènera la part du secteur public dans Total de 34 % à 15 %, procurera entre 8,5 et 9 milliards de francs à l'Etat (le Monde daté 17-18 mai). Ce der-

nier conservera 5 % du capital en direct, les AGF (Assurances générales de France) prendront 4 % du capital, le Crédit lyonnais 4 % également et le GAN (Groupe des assurances nationales) 2 %. Ce « noyau stable d'investisseurs financiers publics », qui détiendra donc 10 % du capital, paiera 1 % plus cher que les particuliers pour acquérir les actions. Outre l'échange de certificats pétroliers contre des actions, la vente porte sur 22,9 millions d'actions représentant 12,4 % du capital; 8 millions de titres sont placés en France et 14,9 millions à l'étranger, dont la moitié aux Etats-Unis.

## SOCIAL

Renforcement de la lutte contre le travail clandestin

## Les employeurs devront faire une déclaration préalable d'embauche

Pour lutter contre le travail clandestin, les employeurs seront tenus de faire une déclaration préalable d'embauche à l'URSSAF lors de tout recrutement d'un nouveau salarié, introduite par la loi du 31 décembre 1991, dans tous les secteurs d'application ont été publiés au Journal officiel les 12 et 13 juin, cette disposition, obligatoire, s'effectuera en temps réel par télématique, fax ou informatique. Mais, avant d'être généralisée, elle est expérimentée, depuis le mois d'avril et jusqu'à la fin de l'année, dans quatre départements, la Haute-Garonne, le Var, l'Ille-et-Vilaine et l'Aube.

Une telle mesure était réclamée depuis longtemps par les inspecteurs du travail, qui souhaitent pouvoir se référer à un document infalsifiable, lors de contrôles. Jusqu'à présent, en effet, ils ne pouvaient appuyer que sur le registre du personnel, théoriquement tenu à leur disposition au sein de l'entreprise, et, au mieux, sur l'attesta-

tion d'embauche que le salarié d'un chaotier pouvait posséder. Mais ces documents pouvaient être soustraits à leur examen, ou modifiés juste avant leur venue.

Pour éviter que cette nouvelle contrainte ne soit trop lourde, le système mis au point fait appel aux techniques modernes. Les employeurs pourront s'acquitter de la déclaration préalable selon une procédure simplifiée. Désormais, l'URSSAF participera plus activement à la lutte contre le travail clandestin, qui est davantage coordonnée, y compris avec la justice et la police, afin d'identifier et de pénaliser jusqu'au donneur d'ordre. Depuis 1987, le nombre des infractions constatées s'est accru de 300 %, mais, en revanche, le nombre des condamnations auxquelles elles donneront lieu ou sera connu que dans trois ans, en raison du retard des statistiques judiciaires.

A. La.

Un appel à la fermeture des cabinets médicaux. — Un appel a été lancé en faveur de la fermeture, mardi 23 juin, des cabinets médicaux par le Centre national des professions de santé (CNPS), mais des divisions sont apparues parmi les représentants des médecins libéraux. Alors que les organisations réunies au sein du CNPS — dont la Confédération des syndicats médicaux français, signataire de l'accord de maîtrise des dépenses actuellement discuté au Parlement — ont confirmé leur appel, la Coordination action-santé, MG France (regroupant des généralistes) et le SML (Syndicat des médecins libéraux) ont décidé de se désolidariser de cette action. Contrairement à la CSMF, qui souhaite obtenir une modification du texte gouvernemental, les autres organisations exigent son retrait pur et simple.

Un nouveau secrétaire général à la fédération CGT des lampés. — M<sup>me</sup> Martine Wittevert a été élue secrétaire général du syndicat CGT des lampés (SNADGI-CGT), en remplacement de M. Jean-Louis Clouse, mis en minorité la semaine dernière (le Monde du 18 juin), a annoncé lundi 22 juin le syndicat. M. Clouse avait tenté d'obtenir le départ de quatre responsables communistes, dont M<sup>me</sup> Wittevert.

Le conseil d'administration de la Compagnie des machines Bull a désigné, mardi 23 juin, comme administrateur M. Bernard Pache, actuel président des Charbonnages de France, en remplacement de M. Francis Lorentz. M. Pache sera nommé à la tête du groupe informatique à l'issue du conseil des ministres de mercredi. Le commissaire européen à la concurrence, sir Léon Brittan, a proposé de clôturer d'une manière favorable le dossier des dotations en capital et aides à la recherche allouées à Bull. Par ailleurs, M. Alain Gomez devrait conserver son mandat de président du groupe Thomson.

## M. Francis Lorentz : le « visseur » de Bull

Suite de la première page

Polémiques, mises en cause, et parfois aussi dépit des pouvoirs publics à son égard : M. Francis Lorentz n'aura guère été épargné par les critiques. « On évoquait son départ quelques jours à peine après sa nomination », lâche-t-il aujourd'hui, non sans amertume. Pas vraiment soutenu par M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie lorsqu'il prend ses fonctions, en surcroît sous le gouvernement Cresson, cet énigmatique et ancien élève d'HEC âgé de cinquante ans, ancien du Trésor, aux sympathies de gauche coquises mais non étalées, aura été tenu en selle quelques semaines à peine par une équipe Bérégovoy qui correspondait plus à son style et au sein de laquelle il bénéficiait de soutiens jugés fermes.

Sur le plan de la géopolitique pure, le départ de M. Lorentz est une surprise. Sur le plan des performances financières, il n'est pas étonnant. Épisodique, semble-t-il, par la Cour des Comptes dans son rapport 1992, qui sera rendu public la semaine même où son mandat parvient à échéance, le PDG de Bull a cumulé, au cours de ces derniers jours, les handicaps.

Les résultats du premier semestre 1992, non encore officiels, ont incontestablement pesé lourd dans la balance. Les 1,5 milliard de francs de pertes accusés sur les six premiers mois de l'année ont amené l'Etat actionnaire à reconsidérer le prolongement du mandat de M. Lorentz. « Le groupe français s'acheminait tout doucement vers une perte de 3 milliards en année pleine », affirme un haut fonctionnaire. Affirmation contestable puisque le constructeur d'ordinateurs a, depuis plusieurs années, rééquilibré un premier semestre détestable par une fin d'exercice meilleure.

## Le remplacement du président de Bull

## M. Bernard Pache : l'homme des restructurations

M. Bernard Pache ne s'en cachait pas. Après six années passées à la tête des Charbonnages de France (CdF), ce solide savoyard de 57 ans à l'allure bonhomme souhaitait changer d'air et se voir confier des responsabilités plus opérationnelles. Voici ses vœux comblés et au-delà.

A sa décharge, il faut reconnaître que diriger CdF n'avait rien d'exaltant pour un X-Mines venu de l'industrie. Nommé à la tête des Charbonnages en septembre 1986, il avait été avec une mission très claire : gérer la récession du charbon français sans créer de drame social dans les bassins. Aidé par les milliards de francs octroyés chaque année par la puissance publique, M. Pache s'est acquitté de sa tâche avec conscience et efficacité : en

six ans, les effectifs du groupe ont fondu, revenant de près de 48 000 à moins de 20 000, aujourd'hui. Particulièrement sévère dans le Nord-Pas-de-Calais, la saignée s'est heureusement accompagnée d'une politique de création d'emplois. Au total — et M. Pache en est particulièrement fier — CdF a favorisé l'émergence de plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans les bassins charbonniers.

Son arrivée à la tête du groupe Bull ne manquera pas de surprendre comme avait surpris sa nomination à CdF. Et pour cause : homme discret et tenace, non dépourvu d'humour, M. Pache avait, jusqu'en 1986, effectué l'essentiel de sa carrière à Pechiney. Entré dans le groupe d'aluminium en 1969 après un bref passage dans les cabinets ministériels, il était devenu au fil des années le plus

proche collaborateur du président Georges Besse auquel il allait tout naturellement succéder en 1985. A l'époque, M. Pache avait déjà à son actif la restructuration du groupe. Il s'en était acquitté avec doigté, sans faire naître de conflit social en dépit des suppressions d'emplois et des fermetures de sites.

Victime de la cohabitation de 1986 et des changements de PDG qui suivirent, M. Pache allait être « débarqué » en juillet 1986 au profit de M. Jean Gandois, avant de se voir proposer la direction générale des Charbonnages. Aujourd'hui, le revocai à la tête d'une entreprise industrielle. Pour la restructurer une nouvelle fois ?

JEAN-PIERRE TUQUOI

présent dans la micro pour pouvoir offrir des solutions informatiques complètes — part avec de sérieux handicaps au départ. « Nous n'avions pas fini d'apurer l'héritage du passé lorsque le marché s'est transformé radicalement. »

A la fin de 1990, année catastrophique pour le groupe français, un plan de mutation est adopté. Bull se pense désormais comme un assembleur de systèmes, non plus comme un simple constructeur. Pour offrir des systèmes informatiques clés en main, le groupe met au point le modèle d'architecture distribuée DCM, cadre dans lequel doivent s'intégrer tous les ordinateurs de sa gamme. Pour coller à un marché qui évolue très vite, à la fidélité de moins en moins assurée, il se réorganise en unités de profit, les « business units ». L'outil industriel est réorganisé. Sept centres industriels sur treize sont fermés. Les effectifs totaux sont ramenés de 48 000 salariés en 1990 à environ 35 000 au début de 1992. Une alliance stratégique majeure est passée avec IBM sur les systèmes ouverts Unix. Le capital est réorganisé tout en préservant un accord commercial avec le japonais NEC.

Difficile donc de taxer le groupe d'immobilisme. Reste que, dans un secteur où les évolutions sont ultra-rapides, le « bateau Bull », comme le qualifie M. Lorentz, évolue encore trop lentement. Les ventes ne décollent pas vraiment. A 33,5 milliards de francs, le chiffre d'affaires plafonne. Les frais financiers pèsent encore lourdement sur un groupe endetté à hauteur de 11 milliards de francs et dont la situation nette l'an passé a été négative. Les charges de distribution et de fonctionnement restent élevées.

Le successeur de M. Lorentz va devoir remobiliser des troupes étourdis par de multiples réorganisations et, une fois encore, serrer les boulons. Le choix de l'actuel patron des Charbonnages de France, M. Bernard Pache, n'est pas anodin.

CAROLINE MONNOT

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## PECHINEY INTERNATIONAL

## BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS ÉCHÉANCE AU 30 JUIN 1992

Les bons de souscription d'actions Pechiney International arrivent à échéance le 30 juin 1992.

Les bons non exercés à cette date n'auront plus aucune valeur et seront radiés de la Cote officielle à l'issue de la séance de bourse du mardi 30 juin 1992.

Deux bons accompagnés d'un versement de 189 francs permettent de souscrire, jusqu'au 30 juin 1992, à une action Pechiney International, portant jouissance au 1er janvier 1992.

Pour toute information complémentaire, prenez contact avec votre intermédiaire financier habituel, ou avec la société Pechiney International. (Tél. : 46.91.46.87).

INFORMATION MINITEL 3616 CLIFF

## COMMUNICATION

Selon la dernière enquête d'audience d'IPSOS-Médias

## «Géo» reste le magazine préféré des cadres «le Monde» leur quotidien favori

Au fil des ans, Géo, le mensuel de voyages et de découverte du groupe Prisma-Press, reste le magazine de prédilection des cadres français. Selon la dernière enquête d'IPSOS-Médias — qui a étudié l'audience de 67 titres, dont cinq quotidiens nationaux (1) — Géo attire en effet 39,4 % des patrons et cadres français, soit 1 655 000 d'entre eux au lieu de 1 205 000 l'an dernier. Mais ce gain compte, comme pour les autres titres étudiés, de l'évolution de la population des cadres français. Ils étaient 4 790 000 l'an dernier, contre 5 453 000 aujourd'hui selon l'INSEE.

Parmi les autres périodiques favo-

ris des cadres figurent le Figaro magazine (18,6 % de l'ensemble, soit 1 014 000 personnes), Télérama (18 %, 980 000 lecteurs) — qui devance pour la première fois l'Express (17,1 %) — suivi à une courte encablure par le Nouvel Observateur (17 %) puis par le Point (13,8 %). L'Événement du jeudi et l'Équipe magazine sont à égalité avec 10,6 % (578 000 lecteurs). Plusieurs titres qu'IPSOS-Médias étudie pour la première fois réalisent des scores notables : le Monde de l'éducation (13 % d'audience, 708 000 personnes), le Monde diplomatique (9,8 %) et, dans une moindre mesure, Courrier International (2,4 %, 134 000).

Pour les quotidiens, le palmarès est identique à 1991 : le Monde reste le quotidien préféré des cadres (15,2 % d'audience au numéro moyen, soit 830 000 lecteurs) devant les Échos (11,7 %, 640 000), le Figaro (9,8 %), Libération (8 %) et la Tribune de l'Expansion (3,7 %). Mais la relance de formule et les campagnes de diffusion gratuite, début 1992, rendent difficile la mesure exacte de l'audience de ce dernier quotidien.

(1) Enquête réalisée par téléphone du 14 novembre 1991 au 6 mai 1992 sur un échantillon national de 5 200 cadres (3 800 cadres affaires et supérieurs et 1 400 cadres intermédiaires).

Antenne 2, en remplacement de M. Max Armanet. M<sup>me</sup> Adler sera aussi conseillère de la présidence commune d'A2 et FR3, chargée de la coordination dans le même domaine. L'éviction de MM. Dusséaux et Armanet traduit le renforcement de la politique de coordination des programmes menée par le PDG commun des chaînes publiques, M. Hervé Bourges.

Derrières offres de rachat pour UPI. — L'un des deux candidats à la reprise de l'agence de presse américaine United Press International (UPI), M. Leon Charney, homme d'affaires et ancien conseiller du pré-

sident Jimmy Carter, propose de transformer UPI en coopérative, afin de combler son passif. M. Charney devrait préciser mardi 23 juin les modalités de son offre, « d'un montant de 3,5 millions de dollars » (soit 18,5 millions de francs), faite par la société britannique Middle East Broadcasting Centre Ltd. Mais le télévangéliste Pat Robertson, qui avait remporté les enchères de UPI en mai (le Monde du 14 mai), n'a pas désarmé : une audience du 23 juin du juge des faillites de New York pourrait contraindre UPI à lui céder le nom commercial, les droits d'auteur et une partie des archives.

Accordez netto  
vous découvrez

Vous ne viendrez



مكتبة من الإصحاح

• Le Monde • Mercredi 24 juin 1992 21

# 230 F.

*jusqu'au 25 juin 1992 inclus.*

**Vous accorderez nettement plus d'intérêt à ce chiffre lorsque vous découvrirez qu'il s'agit du prix d'une action TOTAL.**

Ce chiffre, c'est le prix de vente de l'action TOTAL dans le cadre de l'offre publique de vente des actions détenues par l'État.

Choisir de devenir actionnaire de TOTAL, c'est participer au développement d'une compagnie née il y a près de 70 ans, riche d'expérience mais aussi d'un potentiel toujours renouvelé.

Choisir TOTAL, c'est s'associer à la réussite d'un grand groupe industriel de classe mondiale.

Choisir TOTAL, c'est préférer une valeur pétrolière qui s'est donnée la performance comme objectif permanent.

Le prix de vente est net de tous frais pour les acquéreurs. Le document de référence enregistré auprès de la COB et le communiqué sont disponibles sur simple

demande au N° Vert 05 05 05 92.

Pour acheter vos actions adressez-vous à votre banque, votre société de bourse, à la Poste, aux Caisses d'Épargne ou au Trésor Public.

**Vous ne viendrez plus chez vous par hasard.**





## VIE DES ENTREPRISES

Pour la première fois de son histoire

## BMW va construire une usine aux Etats-Unis

Pour la première fois de son histoire, le constructeur d'automobiles allemand BMW va fabriquer des véhicules en dehors de l'Allemagne. Il a en effet décidé de construire une usine aux Etats-Unis, en Caroline du Sud, non loin de l'aéroport de Greenville-Spartanburg.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette décision. Depuis le début de l'année, les usines de BMW tournent à plein régime, en heures supplémentaires. Ce qui n'empêche pas les délais de livraison de se compter en nombreux mois pour certains modèles. La firme, dont la production s'est accrue de 6,5 % en 1991 et les bénéfices nets de 12,5 % (783 millions de deutschemarks, soit 2,65 milliards de francs), a enregistré de très bons résultats durant le premier trimestre 1992 : ses immatriculations ont augmenté de 29 % globalement, et de 24 % aux Etats-Unis, alors qu'en 1991, les résul-

tats avaient été médiocres avec une baisse des ventes de 16 %.

Ces mauvaises performances outre-atlantique étaient dues à la mauvaise conjoncture automobile, mais pas uniquement. D'une part, les coûts de production élevés du constructeur allemand et la faiblesse du dollar par rapport au mark le rendent difficilement compétitif face à ses concurrents japonais. Et, d'autre part, une taxe de 10 % sur les véhicules de plus de 30 000 dollars, instaurée le 1<sup>er</sup> janvier 1991, le pénalise lourdement. Une mesure que M. Eberhard von Kuenheim, président du directoire, interprétait en avril dernier, lors de la présentation des résultats à la presse, comme une mesure protectionniste.

Autant de raisons qui ont dû décider la direction de la firme à s'implanter directement aux Etats-Unis. D'autant plus que — même si le marché y est de plus en plus

difficile — BMW est « néanmoins décidé à y rester, même sans gagner d'argent, pour demeurer présent à l'échelle planétaire », nous déclarait récemment M. Didier Maitret, président du directoire de BMW France.

Le coût de l'usine américaine devrait s'élever à 1 milliard de marks (3,36 milliards de francs), dont 35 millions de dollars (185 millions de francs) d'aides de l'Etat de Caroline du Sud, sous forme d'exonération fiscale en particulier. Cette usine devrait permettre de créer 2 000 emplois directs (à titre de comparaison, BMW emploie 74 000 personnes environ) plus 2 000 emplois indirects. La production devrait démarrer en 1996, avec 15 000 véhicules par an (BMW a vendu 60 000 voitures en Amérique du Nord en 1991).

A. K.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## CONCURRENCE

Procter Gamble : Bruxelles exclut de la fusion avec l'italien Finaf les échanges pour bébés. — La Commission européenne ne donnera son feu vert à la fusion entre le groupe américain Procter Gamble et la société italienne Finaf, tous deux spécialistes dans les produits d'hygiène, qu'à la condition que Finaf se sépare de sa marque de couches-culottes Lioes, a annoncé, lundi 22 juin à Bruxelles, un de ses porte-parole. Les couches-culottes Pampers, qui appartiennent au groupe Procter Gamble, représentent un peu plus de 40 % du marché de la CEE. Le groupe Finaf, avec Lioes, en détient environ 12 %. En fusionnant, les deux sociétés s'assureraient entre 54 % et 58 % du marché, « ce qui est beaucoup trop au regard des règles de la concurrence », a estimé la Commission européenne, qui avait été saisie par plusieurs groupes concurrents. Finaf devra en conséquence se séparer de sa marque Lioes. Si cette opération se révèle impossible, le secteur des couches-culottes devra être exclu de la fusion, a précisé le porte-parole.

## FUSION

Naissance officielle de la banque Pallas-Stern. — Les actionnaires des banques Pallas et Stern ont approuvé lundi 22 juin la fusion des deux établissements. Elle donnera naissance à la banque Pallas-Stern. Doté de 1 milliard de francs de fonds propres, le nouvel ensemble est détenu à 100 % par la Compagnie industrielle Pallas issue du

rapprochement du groupe Pallas et de la Comipar. La nouvelle banque est présidée par M. Jacques-Henri David.

## ALLIANCES

BSN porte de 50 % à 75 % sa participation dans les brasseries Alken-Maes. — Le groupe agroalimentaire BSN va porter de 50 % à 75 % sa participation dans les brasseries belges Alken-Maes, connues pour leurs bières d'abbaye, de type « Grimbergen » ou « Mort subite ». Deuxième brasseur belge de bières Pils avec les marques « Maes-Pils » et « Cristal », Alken Maes a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 5,72 milliards de francs belges (1 milliard de francs français), en baisse de 3,8 % sur 1990. Son résultat, non précisé, était également en recul.

La firme de Hongkong Jardine et la suisse Nestlé s'associent sur le marché chinois. — Dairy Farm International Holdings Ltd., la branche distribution du groupe de Hongkong Jardine, a signé un accord d'association avec la firme suisse d'agroalimentaire Nestlé SA pour produire et distribuer des crèmes glacées à Hong Kong et en Chine. Selon cet accord, Nestlé achète pour 1,25 milliard de dollars de Hongkong (850 millions de francs) la marque Dairy Farm ainsi que 51 % des structures de production de Dairy Farm, qui compte trois sociétés.

La RATP et la SNCF créent une société commune pour leurs filiales d'ingénierie. — Les décisions prises par la RATP et la SNCF en 1990 et 1991 de réunir leurs filiales d'ingénierie Sofretil et Sofretil vien-

nent d'aboutir à la création d'une société commune la Systra. Le capital de la nouvelle société est détenu pour 72 % par les deux entreprises publiques et pour 28 % par un groupe de banques composé du Crédit lyonnais, d'Indosuez, de Paribas-Crédit du Nord, BNP, Société générale, BFCF, Compagnie financière du CIC et de l'Union européenne. La Systra détient quant à elle la quasi-totalité du capital de Sofretil et de Sofretil. Avec la constitution de ce regroupement, la RATP et la SNCF cherchent à « renforcer leur présence sur un marché mondial en concurrence de plus en plus rude ».

## BOURSE

Pier Import et Darnal : suspension de cotation. — La cotation des actions de Pier Import et de Darnal Expansion a été suspendue lundi 22 juin sur le second marché de la Bourse de Paris. Cette suspension a été décidée dans l'attente de la publication d'un communiqué, qui devrait être diffusé mercredi 24 juin. La famille Tourret, qui est le principal actionnaire de Darnal (distribution de meubles), a pris début 1991 à titre personnel (77 %) le contrôle de Pier Import, une société de distribution d'ameublement et d'objets exotiques.

Keowood (électroménager) prépare son introduction en Bourse. — Le fabricant d'électroménager britannique Keowood a annoncé, mercredi 17 juin, sa prochaine introduction en Bourse, trois ans après le rachat — pour 57 millions de livres — de la société par ses cadres. Keowood, qui tient son nom de son fondateur, le self-made-man Kenneth Wood, va mettre en vente près d'un tiers de son capital à 285 pence par action représentant une capitalisation boursière totale de 104,5 millions de livres (1,02 milliard de francs). L'opération permettra à Keowood de lever 39,5 millions de livres et de réduire sa dette d'autant. Né du succès d'un toaster en 1947, Keowood tire aujourd'hui un tiers de ses revenus du célèbre Kenwood Chief, un robot culinaire multi-usages vendu à 200 000 exemplaires par an. Pour l'exercice clos en mars, le bénéfice d'exploitation a progressé de moitié malgré la récession, à 9,5 millions de livres.

## NOMINATIONS

M. Jacques Fuchal, président du Conseil européen de l'industrie chimique (CEPIC). — L'assemblée générale du Conseil européen de l'industrie chimique réunit à Vienne le 19 juin, M. Jacques Fuchal, président-directeur général d'Atocchem. Il succède au baron Daniel Janssen. D'autre part, M. Giorgio Porta, président-directeur général d'Enichem, a été élu au poste de vice-président du CEPIC.

M. Raymond Lévy président d'honneur de Renault. — A la retraite depuis le 22 mai, l'ancien PDG de Renault ne sera pas inactif pour autant. En lui remettant les insignes de commandeur de la Légion d'honneur, le ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, a annoncé la nomination de M. Raymond Lévy comme président d'honneur de Renault.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 22 juin ↓

## Nouvel accès de faiblesse

Après la reprise enregistrée vendredi dernier, la Bourse de Paris a amorcé la nouvelle semaine, lundi 22 juin, sur une note pessimiste. L'indice CAC 40 retombait sous la barre des 1 900 points. En recul de 1,28 % à l'ouverture, il abandonnait 1,47 % à 1 885,77 points vers quatre heures. A la veille de la liquidation mensuelle, les pertes pour les quatre semaines écoulées atteignent 6,5 %, soit autant qu'à l'issue du mois de décembre dernier.

La chute de la Bourse de Tokyo lundi (un recul de 3,8 %) expliquait en partie cette dégradation de la tendance. A cela s'ajoute l'augmentation du pessimisme ambiant. Selon un sondage effectué auprès des boursiers et publié dans le quotidien économique le *Tribune de l'Expansion*, 0 n'y avait plus que 29 % d'acheteurs à Paris, contre 37 % la mois précédent. D'autre part, le réajustement de la dette publique, pour un montant estimé de 140 milliards de francs, a fait plutôt mauvais effet dans les salles de marché. Cette opération signifie que les caisses de l'Etat sont vides, n'indiquant pas à émettre certains gestionnaires dépités.

Lors de son point de presse hebdomadaire, lundi dans la matinée, le ministre des Finances, M. Michel Sapin, a affirmé lundi que les 2 % de croissance escomptés par le gouvernement pour 1992 « devraient être atteints sans difficulté ». Evoquant la cession d'une partie des actifs détenus par l'Etat dans Total, il précisait qu'elle ne se fera que si les conditions du marché sont bonnes. Quelques heures plus tard il annonçait la vente des titres au prix de 230 francs à par du 23 juin.

NEW-YORK, 22 juin ↓

## Petite baisse

En repli assez net durant l'essentiel de la séance, Wall Street a finalement limité les dégâts en fin de journée, lundi 22 juin, grâce à des achats sur programme informatique. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'inscrit en clôture à 3 280,50 points en repli de 4,55 points (-0,14 %). Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse dans un rapport de deux contre un : 1 397 contre 602.

La nouvelle chute de 3,8 % enregistrée lundi 22 juin par la Bourse de Tokyo est responsable pour une bonne part de la baisse observée sur le marché américain. Les investisseurs craignent des désinvestissements massifs des entreprises japonaises. La campagne électorale américaine, dont l'issue reste incertaine, renforce la prudence des opérateurs, également déprimés par la détermination apparente du Président fédéral à ne pas assouplir pour le moment sa politique de crédit.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est remonté à 7,84 % lundi en fin d'après-midi contre 7,82 % vendredi soir.

VALEURS	Cours du 21 juin	Cours du 22 juin
Alcatel	73 1/2	73 3/4
ATP	42 1/4	42 1/8
Banque	42 1/4	41 7/8
Chem. de France	28 7/8	28 1/4
Comp. Indus.	45 3/4	45 1/2
Edison	39 3/8	39
Esso	62 1/2	61 7/8
Evax	43 1/2	43 1/4
Gen. Electric	79	78 3/4
General Motors	43 3/8	43 1/4
Imperial	88 3/4	88 1/4
IBM	95	94 1/2
Ind. Min.	64 1/2	63 1/2
Ind. Nat.	69 1/2	69 1/4
Ind. Tech.	83 1/4	83
Ind. Unif.	118 3/4	118 1/4
Ind. Unif. (1000)	12 1/2	12 1/4
Ind. Unif. (100)	50 1/2	50 1/4
Ind. Unif. (100)	57 1/8	57 1/4

LONDRES, 22 juin ↓

## Nouvelle chute

La Bourse de Londres a terminé la séance du lundi 22 juin à son plus bas niveau depuis les élections du 9 avril, réduisant pratiquement à néant ses gains consécutifs à la réélection du gouvernement conservateur. L'indice Financial Times de cent valeurs s'inscrit en clôture à 2 550,3 points, en baisse de 34,5 points (-1,3 %).

Le marché a plongé dans le sillage de Tokyo et Wall Street et sur des craintes de difficultés lors de l'introduction en Bourse d'une tranche supplémentaire du capital du groupe pharmaceutique Wellcome est été.

TOKYO, 23 juin ↑

## Petite reprise

La Bourse de Tokyo a été redressée en fin de séance mardi 23 juin, ce qui a permis à l'indice Nikkei de repasser au-dessus de la barre des 16 000 points mais dans un marché nerveux et peu actif. En clôture, le Nikkei gagne 185,77 points, soit 1,17 %, à 16 185,99 points.

Cette progression est due pour l'essentiel à des achats de contrats à terme sur indice après l'annonce lundi 22 juin d'un projet de plan de relance de l'économie japonaise. Toutefois, les investisseurs continuent à faire preuve d'une grande prudence.

VALEURS	Cours du 22 juin	Cours du 23 juin
Aijunaru	117	117
Alcatel	1150	1150
Canon	1350	1350
Daewoo	1350	1350
Daewoo	1350	1350
Daewoo	1350	1350
Daewoo	1350	1350
Daewoo	1350	1350
Daewoo	1350	1350
Daewoo	1350	1350

PARIS :

## Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	4605	4600	Immob. Hélière	1040	1020
Amat. Assoc.	240	...	Intern. Computer	148 80	...
B.A.C.	41	...	I.P.B.M.	61	...
Banque	755	...	Locum	70 80	...
Bayer AG	465	465	Meca Com.	218 30	219
Biotex	234	...	Molax	174	...
CAL-de-R. (C.C.I.)	746	748	Publi-Presse	494 10	...
Carson	380	...	Phone-App. (S.F.)	99	...
Cardi	841	854	Salut Invest (S.F.)	28	...
CEGEF	189	...	Sarbo	329	...
CEPI	258 80	...	Sopre	481 80	489 10
C.N.I.M.	1145	1148	TFI	385	...
Codis	289	...	Thomson H. (S.F.)	238	...
Conforama	1219	...	Unilog	105 50	...
Crestis	187	...	Viel et Co.	635	630
Dauphin	307	...	Y. St-Laurent Group	...	...
Edimex	1100	...			
Edimex Worme Co.	600	...			
Edimex	1231	1236			
Edimex	175	...			
Edimex	118	...			
Edimex	135	...			
Edimex	188	182 10			
Edimex	120	...			
Edimex	70	68 70			
Edimex	364	...			
Edimex	125 50	...			
Edimex	820	821			
Edimex	200	...			
Edimex	80	...			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 juin 1992

Nombre de contrats estimés : 47 395

COURS	juin 92	Sept. 92	Déc. 92
Dernier	106,96	107,22	107,48
Précédent	107	107,18	107,52

## Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Sept. 92	Déc. 92
109	0,01	0,18
	1,90	1,75

## CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	juin	juillet	août
Dernier	1 894,50	1 890	1 896
Précédent	1 912	1 911	1 911

## CHANGES

Dollar : 5,26 F ↓

Le dollar s'inscrivait à nouveau en baisse mardi 23 juin au cours des premiers échanges entre banques à Paris, à 5,2610 F, contre 5,2810 F à la clôture des échanges interbancaires de lundi et 5,2865 F au fixing du même jour. Le billet vert est notamment victime d'arbitrages en faveur du yen et du mark.

FRANCFORT 22 juin 23 juin  
Dollar (au DM) 1,5750 1,5615  
TOKYO 22 juin 23 juin  
Dollar (au yen) 127,47 126,96

## MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (23 juin) 9 15/16 - 10 %  
New-York (22 juin) 3 13/16 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

19 juin 22 juin  
Valeurs françaises 111,10 109,40  
Valeurs étrangères 103,14 104,10  
(SBF, base 100 : 31-12-91)  
Indice général CAC 528,06 516,74  
(SBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 1 913,92 1 885,77

NEW-YORK (indice Dow Jones)

19 juin 22 juin  
Industriel 3 285,35 3 280,50  
Londres (indice Financial Times) 2 550,3 2 550,3  
100 valeurs 2 584,80 2 550,30  
30 valeurs 2 584,80 2 550,30  
Mines d'or 103,49 98,78  
Fonds d'investissement 85,67

FRANCFORT

19 juin 22 juin  
Dax 1 772,89 1 770,64  
23 juin 23 juin  
Nikkei Dow Jones 15 921,22 16 185,99  
Indice général 1 240,18 1 247,21

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	5,2555	5,2575	5,3155	5,3405
Yen (100)	4,1372	4,1401	4,1959	4,2006
Scd	6,9038	6,9050	6,9344	6,9314
Deutschmark	3,3665	3,3670	3,3665	3,3670
Franc suisse	3,7300	3,7342	3,7355	3,7377
Lire italienne (1000)	4,6515	4,6535	4,6517	4,6512
Lire sterling	9,8160	9,8210	9,8162	9,8210
Francs (100)	5,3469	5,3517	5,3118	5,3214

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	3 13/16	3 15/16	3 7/8	4 1/2	4 1/8	4 1/8
Yen (100)	18 3/8	18 1/2	18 3/8	18 1/2	18 1/2	18 1/2
Scd	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4
Deutschmark	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16	9 3/16
Franc suisse	14	14 1/4	13 1/16	13 1/16	13 1/16	13 1/16
Lire italienne (1000)	18	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8
Lire sterling	12 3/16	12 3/16	12 3/16	12 3/16	12 3/16	12 3/16
Francs (100)	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

## ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 23 juin :  
Myriam Campino-Dubernet,  
chef du département  
travail-formation au CEREQ.

Mercredi 24 juin :  
Clive Brothers,  
directeur général  
de Weight Watchers.

Informations actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF



**Le Monde-RTL**  
ENTREPRISES  
0 720 15 sur RTL

**Cours relevés à 10 h 30**22/6

•

Marché libre de l'or		
MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 23/8
Or fin (pilo en barre)	58300	.....
Or fin (en lingot)	58480	.....
l'atopolin (200)	334	.....
l'once Fr (10 g)	345	.....
l'once Suisse (20 g)	340	.....
l'once Letone (20 g)	335	.....
Souverain	428	.....
l'once 20 dollars	1980	.....
l'once 10 dollars	1030	.....
l'once 5 dollars	680	.....
l'once 50 pesce	2210	.....
l'once 10 florins	348	.....

Egyptian Pyramids	14414 88	14307 58
Egyptians	1271 73	1240 71
Egyptian Values	432 23	420 78
Elk Cash cap	3385 96	3385 96
Elmest cap	663 90	644 56
Empire Leaders	1111 03	1078 67
Enro City	1216 22	1186 56
Euro Gen	6412 65	6168 01
Egyptian Hierarchy	554 28	538 89
Fordism	14474 22	14474 22
Francogen	8913 94	8532 63
France Germany	258 85	258 33
France India Sov	111 80	108 52
France Obligations	436 68	482 05

Alto Sax	155 12	149 58
P. Mitten Tromm.	138 92	133 90
P. Bassdrum Cb.	107 05	103 19 04
-Assonations	123 84	123 84
Foncler	1200 38	1171 10
Flancon	591 14	576 72
Gesangs	1282 80	1257 62
Holpfe	1389 75	1355 85
...wir	237 39	237 39
...wars Achtung	1247 71	1217 28
...wars Obligation	1789 84	1746 10
...wir	2059 54	2037 48
...wir	535 19 70	534 89 85

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu



## CARNET DU Monde

## Naissances

Jean-Paul BOURKAU  
et  
Christine WILLAUME

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Pierre WILLAUME-BOUREAU,  
le vendredi 19 juin 1992.

7, rue de Champagne,  
Hameau de Renilly,  
77400 Bussy-Saint-Martin.

## Mariages

- Giovanni  
et Emmanuel HÉREY,

ont la joie d'annoncer leur mariage,  
célébré en Italie le 19 juin 1992.

- M. de BEISTEGUI et M.  
née Annick de Roban-Chabot,  
M. Bruno ROGER (†),  
en union avec M. Bruno ROGER (†),  
née Caroline Lacan.

sont heureux de faire part du mariage  
de leurs enfants.

Les de BEISTEGUI  
Cyril ROGER-LACAN,

qui sera célébré dans l'intimité, le  
samedi 27 juin 1992, en l'église Sainte-  
Marie-Madeleine d'Aix-en-Provence.

- Olivia MARK  
et Pierre KOPP,

ont le plaisir de faire part de leur  
mariage qui aura lieu le 27 juin 1992.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

## Décès

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

- Henri BASSIS,  
président du groupe français  
d'éducation nouvelle,  
poète, écrivain, résistant et militant  
de l'éducation nouvelle.

est décédé le 17 juin 1992.

Odette,  
sa femme,  
Nadia et Eve,  
leurs filles.

Tous leurs enfants, petits-enfants,  
sa sœur,  
Toute sa famille.

Et tous les complices et amis de sa  
lutte incessante pour l'égalité et l'émancipation  
de tous les hommes.

se réuniront lors de la cérémonie fraternelle  
de ses obsèques, le mercredi  
24 juin, à 11 heures, cimetière du Père-  
Lachaise.

Rendez-vous à 10 h 30, entrée principale,  
cimetière du Père-Lachaise.

[Né à Paris en 1918 de parents ayant fui les  
pogromes de la Russie tsariste en 1905, Henri  
Bassis adhère au PCF à dix-huit ans et sera un  
résistant de la première heure. Après la guerre, il  
devient secrétaire du comité d'aide à la Grèce et  
accompagne Paul Eluard pour soutenir les résistants  
du front Grammos. Président du Groupe français  
d'éducation nouvelle, il s'engage dans la  
lutte contre l'échec scolaire, il rédigea le Manifeste  
de l'éducation nouvelle et publia des poèmes et des  
pièces de théâtre.]

- M. P. Battioni,  
et ses enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Paul BATTIONI

Les obsèques seront célébrées le  
jeudi 25 juin 1992, à 14 h 30, en  
l'église Saint-Basile, 3, Eimpey  
(Essonne).

L'inhumation aura lieu au cimetière  
communal nouveau, 13, rue Gaston-  
Monmousseau, Ivry-sur-Seine (94300).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue de Moscou,  
91300 Mussy.

- Le directeur,  
Et les membres de l'URA 400 du  
CNRS.

ont la douleur de faire part du décès de  
leur collègue et ami,

Jean-Paul BATTIONI,  
directeur de recherche au CNRS.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.

119, rue Notre-Dame-des-Champs,  
75006 Paris.

- Viry-Châtillon, Oran. Béchar.

Claude Ferrand-Amar,  
son épouse,  
Muriel, Marlaine et Gabriel Amar,  
ses enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Elle Daniel AMAR,  
membre de l'Ordre des experts-  
comptables et comptables agréés  
de la région parisienne.

survenu à Viry-Châtillon, le 10 juin  
1992.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi  
12 juin, au cimetière de Viry-Châtillon.







Une déclaration de M. Joxe

## L'armée française commandera 52 chars Leclerc

Inaugurant, lundi 22 juin, le Salon de l'armement terrestre du Bourget, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a annoncé la notification, dans les jours prochains, à GIAT-Industries d'une première commande de cinquante-deux chars AMX-Leclerc par l'armée de terre française. L'objectif est d'allier deux cents blindés de cette catégorie en 1997.

Par cette initiative, le ministre de la défense répond à une demande de M. Pierre Chiquet, le PDG de GIAT-Industries, qui a souligné (le Monde du 27 novembre 1991) que l'armée de terre française accède la mise en place du Leclerc pour en faciliter l'exportation, notamment en Arabie saoudite et dans les emirates du Golfe. Dès la requête de M. Chiquet, l'état-major de l'armée de terre avait fait savoir (le Monde du 10 décembre 1991) qu'il apporterait son concours à l'exportation de ce blindé, à propos duquel tout donne à croire que la commande nationale sera réduite presque de moitié au total - soit quelque sept cents cinquante chars - par rapport aux prévisions (le Monde daté 31 mai-1<sup>er</sup> juin).

M. Joxe a, d'autre part, suggéré aux organisateurs du salon - qui est ouvert pour la première fois aux Etats européens de l'Ouest - d'accueillir en 1994 des industriels de l'Est, citant notamment la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Enfin, selon M. Emile Blanc, le président du Groupement des industries concernées par les matériels de défense terrestre (GICAT), il faut s'attendre à la suppression de 25 000 emplois, d'ici à 1995, dans ce secteur qui occupe directement 50 000 personnes et 75 000 autres de façon indirecte. En 1991, le chiffre d'affaires de cette branche d'activités a été de 34 milliards de francs, un peu de 40 milliards l'année précédente.

La guerre en Bosnie-Herzégovine

## Nouvelle tuerie à Sarajevo

Dix-neuf personnes ont été tuées et près de 90 ont été blessées, lundi 22 juin, à Sarajevo lors d'un nouveau bombardement serbe de la capitale bosniaque, selon un bilan fourni par la radio locale.

Après une nuit de bombardements et de tirs, le pilonnage du centre de Sarajevo a repris avec intensité en fin de matinée. Une salve d'obus s'est ainsi abattue sur l'artère principale, l'avenue Maréchal Tito, où de nombreux habitants étaient sortis pour se ravitailler. Les obus sont tombés en face de la Banque nationale, à quelques centaines de mètres de la présidence de Bosnie-Herzégovine.

Le mois dernier, une attaque similaire des forces serbes avait fait 16 morts et déclenché la mise en route d'un processus de sanctions internationales contre la Serbie. Les bombardements se sont poursuivis dans l'après-midi de lundi. De plus, des avions ont

lancé un raid contre Visoko (à 40 km au nord-ouest de la capitale) ainsi que contre un émetteur de Radio-Sarajevo, selon la presse bosniaque. Dimanche, 15 personnes, dont un journaliste de la télévision de Sarajevo, avaient été tuées et 187 autres blessées dans l'ensemble de la République.

## Appel

## à une action de POTAN

L'intensification des opérations militaires intervient alors que l'ONU a suspendu ses opérations en vue de la réouverture de l'aéroport de la capitale (le Monde du 23 juin) en attendant une hypothétique cessation des combats pendant une période de quarante-huit heures. De leur côté, le gouvernement français, l'UNICEF, Pharmaciens sans frontières et Médecins du monde ont décidé de « retarder provisoirement leurs opérations afin de ne pas mettre en danger la vie des volontaires ».

Cette décision est consécutive à

En application du code de la santé publique

## Trois pharmacies de la Vienne sont menacées de fermeture

Une Coordination nationale des élus et usagers pour la défense des pharmacies vient d'être créée à Poitiers. Dans la Vienne, en effet, trois pharmacies sont fermées ou menacées de fermeture : à Poitiers-Bel Air, aux Roches-Prémarie et à Romagne. Pour la première officine, notifiée à deux reprises par le préfet, puis frappée de fermeture par le tribunal administratif et par le Conseil d'Etat, la procédure engagée en 1984 par un autre pharmacien du quartier a entraîné sa fermeture définitive après sept

années d'activité. Aux Roches-Prémarie et à Romagne, deux communes rurales, le même processus se trouve enclenché à la suite de plaintes déposées par des pharmaciens voisins : le tribunal administratif vient d'annuler les autorisations préfectorales, et le Conseil d'Etat est saisi.

Le code de la santé publique, qui fixe les normes d'autorisation d'ouverture ou de fermeture de pharmacies d'habitants, autorise les préfets à accorder des dérogations « si les besoins réels de la population résidente et de la population saisonnière l'exigent ». C'est là qu'il peut y avoir différence d'appréciation. A Poitiers-Bel Air, les juges du tribunal administratif soulignent que la population du quartier ne s'est accrue que de 167 habitants entre les recensements de 1982 et 1988.

Et ce qui concerne les Roches-Prémarie, ils observent que « la population a la possibilité de s'approvisionner dans plusieurs officines situées dans un rayon de quelques kilomètres ». (Corresp.)

L'attaque d'une équipe de Pharmaciens sans frontières et de MDM, samedi, au cours de laquelle un milicien bosniaque affecté à la protection du convoi humanitaire a été tué.

Par ailleurs, l'arrière-pays dalmète (Croatie) a été le théâtre, ces derniers jours, de combats qui, selon la radio de Zagreb, ont permis aux forces croates de reprendre - après neuf mois d'occupation serbe - plusieurs villages de la région de Šibenik ainsi que le haut-plateau de Miljević et le parc de la Krka. Ces combats se sont accompagnés de bombardements contre des zones civiles, dont les faubourgs de Šibenik.

A Washington, M. Robert Dole, chef de la minorité républicaine au Sénat, a prôné l'usage immédiat de la force pour arrêter le conflit en Bosnie-Herzégovine, prenant ainsi le contre-pied de l'administration Bush. « L'OTAN doit agir maintenant pour protéger l'ancienne Yougoslavie », a déclaré le sénateur. Il a jugé qu'en défendant l'idée d'une Yougoslavie unitaire au début de la crise, Washington avait fait le jeu du président Milosevic. Celui-ci, a-t-il estimé, « a considéré l'inaction des Etats-Unis comme un jeu vert ». (AFP, Reuters.)

## EN BREF

Barbotan : deux inculpations supplémentaires. - Deux personnes appartenant à la direction technique de la Chaire thermique du soleil, qui exploitait l'établissement de Barbotan (Gers), dont l'incendie, le 27 juin 1991, avait entraîné la mort par asphyxie de vingt personnes, ont été inculpées, lundi 22 juin, par le juge d'instruction d'Auch. Il s'agit de M. Jean-Jacques Barthélémy, directeur technique de la chaîne et neveu d'Adrien Barthélémy, président du conseil de surveillance et inculpé récemment (le Monde du 18 juin), et de M. Alain Couyrou, directeur des travaux au sein de l'établissement de Barbotan. Tous deux ont été inculpés d'homicides et blessures involontaires, d'infraction au code du travail et à la législation sur les mesures de sécurité concernant l'incendie. Sept personnes sont désormais inculpées à quelques jours du premier anniversaire du drame. (Corresp.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Chibrac

Il est génial, Chibrac ! T'es le plus beau, t'es le plus grand, mon Jacquot. Le digne héritier du Général. Lui, pareil, s'il avait dû prendre position sur la réforme constitutionnelle, article 1<sup>er</sup> AB, alinéa 2 et article 88-3, rapport à l'Europe unie, il aurait sauté d'un pied sur l'autre, en torpillant sa croixette : Dites, Yvonne, je passe à la télé lundi, qu'est-ce que je fais, qu'est-ce que je dis ? Sauf que Chibrac, il a trouvé tout seul. Même qu'il a envoyé aux pilotes sa fille Claude qui lui conseillait de faire jeune et de dire bon !

Il a réfléchi : Je prône l'abstention active comme pour la Nouvelle-Calédonie ? Du défilé ! Faut imaginer autre chose. Quel drapeau ? Ben, tiens, le non-participation hostile. En d'autres termes : le « non, filia ! ». Et pan sur le bec de Général avec son « oui, mais » de croquette. Et d'expliquer, façon Bédouin Show, à un Patrick Polverozas indécis : C'est pas à moi qu'il faut poser une question de cette gravité, c'est aux Français. Par référendum.

Il s'est défilé la Mimi. Parce qu'il a eu peur du verdict popu-

laire, le gros trouillard ? Eh ben, ça, vous savez ce que c'est ? C'est pas convenable ! Parce qu'il avait une arrière-pensée politique et une méchante idée de manip ? Là, c'est inconvenant ! Parce qu'il espérait offrir en douce un fromage dans nos mains à ces aélards d'étrangers, les Hollandais ou les Anglais sous prétexte que, nous, on en aurait autant à Gouda ou à Chester ? Oh ! mais c'est que c'est pas convenable non plus, ça. C'est même carrément inconvenant !

Faut reconnaître, suffit d'un rien pour le choquer, le Jacquot, une vraie jeune fille rougissante, effarouchée par ces harceleurs de l'UDF, Léa en tête : Alors, me pousse, tu te déicides ? Maastricht, tu l'as chouchoué approuvé à la « une » du Monde, non ? Alors, pourquoi tu boude ?

- Je boude pas. Simplement je veux pas passer plus de dix minutes à Varazelles avec ce cochon de Pasqua. Des fois qu'il en profiterait pour m'emballer. Je ne suis pas celle que vous croyez, na !

## SOMMAIRE

## DÉBATS

La construction européenne : « Dépasser Maastricht », par Edouard Belladur. Bibliographie : « Les contes cruels de Jean de La Guérinière », par Michel Jobert... 2

## ÉTRANGER

Moldavie : de violents combats ont repris à Bender... 3  
Les Albanais du Kosovo sont décidés à faire vivre leurs institutions... 3  
Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté sa décision sur la Haute-Karabagh... 4  
Israël : de nombreux indigènes devraient partir de la Golan... 4  
La communauté internationale a offert 880 millions de dollars pour la reconstruction du Cambodge... 5  
Afrique du Sud : le président de la Klerk rentre d'urgence à Pretoria... 6

## POLITIQUE

La réunion du Congrès à Versailles et le débat sur le traité de Maastricht... 7, 8 et 9  
Les députés approuvent la lutte contre le harcèlement sexuel... 9

## SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine : les ratés de l'intendance... 10  
En 1991, les armées ont fait la chasse aux dispensés, exemptés et réformés du service national... 10

## SCIENCES • MÉDECINE

Le tour de Pise : elle penche et pourrait rompre... 11  
La mort subite sous surveillance : les tourbillons australiens... 11  
Point de vue : « La trisomie 21 est toujours là », par le professeur André Boué... 12 à 15

## Le ministère de l'éducation nationale fixe le calendrier scolaire pour la période 1993-1996

La lutte contre la criminalité au Japon : le droit des gangsters et des citoyens... 11  
Football : le Danemark finaliste surprise de l'Euro 92... 15

## CULTURE

Quelques-uns des plus prestigieux centres culturels français signent une charta de développement commun... 16  
La collection d'orfèvrerie des Lopez Willshaw disparue à Monaco... 16  
Deux expositions, à Paris et à Marseille, offrent deux approches de l'art africain... 17  
Diagonales : « Le dernier mot », par Bertrand Poirot-Delpech... 17

## ÉCONOMIE

Les manifestations contre la politique agricole commune... 19  
La libéralisation des transports aériens dans la CEE... 19  
Le remplacement du président de Bull... 20  
L'action Total à 230 F... 20  
Vie des entreprises... 22

## Services

Abonnements... 24  
Annonces classées... VI à XX  
Carnet... 24  
Marchés financiers... 22 et 23  
Météorologie... 25  
Mots croisés... 24  
Radio-télévision... 25  
Spectacles... 18  
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » folioté de I à XX. Le numéro du « Monde » daté 23 juin 1992 a été tiré à 514 432 exemplaires.

## Nominations de magistrats

Par décret publié au Journal officiel du dimanche 21 juin sont nommés :

Présidents des tribunaux de grande instance : à Auxerre, M. Bernard Seltensperger, président du tribunal de grande instance de Sens ; à Angoulême, M. Jean-Yves Guillon, président du tribunal de grande instance de Saint-Brieuc ; à Vienne, M. Marie-Hélène Kleinmann, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Saint-Etienne ; à Ais, M. Solange Moricelli, épouse Roussel, juge au tribunal de grande instance de Carpentras.

Procureurs de la République :

à Angers, M. Daniel Leimbacher, avocat général près la cour d'appel de Besançon ; à Périgueux, M. Claude Laplaud, substitut du procureur général près la cour d'appel d'Orléans ; à Rodez, M. Jean-Pierre Fort, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Montpellier ; à Tarbes, M. Yves Saint-Macary, substitut du procureur général près la cour d'appel de Montpellier ; à Pau, M. Jean-Pierre Dreno, substitut du procureur général près la cour d'appel de Toulouse.

**HOTEL DU RHONE**  
GENEVE  
Parce que votre succès est notre affaire.  
Tél. (41) 221 731 98-31  
Fax (41) 221 732 45 66

**MARCEL LASSANCE**  
**SOLDES**  
à partir du mardi 23 Juin  
17, rue du Vieux Colombar  
Paris (8<sup>e</sup>)  
21, rue Marbeuf  
Paris (8<sup>e</sup>)

**Phénix S.O.S.**  
Quand une voix peut sauver une vie.  
Depuis 13 ans, nous accueillons ceux qui pensent au suicide et nous leur répondons au téléphone 24 h/24.  
Téléphonez-nous au 16 (1) 40 44 46 45  
et venez nous voir dans nos centres d'accueil.  
5 O.S. Suicide Phénix : Paris - Lyon - Bordeaux - Clermont-Ferrand - La Havre - Strasbourg

Centre formation professionnelle avec  
**C.F.P.A.**  
Préparation intensive  
4 semaines, à partir fin août  
Inscription avant fin juin  
PLUS DE 80 % DE REÇUS  
chaque année  
**CEPES**  
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly  
Tél. : 47-45-19-19 ou 47-22-84-84.

**L'ANNÉE AMÉRICAINE 50.000F env.**  
Cours, logement, repas inclus.  
Dans une grande université  
de Californie ou de Floride.  
Stage linguistique ou études.  
**UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA**  
French-Office 57, rue Charles-Lafitte  
92200 Neuilly (1) 47 45 09 18

**ARNYS SOLIDE**  
COLLECTION printemps-été 92  
ARNYS 14, rue de St-Yves - VII - Tél. 45 48 76 99



552 من الاموال

15 pages d'offres d'emploi

Le Monde

# INITIATIVES

## L'avenir ouvrier

**M**AJORITAIRES dans l'emploi salarié il y a encore une quinzaine d'années, les ouvriers ne représentent plus que 14,5 % des effectifs, pour les ouvriers non qualifiés, et 30,5 % pour les ouvriers qualifiés, toutes branches confondues. Même dans l'industrie strictement dite, leur nombre a diminué, puisqu'ils comptent, ensemble, pour 1,8 million.

Mais cette évolution, qui a d'abord touché les non-qualifiés, désignés comme les victimes des premières vagues de restructuration, atteint maintenant les qualifiés. Les statistiques du chômage le démontrent amplement. Au mois d'avril, en rythme annuel, le nombre des inscrits à l'ANPE (510 000) avait progressé de 11,5 %, alors que la moyenne nationale se situait à 9,8 %, et que celui des ouvriers non qualifiés (139 000) diminuait, lui, de 5 %. Seuls les agents de maîtrise (+ 27,4 %) et les cadres (+ 32,2 %) connaissent une augmentation plus rapide.

C'est également une longue date, la dégradation de la catégorie ouvrière est désormais engagée. A de nombreux indices, il est non seulement évident qu'elle va se poursuivre, mais qu'elle sera, dans la plupart des secteurs industriels, le grand sujet de ces prochaines années. Dirigeants et directeurs des ressources humaines en font, maintenant, l'une de leurs principales préoccupations, ainsi qu'en témoignent quelques-uns des accords signés, certaines des initiatives prises pour organiser le travail différencié, ou des tentatives pour valoriser des fonctions. Ce qui ne va pas sans susciter des tensions, dans des périodes d'incertitude, autant de l'image des professions ouvrières, de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, que des conséquences redoutées, socialement, en raison des orientations prises. Quelle sera la place des ouvriers, à l'avenir, et quelles seront leurs attributions ?

De même que les balayeurs sont devenus des techniciens de surface, les ouvriers s'appellent de plus en plus souvent des opérateurs. Mais ce n'est pas forcément

qu'un gadget, parce que le contenu du travail commence à changer et que, à la prochaine étape, bien des intéressés pensent atteindre le niveau de techniciens. Taylor, qui n'en finit pas de mourir, est davantage mis en cause. La nouvelle usine de Pechiney, à Dunkerque, préfigure certainement le mode de fonctionnement du futur, les tâches de chacun ayant été caribolées. Une fédération professionnelle comme celle de la plasturgie, toute récente, a été contrainte de jouer la carte de la modernisation pour se développer. Renault comme Usinor ont imaginé des réponses originales dont les premiers résultats sont encourageants.

Fatalement, cela produit des zones de turbulences. Alors que les métiers n'avaient pas encore évolué, des employeurs ont fait des « embauches de précaution » et se sont mis en quête de jeunes plus diplômés que leurs aînés.

Avec la surqualification, on a vu apparaître une classification jusqu'ici inconnue, celle des « ouvriers diplômés non qualifiés », les ODNQ. Surtout, par manque de perspectives de carrière, et à cause du manque d'intérêt des postes occupés, la démotivation et la frustration ont, ici ou là, commencé à peser sur le climat dans les entreprises. Rares sont les cas où la forte présence de jeunes mieux formés se soit traduite par une adaptation des comportements permettant de tirer profit de leur accord, provisoire, disent-ils alors, pour « faire l'ouvrier », sans complexe.

A terme, cela risque d'être encore plus compliqué. Certes, ainsi que l'expliquent des responsables lucides, il faudra bien finir par admettre que, dans dix ans, tous les nouveaux ouvriers seront des bacheliers, ne serait-ce qu'en raison de la montée en charge du bac, et notam-

ment du bac professionnel. Outre que la découverte d'une telle perspective risque de provoquer des désillusions en chaîne, chez les parents et les jeunes, il n'y a guère de gens courageux pour l'annoncer clairement, et encore moins pour vouloir développer un argumentaire convaincant. Si, comme le prévoit le CEREQ dans une étude récente consacrée au devenir ouvrier, le bac devient la norme, il faudra pourtant choisir entre deux tendances possibles, celle de l'ouvrier technicien et celle du métier ouvrier, plus réducteur. Ce qui pose, en corollaire, le double problème des voies de formation et de l'exclusion, à terme, des publics en difficulté scolaire.

Déjà, ce qui se passe actuellement donne une idée de l'orientation où s'affrontent les choix, contradictoires, des différents acteurs. Mécaniquement, pourrait-on dire, l'éducation nationale privilégie le BEP par rapport au

CAP, en diminution. L'apprentissage, malgré tous les efforts, demeure une voie de relégation, et reste peu industrielle. Conçue comme une alternative, justement, la voie de l'alternance se cherche encore, entre les exi-

gences des enseignants et les arrière-pensées des employeurs, qui ont besoin de pousser à la qualification adaptée.

**A**VEC les salariés en place, et c'est encore une autre étude du CEREQ réalisée par Elisabeth Serfaty qui le confirme, après les statistiques du marché du travail, deux options sont pratiquées. Soit on entreprend des actions importantes de formation pour les ouvriers qualifiés, comme pour les techniciens et les agents de maîtrise. Soit, pour 20 % des entreprises, mais jusqu'aux deux tiers de celles employant plus de 2 000 salariés, on a recours à des plans sociaux ou on estime avoir des sureffectifs parce qu'on éprouve des difficultés en matière de compétence. Or 49,2 % des ouvriers non qualifiés, dans la moitié des entreprises interrogées, présenteraient des « défauts de compétence » (dont usure au travail, illettrisme, inadaptation technique et manque de formation générale). Mais, si cela donne bien la dimension du bouleversement en cours, ce n'est encore rien en comparaison de ce qui peut attendre les techniciens et agents de maîtrise. Dans 38 % des entreprises, ils cumulent en effet 73,3 % de « défauts de compétence ».

Alain Lebaube  
Lire notre dossier  
pages II et III.

### 15 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

■ Dirigeants .....	page VI
■ Gestion .....	page VI
■ Collectivités territoriales .....	page VIII
■ Juristes .....	page IX
■ Cadres .....	page X
■ Ressources humaines .....	page XIII
■ Informatique .....	page XIV
■ Secteurs de pointe .....	page XV
■ Commerciaux .....	page XIX

### EXCEL : LA REFERENCE EN 820 PAGES POUR TOUT SAVOIR SUR LES FORMATIONS ET LE RECRUTEMENT EN EUROPE.

- Le Marché Européen du Recrutement
- La pénurie des jeunes diplômés
- Les outils et méthodes de recrutement par pays
- Les divergences dans l'organisation des enseignements supérieurs
- Les Secteurs d'Activité Économique
- Par secteur, une entreprise présente sa politique de recrutement européenne
- Les Formations d'Excellence et le Recrutement pays par pays
- Les structures de formation
- L'Analyse du recrutement

1500 FHT

750 FHT

Les derniers exemplaires vous sont proposés, dans la limite des stocks disponibles, au prix préférentiel de 750 FHT (791,25 TTC) l'unité soit 50% du prix initial.

Nom : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

☐ Je désire une facture

☐ Je joins un chèque bancaire à l'ordre de HCA

Contact EXCEL : 19/21 Boulevard Gambetta - 92137 Issy les Moulineaux - Tel : 40 93 36 36

## SUCCES A L'APPUI



Retrouvez-nous page XV

RENAULT



## Des qualifications bancales

Revaloriser les statuts

L'HEURE est aujourd'hui à la prise de conscience. Expérience faite, les chefs d'entreprise réalisent qu'embaucher un jeune bachelier professionnel, voire un bac + 2, à un poste d'ouvrier qualifié n'a pas que des avantages. Le jeune qui pensait trouver un emploi de technicien et qui se retrouve, par exemple, à conduire une ligne automatisée sans la programmer, est vite démotivé. L'entreprise, quant à elle, fait face, si elle a généralisé ce système de recrutement surqualifié, à une impasse : la gestion des carrières avec impossibilité d'organiser une promotion.

Ce décalage s'explique pas au Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ), qui a largement contribué au rapport *Quelle formation pour les ouvriers et les employés en France*, remis à la fin de l'année dernière par Lucie Tanguy, directeur de recherche « travail et mobilité » à l'université de Nanterre, à Robert Chappuis, alors secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.

### Deux profils possibles

La création, en 1985, du bac professionnel, réclamé par plusieurs fédérations patronales, devait en effet résoudre les problèmes de qualification des ouvriers confrontés aux nouvelles technologies. « La France est l'un des rares pays à avoir réagi de la sorte », explique Myriam Campion-Dubernet, chef du département travail et formation au CEREQ. Nous avons créé un nouveau diplôme pour répondre aux exigences du progrès technologique, alors que d'autres ont préféré modifier le contenu des filières de formation existantes.

Le bac devient, pour beaucoup, une norme. La volonté affichée de faire accéder 80 % d'une classe d'âge au niveau baccalauréat renforce ce sentiment. La réalité n'est pas si simple : entre 1983 et 1990, effectivement, 360 000 élèves supplémentaires accèdent au niveau bac, mais la proportion de sorties

sans qualification ne régresse pas de manière sensible.

Cette bipolarisation n'épargne pas le niveau V, c'est-à-dire les CAP et les BEP. Ces deux diplômes ne sont pas remis en question à proprement parler. La majorité des conventions collectives des branches professionnelles font ainsi du CAP et du BEP l'assise de la qualification d'ouvrier. En revanche, les entreprises expriment leur mécontentement vis-à-vis des jeunes qui, comme l'explique ce directeur du personnel d'un groupe hôtelier, « ont des difficultés scolaires évidentes depuis le primaire, mais que l'éducation nationale laisse aller jusqu'au CAP malgré leurs faiblesses ».

Eternelle bataille entreprises-éducation nationale ? L'analyse mérite d'être nuancée. S'il est vrai que le BEP apparaît de plus en plus aujourd'hui comme la voie d'accès au bac professionnel, la dévalorisation du CAP n'est pas juste dans tous les cas. Le CEREQ note bien ainsi que les garçons titulaires d'un CAP industriel s'en sortent beaucoup mieux que les filles titulaires d'un CAP du tertiaire.

Malgré ces différences, l'avenir décrit dans le rapport Tanguy laisse imaginer deux profils : celui de l'ouvrier-technicien, plus technicien qu'ouvrier, surtout accessible aux détenteurs d'un bac pro ou d'un brevet de technicien, et le profil dit « métiers », fondé sur une vision réductrice de ce dernier, et réservé aux titulaires d'un CAP.

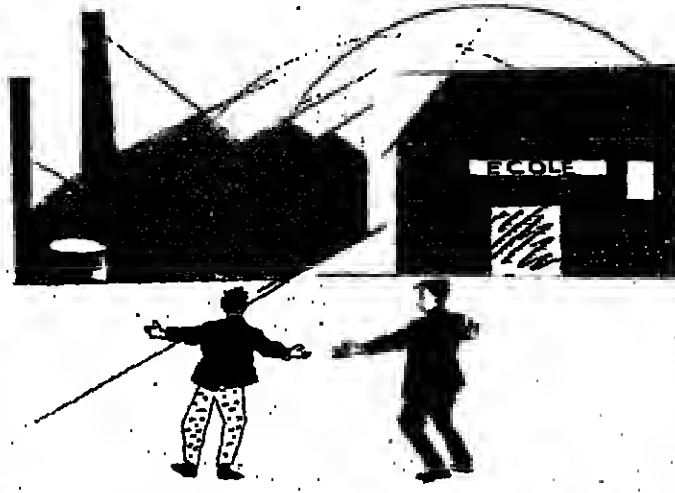
Face à cette situation, comment faire ? Les réactions peuvent venir soit de l'éducation nationale, soit des entreprises elles-mêmes. Myriam Campion-Dubernet note déjà que certaines conventions collectives boogent. « Les entreprises se rendent compte des effets pervers de la surqualification, précise-t-elle. Peut-être, à terme, cela conduira-t-il à une revalorisation du statut ouvrier, qui est en France très médiocre par rapport à certains de nos voisins européens. » D'autres entreprises comptent déjà le cursus CAP par des formations complémentaires. C'est une autre piste possible.

Quoi qu'il en soit, on jugera de l'état d'urgence du dossier à la sortie prochaine d'une étude du CEREQ sur la manière dont ont été insérées en entreprises les premières générations de bacs professionnels. A des postes de techniciens, comme l'imaginent encore les jeunes, ou à des postes d'ouvriers qualifiés, voire non qualifiés ?

Marie-Béatrice Baudet

## Le dilemme de la formation

Ecole ou apprentissage en alternance ?



L'électronique et l'électricité (52 000) et le textile (32 000).

Les entreprises industrielles se plaignent amèrement de la pénurie de jeunes ouvriers. N'y a-t-il pas incohérence à accuser la formation dispensée par l'éducation nationale d'être inadéquate, alors que toutes les écoles professionnelles de l'industrie ont fermé peu à peu en vingt ans ? Signe justifiant que les métiers se déchargent sur l'éducation nationale du soin de la formation initiale.

### SMIC et absence de perspectives

Si l'on trouve peu d'ouvriers qualifiés, c'est dû en grande partie au déficit d'image dont souffre en France l'usine. Vision culturelle qui

se retrouve d'ailleurs à tous les niveaux : la plupart des ingénieurs fuient désormais la production pour se consacrer à la gestion.

Les entreprises doivent être conscientes des conditions matérielles peu attractives qu'elles offrent aux jeunes : les salaires proposés aux ouvriers ne dépassent guère le SMIC, et la formation continue ne remplit pas son rôle, qui est d'offrir des perspectives de carrière et de promotion.

Les exigences des employeurs pour ce qui est des diplômes varient selon les branches. Si dans l'artisanat ou le bâtiment, le CAP fait encore figure de référence, il diminue pourtant de 25 % par an. Beaucoup d'entreprises industrielles réclament un BEP ou un bac professionnel. L'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM)

menace régulièrement d'établir ses propres certifications. Elle a créé, il y a dix ans, le CQT (certification de qualification technique). Mais le flux des diplômés n'a jamais dépassé 2 000 élèves. L'ère de ces « diplômes maison », qui entrent les salariés, est bien révolue.

L'éducation nationale est consciente de son incapacité à assurer la formation professionnelle complète des jeunes. Du temps du travail à la chaîne, les ateliers des lycées techniques étaient l'exacte reproduction de l'usine. Aujourd'hui, la formation en entreprise est indispensable. Non pas une séquence plus ou moins longue, style « visite d'usine », coupée du reste des études, mais une réelle et profonde interaction entre l'enseignement reçu à l'école et l'apprentissage dans l'entreprise. Pénétrée de la nécessité du partenariat, l'école s'apprête à introduire l'alternance à tous les niveaux de qualification professionnelle, CAP et BEP.

### Des formules neuves

Dès la rentrée prochaine, en septembre 1992, les élèves de deux secteurs, bâtiment et hôtellerie, bénéficieront de stages en entreprise d'une durée totale de 20 % au moins de la totalité de leur formation. Ces stages seront indispensables pour recevoir le diplôme. Cette alternance sous statut scolaire aura pour l'entreprise l'avantage d'avoir, sans bourse délier, un jeune en situation de production. Encore faut-il qu'elle joue le jeu et accepte de bonne grâce les publics que les lycées professionnels lui fournissent. Or on constate parfois des difficultés, dans les régions du Midi-Pyrénées, par exemple, en raison de la proportion élevée de jeunes d'origine étrangère.

Des formules neuves sont en train de voir le jour. Dans la région Rhône-Alpes, une nouvelle structure permet, en juxtaposant lycées professionnels et CFA publics, de faire voisiner des apprentis sous statut de travail et des élèves sous statut scolaire dans des centres de formation à publics diversifiés.

Les professionnels s'efforcent d'informer les jeunes sur leur métier. L'UIMM ainsi que la Fédération des industries mécaniques ont lancé des opérations comme Plante métal ou Mécavenir avec les classes de troisième de collèges. Un certain nombre d'associations et d'organismes, où professionnels et enseignants discutent, se sont mis en place pour approfondir, d'un commun accord, les problèmes liés à la formation. L'Association Education-Formation-Entreprise est chargée de favoriser les liens entre l'école et l'usine. Le Haut Comité Education-Economie réunit des représentants des organisations professionnelles et des chambres consulaires ainsi que des membres de l'éducation nationale. Autre lieu de rencontre où s'élabore la formation professionnelle de demain : les CPC (commissions professionnelles consultatives) chargées d'élaborer les contenus des diplômes et de mettre à jour les contenus.

« Le vider se rétrécit : on trouve de moins en moins de jeunes au niveau V ou IV. Il se crée de ce fait une concurrence malsaine et ridicule entre lycées professionnels et entreprises pour leur formation », explique Christian Martin, vice-président du Haut Comité Education-Economie. Mais les impératifs de la réalité sont en train de faire taire les vieilles rivalités et de mettre à bas les dogmatismes.

Jean Menanteau

Liliane Delwasse

## Des bacheliers à l'usine

Les inconvénients des diplômes

« LES bacheliers de l'an 2000 ne pourront pas effectuer la même carrière que ceux des années 60. Nous passons en ce moment d'une éducation élitiste à une éducation de masse. Dans dix ans, les ouvriers seront bacheliers. » Pour Dominique de Calan, directeur adjoint de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), cette évolution vers plus de diplômés est inévitable. Une évolution qui n'a rien de scandaleux à condition que les jeunes se préparent à entrer dans la vie active soient dûment prévenus de cette réalité.

Certes, Dominique de Calan, chargé des questions de formation professionnelle, reconnaît que cette situation n'est pas sans poser problème en matière de gestion des ressources humaines. Notamment dans les industries métallurgiques devenues aujourd'hui de haute technicité, où les ouvriers qualifiés ont le titre d'opérateurs. « Nous avons une réflexion sur ce sujet. Parallèlement à un enrichissement horizontal des tâches et au développement de la polyvalence, nous devons faire évoluer la manière générale, dans les carrières techniques, de réfléchir en termes de statuts, de conventions collectives, de voir réaménager la barrière cadres-techniciens par exemple. »

« Et les nous n'en sommes pas là », s'indigne Jacques Dezeure, de la Fédération de la métallurgie CFDT. La tendance est effectivement de tirer le niveau de base vers le haut, souvent plus qu'il ne faut pour tenir le poste. Or c'est le poste qui définit la qualification. Et la classification induit la rémunération. D'où une démotivation fréquente des salariés. Et Jacques Dezeure d'avouer qu'il ne faut pas la surprise des syndicalistes de voir récemment apparaître dans le langage des employeurs ce qu'il appelle « une nouvelle race » de population jusqu'ici inconnue : les ouvriers diplômés ou qualifiés. Des ODNQ dont on dit que s'ils sont diplômés, ce n'est pas pour les métiers de la métallurgie.

Selon les branches, le problème posé – somme toute, être bachelier ou ouvrier – varie considérablement. « Il ne faut tout de même pas perdre de vue que la vocation du bac professionnel est le travail en production », rappelle à ce sujet Michel Feltier, délégué général de la Fédération de la plasturgie. « Pour ce qui nous concerne, nous sommes dans des nouveaux métiers qui feront appel à toujours plus de diplômés. Aujourd'hui, ceux-ci

n'éprouvent aucun sentiment de frustration même sous-jacent. Bien au contraire ! La raison ? En 1981, tous niveaux confondus, la branche « soif d'appel » de 234 diplômés, poursuit Michel Feltier, il n'était pratiquement pas de formation professionnelle. Nos entreprises ont donc fait évoluer leur personnel, qui a connu une promotion rapide et est employé à un niveau de compétence. Dans leur majorité, nos BTS ne sont-ils pas devenus cadres ? »

### Textile et pharmacie

A en croire Bernard Péjoux, responsable de l'Institut de formation de l'industrie pharmaceutique, la profession (100 000 personnes) est peu « interpellée » par le problème. « Même pour les postes de production, nous faisons appel à de la main d'œuvre et nous recrutons au niveau bac + 2. L'enrichissement des tâches a été continu, dans une industrie très mécanisée. Une conductrice de ligne, par exemple, est aussi une excellente observatrice, éprouve toute déboullance dans le processus. »

Situation bien évidemment tout autre dans les métiers traditionnels : « Pour l'heure, dans la négociation en cours sur les qualifications dans le textile et la chaussure, nous nous efforçons de privilégier notamment l'expérience acquise », dit Yvonne Delamotte, secrétaire de la Fédération HACUTEX (CFDT). « Nous avons un exemple récent, à Cholet, où des diplômés relativement élevés pour le secteur ont été recrutés à des jeunes pour entrer en contrat de qualification à 30 % du SMIC. Nous sommes toujours, malheureusement, dans des métiers à bas salaires, soumis à des gestes répétitifs, liés au rendement, toujours taylorisés. » Il n'empêche, que nous nous orientons, à tout le moins pour les nouvelles générations, vers plus de qualification, donc plus de diplôme.

Mais c'est dans le secteur tertiaire que la surenchère et l'exigence d'un haut niveau d'études dès le recrutement s'affirment de plus en plus. La corrélation entre le niveau requis et le poste offert n'est pas, et de loin, automatique. L'avancement par voie interne pouvant n'être que très théorique, des situations de blocage et de distorsion mal vécues par les salariés sont ainsi créées.

C'est le cas notamment à la Sécurité sociale où 40,4 % des 180 000 salariés travaillant dans quelque 400 organismes ont un niveau bac. « Les liquidateurs de dossiers, soit 90 000 personnes, sont embauchés au minimum à un niveau bac. Est-ce vraiment utile ? s'interroge Michel Weissgerber, secrétaire de la Fédération CFDT protection sociale-emploi. Beaucoup espèrent une promotion interne... Mais il y a peu d'élus. » Et de citer l'exemple d'un récent concours dans l'« institution » : « Pour 500 candidats, il y a eu 30 élus. » La CFDT, qui invoque « le blocage total des possibilités d'évolution de carrière », fait par ailleurs apparaître dans un document que 129 409 agents – soit 80,6 % de l'ensemble du personnel – étaient « au plein » de leur avancement au 31 décembre 1990.

On comprend mieux, dès lors, au regard de ces éléments, à quel point peut être rendue technique et difficile toute négociation sur les classifications et la valorisation des compétences. A ce sujet, c'est à la fin de ce mois de juin que l'observatoire de l'emploi de la Sécurité sociale devrait rendre public un répertoire des métiers très attendu.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements :  
46-62-72-67

### MASTÈRE SPECIALISE MANAGEMENT CONSEIL INGENIERIE

1<sup>er</sup> Mastère Spécialisé pour la formation de consultants de haut niveau spécialistes de l'une des disciplines suivantes :

Audit - Communication - Gestion des Ressources Humaines - Ingénierie - Marketing - Organisation - Production - Qualité - Recrutement - Technologie

Le Groupe ESC Nantes Atlantique a développé 3 autres Mastères Spécialisés :

- MRI : Mastère Spécialisé en Management de la Recherche et de l'Innovation
- MAHTI : Mastère Spécialisé en Management Hôtelierie Tourisme International
- MOS : Mastère Spécialisé en Management des Organisations de Sport

Mastères accrédités par la Conférence des Grandes Ecoles

Demande de dossiers de candidature :

Monsieur François SICAC

GROUPE ESC NANTES ATLANTIQUE

8, route de la Iroise - B.P. 72

44003 NANTES CEDEX 01

Tél. : 40 37 34 34 - Fax : 40 37 34 07 - Minitel : 3615ESCANT

### LE PLAISIR DE SORTIR

**Le Monde**

ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI

(NUMÉRO DATÉ JEUDI)



55-2000

## INITIATIVES

L'AVENIR OUVRIER

Le Monde • Mercredi 24 juin 1992 III

# Nouvelle organisation du travail

L'exemple de Pechiney à Dunkerque

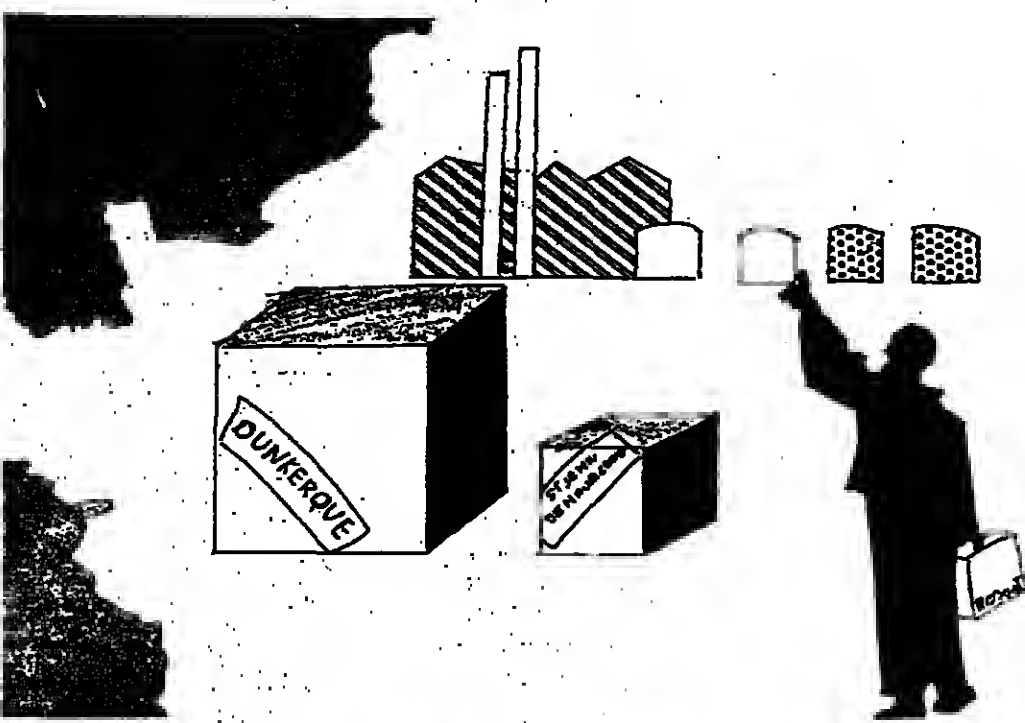
**SUR** le littoral de la mer du Nord, à quelques encablures de la centrale nucléaire de Gravelines, Pechiney vient d'inaugurer son dernier fleuron : l'usine d'Aluminium Dunkerque. La mise en route de ses 264 cages d'électrolyse, d'une puissance jusqu'ici jamais atteinte (300 000 ampères), constitue un double pari : industriellement, l'ouverture d'un tel site dans une région qui souffre tant de ne plus être ce qu'elle a été jadis, selon Jean Gandois, PDG de Pechiney, et Pierre Delaporte, son homologue d'EDF, qu'il est possible de « maintenir en Europe occidentale une industrie lourde dans des conditions tout à fait compétitives en matière économique et écologique ». L'enjeu est de taille : à terme, la moitié de l'aluminium français sortira de cette usine.

Sur le plan social, le défi n'est pas moins ambitieux. Même si chacun évite soigneusement de parler de « modèle », nul doute que Martine Aubry, à l'époque directrice générale adjointe de Pechiney, a expérimenté à Dunkerque le « changement de travail » que le ministre appelle aujourd'hui de son nom.

Ayant la chance de pouvoir créer ex nihilo une organisation nouvelle, les dirigeants de Pechiney ont, en effet, décidé d'abandonner le taylorisme en réduisant de manière drastique la ligne hiérarchique et, en qualifiant des ouvriers qui, au départ, n'avaient bien souvent aucun diplôme en poche.

Sur les six niveaux hiérarchiques traditionnels, trois seulement ont survécu : la direction, les chefs de section et trois cent dix-huit opérateurs répartis dans une cinquantaine d'équipes. En tout, cinq cent cinquante personnes. Les contremaîtres et les chefs de poste ayant disparu, les opérateurs ont suivi, avant même l'ouverture de l'usine, dix mois de formation, afin de décrocher un brevet ou un bac professionnel et d'être capables d'exercer « un métier complexe ».

Pechiney demande, en effet, à chaque ouvrier de savoir assurer la production, mais aussi la maintenance et la réparation de son équipement : une tâche que chacun remplissait durant deux mois à tour de rôle. Par ailleurs, pour parfaire l'acquisition du savoir et abaisser les décisions entre les différents métiers, chaque équipe devrait être, à plus ou moins longue échéance, capable de maîtriser les différentes phases de production de l'aluminium : la



fabrication des anodes, l'électrolyse et la fonderie.

Les cadres appartenaient-ils pour autant au passé ? Pas du tout. Le taux d'encadrement de l'usine est de 23 %, le même que dans les autres sites. Mais à la place de la maîtrise d'atelier, d'encadrement et de conseillers techniques, deux fonctions qui nécessitent d'être titulaire d'un BTS ou d'un DUT, les premiers gèrent deux ou trois équipes et s'occupent des ressources humaines, de l'équipement, du produit et de la qualité, alors que les seconds sont responsables du développement technique. Autant dire, les équipes ne sont donc pas isolées.

**Faveur et prudence des syndicats**

Après quelques mois de mise en route, les représentants syndicaux semblent favorables à la nouvelle organisation du travail, tout en restant prudents. Force ouvrière, majoritaire, constate que « le taylorisme a fait long feu » et que « le nom d'opérateur devrait s'estomper au

profit de celui de technicien ». Malgré le « stress » lié à l'accroissement des responsabilités qu'évoquent tous les syndicats, Force ouvrière reconnaît que « les salariés ne voudraient pas revenir à une organisation classique ». De son côté, la CGT, favorable à la nouvelle organisation, se félicite que « les agents de maîtrise aient perdu leur pouvoir », mais déplore que « certains cadres comprennent mal leur nouveau rôle », ce que réfute, bien entendu, la CGC, qui se demande pourquoi leur carrière se verrait proposer demain les superviseurs et les conseillers techniques.

Minimisant ces divergences, la direction préfère insister sur l'enjeu stratégique de sa démarche : à Dunkerque, où la moyenne d'âge n'est que de trente-deux ans, chaque agent produit 400 tonnes d'aluminium par an, soit 100 tonnes de plus que dans une usine récemment créée au Canada, et 200 tonnes de plus que dans l'usine de Saint-Jean-de-Maurienne.

Jean Gandois ne le nie pas : dans une organisation classique, investir pour diminuer les postes de travail devient extrêmement coûteux. La

seule solution est donc de changer d'organisation. Selon les calculs de la direction, « l'organisation du travail a apporté autant de gain de productivité que les investissements technologiques ». Les ouvriers recrutés localement sont loin d'être perdants : après les avoir formés, l'aluminium Dunkerque les a embauchés au coefficient 175 de la grille de la chimie (salaire de départ : 7 300 francs brut), un niveau que les opérateurs des autres usines n'atteignent qu'au moyen qu'au bout de dix-neuf ans d'ancienneté !

Avec ses ouvriers mieux payés, plus qualifiés, plus responsables, mais aussi plus jeunes et moins nombreux, l'aluminium Dunkerque symbolise l'évolution probable de l'industrie lourde occidentale. Mais si les dirigeants de Pechiney ont pris soin d'éviter tout risque d'exclusion en réalisant un effort massif de formation, rien ne dit qu'à l'avenir leurs homologues suivront ces beaux principes.

Frédéric Lemaître

## « Cap 2000 » en vue

Un premier bilan de l'accord dans la sidérurgie

**EN** décembre 1990, tous les syndicats de la sidérurgie – sauf la CGT – et la direction d'Usinor-Sacilor signaient un accord révolutionnaire qui allait devenir bientôt célèbre sous le nom de « Cap 2000 » (le Monde du 7 février 1991). Dix-huit mois plus tard, alors que la phase de lancement n'est pas achevée, un premier bilan positif peut être fait d'une expérience qui met en ébullition toute l'entreprise.

D'ores et déjà, selon un pointage fait par la direction et examiné par la commission paritaire d'application, 95 % des salariés sont concernés par un dispositif qui vise à lier l'emploi aux compétences et non au poste occupé, à garantir un parcours de carrière dès lors que des efforts de formation seront faits et, enfin, qui a pour objectif de définir les besoins futurs en métiers. La mise en place, très lourde, a nécessité que quatre-vingts personnes, dans l'ensemble du groupe, s'y consacrent à temps plein. Des accords particuliers, au nombre de treize, ont été signés pour s'adapter aux réalités locales d'établissement et vingt-deux autres sont en cours de négociation.

**Un pari en passe d'être tenu**

Des trois types d'actions prévues, l'évaluation des compétences requises pour tenir les emplois est le plus avancé, tandis que se déroulent, parallèlement, les entretiens professionnels individualisés et que l'évaluation des compétences acquises par les personnes commencent avec la fin de 1992. Cela permet déjà de tirer quelques enseignements, l'ensemble des métiers de la production étant identifiés et des emplois concrets. D'abord, que les méthodes d'analyse ne seraient être uniques, mais qu'elles sont toutes convergentes. Ensuite, que la dimension savoir-faire est « prégnante », bien plus que le diplôme, et que, à l'examen, il apparaît que les situations imaginées en formation générale, de type BTS ou DUT, « sont moins fortes qu'un ne le pensait », au moins urgentes. Autrement dit, des salariés peuvent avoir les capacités sans posséder toutes les connaissances du même niveau.

Enfin, on constate que, au-delà des opérateurs, il est plus difficile de cerner le contenu d'un métier, par nature plus complexe, parce que celui-ci fait appel à des qualités relationnelles, et qu'il y a de plus en plus d'interaction entre

l'individu et la façon de tenir le poste. Première conclusion d'ensemble : pour développer les compétences, « le tout-formation a du plomb dans l'aile ».

Pour l'évaluation des compétences acquises, on s'aperçoit aussi, avec le temps, que le dispositif pèse beaucoup sur les opérationnels et notamment sur les agents de maîtrise qui doivent mener les entretiens. Outre les diplômés et les capacités, il faut aussi savoir déterminer les performances, et ce n'est pas toujours le plus facile. Quant au parcours de carrière, qui faisait l'objet d'un engagement contractuel, les 1488 salariés classés au niveau I devant passer au niveau II au cours de la première année d'application, le résultat est quasiment atteint. En six mois, six cents avaient franchi cette étape, et mille deux cents l'ont maintenant fait, mais, note-t-on, « il faut se battre contre l'idée de l'automatisme », car il faut également que le travailleur progresse. Il n'empêche, l'augmentation moyenne de coefficient a été de 1,74 point au cours de l'année, quand l'accord prévoyait 1,5 point par an, et on évalue à 2 points supplémentaires la progression prévisible de la masse salariale, sur trois ans, du fait de l'accord.

Pour l'entreprise, le mécanisme, redoutable, repose sur un pari, celui d'être capable de faire évoluer l'organisation du travail au même rythme que les salariés s'adaptent à la nouvelle donne. Là aussi, les premiers éléments permettent de penser que les choses peuvent être gagnées. A deux conditions, toutefois. De comprendre que cela ne se décide pas du jour au lendemain, d'accepter de passer par une multiplicité d'initiatives locales ou d'établissements.

Outre le débat sur l'automatisme, l'information des salariés est d'autant plus nécessaire qu'ils ne comprennent pas toujours le rapport entre « Cap 2000 » et l'évolution de l'emploi. Il faut rassurer les agents de maîtrise inquiets de voir les opérateurs occuper certaines de leurs fonctions. Des issues professionnelles devront leur être ménagées. De même, cette aventure modifie les relations avec les organisations syndicales, avec lesquelles il faut discuter en passant de la négociation permanente à la concertation, autrement plus délicate. Mais il n'y a pas partout les syndicalistes qu'il faudrait et, admet la direction, « sommes-nous toujours prêts à avancer ? ».

A. Le.

## Entre ambition et frustration

**ILS** ont, pour la plupart, entre vingt-cinq et vingt-huit ans. Ils ont le bac ou le niveau bac. Une grosse société d'encadrement a pris naissance le parti de les embaucher en grand nombre dans l'unité de production qu'elle venait de créer (1). Et, au bout de deux à trois ans d'expérience, ces jeunes ont beaucoup à dire... Leur usine, il faut le souligner, n'est pas n'importe laquelle : elle se vante d'être de l'an 2 000. Il y règne une très haute technicité et l'on y applique les principes de la gestion participative.

Quelles que soient les difficultés du personnel de direction et d'encadrement à s'imprégner de ces méthodes novatrices, la « communication » a conquis ici une place considérable. Un mot revient comme un leitmotiv dans les témoignages des jeunes opérateurs : « On peut vraiment discuter ». Et, eux, cela tombe bien, ils ont justement envie de discuter. Sollicités de donner leur avis, ils ont surpris tout le monde par l'abandon de la franchise sans détour de leurs interventions. Toute une gamme de réunions (d'équipe, de service, de groupes, de progrès, d'amélioration de la qualité, sans compter les réunions de débriefing) leur donnent l'occasion de dire leurs idées, leurs critiques, leurs demandes. Et ils ne se font pas faute d'en profiter.

De la réunion au cours de laquelle le directeur de l'usine leur donne, une fois l'an, des informations sur la société dont ils font partie, Michel, qui a passé un bac classique et fait deux mois de fax, dit, avec un petit sourire : « A vrai dire, c'est surtout de la propagande ; nous le voyons bien... Les gens de notre niveau ne s'y laisseraient pas prendre ! » C'est dit sans forfanterie. Lui et ses camarades ne se croient pas sortis de la cuisse de Jupiter parce qu'ils

ont le bac, mais venant, pour la plupart, de milieux modestes, ils ne font pas partie de ceux qui contestent l'effort actuel de diffusion de ce diplôme. Ils apprécient même unanimement de ne pas avoir été obligés d'arrêter leurs études aussi prématurément que leurs parents. « C'est un bien d'avoir le bac. Même si on se retrouve à « faire l'ouvrier », l'école apporte une ouverture d'esprit, une capacité de s'intéresser à toutes sortes de choses... »

**Elargir leur univers**

Ils veulent comprendre le travail qu'ils font : « Certains d'entre nous tiennent des centaines de produits sans savoir à quoi ils servent et comment ils fonctionnent ». Quand on a préparé un bac de technicien F3 après un BEP, « pour nous, c'est insupportable ! » Ils admettent que donner des explications à ce sujet représenterait un effort assez coûteux pour l'entreprise. Mais « cette dépense ne serait-elle pas compensée par un supplément de motivation ? Il faudrait pouvoir essayer. Si l'un veut que les gens soient bien dans leur tête, ajoutent-ils, il faut leur donner de la formation, toujours de la formation. » On leur en donne, mais ils la jugent trop étroitement liée à la réalisation d'une tâche, trop utilitaire. Ils voudraient aussi élargir leur univers et ils plaient d'impatience. Beaucoup suivent des cours à l'extérieur.

Ils admettent de « faire un travail d'ouvrier pendant deux ou trois ans », ils s'y plient avec intelligence, efficacité, mais ils attendent des responsables de l'entreprise qu'ils se préoccupent de leur avenir des perspectives. « La hiérarchie est trop lourde, ont-ils longtemps répété.

Avec un peu de formation complémentaire, nous ferions notre travail sans l'aide de personne et l'on pourrait supprimer des échelons qui coûtent cher. » Ils n'avaient pas tort de le dire. A la suite de l'arrivée d'un nouveau directeur des ressources humaines (DRH), on leur a transféré de nombreuses responsabilités en matière de maintenance, de contrôle de la qualité, et même d'organisation du travail ; et les effectifs de techniciens et d'agents de maîtrise ont été réduits de moitié. Mais tous ne bénéficient pas de cet élargissement des responsabilités.

La défection faite parmi eux par l'encadrement ne peut être acceptée que si elle apparaît clairement justifiée. « Il faut absolument jouer la franchise », souligne le DRH. Les lois de la compétition n'en sont pas moins rudes : « C'est la jungle », dit Thierry, qui est passé par un bac général, parce que pour chaque place, il y a immédiatement vingt candidats. Mais, en même temps, c'est autre chose que la jungle, parce que nous avons tous le même âge, un peu la même mentalité. »

**Le « zéro défaut » réclamé aux chefs**

Surprise : ils se décrivent comme « très partageurs » ; ce n'est pas une question de politique... simplement, nous nous serrons les coudes. « Si nous n'avions pas cet esprit, juge Francis, ce serait l'enfer, tous au même niveau... et à nous entre-déchirer pour un petit bout de place au soleil ! » L'encadrement et la direction peuvent constater avec satisfaction que le management participatif répond manifestement aux aspirations des jeunes et qu'il en résulte une qualité et des rendements très élevés. Mais la bande d'ouvriers

bacheliers ne leur laisse pas de répit : « Ils trouvent que la communication pourrait fonctionner mieux, que la transparence n'est que partielle, que les équipes d'études ne règlent pas assez vite les problèmes techniques et ne travaillent pas assez en liaison avec eux, que la hiérarchie reste trop lourde... » Elle est forcée d'admettre qu'« ils ont raison » : très impliqués dans ce qu'ils font, ils réclament le « zéro défaut » de la part de ceux qui les dirigent !

« A priori, conclut le DRH, je pensais que mettre des bacheliers à l'usine était une idée aberrante. Maintenant, malgré les difficultés que nous rencontrons, mon point de vue s'est largement modifié. Le « zéro défaut » est certes une erreur. Il faut également, dans les ateliers, des jeunes avec des CAP et des BEP. Mais la présence d'un bon nombre de bacheliers, avec leur curiosité d'esprit, leurs capacités d'analyse, leur mobilité intellectuelle, représente un apport considérable. Du moins, si (et seulement si) les responsables des entreprises sont capables d'inventer et de pratiquer un management adapté aux possibilités et aux exigences de ces jeunes. »

Marie-Claude Betheder

(1) Le contexte est présenté plus en détail dans un article paru dans le Monde de l'éducation, numéro de mai 1992, sous le titre « Bacheliers et ouvriers ». Précisons que l'entreprise concernée est désormais entre les mains d'un groupe étranger ; les conditions de travail y ont changé. Mais si l'expérience a tourné court, ses enseignements restent parfaitement actuels.

UNIVERSITE RENE DESCARTES  
PARIS V - SORBONNE



**MAGISTERE**  
Sciences sociales appliquées  
aux relations interculturelles

Responsable : Dominique DESJEU, Professeur d'anthropologie sociale et culturelle.

Une formation professionnelle par la recherche.

Trois domaines d'expertise :

- Organisations, ressources humaines et communication d'entreprise
- Marketing national et international
- Projets de développement et de coopération, migrations et rapports interculturels

Une double formation, sur trois ans :

Diplômes nationaux : licence, maîtrise, DEA de sociologie  
Magistère : formation pratique et professionnelle incluant des stages obligatoires.

Promotions de 15 à 20 étudiants.  
Tutorat par petits groupes.

Frais de scolarité : 4 500 F par an, en plus des droits universitaires.

Recrutement : BAC + 2 pour la 1ère année, BAC + 3 pour la 2ème année. Date limite de retour des dossiers : 7 septembre 92.

Demande d'informations :

Magistère - UFR de sciences sociales - Université René Descartes - Paris V - 12, rue Cujas - 75230 Paris Cedex 05



## ÉVOLUTION

## Le contrôle de gestion en Europe

Un sondage Bossard - « le Monde »

Il n'y a pas, dans les entreprises, un contrôle de gestion qui soit européen, mais plutôt deux modèles, l'un anglo-saxon, l'autre allemand, qui représentent les extrêmes. Au milieu, attirés par l'un ou par l'autre, ou mélangeant les apports, se trouveraient les pratiques développées en France, en Italie ou en Espagne.

Tel est, grossièrement résumé, l'enseignement essentiel de l'enquête réalisée (1) par l'IFOP auprès de 630 chefs d'entreprise de cinq pays d'Europe (Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie et Espagne) pour le compte de Bossard Consultants, auquel le Monde s'est associé pour co-publier les résultats. Cette « découverte » est à la fois une surprise et une confirmation. Elle prouve que les techniques de contrôle de gestion correspondent à des habitudes nationales certes et à l'évolution, et qu'elles coïncident ainsi avec les caractéristiques économiques ou de production. Elle démontre une fois de plus, après Michel Albert dans son ouvrage *Capitalisme contre capitalisme*, et Philippe d'Iribarne dans *Le Chantage paradoxal et la Logique de l'honneur*, que deux orientations opposées s'affrontent, l'une, individuelle, basée sur le court terme et le profit financier immédiat; l'autre plus collective, soucieuse de consensus et qui privilégie le long terme.

Mais, ainsi que le notent Christian Megret et Christian Levi, directeurs du département Finance et gestion de Bossard Consultants, on peut s'interroger sur le sens futur des évolutions. Considérée comme « plus moderne », et surtout davantage répandue dans le monde entier, la conception anglo-saxonne devrait à terme l'emporter. Déjà, les normes européennes, et le nouveau plan comptable tel qu'il s'applique désormais en France, sont largement d'inspiration anglo-saxonne. Même les Allemands, qui ne voudront pas prendre du retard,

devront se conformer à ces méthodes et ils manifestent déjà leur désir d'améliorer leurs outils comme leurs systèmes de gestion. Quoi qu'il en soit, et on le voit bien au travers des indices de satisfaction à l'égard des différents éléments du contrôle de gestion tel qu'ils le pratiquent aujourd'hui, que les dirigeants font preuve de pesanteurs nationales, une fois dégagées les tendances générales. Certes, globalement, ils sont satisfaits de leurs outils à 71 %, mais la Grande-Bretagne l'est beaucoup plus (81 %), et la France infiniment moins (11 %).

## La France, bonne dernière

La ventilation par critères s'avère même édifiante. Dans quatre domaines où ils se placent en tête, les Britanniques sont particulièrement contents de leurs résultats : sur le contrôle des frais de personnel, de la trésorerie, des frais généraux et des achats. Les Italiens se détachent dans deux cas et mettent l'accent sur les motifs de satisfaction que représente pour eux le contrôle des coûts de production et de la recherche-développement. Les Allemands osent se reconnaître qu'un secteur d'excellence, celui du contrôle sur l'efficacité commerciale, et s'avouent bons derniers ex aequo avec la France pour le contrôle des coûts de production ou les achats.

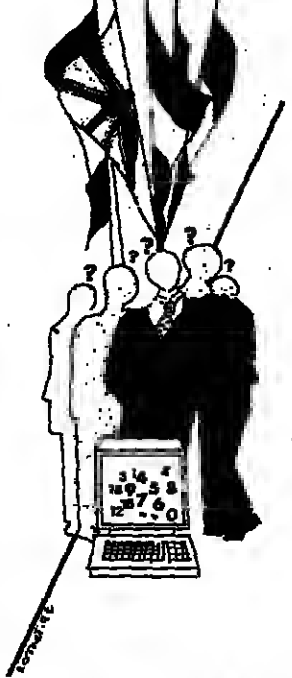
Quant à la France, les réponses de ses chefs d'entreprise lui assignent la dernière position dans tous les cas de figure, notamment devantage répandue dans le monde entier, la conception anglo-saxonne devrait à terme l'emporter. Déjà, les normes européennes, et le nouveau plan comptable tel qu'il s'applique désormais en France, sont largement d'inspiration anglo-saxonne. Même les Allemands, qui ne voudront pas prendre du retard,

tion ». La culture des chiffres n'y est pas très développée et les dépenses s'éparpillent encore à utiliser la micro-informatique. Il s'empêche que, quand ils s'expriment, ils manifestent une forte réserve sur les moyens dont ils disposent pour porter une appréciation : 25 % sont « assez » mécontents du contrôle sur les frais généraux et 30 % sur l'efficacité commerciale.

Au-delà, réduit le plus souvent à une confrontation entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, le débat est passionnant. D'entrée, la divergence se lit en effet à propos de l'organisation du contrôle de gestion qui, en moyenne, est à 72 % distincte de la comptabilité mais l'est beaucoup plus en France ou en Allemagne (81 %) et o'existait que très peu en Grande-Bretagne (47 %). Elle se poursuit ensuite, les Allemands préférant que ce contrôle soit centralisé (72 %) tandis que les Britanniques l'exercent à plusieurs niveaux, finalement regroupés (62 %). Comme les uns et les autres (75 % en moyenne) ont développé des centres de profit indépendants de la structure juridique, seuls les Britanniques trouvent leurs méthodes très bien (48 %) ou assez adaptées (49 %), et les Allemands sont les plus critiques (24 % de mécontents).

Massivement, la stratégie de l'entreprise est jugée cohérente avec son organisation générale, de l'Espagne (96 %) à la France (89 %), l'écart le plus grand se retrouvant encore entre ces deux pays sur le point de savoir si la stratégie financière fait partie intégrante de la planification budgétaire (96 % et 83 % respectivement). En revanche, la distinction entre l'Allemagne (64 %) et la Grande-Bretagne (97 %) est la plus manifeste, quand il s'agit d'intégrer les prévisions de trésorerie dans la planification budgétaire, preuve supplémentaire de priorités opposées.

C'est logiquement en Grande-Bretagne qu'on reconnaît le plus que le contrôleur de gestion joue un rôle important de conseil auprès des dirigeants (98 %) ou que la rémunération des managers est liée aux résultats individuels de gestion (83 %, contre 51 %, au plus bas, en Italie). A l'inverse, c'est en Allemagne que l'on porte le plus d'at-



tention à ce que les systèmes de gestion comportent des éléments de qualité extra-comptables (à 92 %, contre 76 % pour la France, au plus bas). Si tous les pays sont cooconçus que les applications informatiques doivent être - et sont - adaptées aux besoins du contrôle de gestion, les Français, avec 77 % d'opinions positives, en sont les moins persuadés.

Au chapitre des améliorations « prioritaires » à apporter, les différences varient également selon les pays. La coordination avec les systèmes de responsabilisation des managers, souhaitée à 70 % en moyenne, l'est le plus fortement en Espagne (81 %), et le moins en Allemagne ou en France (60 % et 61 %, respectivement). La coordination avec le suivi de la stratégie se signale d'abord comme un objectif initial (78 %) et peu allémand (48 %), l'un recherchant ce que l'autre a déjà. De même pour le lien entre la planification et le processus budgétaire, réclamé à 69 % en Espagne et à 38 % seulement en Allemagne. Les Français

se distinguent quand ils demandent, à 67 %, des tableaux de bord plus compréhensibles, que les Allemands (17 %) n'ont plus à réclamer. L'Italie, la plus tentée par le modèle anglo-saxon, veut (62 %) rapprocher le contrôle de gestion de la comptabilité; ce à quoi résiste l'Allemagne (28 %, contre une moyenne de 45 %). La France et l'Italie éprouvent la nécessité de rendre les documents plus accessibles à un grand nombre de collaborateurs (54 % et 55 %), préoccupation dépassée pour l'Allemagne (19 %) ou pas encore sensible pour l'Espagne (17 %). Si l'Italie veut, plus que d'autres, se convertir aux modes de rémunération des managers en rapport avec le contrôle de gestion (42 %), l'Allemagne et l'Espagne, avec 23 % chacune, demeurent rétives.

L'accent, en Italie et en Espagne, sera mis sur l'organisation générale de l'entreprise, tout comme en France où on ajoute les besoins en formation des managers opérationnels à la gestion ou la modernisation des règles de gestion. Perfectionniste, la Grande-Bretagne entend s'intéresser davantage encore à l'organisation interne des fonctions de finance et de gestion, ainsi qu'au profil et à la formation des gestionnaires. Plus que les autres, l'Allemagne portera son effort sur les outils et les systèmes de gestion.

## Les changements accomplis

Et les hommes, dans tout cela? Fidèle à son système de castes, la France privilégie les contrôleurs qui sont des professionnels ayant toujours fait de la gestion (67 %, contre 72 % en Espagne, à l'autre extrême). La Grande-Bretagne et l'Allemagne admettent l'une et l'autre une bonne dose (37 % et 36 %) de professionnels de la gestion qui ont eu auparavant des responsabilités opérationnelles. L'Italie aime encore les opérationnels, ou spécialistes de la gestion (23 %), que l'Allemagne boode (7 %). Mais à l'avenir des correctifs seront apportés par les dirigeants d'entreprise. Les Espagnols pensent, à 64 %, faire appel à d'anciens opérationnels, tandis que les Français réqui-

libreront les origines professionnelles, jusqu'à admettre, à 14 %, et plus que d'autres, que de non-spécialistes pourraient faire l'affaire. Au nom du sérieux, les Italiens, à 48 %, penchent pour des professionnels ayant toujours fait de la gestion; une solution qui n'a pas la faveur des Espagnols (30 %).

Des changements, il y en a eu, puisque, au cours des trois dernières années, 42 % des questionnés disent avoir conduit des modifications très importantes, et 30 % d'assez importantes. Mais ce sont les Britanniques, avec 57 %, qui en ont connu le plus, et qui se préparent, à 62 %, à en mener de nouvelles dans les prochaines années. Le plus souvent, ces changements ont porté sur l'organisation de la gestion en Espagne, sur les outils et les règles de gestion en Allemagne, et avaient pour origine la structure de l'entreprise (Espagne), le changement de dirigeant (Italie), l'introduction d'un nouveau système informatique ou la nécessité d'un système plus performant (Allemagne). En France, les événements n'auraient été tout à fait différents et ce se présente-t-ils pas de la même façon, 20 % des dirigeants, contre 4 % en Grande-Bretagne, à l'extrême opposé, estiment qu'ils n'ont pas eu à subir des bouleversements récents, et encore 29 % croient pareillement qu'ils en vivront pas dans un proche avenir.

Ce qui reviendrait à dire que, s'il y a deux modèles en Europe, il y a aussi une variante bien française des caractéristiques ne sont pas forcément des plus rassurantes quant à sa lucidité ou sa capacité à s'adapter. Est-ce un hasard? Les dirigeants des entreprises françaises sont, de tous, les moins enclins à penser que le contrôle de gestion est un moyen de faire pression sur les objectifs.

A. Le.

## Regain d'optimisme

Pour les six mois à venir, les chefs d'entreprise interrogés pour le baromètre Bossard-le Monde se montrent optimistes quant à la situation économique dans chacun de leurs pays. En moyenne, ils se retrouvent à 55 % à déclarer leur confiance, mais c'est en Allemagne (65 %), puis en Grande-Bretagne (58 %), que l'on manifeste le plus d'assurance. La France se situe dans une position moyenne (53 %). A l'inverse, l'Italie et surtout l'Espagne, avec, respectivement, 52 % et 53 % de réponses pessimistes, font part de leurs préoccupations.

Dans le durée, puisque les dirigeants d'entreprise réalisant un chiffre d'affaires de plus de 20 millions d'euros sont régulièrement soumis aux mêmes questions depuis octobre 1989, on constate cependant une baisse des opinions positives, fléchissant en octobre 1990, malgré une légère reprise en mai 1992. Au plus haut, au début, le moyenne des optimistes était de 82 %. Elle dégringola à 54 % en octobre 1990, puis à 50 % en novembre 1991.

## Euphorie espagnole

Selon les pays, les évolutions différentes peuvent s'interpréter au regard des situations internes. Ainei, en France, avec 64 % de pessimistes, la plus mauvaise appréciation de la conjoncture culmine en novembre 1991, quand la morosité se répandait sous le gouvernement Cresson. Un retournement est intervenu depuis, avec l'arrivée de Pierre Bérégovoy à Matignon. En Allemagne, les opinions optimistes décroissent en mars 1991, mais les pessimistes, en progression lente, restent en nombre plus faibles qu'ailleurs. Il faut sans doute y voir la conséquence des difficultés provoquées par la réunification.

Jusqu'en mars 1991, les Britanniques étaient les moins confiants et les plus soucieux de l'avenir. Après une accalmie, le camp des pessimistes

grossit à nouveau en mai 1992 (58 %). Ce qui revient à dire que, après l'essoufflement du gouvernement Thatcher, le premier ministre John Major e d'abord profité d'une embellie, aujourd'hui en partie retombée. En Italie, le climat ne cesse de varier, avec des hauts et des bas. En Espagne, où les pessimistes étaient plus nombreux que les optimistes jusqu'en mars 1991, l'euphorie, relative, était à son comble en novembre 1991 (44 % de réponses positives), avant une petite rechute en mai 1992 (41 %).

Bien entendu, ces jugements peuvent être corrélés avec la perception qu'ont les chefs d'entreprise de la capacité, vraie ou supposée, manifestée par leurs gouvernements respectifs pour défendre leurs intérêts face aux institutions européennes. En moyenne, 63 % font confiance, les Allemands se croyant les mieux défendus (83 %), suivis des Britanniques (74 %), des Espagnols (65 %), puis des Français (52 %). Les Italiens manifestent leur scepticisme en même temps qu'ils soulignent la crise de l'Etat: ils sont 61 % à ne pas avoir confiance en leur gouvernement.

Dans la durée, l'évolution des opinions est moins sensible. La confiance, qui s'effritait légèrement, bénéficie d'un regain en mai 1992. La manque de confiance, lui, n'a guère varié. L'Allemagne e toujours été la plus sûre de son gouvernement, même lors d'une baisse en novembre 1991. La Grande-Bretagne doute de moins en moins, à partir de mars 1991. Continuellement en tête pour la méfiance, l'Italie enregistre un léger mieux en mai 1992. L'Espagne se sent plus rassurée depuis mars 1991, mais c'est la France qui connaît les mouvements les plus heurtés. En chute en novembre 1991 (35 %), la confiance était de 74 % en octobre 1989, de 69 % en octobre 1990, et retrouve à peine, en mai 1992, son niveau de mars 1990 (64 %).

A. Le.

## FORMATION

## Carrefour-les Pins

Au service de l'efficacité

Il y a des termes réflexes. Si l'on dit rayons, cela veut dire pleins et rangés. Pyramide inversée: c'est le client qui paie. Etiquette-prix: au bon prix, tant qu'à faire... Quinze stagiaires de l'Institut Marcel-Fournier écoutent ainsi la «bonne parole» délivrée par Pierre Pelleg, directeur d'un magasin Carrefour.

Dans l'amphithéâtre de ce «centre de management» créé en octobre 1987 et installé à Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) afin de développer la formation des cadres et de permettre de «pérenniser la culture Carrefour», on pose au moins bien en évidence l'adage: «La pérennité, l'indépendance et la croissance régulière de Carrefour sont fondées sur les hommes».

Tout y a été conçu pour favoriser la détente, le travail, l'échange, «l'air du stress quotidien». Le bâtiment circulaire abrite un vaste patio de forme octogonale équipé de tables de ping-pong. La grande terrasse domine 3 hectares de végétation sauvage. A deux pas, la piscine et le terrain de volley-ball. A l'intérieur, les cloisons sont largement ajourées et d'immenses baies vitrées ouvrent chacune des salles sur la pinède, avec, au loin, la mer.

## Transmission du savoir

«Il est important que les stagiaires vivent ici dans des conditions qui concrétisent nos objectifs de formation», précise Jean-Pierre Trébuq, directeur de l'Institut. Susciter l'ouverture sur le monde extérieur, favoriser l'échange d'expériences, les changements de comportement... L'architecture du centre de management est pensée, elle

aussi, délivrer le message Carrefour. Jusqu'à la cafétéria, baptisée «Chez nous, chez vous», organisée afin que chacun conçoive et prépare son propre repas. Ici aussi la participation doit être «créditive».

Le pari était pas évident. Dans la seconde moitié des années 80, le directeur de Carrefour décide de réfléchir à son système de formation. Deux axes le définissent alors: le recours à des consultants extérieurs et la «formation progressive» dispensée dans chacun des magasins à partir des niveaux hiérarchiques. Plusieurs facteurs ont contribué à la volonté d'enrichir ce système: l'augmentation du nombre de magasins - 110 dans l'Hexagone - un marché de plus en plus concurrentiel, et le besoin de mieux diffuser les axes stratégiques de l'entreprise. Dès 1987, l'Institut devient la pièce maîtresse de cette reorganisation. Problème: comment toucher les 40 000 personnes employées en France par l'entreprise?

Le principe retenu est celui du «savoir-faire, faire savoir». En somme, il s'agit de démultiplier dans les magasins, «sur le terrain», la transmission du savoir et des méthodes de management présentées centralement à l'Institut. Le centre de formation n'est ainsi ouvert qu'aux cadres du haut de l'échelle, soit les huit cent cinquante chefs de secteur, les cent cinquante directeurs de magasin et de services et les dix-huit directeurs régionaux. L'Institut possède seulement treize permanents, dont cinq responsables de formation, souvent des chefs de secteur, et un directeur, lui-même ancien responsable de magasin. «Les responsables de formation savent de quoi ils parlent», résume Jean-Pierre Tré-

bucq. Ils ont été à la place et aux fonctions des stagiaires qu'ils forment. Cette petite structure est pourtant suffisante, grâce à une originalité: les stages sont organisés avec des stagiaires et des animateurs, souvent d'anciens stagiaires qui font part de leur expérience, voire des directeurs de magasin. En outre, un «garant», différent à chaque stage, participe aux séances: représentant de la direction du groupe, il rend plus crédible, par sa seule présence, l'importance de la formation et «fait passer les messages forts de la culture de Carrefour», précise Jean-Pierre Trébuq.

## Adaptation des stratégies

Une trentaine de thèmes sont ainsi abordés au cours de stages qui durent de deux à trois jours. Pour les jeunes chefs de secteur, plusieurs formules dites d'«accueil» leur permettent d'approfondir leurs fonctions. Exemple: pendant une heure, Pierre Pelleg expose à une quinzaine de stagiaires, nouveaux chefs de secteur, sa façon de concevoir la bonne marche d'un magasin. Détaillant les «valeurs de base comportementales» qu'il attend de ses propres chefs de secteur, il résume: «Il faut po-ti-er. Le directeur n'est pas là pour remonter tous les matras le moral des troupes; c'est à chacun de faire preuve d'énergie et de motivation». Pour l'organisation: «J'ai un agenda de poche, annonce Pierre Pelleg. En début d'année, j'en offre un à tous mes cadres; ils doivent y écrire au crayon». Proximité, cadre de vie: «Enlever-moi des bureaux ces collections de cartes postales de

toute l'Europe, ça n'a aucun sens», lâche-t-il. La salle reste silencieuse, attentive, certains prennent des notes.

L'orateur poursuit, détaillant au début de la séance de formation, les enjeux de la réussite. A côté de lui, no tableau présente, en quelques questions, le contenu de la séance de présentation: «Qui suis-je? Chez Carrefour depuis? Chef de secteur depuis? Mes premiers actes? Mes attentes? Celles de mon directeur?» Après deux jours de formation, les jeunes chefs de secteur retourneront dans leurs magasins. Ils deviendront à leur tour les formateurs de leurs chefs de rayon. L'Institut met alors à leur disposition des modules pour les aider dans cette «transmission du savoir-faire Carrefour».

Ces quelques jours de formation permettent aux jeunes cadres de renouer avec la culture de Carrefour et d'être ensuite des vecteurs de sa diffusion dans chacun des magasins», résume Jean-Pierre Trébuq. Méthode de management pour les chefs de secteur, stratégie et politique de l'entreprise pour les directeurs - avec, par exemple, un stage consacré aux moyens de «développer l'agressivité concurrentielle». - L'Institut joue également un rôle important dans l'adaptation des stratégies du groupe. Le marché évolue-t-il? Des stages permettent d'agir rapidement sur l'encadrement et de diffuser rapidement les nouvelles orientations. Le récent rachat d'Eurocash en est un bon exemple. Un mois après l'acquisition de la nouvelle enseigne, tous les anciens dirigeants des magasins Eurocash, ainsi que l'équipe du siège, ont été réunis à l'Institut afin de suivre un séminaire sur la stratégie de leur nouveau groupe.

Olivier Plot



TRIBUNE

## Emploi : rompre avec le fatalisme

par Ulysse

L n'est point besoin de sondages pour savoir que l'emploi est la préoccupation première des Français. C'est aussi un souci majeur des entreprises, grandes et petites. Objet d'inquiétude, la menace du chômage ou du licenciement hante les esprits des salariés et culpabilise les chefs d'entreprise.

Pourtant les Français donnent l'impression de s'être résignés, comme si le seul objectif réaliste était de ne pas dépasser le cap de 3 millions de chômeurs. Accablé à la défensive, notre pays semble avoir définitivement abandonné l'idée d'un retour au plein emploi. Pour une majorité de nos concitoyens, le chômage est en passe d'être banalisé.

L'époque n'est toutefois pas si lointaine où les économistes expliquaient, théories keynésiennes ou libérales à l'appui, les chemins et les conditions conduisant au seul chômage frictionnel, à savoir quelques centaines de milliers de chômeurs de courte durée. Quelle distance parcourue en une quinzaine d'années ! Sommes-nous donc définitivement condamnés au chômage ?

Pour répondre à cette question, il faut tout d'abord examiner en quoi l'évolution de la macroéconomie et les changements d'attitude de nos concitoyens ont modifié les données de l'emploi, et rendu plus difficile l'adaptation de l'offre et de la demande de travail.

Le niveau de l'offre de travail paraît tout d'abord de moins en moins maîtrisable. En effet, la mondialisation croissante de l'économie, les contraintes du SME et demain de l'accord de Maastricht, empêchent définitivement toute action autonome sur la croissance, qu'il s'agisse de politique monétaire ou budgétaire (cf. les résultats de l'expérience socialiste de 1982-1984).

Par ailleurs, la concurrence accrue oblige les entreprises à des progrès constants de productivité. C'est ainsi qu'en 1991, 2 % de croissance, il n'y a pas de création nette d'emplois.

La demande de travail a pour sa part fortement évolué et présente des caractéristiques différentes de celles des années 60. Le taux d'activité des femmes est l'un des plus élevés d'Europe, à l'exception des pays nordiques. De plus, le pourcentage de femmes actives travaillant à temps partiel est l'un des plus faibles d'Europe (23,5 %). Qualitativement, le niveau d'éducation s'est considérablement élevé, mais toujours au détriment de l'enseignement technologique. Une autre caractéristique : nombreux revenus de substitution : UNEDIC, stages de formation, RMI, etc. à progressivement modifié l'attitude de certains, face à l'emploi.

L'ensemble de ces données explique pourquoi il est difficile de revenir au plein emploi. D'une part, l'offre est insuffisante, d'autre part, la demande continue à augmenter et, de plus, elle n'est pas toujours fluide : un nombre croissant de personnes s'habituent au non-travail assisté ou au travail au noir.

S'il n'y a pas de solutions miracles (cela se saurait...), il n'y a pas non plus de fatalisme. Le problème est de savoir si la collectivité est prête à accepter encore longtemps une telle situation. Cela n'est pas impossible : égoïsme, repli sur soi, défense des avantages acquis peuvent encourager le statu quo. Les retraités (le revenu moyen des retraités est maintenant supérieur au revenu moyen des actifs), les actifs futurs retraités, les syndicats, bref l'ensemble du système, ne souhaitent pas forcément une remise en cause des intérêts en jeu. Mais quelle impuissance, quel gâchis économique, quels risques de déstabilisation sociale !

BIEN que de nombreuses suppressions d'emplois soient encore prévisibles dans l'industrie et les services (c'est le cas notamment dans l'automobile, la sidérurgie, l'électronique, les banques...), améliorer progressivement la situation de l'emploi est possible, à condition que cela résulte d'un choix volontaire de la société dans son ensemble. Cela suppose l'idée de partage et de solidarité, ce qui ne signifie nullement le développement d'une société assistée. Cela dépend du choix d'un modèle de développement que la France cherche actuellement à définir.

Le premier partage concerne le travail : il faut accepter encore pour longtemps le développement des préretraites à temps plein ou à temps partiel, quitte à les rémunérer un peu moins, et à faire davantage supporter l'effort par les entreprises qui profitent du turn-over. C'est la condition pour permettre l'entrée des jeunes dans le monde du travail. Réduire les préretraites, repousser les durées de cotisations pour les retraités sous prétexte de maintenir leur niveau ou ne pas accroître la charge des actifs, ce n'est pas chercher à développer le temps partiel, c'est sacrifier les jeunes générations, les marginaliser et créer une situation explosive à terme. Il est démagogique de faire croire au malheur des préretraités ou à la perte de mémoire dans l'entreprise, alors que les métiers évoluent de plus en plus vite.

Le second partage est celui des revenus au nom de l'emploi. Il suppose des limitations de la croissance du pouvoir d'achat des actifs et la diminution relative du niveau des retraites. C'est le prix de la solidarité entre générations, entre actifs et non-actifs.

Le troisième partage passe par une redistribution des rôles et une nouvelle collaboration entre l'éducation nationale et le monde productif. L'alternance à la française suppose un nouveau partage de la responsabilité de formation professionnelle des jeunes. C'est la condition de leur insertion sociale. Quelles que soient les déclarations, nous en sommes encore très loin.

La recherche à tout prix de la productivité pour tous les secteurs de l'économie conduit inexorablement à une société dualiste : d'un côté des salariés qualifiés et bien payés, de l'autre, de plus en plus d'exclus de la croissance, condamnés à l'assistance. Et qu'importe si les prélèvements sociaux augmentent, si c'est le prix à payer pour occuper un bon emploi.

UN autre modèle de développement est toutefois possible. Il reconnaît l'existence d'une économie dualiste : l'une exposée directement à la concurrence internationale et qui doit à l'évidence réduire les emplois à niveau de production égal, l'autre plus ébriée, plus domestique : distribution, transports, services publics ou privés. Pour les secteurs de cette seconde économie, il n'est pas question de se soustraire aux impératifs de productivité et de l'obligation de réduire les tâches inutiles ou bureaucratiques. Mais l'objectif ne doit pas être en priorité la réduction du prix de revient. Il doit être la satisfaction du client. Il faut offrir dans les magasins, le métro, les parcs ou les garages, un meilleur service au client, un peu comme au Japon. Qu'importe si le coût de ces services est plus élevé, si le citoyen est plus satisfait et si le nombre de chômeurs assistés, qu'il faut bien rémunérer par ailleurs, diminue.

Et qu'on ne dise pas qu'il s'agit de laxisme, puisque ces emplois ne sont pas financés par des déficits publics. Il s'agit bien d'un modèle de croissance sociale, qui refuse la seule recherche de l'enrichissement individuel, et qui vise l'optimisme collectif.

Il convient donc de ne plus considérer essentiellement l'emploi et le chômage comme le résultat d'équilibres ou de politiques économiques. Les solutions aux problèmes de l'emploi passent aussi par des décisions de nature sociale qui dépassent les partis politiques ou les entreprises. C'est à la collectivité de décider. Aux politiques d'organiser le débat.

Ulysse est le pseudonyme d'un collectif de directeurs de ressources humaines de grandes entreprises industrielles et de services.

LIBRAIRIE

### Capital compétence dans l'entreprise

par Sandra Michel et Michel Leduc.

ESF Editeur, 227 pages, 150 F.

■ Les auteurs, une psychologue et un sociologue, présentent le système CMIC (compétences, motivation, environnement de travail) qu'ils ont mis au point pour mieux appréhender l'analyse des compétences, « un des points faibles de la gestion des ressources humaines ». Ce système permet d'analyser avec les mêmes critères les compétences liées à l'emploi et les compétences maîtrisées par l'individu ou le travail. Après une partie théorique consacrée à la psychologie cognitive sur laquelle repose cette méthode, les auteurs livrent les clés de l'application, notamment par des exemples de réalisations en entreprises.

### Le Revenu minimum d'insertion, une dette sociale

sous la direction de Robert Castel et Jean-François Lée.

Editions L'Harmattan, 232 pages, 130 F.

■ Cet ouvrage collectif constitue un dossier réalisé par ceux qui sont engagés dans la mise en œuvre du RMI : responsables politiques et administratifs, sociologues, opérateurs sur le terrain. Chacun y analyse de son poste d'observation les originalités et les limites de ce système créé par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1988. Ainsi que sur ses bénéficiaires. D'emblée, les auteurs signalent : « Ainsi le RMI nous invite-t-il à nous interroger non seulement sur son fonctionnement propre mais sur sa portée dans le cadre d'une recomposition d'ensemble du paysage de la

protection sociale. » C'est autour des notions de pauvreté, d'insertion professionnelle, de précarité que se noue le débat sur l'évolution d'un système de protection sociale dont on a constaté qu'il ne permettait plus de couvrir les besoins de tous. La fin de l'ouvrage est consacrée aux « allocataires du RMI face à leurs difficultés » et aux tentatives d'organiser les chômeurs.

### Immigré au féminin

par Marie-Louise Bonvincini.

Les Éditions ouvrières, 168 pages, 85 F.

■ Dix années passées au Parc-aux-Lièvres, une cité HLM de la région parisienne, ont fait de Marie-Louise Bonvincini une sociologue amateur reconnue par ceux du CNRS. « Malgré une littérature fort abondante sur l'immigration, il y a peu de bonnes études ethnologiques ou sociologiques sur l'insertion dans la société française et bien moins encore sur les femmes immigrées. Or ce que nous livre ici M.-L. Bonvincini est le résultat d'une véritable « observation », méthode d'enquête reconnue par les professionnels », annoncent dans leur préface Odile Benoit-Guilbot et Suzy Bernus, directeur et chargée de recherche au CNRS. Au fil des pages, on suit l'itinéraire de ces vingt « femmes du lundi », un petit groupe baptisé du jour de la semaine où ces épouses de travailleurs immigrés se retrouvaient pour « écrire une adresse, rédiger et recopier une recette, lire une fiche de paye, remplir une feuille de « Sécu », etc. ». L'arrivée en France, l'installation, les relations avec les Français, le problème des enfants et du travail : autant de témoignages qui permettent de mesurer quelques-unes des difficultés de l'intégration.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE.

Les personnes intéressées doivent contacter directement STAG'ETUD (12, avenue Raspail, 94257 Gennevilliers Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 49-08-99-99. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20.

#### Gestion

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : cours de comptabilité dans centre formation. 01594.

#### Comptabilité

Lieu : Roissy. Date : immédiat. Durée : à définir. Ind. : 150 F/H par vacation. Profil : bac + 2. Mission : cours de comptabilité dans centre formation. 01594.

#### Marketing

Lieu : Moulins et région parisienne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, sérieux. Mission : prospection à partir d'un fichier, établir des relations avec le Japon dans le cadre de ce projet. Parler couramment le japonais. 01581.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : un mois. Ind. : à définir. Profil : toutes formations. Mission : mener à bien un projet dans le domaine de l'édition, établir des relations avec le Japon dans le cadre de ce projet. Parler couramment le japonais. 01581.

Lieu : Dyonax 01. Date : septembre 92. Durée : à définir. Ind. : à définir. Profil : BTS action commerciale. Mission : réaliser un projet commercial. 01599.

Lieu : Italie. Date : à définir. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 marketing vente, ESC. Mission : étude de marché et prospection. 01804.

#### Vente

Lieu : Montevrain. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac ou bac + 1. Mission : chef de rayon dans un supermarché. 01590.

Lieu : St-Maur-des-Fossés. Date : septembre. Durée : à définir. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS ESC. Mission : prospection et marketing téléphonique dans le domaine informatique. 01537.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois min. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : commercialisation d'une nouvelle revue, développement abonnements. 01521.

Lieu : Paris. Date : juillet ou août. Durée : 4 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : Bac+2 min, Macintosh (Excel, Works, Mewrite). Mission : participer au développement et à l'organisation du service abonnements groupes entreprises : gestion administrative, contacts prospects et clients par téléphone, interface commerciaux provinces, conception nouvelle plaquette. 01545.

#### Informatique

Lieu : Villejuif. Date : immédiat. Durée : 1 à 3 mois. Ind. : 1 600 F. Profil : bac + 2 informatique. Mission : programmation sur 0 Base et Clipper. 01596.

Lieu : St-Maur-des-Fossés. Date : septembre. Durée : à définir. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 en Excel, Word. Mission : déterminer les produits adaptés à la demande de la clientèle, démonstration sur portable. 01549.

Lieu : Les Ulis. Date : septembre. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 4/5, informatique/économie/gestion. Mission : bases informatiques sur Windows, Excel, SAS, bonne connaissance de la statistique, exploration et multimediation. Mission : organisation d'un module de prévision statistique et économique, préparation et collaboration aux différents états et opérations statistiques. 01593.

Lieu : St-Maur-des-Fossés. Date : juillet. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 O Base. Mission : dresser un cahier des charges entre deux logiciels. 01537.

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 4/6 mois (contre qualification). Ind. : à définir. Profil : bac + 1. Mission : gestion de 8 micro-ordinateurs. 01507.

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 4/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : application numérisée, transmission des données. 01506.

#### Communication

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : à définir. Ind. : à déterminer. Profil : bac + 5 communication, DEA SC du langage. Mission : recherche de marques, aide à la réalisation d'une plaquette, prise de rendez-vous, aide à l'organisation de l'entreprise. 01812.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/4, Macintosh si possible. Mission : assistant au développement de l'agence, marketing téléphonique, tenue de fichiers, organisation de manifestations, pages et analyses documentaires. 01457.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 5 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 2/3. Mission : assistance de la chargée de communication. 01502.

Lieu : Les Ulis. Date : août. Durée : 1 à 2 mois. Ind. : 1 620 F minimum. Profil : bac + 2 communication, relations publiques, pub. Mission : conception et réalisation d'un livret d'accueil et fichier de presse. 01800.

#### Publicité

Lieu : Lyon. Date : septembre. Durée : à définir. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. BTS pub ou communication. Mission : assistant de chef de pub. 01592.

#### Personnel

Lieu : Paris. Date : mi-août. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 4 ou 5 DESS gestion du personnel. Mission : dépouillement et synthèse d'une expérimentation d'une grille de classification du personnel. 01595.

Lieu : Bobigny. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5 700 F. Profil : bac + 4 à 6. Mission : définir les grandes fonctions et les missions d'un centre de distribution. 01598.

#### Secrétariat

Lieu : Sarcelles. Date : septembre. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : secrétaire administratif, suivi des dossiers clients, secrétaire classique et commercial. 01586.

Lieu : Rosny-sous-Bois. Date : 1<sup>er</sup> juillet. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, secrétaire, bases en comptabilité. Mission : secrétaire classique sur machine ordinaire, gestion de dossiers comptables. 01491.

ÉCHOS

### Fusion des associations d'ingénieurs

■ Sous le nom de Conseil national des ingénieurs et scientifiques de France (CNISF), une fusion vient de s'opérer entre trois associations françaises du milieu, le Conseil national des ingénieurs français (CNIF), la Fédération des associations et sociétés d'ingénieurs diplômés (FASID) et la Société des ingénieurs et scientifiques de France (ISF). La procédure de rapprochement, commencée en décembre 1990 par trois assemblées générales respectives, s'est achevée le 19 mars 1992 par la publication d'un décret qui officialise la création du nouvel organisme, présidé par Gilbert Ruffan, ancien vice-président-directeur général d'Elf-Aquitaine, président d'honneur d'Elf-Aquitaine Production.

L'association a pour principal objet de représenter les 350 000 ingénieurs et scientifiques de France et se veut un lieu d'information, de réflexion et de coordination. Elle regroupe 178 associations, dont 113 associations ou sociétés d'anciens élèves d'ingénieurs, 23 groupes régionaux et 42 sociétés scientifiques et techniques.

A cette occasion, le nouveau Conseil national a rassemblé un certain nombre de renseignements sur ce corps. On y apprend que 10 950 ingénieurs avaient obtenu leur diplôme en 1979, 16 196 en 1983, et que 19 500 sont prévus pour 1993. Les emplois occupés sont à 55 % dans l'industrie, à 38 % dans le tertiaire et à 6 % dans le bâtiment et les travaux publics.

A partir de quarante ans, commençant les difficultés pour retrouver un emploi, et 23 % des ingénieurs qui changent d'entreprise pour cause de licenciement après cet âge ont un emploi moins bien rémunéré.

Les fonctions de production et de recherche-développement sont majoritaires en début de carrière, mais n'en représentent plus que 35 % chez les plus de soixante ans. Avec l'âge, la présence dans l'informatique diminue alors que les postes de gestion, d'administration et finances augmentent, ainsi que les diverses autres fonctions (30 % en fin de carrière). La part des indépendants ou chefs d'entreprise et surtout celle des cadres de direction s'accroissent avec le temps au détriment des postes d'ingénieurs proprement dits.

CNISF : 7, rue Lamennais, 75003 Paris. Tél : 44-13-66-88.

### Université d'été

■ Du 6 au 10 juillet, METIS (Mutations, espace et environnement, travail, industrie et services, stratégies), laboratoire de recherche du CNRS et de l'université Paris-I, organise une université d'été. Dirigée par Bernard Gazier, professeur à l'université Paris-I, cette rencontre aura pour thème « Travail, emploi et compétitivité ». Avec l'intervention de nombreux experts, y compris étrangers, ces cinq jours permettront d'aborder les différentes questions, des relations professionnelles à la formation en passant par les salaires et leur lien avec les politiques de l'emploi, les trajectoires des chômeurs, ainsi que le rapport entre la compétitivité, l'appareil productif et le coût du travail. Du 6 au 9 juillet, les séances auront lieu à l'école nationale des ponts et chaussées, 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris. Le 10 juillet, elles se tiendront au ministère de la recherche et de la technologie, 1 rue Descartes, 75005 Paris.

SET-METIS : 90, rue de Tolbiac, 75013 Paris. Tél : 40-77-18-81.

### Jeunes diplômés : une minorité des recrutements passe par la presse

■ Bien loin de diminuer, selon une étude réalisée par l'Association pour l'emploi des cadres (APCE), le nombre des embauches de jeunes diplômés augmente depuis un an. 35 000 ont été recrutés en 1991, contre 31 000 en 1990, et les entreprises prévoient d'en embaucher entre 32 000 et 34 000 en 1992. Ces chiffres sont toutefois à comparer aux 80 000 jeunes diplômés qui sont sortis des écoles d'ingénieurs, des écoles de commerce ou de l'université en 1991.

Ce marché de l'emploi cadre pour les jeunes diplômés, qui a représenté 33 % de l'ensemble des recrutements réalisés en 1991, contre 25 % en 1990 et 29 % en 1989, est cependant peu visible. En 1991, il n'a compté que pour à peine plus de 10 % dans le total des offres publiées par la presse et destinées aux cadres, qui, lui-même, décroche rapidement par rapport au volume global des recrutements effectivement réalisés. En 1989, et pour 90 000 embauches effectuées, la presse avait publié 86 000 offres. En 1990 et 1991, respectivement, il y a eu 92 000 recrutements pour 79 000 propositions publiées, et 72 000 pour 52 000.

Ramenée aux seuls jeunes diplômés, l'évolution est encore plus frappante. En 1990, pour un poste offert par voie d'annonce dans la presse, trois recrutements étaient réalisés. En 1991, le rapport est passé de un à six. Plus que par le passé, les entreprises détectent les jeunes diplômés par d'autres moyens, les stages et les candidatures spontanées notamment.

ope

Pins



هكذا من الإمل

## Dirigeants

**SOGEQUIP**

**DIRECTEUR  
GENERAL  
ADJOINT**

LYON

Votre mission : assurer l'évolution de l'entreprise avec un souci permanent de rentabilité. En collaboration avec notre Président, engagé sur un budget, vous vous impliquerez fortement dans le management commercial de nos deux centres de profit (Installations de Froid Industriel et conditionnement d'air, ingénierie en génie chimique). En interne, vous apporterez un appui à nos équipes (ingénieurs de projet et chargés d'entretien). En externe, vous contribuerez à la promotion des savoir-faire de Sogequip, en véritable générateur d'affaires.

A 40 ans environ, de formation Ingénieur, idéalement complétée par une formation commerciale et de management (3e cycle, CPA, IAE...), vous avez une solide expérience de la gestion de projets d'installations en ingénierie ou en entreprise générale. De plus, vous avez pratiqué la négociation commerciale et animé des équipes de vente.

Votre anglais est courant.

Nous vous proposons aujourd'hui de mettre en avant votre goût d'entreprendre et de partager l'enthousiasme qui anime Sogequip.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 3 cours Albert Thomas 69416 LYON cedex 03, tél. 53.6099LM, sur lettre et enveloppe.

**Mercuri Urval**

**DIRECTEUR DE SOCIÉTÉ**

Un Groupe français de tout premier plan, leader dans son domaine, prestataire de services auprès des collectivités locales (régions, départements, municipalités) disposant de nombreuses implantations sur l'ensemble du territoire recherche le dirigeant de l'une de ses sociétés.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation Grande Ecole d'ingénieurs ou de gestion, minimum 35 ans, ayant impérativement une expérience réussie :

- de direction, développement et gestion d'un centre de profit autonome (filiale, PME...)
- de l'animation d'effectifs de plusieurs centaines de personnes.

La connaissance des collectivités publiques, sans être indispensable, serait un atout. Par contre, il est nécessaire de concilier le profil d'un "patron" autonome et celui d'un cadre supérieur s'inscrivant dans la stratégie et l'organisation d'un Groupe.

Une formation à ce poste permettant l'acquisition des métiers du Groupe sera favorisée par l'exercice de responsabilités fonctionnelles concrètes pendant quelques mois.

Poste OUEST.

Ecrire sous réf. 26A 2415 2M  
Discrétion absolue

Membre de Syntec  
71, rue d'Autout  
75016 Paris

**etap**

**KOHLER GROUP**  
(N° 1 américain du matériel sanitaire)  
et maison mère de JACOB DELAFON

recherche son

**PRÉSIDENT EUROPE**

Basé à Paris et rapportant au vice-président international du groupe, le Président Europe aura les responsabilités suivantes :

- manager l'ensemble des activités du département matériel sanitaire en Europe ;
- atteindre les objectifs de chiffre d'affaires et de profit, et ce dans une optique de croissance et de développement ;
- atteindre les objectifs stratégiques par une croissance interne et par une politique de développement de nouveaux marchés.

Pour remplir cette fonction, nous recherchons un candidat de valeur ayant les qualifications suivantes :

- 10 années d'expérience de direction générale réussie au sein de groupes internationaux ayant soit plusieurs divisions soit plusieurs filiales à l'étranger ; une bonne connaissance du secteur du matériel sanitaire est souhaitée ;
- une expérience de la stratégie, du marketing et de l'industrie est aussi souhaitable ;
- une forte sensibilité aux produits et à la clientèle grand public ;
- bilingue français-anglais.

Ecrire au MONDE PUBLICITÉ sous n° 8529,  
15-17, rue du Colonel-Pierre-avia, 75902 Paris Cedex 15.

**36 15**  
**I M**

Grâce à 3615 LM,  
5 000 cadres ont envoyé  
leur candidature par Minitel.  
Grâce au Minitel, 200 entreprises  
ont reçu vos candidatures.

Répartition pharmaceutique

AGEN

Nous sommes l'un des premiers Groupes Français de Répartition Pharmaceutique et nous recherchons pour une de nos filiales (1200 personnes, 22 agences, 5,5 milliards de C.A.), un :

**DIRECTEUR OPÉRATIONNEL  
DE FILIALE**

Rattaché au Président Directeur Général du Groupe, vous serez responsable des résultats de la filiale et vous les optimiserez en faisant appliquer la politique du Groupe. Vous veillerez plus particulièrement aux objectifs de rigueur dans la gestion des moyens de stockage et de distribution, à la qualité des prestations et à l'efficacité de l'action commerciale.

Agé d'au moins 35 ans, vous avez une formation supérieure (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion, etc...) et plusieurs années d'expérience de la gestion de centres de profit d'échelle comparable, dans le domaine de la distribution des services ou de la répartition pharmaceutique.

Outre vos qualités de gestionnaire, vos aptitudes à vous intégrer harmonieusement à l'entreprise ainsi qu'à susciter l'adhésion et la motivation de vos collaborateurs, compteront parmi les critères déterminants de notre choix.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous réf. 7120/LM à Eric de CABROL - CEGOS Division Recrutement - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

**CEGOS**

Le Monde  
de la

**Gestion et des Finances**

**LA  
FRANÇAISE  
DES  
JEUX**

**Contrôleur  
de Gestion**

Paris-Nord

Vous justifiez d'une expérience de plusieurs années dans une fonction de Contrôleur de Gestion et/ou d'Auditeur, si possible dans un contexte anglo-saxon. Vous souhaitez maintenant apporter votre compétence et votre rigueur dans un cadre où l'autonomie et le champ d'action donneront à votre carrière une véritable dimension.

Agé de 30 ans, vous êtes de formation école de commerce (option gestion/finance).

Vous êtes impérativement dynamique, ouvert, ambitieux et rapidement disponible. Vous souhaitez démontrer votre efficacité par vos réalisations quotidiennes.

Rejoignant l'équipe (4 personnes), vous participez activement à la définition et à la mise en place des outils de gestion et d'aide à la décision. Reporting, tableaux de bord, budgets et plans sont vos domaines privilégiés d'intervention.

Contactez Frédéric Pougnot au (1) 45.53.26.26 ou envoyez CV + photo + n° tel. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. FP8343MO.

**MP**

**Michael Page Finance**  
Spécialiste en recrutement financier



صحة من لا يملك

VIII Le Monde • Mercredi 24 juin 1992 •

Le Monde  
de la

REPRODUCTION INTERDITE

## Gestion et des Finances

### Responsable du département Gestion

#### Crédit Mutuel

la banque à qui parler

Au sein du Crédit Mutuel, cinquième groupe bancaire français, la fédération régionale Maine-Anjou, Basse-Normandie, 1450 personnes, développe auprès des entreprises, des collectivités et des particuliers, des produits d'épargne, de crédit et d'assurance. Soucieux d'améliorer encore notre efficacité, nous créons aujourd'hui le poste de responsable du département gestion. Rattaché au directeur financier, ce collaborateur a la responsabilité de deux services : procédure budgétaire (coordination des procédures, gestion de la base d'activités, suivi des tableaux de bord et analyse des résultats), gestion de bilan (prévisions et résultats, analyse du risque de taux, gestion prévisionnelle des ratios). Avec l'aide d'une équipe de 5 personnes, il développe des outils performants et met en place une comptabilité analytique permettant une meilleure maîtrise de la rentabilité par activités et par centres de responsabilité. Pour ce poste, nous recherchons un candidat âgé de 30 à 40 ans, de formation supérieure Gestion-Finance, ayant rempli avec succès des fonctions de contrôle de gestion et/ou de comptabilité financière dans un établissement bancaire ou dans une société d'audit. Ce poste, nécessitant un dialogue permanent avec les directions opérationnelles et le service informatique, requiert de bonnes capacités relationnelles.

Si ce poste, basé à Laval, vous intéresse, veuillez envoyer votre candidature sous la référence 1395.92 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

### CABINET DE CONSEIL

Taux de croissance 80% en 5 ans, 40 personnes, recherche son :

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL H/F

Fonction : • Assister le PDG dans la gestion administrative, financière, juridique et sociale du Cabinet (filiale d'un groupe étranger). • Suivi des contrats, reporting.

Profil : • Solide formation comptable. • Connaissances juridiques, informatiques, comptabilité anglo-saxonne. • Bilingue anglais. • Sens du contact humain. • Références souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vita, photo et références à : D. DUPUY  
GROUPE SINGA (FRANCE)  
113 rue de l'Université  
75007 PARIS.



Jeune  
l'ense

Le Monde

des

## Collectivités territoriales

### VILLE DE TRÉLAZÉ (49)

10 500 H - Agglomération d'Angers

Recherche son

#### Directeur du développement culturel (H/F)

Chargé de définir et mettre en œuvre la politique culturelle municipale dans le cadre de son Développement social urbain.

Compétences : conception et initiatives de projets - constitution d'un partenariat.

Compétences : arts plastiques, musique, art urbain.

Statut : contractuel

Rémunération : 175 Kf annuel

Poste à pourvoir : au 1<sup>er</sup> octobre 1992

Candidature à adresser à :

Monsieur le Maire - Hôtel de Ville

place Olivier-Thouau, 49800 TRÉLAZÉ

Renseignements : 41-33-74-75.

### Grande ville universitaire de l'Est de la France

### CHARGE DE MISSION

Au sein du Cabinet, en concertation avec le Maire, vous prenez en charge l'étude et le suivi des grands dossiers économiques régionaux et internationaux.

Dans ce contexte, vous êtes l'interlocuteur privilégié des instances économiques et politiques locales.

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure, vous êtes un généraliste de haut niveau rompu au fonctionnement d'une administration centrale ou locale.

Votre connaissance du monde politique et de ses rouages fait de vous un homme de dialogue et de concertation.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 29/4448 B à :

EGOR REGION EST  
41, avenue Foch - 54000 NANCY

EGOR

PARIS AN EN PROVINCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BRUXELLES D'ANVERS DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SPEDEN UNITED KINGDOM



### LE CONSEIL GENERAL D'ILLE-ET-VILAINE

RECRUTE

PAR VOIE DE MUTATION,

DE DETACHEMENT OU CONTRACTUELLE

#### RESPONSABLE DU CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Au sein d'une collectivité territoriale de plus de 1 200 collaborateurs, vous animeriez une équipe (20 personnes) et prendriez en charge le suivi et l'évolution de l'ensemble des moyens informatiques et bureautiques du Conseil général (site central DPS 7000) : analyse de l'existant, mise en œuvre du plan informatique en liaison avec la Direction générale et les utilisateurs, réalisation des développements avec les moyens internes et externes, propositions et suivi de la réalisation des budgets de fonctionnement et d'investissement, conseil informatique auprès des différentes directions et services.

#### PROFIL SOUHAITE :

- 40 ans minimum, expérience réussie de plusieurs années avec une responsabilité équivalente.
- Ingénieur, avec références en matière d'organisation du travail, de méthodes et de conception de projets informatiques.
- Sens du travail en équipe, aptitudes à l'encadrement et au dialogue.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V., photo et références sous la réf. RI/MI à notre Conseil Olivier PLESSE  
QUEST RESSOURCES HUMAINES  
32, rue Tronjoly, 35000 Rennes.



Pour passer vos annonces :



46-62-73-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74



67.000 hab. - Boulogne-sur-Mer

REX 15 rue de l'Étoile

### Attaché

Pour la Direction du  
Service Habitat-Logement

- Vous serez pour l'habitat d'accueil, d'insertion et d'intervention en qualité de médiateur auprès de la population dans le cadre de ses supports locaux.
- Vous êtes titulaire d'un Bac + 3 spécialité droit immobilier, vous avez entre 35 et 45 ans et vous possédez obligatoirement une expérience en matière de logement social.
- Références souhaitées.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à M. le Maire, Service du Personnel, Mairie de Rueil-Malmaison, 13 bd de Maréchal Foch, 92501 RUEIL-MALMAISON cedex.

### OFFICE PUBLIC D'HLM DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX

13 000 logements

RECRUTE SON

#### DIRECTEUR FINANCIER

Rattaché au directeur général, il aura pour missions :

- l'élaboration et la mise en œuvre de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique ;
- l'optimisation de la trésorerie et des ressources financières de l'Office ;
- la constitution et le suivi des dossiers de financement ;
- la gestion de la dette ;
- la préparation de la transformation de l'Office en OPAC.

De niveau Bac + 5, le candidat aura une bonne connaissance de la comptabilité publique et de la comptabilité privée.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite + CV et photo à :

l'OPHLM et la CUB, Direction des Ressources humaines  
94, cours des Aubiers - BP 239  
33028 BORDEAUX CEDEX.

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M



Handwritten note in a box: *Handwritten text in Arabic script*

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde des Juristes

Le Monde • Mercredi 24 juin 1992 IX



**Le Conseil National du Patronat Français recherche dans le cadre du développement de sa Direction Fiscale un**

## Fiscaliste Confirmé

Rattaché au Directeur du département fiscal, vous aurez principalement pour mission de prendre en charge des dossiers en droit fiscal interne pour le C.N.P.F. (2/3) et pour une fédération de premier plan (1/3).

A ce titre, vous intervenirez de façon autonome dans votre domaine d'activité, avec une double approche conceptuelle (analyse et recherche, élaboration de propositions...) et pratique (consultations...).

Agé d'environ 34-35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (DEA, DESS, DICE) ou issu de l'administration (ENI), vous avez une expérience réussie de 7/8 ans de préférence en entreprise.

Une bonne connaissance de la fiscalité internationale et une bonne pratique de l'anglais sont nécessaires.

Votre savoir-faire en matière de fiscalité vous confère une autorité naturelle qui vous permettra de vous épanouir dans une fonction qui implique de nombreux contacts (commissions C.N.P.F., relations S.L.F., D.G.I., ministères, instances communautaires...) et quelques déplacements à l'étranger.

Contactez Thierry Virol au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + lettre manuscrite + n° tel + prétentions à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini, 75116 Paris sous réf. TV8234MO.

**Michael Page Tax & Legal**  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal



## Responsable Juridique

IER conçoit, fabrique et commercialise des systèmes et des terminaux de transactions intelligents. Une croissance continue et l'exportation de 70% de notre production traduisent le dynamisme de nos équipes et confirment notre réussite.

Responsable des affaires juridiques de nos établissements français et étrangers (USA, Singapour), vous assistez les différents acteurs de l'Entreprise (Direction Générale, Direction Commerciale, Direction Industrielle...), dans la réponse aux appels d'offres, la négociation et le suivi des contrats de recherche et développement, la conclusion des accords de prestations de services... Vous avez également en charge la gestion des assurances, des brevets et des marques, le suivi juridique du patrimoine de l'entreprise, du pré-contentieux et du contentieux...

De formation juridique supérieure (DESS Droit des Affaires ou Droit Commercial...), vous justifiez d'une expérience similaire de 3 à 5 ans en entreprise ou cabinet.

L'anglais courant est impératif.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. RJ à François-Xavier SIMON - IER 12, rue de Sébastopol - 92400 Courbevoie.

Transactions multimédias

## Jeune Juriste d'Entreprise

**G**roupe Industriel de taille européenne (1400 pers., CA de 800 MF), spécialisée dans les services aux industries, nous assurons la fabrication, l'installation et la maintenance d'équipements pour la chimie, l'automobile, le raffinage... En France, nous disposons de trois unités industrielles et sommes organisés autour de dix Directions Régionales et d'une cinquantaine d'agences.

Adjoint de notre Secrétaire Général, véritable prestataire de services juridiques internes, vous développerez auprès de nos Régions une image de conseiller fiable, apportant un savoir-faire reconnu et recherché. Responsable de la gestion des baux, des assurances et du contentieux, vous participerez aux opérations d'acquisitions d'entreprises. Vous êtes aussi l'interlocuteur privilégié de nos Directions Régionales pour les aider à mettre en forme leurs contrats de prestations.

A 27 ans au moins, vous disposez d'une solide formation en droit des affaires (Maîtrise, DESS...) et d'une première expérience d'au moins 4 ans, acquise au service juridique d'une entreprise industrielle. La maîtrise de l'anglais et la connaissance du droit des assurances sont des atouts certains. Le poste est basé à Paris.

Notre Conseil Alain Leraux, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. MJ246 à Linden, 20 rue Pergolèse, 75116 PARIS.

**Linden**

## Juriste d'affaires H/F

Paris

Arjo Wiggins Appleton, premier groupe papeter de la CEE (CA 25 milliards de F) recrute pour sa direction juridique, un juriste d'affaires H/F.

Au sein d'une équipe de juristes, vous intervenirez sur le suivi des filiales françaises et étrangères (droit des sociétés, M & A...), participerez à l'élaboration et à la rédaction des contrats français et internationaux et suivrez les contentieux.

Agé de 28/30 ans, de formation juridique supérieure, vous parlez et écrivez couramment l'anglais (allemand ou italien apprécié) et vous justifiez impérativement d'au moins 3 ans d'expérience du droit des affaires acquise en entreprise ou en cabinet.

Vos qualités personnelles de rigueur, de bon sens, votre facilité de contact vous permettront de devenir l'interlocuteur privilégié des différentes divisions opérationnelles et de susciter leur confiance au sein de ce groupe performant riche de perspectives.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + N° tel. + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini 75116 Paris, sous réf. AG8241MO.

**Arjo Wiggins Appleton**

## Juriste Responsable du contentieux

**N**ous sommes une Institution de Retraite et de Prévoyance de cadres en développement constant. Nous recherchons pour notre siège social à Paris le responsable du service contentieux.

Assisté d'une dizaine de personnes, vous prendrez en charge l'instruction et le suivi des dossiers de contentieux jusqu'à leur règlement, notamment dans le cadre de liquidations ou de procédures collectives d'entreprises. D'une manière générale, vous pourrez également assister la Direction Générale sur des questions juridiques diverses. Vous aurez enfin à développer ou créer les outils de gestion de l'activité de votre service, à l'aide de moyens informatiques performants.

Ce poste nécessite une solide formation juridique universitaire et une expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire, dans un environnement informatisé.

Notre Conseil, Nicole Marichaux, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous référence MJ245 à Linden 20 rue Pergolèse 75116 PARIS.

**Linden**

## JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

GRAND CABINET D'AVOCATS D'AFFAIRES RECHERCHE

HAUT NIVEAU, ANGLAIS COURANT POUR POSTE DE RESPONSABILITÉ

Le candidat, agé de 38/45 ans, doit avoir acquis son expérience dans un autre cabinet d'avocats ou de conseils juridiques ou en entreprise.

Motivé et dynamique, il devra être capable d'animer une équipe.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo sous réf. A046393 à PREMIER CONTACT 38, rue de Villiers 92532 Levallois-Perret Cedex ou tapez 3615 code PCONTACT.

## CLIFFORD CEANCE

recherche pour son bureau de PARIS

### UN JURISTE

(2 à 4 ans d'expérience)

pour renforcer son groupe « Computer and Communications »

Le candidat devra posséder une excellente connaissance du droit des obligations et plus généralement du droit commercial et avoir une réelle spécialisation dans les domaines suivants :

- droit de l'informatique
- droit des télécommunications

Doté d'une solide expérience en droit des affaires (doctorat, DESS, DEA), complétée, le cas échéant, par un diplôme d'une grande école de commerce, et muni d'une première expérience réussie dans les domaines susmentionnés, en conseil ou en entreprise, le candidat devra avoir une parfaite maîtrise de l'anglais.

Une excellente présentation, le sens du contact humain et l'esprit d'équipe sont également exigés.

Prière d'adresser votre lettre de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photographie et rémunération actuelle) à :

**Clifford Chance**  
Direction du Personnel  
112, avenue Kléber  
BP 163 Trocadero  
75770 Paris Cedex 16.



هكذا من الامم

**Le Monde**  
des  
**Juristes**

Un groupe industriel français de premier plan  
recherche pour son siège parisien un :

**JURISTE D'ENTREPRISE**  
Senior Counsel

Paris

Réf. : AK 1284 LM

Intégré dans un département dont l'esprit et le fonctionnement s'apparentent à ceux d'un cabinet de conseil interne, vous intervenirez sur l'ensemble des dossiers juridiques de l'entreprise : droit français et international des sociétés, droit des contrats...

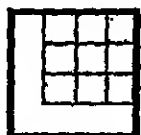
Impliqué dans la vie quotidienne des affaires, vos interventions diversifiées, nécessitant un solide tempérament de négociateur et un haut niveau technique, seront à la fois pro-actives et préventives sur la marche de l'entreprise.

Agé d'au moins 35 ans, parfaitement bilingue anglais-français, disposant d'une solide formation de préférence anglo-saxonne, vous avez une expérience internationale préalable réussie en cabinet ou en entreprise.

Contactez Antoine KAMPHUIS ou adresser votre candidature sous référence AK 1284 LM à KAMPHUIS & ASSOCIES

**Kamphuis & Associés**  
TAX & LAW

14, rue de Téhéran - 75008 PARIS  
Tél : 45.62.90.00 - Fax : 45.62.14.28



Le Groupe Liaisons, deuxième groupe français de presse  
pour les entreprises (500 MF de chiffre d'affaires,  
500 personnes) recherche son

GROUPE LIAISONS

**Responsable Juridique**

Paris

Rattaché à la Direction Générale, assisté par une collaboratrice ayant notamment en charge le secrétariat juridique des sociétés et en relation avec les conseils extérieurs, vous aurez pour mission la gestion des affaires juridiques du Groupe.

A ce titre vous intervenerez principalement en matière de droit des sociétés (secrétariat général et opérations de structure), droit des contrats (négociation et rédaction), pré-contentieux et contentieux, propriété industrielle et droit fiscal.

Agé d'environ 30 ans, doté d'une solide formation en droit privé (maîtrise, DEA, DESS, DCEI)

et nanti d'une expérience du droit des affaires acquise en cabinet et/ou en entreprise (3/5 ans), vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans un groupe très dynamique.

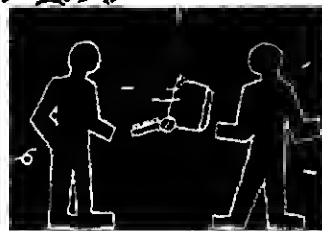
Votre rigueur, votre pragmatisme et un fort investissement vous permettront de réussir dans cette fonction et d'évoluer à terme vers le poste de Directeur Juridique.

Contactez Thierry Virol au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + lettre manuscrite + n° tél + prétentions à Michael Page Tax & Legal, 30 bis rue Spontini, 75116 Paris sous réf TV8206MO.



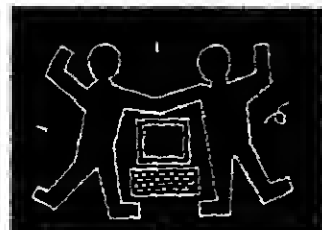
**Michael Page Tax & Legal**  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

**36 15**  
**LM**



**LA PERTINENCE**

Pendant un mois, grâce à la télématique du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement au profil que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 écrans (formation, expérience, langue...), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



**LE RENDEMENT**

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde, en couple avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

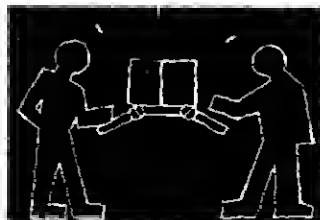
**L'EXPERTISE**

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 LM, soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitae.

**36 17**  
**LM CV**

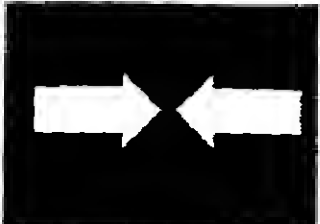
**L'INTERACTIVITÉ**

Offrez leur la possibilité de postuler directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leurs CV sur 3617 LM CV.



**LA CONVIVIALITÉ**

Pour corriger les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffit d'une simple pression sur la borne tactile.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

REPRODUCTION INTERDITE

**Le Monde**  
des  
**Cadres**

La Banque de France recrute le personnel  
d'encadrement de ses succursales de la région  
parisienne et de province

**REDACTEURS**

Concours les 21 et 22 novembre 1992

Ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un 1<sup>er</sup> cycle d'études supérieures ou du diplôme d'une école de niveau équivalent.

Inscriptions reçues du 22 juin au 4 août 1992.

Ce concours s'adresse aux candidats de nationalité française (femmes ou hommes libérés ou non des obligations du service national), âgés de moins de 28 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1992 (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires).

Documentation et renseignements à la Banque de France 56-1508 - Recrutement Concours - 31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS Cedex 01 - Tél. (1) 42 92 40 17. Aucun formulaire d'inscription ne pourra être adressé aux candidats, par voie postale, après le 29 juillet 1992.

**BANQUE DE FRANCE**

**PHOSPHORE**

recherche son

**JOURNALISTE H/F**

Phosphore est le magazine leader des lycéens avec une diffusion qui dépasse les 100 000 exemplaires.

Son équipe s'étoffe et vous propose un poste de REDACTEUR EDUCATION.

Cette rubrique (7 à 8 pages) vous permettra de traiter des dossiers aussi divers que "comment choisir son lycée ?" - "les secrets de la mémoire" - "la préparation du Bac", etc.

A 30 ans environ, 4 ans d'expérience journalistique minimum ont confirmé vos capacités rédactionnelles et créatives.

Vous êtes réellement motivé par les questions d'éducation et vous avez le sens du dialogue avec notre public 15/18 ans.

Merci d'adresser votre lettre de candidature CV + prétentions sous référence MCM/1/M à BAYARD PRESSE, Direction des Ressources Humaines, 3 rue Bayard, 75008 Paris.



5<sup>ème</sup> groupe de presse français  
1 700 personnes - 1,5 milliard de CA  
62 publications en France et à l'étranger.

BAYARD PRESSE

**Emballage plastique**

**DIRECTEUR INDUSTRIEL**

Société appartenant à un groupe international, nous concevons et réalisons des emballages plastique pour les cosmétiques. Le développement de notre chiffre d'affaires basé sur une technologie de haut niveau nous amène à rechercher notre directeur industriel.

Rattaché au directeur général, membre du comité de direction, vous prenez en charge l'ensemble de la production de la société (550 personnes) : vous animez et supervisez les trois directeurs d'usine, responsables chacun de leur exploitation.

Vous préparez et gérez les budgets de fonctionnement et d'investissement industriel. Vous êtes responsable des coûts, de la qualité, des délais de la production.

Vous travaillez en étroite collaboration avec la direction financière pour la mise en place d'un système de gestion efficace, pour le référencement des fournisseurs et de la sous-traitance.

Vous avez 30-40 ans, une formation d'ingénieur (Centrale, Arts et Métiers...). Vous possédez une expérience réussie de la gestion d'une usine dans le respect des critères : délais, coût, qualité. Vous souhaitez maintenant valoriser votre expérience à une plus grande échelle.

Goût de la gestion financière et humaine, sens de la rentabilité, qualités d'organisation, vous serez indispensables pour réussir à ce poste basé en région parisienne.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence LM 12/224 AY à :

**EGOR PRESTIGE ET CREATION**  
8, rue de Berni - 75006 PARIS

**EGOR**

PARIS AG - BRUXELLES - BORDEAUX - LA ROCHE - LYON - MARSEILLE - NANTES - NIMES - STRASBOURG - TOULOUSE  
VENISE - LUXEMBOURG - DEUTSCHLAND - ESPANA - ITALIA - PORTUGAL - SWEDEEN - UNITED KINGDOM

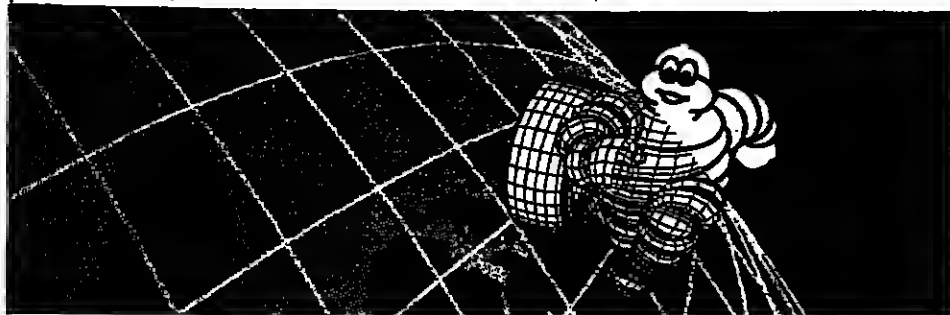


553 من الامم

## Le Monde des Cadres

• Le Monde • Mercredi 24 juin 1992 XI

### CHEZ MICHELIN, LE COMMERCE N'EST PAS UN TREMPLIN: C'EST UN METIER.



**Jeunes diplômés HEC - ESSEC - ESCP - IEP  
Débutants ou 1<sup>re</sup> expérience**

Un pneu sur cinq vendu dans le monde est un pneu Michelin : nous sommes leader mondial du pneumatique.

Produit de haute technologie, le pneu est aussi un produit nécessaire à tous : du pneu moto au pneu avion, voiture, poids lourd ou génie civil, nous vendons chaque année 1 000 types de produits, dans plus de 140 pays. Constructeurs automobiles ou importateurs, réseaux spécialisés, sociétés de transport ou usagers finals, nos clients sont exigeants.

Homme ou femme de terrain, vous serez à

leur écoute, en France ou à l'étranger, pour leur offrir un service toujours amélioré. Négociations de contrats, ventes en volume, appels d'offres, choix de réseaux de distribution : vous serez, sur votre zone géographique, responsable des résultats de ces actions.

Si, comme nous, vous envisagez votre métier commercial avec exigence et passion, adressez votre dossier de candidature, sous Réf. LM/59, à : MICHELIN - Olivier BRUET - Service du Personnel, 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX.

**MICHELIN®**  
Les moyens de se passionner

### Un bilan global de 120 milliards

En regroupant, au sein d'un réseau, plus de 130 sociétés fortement implantées dans toutes les régions, le législateur vient de consacrer le rôle majeur que nous entendons jouer dans le secteur du crédit immobilier et de la promotion.

Au centre de ce nouveau réseau financier, notre organe central est chargé notamment d'assurer la sécurité collective. Celle-ci repose essentiellement sur un Corps d'Inspection avec à sa tête un

### Un grand du crédit immobilier

#### INSPECTEUR GÉNÉRAL H/F

Nous recherchons pour occuper ce poste un homme ou une femme de premier plan.  
Agé(e) de 40 à 45 ans, de formation supérieure, le (la) candidat(e) a une solide expérience acquise dans le secteur bancaire (exploitation, développement, ingénierie financière), dans un grand réseau ou dans un important ensemble bancaire.  
Il (elle) a connu à un moment de sa carrière la fonction « Inspection » ou il (elle) occupe aujourd'hui ce poste à un haut niveau de responsabilité.

Merci d'adresser votre candidature à  
**CRÉDIT IMMOBILIER DE FRANCE**  
2, rue Lord-Byron - 75008 PARIS

La Banque de France recrute le personnel de direction  
de ses services centraux et de ses succursales

### ADJOINTS DE DIRECTION

par concours les 26 et 27 septembre 1992

Ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un 2<sup>e</sup> cycle d'études supérieures ou du diplôme d'une grande école de niveau équivalent.

**Inscriptions reçues du 22 juin au 4 août 1992.**

Ce concours s'adresse aux candidats de nationalité française (femmes ou hommes libérés ou non des obligations du service national), âgés de moins de 27 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1992 (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires).

Documentation et renseignements à la **Banque de France** 56-1508 - Recrutement Concours - 31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS Cedex 01 - Tél. (1) 42 92 40 17.

Aucun formulaire d'inscription ne pourra être adressé aux candidats, par voie postale, après le 29 juillet 1992.



### COORDINATEUR

LE PREMIER MAGAZINE DES OPÉRATEURS

GROUPE TESTS

recherche

### UN(e) JOURNALISTE

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous êtes attiré(e) par l'univers de la micro-informatique que vous maîtrisez en tant qu'outil.

Par ailleurs, vous manifestez un intérêt certain pour la défense du consommateur et l'économie pratique. **JOURNALISTE PROFESSIONNEL** vous bénéficiez d'une première expérience réussie dans le domaine de la presse qui vous a permis d'affirmer votre sens de l'organisation tout en révélant une réelle aptitude à prendre des responsabilités.

Nous vous invitons à rejoindre le  
1<sup>er</sup> Groupe de Presse Informatique, Electronique et Télécoms  
en adressant vos CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à :  
**GROUPE TESTS**,  
Direction des Ressources Humaines, 26 rue d'Oradour sur Glane,  
75504 PARIS cedex 15, sous la référence ORI/PG.

SARRE-UNION (ALSACE)

### INGÉNIEUR RESPONSABLE MARKETING PRODUITS

Un important groupe  
industriel français  
(près de 20 milliards  
de CA) organisé en  
centres de profits.

Vous devrez comprendre et connaître toutes les composantes des marchés industriels dont vous aurez la charge et animer un groupe de gestionnaires de produits. Vous apporterez la vision marketing aux groupes de projet, animer le processus de rédaction des cahiers des charges et développerez l'offre de manière à apporter des solutions innovantes permettant de prendre des parts de marchés.

Vous êtes de formation ingénieur impérative, avec une expérience de 6 à 10 ans en marketing et commerce de biens industriels. Anglaise courant indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence C MOND 540 à VOZ, 82 av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra en toute confidentialité.

Leader de la formation professionnelle dans le domaine du Transport et la Logistique, le Groupe AFT-IFTIM, recherche pour son département enseignement supérieur un

### INTERVENANT EN FORMATION SUPERIEURE

La mission :

- assurer des formations continues pour les cadres supérieurs et dirigeants d'entreprises du transport,
- assister l'enseignement supérieur en formation initiale,
- coordonner les activités du département par des missions pédagogiques.

Profil souhaité :

- formation supérieure (BAC + 4 minimum) ou équivalent dans le domaine du transport,
- expérience professionnelle soit dans le transport soit dans la formation,
- rémunération 200 KF et + par an.

Les dossiers de candidature sont à adresser au  
**Groupe AFT-IFTIM**  
Département Enseignement Supérieur  
11, place d'Aquitaine - 94125 RUNGIS Cedex.

**AFT-IFTIM**  
La formation transport logistique

### SECRETAIRE GENERAL

Organisme interprofessionnel privé du secteur agro-alimentaire, nous représentons une part significative de l'économie de notre région (Massif Central Sud).

Garant des intérêts de l'interprofession, vous participerez à l'élaboration des diverses réglementations et metrez en place les moyens de mise en œuvre de la politique du Conseil et de ses décisions. Patron et animateur des services techniques et administratifs (90 personnes), vous serez chargé du fonctionnement opérationnel de l'organisme et de la gestion des budgets; vous assurerez également un rôle de représentation auprès des diverses administrations et instances.

Nous souhaitons confier l'ensemble de ces responsabilités à une personne disposant de solides compétences dans l'administration et la gestion des affaires acquises depuis au moins dix ans en milieu privé ou para-public après une formation supérieure de type juridique ou économique, ou bien encore ingénieur agro + Droit. Des qualités de contact, d'écoute et d'animation, des capacités rédactionnelles et un réel esprit de service sont déterminants pour réussir.

Merci d'adresser sous référence 889/M avec CV détaillé, photo et salaire actuel à notre Conseil Pélissier, Guillon & Associés, 93, rue Joffroy, 75017 Paris.

PELISSIER, GUILLON  
& ASSOCIES





هكذا من لا يصل

## Directeur Général

Une structure nationale de prestataires de services auprès des collectivités locales recherche son Directeur Général.

Il sera chargé de la mise en œuvre de la politique de groupement tant à l'interne qu'à l'égard des membres, qu'à l'externe vis-à-vis des collectivités. Il animerait une équipe de chargés de missions et mènerait personnellement une action relationnelle importante.

Le candidat devra avoir une solide expérience des collectivités locales et de la prestation de service. Il devra avoir fait la preuve de ses capacités relationnelles et de son dynamisme créatif.

Le poste est basé à PARIS mais comporte de fréquents déplacements en province.

Votre dossier de candidature sera traité en toute confidentialité. Merci de l'adresser, sous la référence DG à AXONE, 10 rue Charles Brunellière - 44100 NANTES.

**AXONE**  
Cabinet de Conseil Humain

## Organisateur

Groupe Financier de taille humaine, 1<sup>re</sup> Banque Populaire française, 3700 collaborateurs, afin de renforcer la Direction de l'Organisation et du Développement, nous recherchons un

# Organisateur

Vous prendrez en charge des missions d'audit et d'organisation pour tout le Groupe.

Vous serez responsable de la mise en place des actions préconisées et de leur suivi.

De formation supérieure (Grande Ecole ou Université), vous avez acquis une expérience d'au moins 2 à 3 ans dans le domaine du conseil en organisation, au sein d'un cabinet ou d'une entreprise.

Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée) sous référence OR/LM au Service Recrutement de la BRED - 18, quai de la Rapée - 75012 PARIS.

**BRED**  
La passion du client

## Consultants en Logistique

**LOGIC LINE CONSULTANT**

Spécialistes des problèmes de la gestion des flux, de l'entreposage et du transport (organisation, équipements bâtiments, système d'information), nous sommes filiale de deux grands groupes implantés dans le monde entier.

Nous recherchons, pour rejoindre nos équipes, des

# Consultants en Logistique

Les candidats devront avoir une expérience réussie de plusieurs années de Conseil ou d'Audit et/ou avoir assuré des responsabilités opérationnelles dans le domaine de la Logistique.

De formation supérieure, ils auront une grande autonomie, d'excellentes qualités relationnelles, une approche méthodique des problèmes, un sens commercial et/ou une aptitude au management d'équipe.

Prêts à s'impliquer sur des projets ambitieux nationaux et internationaux, hommes des challenges réussis, ils pourront prendre rapidement des responsabilités importantes dans notre organisation.

Merci d'adresser lettre, CV et rémunération à : Norbert COHEN LOGIC LINE CONSULTANT - 13, boulevard Ney - 75018 PARIS

## CHARGE D'ETUDES FONCTION PERSONNEL

**JURISTE DE FORMATION, ACTEUR ET CREATEUR DANS NOTRE FONCTION PERSONNEL**

Nous nous appuyons sur une gestion des ressources humaines dynamique et une politique sociale performante et souhaitons renforcer les structures de la fonction Personnel, en intégrant un

Vous menez des études ponctuelles dans le domaine des contrats de travail, rémunération, recrutement, formation, prévoyance, etc., et vous travaillez sur des projets visant à l'amélioration et à la mise en œuvre d'outils de gestion et de développement des ressources humaines.

A 26 ans environ, de formation supérieure universitaire (maîtrise en Droit Privé, Sciences Po ou équivalent), vous êtes débutant ou bénéficiez d'une toute première expérience dans un service juridique en cabinet ou dans un service du personnel dans l'industrie.

La connaissance de l'allemand serait un plus.

Merci d'adresser lettre + CV détaillé avec photo s/réf. 4570/OMO à MORENO CONSULTANTS 17 rue Courmeaux - 51100 REIMS.

**MORENO CONSULTANTS**  
REIMS - PARIS - LYON

## Organisateur Bancassurance

Jeune filiale d'un groupe bancaire, nous sommes spécialisés en assurances IARD. Notre direction organisation et informatique développe des projets nécessaires à la commercialisation et à la gestion décentralisée de contrats d'assurance.

Au sein de l'équipe organisation, vous êtes responsable et autonome. Analyse des besoins, proposition de solutions, établissement de procédures, conception et mise en œuvre de systèmes d'information, suivi des réalisations, amélioration de l'existant, seront vos objectifs de tous les jours.

Agé(e) de 30 ans au minimum, de formation bac + 4, vous avez acquis une expérience dans le domaine de l'organisation depuis 3 ans au moins, au sein d'une société d'assurances.

Qualités relationnelles et souplesse d'adaptation vous permettront de réussir à ce poste.

Merci d'adresser lettre + CV sous réf. CHS/116 à Christine Suquet COREAD - 223, boulevard Péreire 75017 PARIS

**COREAD**  
CONSEIL EN RECRUTEMENT

## Responsable des Etudes

**IDRAC**

Depuis plus de 25 ans, la formation des managers de la fonction commerciale est notre spécialité ; différents niveaux : Bac + 4, BTS, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles supérieurs spécialisés. Notre préoccupation permanente est de répondre à l'attente des entreprises. Nous recherchons un

Vous nous apporterez une expérience de la formation, de l'enseignement ou de la gestion d'un centre de profil à dominante marketing ou commerciale.

Vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Homme de contact, d'échange et d'animation, vous participerez activement au développement et à la promotion de notre école.

Denis BOUSSON, notre Conseil, vous remercie de lui transmettre vos CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation sous référence 1068

**RHOC**  
19 place Tolozan - 69001 LYON

## Consultant senior... associé

Depuis sept ans nos clients, nos candidats apprécient notre efficacité, notre rigueur, notre éthique.

Nous nous caractérisons par la stabilité de nos effectifs, une bonne santé financière, des moyens logistiques, etc... une ambiance conviviale.

Nous souhaitons renforcer nos activités en associant à notre développement un consultant évoluant depuis plusieurs années dans l'un des domaines du conseil en ressources humaines (recherches de cadres, audit social, outplacement, management social...).

Homme ou femme d'entreprise, formation grande école, vous avez exercé des responsabilités de direction avant de choisir l'activité de conseil.

Nous vous proposons de créer et de développer au sein de notre groupe un département autonome ; votre domaine d'intervention sera fonction de vos compétences et des synergies possibles.

Nous vous remercions de nous adresser votre dossier sous référence A/857. La plus stricte confidentialité vous est assurée.

**GROUPE H&C CONSEIL** - 6, rue Halévy - Place de l'Opéra - 75009 PARIS

## RESPONSABLES DE CENTRE DE PROFIT

**SCETA voyageurs**

Notre groupe est un des tous premiers du transport public de voyageurs. Notre forte expansion nous conduit à rechercher pour plusieurs villes universitaires des :

# RESPONSABLES DE CENTRE DE PROFIT

**Ingénierie des transports**

Après une formation d'environ 6 mois à notre métier de conseil en organisation des transports, vous prendrez la direction d'une représentation régionale. A la tête d'une petite équipe de techniciens, vous conduirez en toute autonomie des missions très variées incluant : une forte technicité (organisation, informatique, ...), le marketing des services publics, la conception de solutions sur mesure (étude de nouvelles lignes, création de plates-formes d'échanges, correspondances avec les nouvelles dessertes TGV, métro, tramway, etc...) et la négociation à haut niveau avec les instances de décision (collectivités, élus, Administration).

A votre formation Ingénieur ou Sup de Co, vous ajoutez impérativement une première expérience réussie d'au moins 3 ans dans la commercialisation de services, de préférence aux collectivités territoriales. Vous avez mené des missions complètes, depuis les études jusqu'au suivi des résultats. A la fois imaginatif et autonome, vous alliez des qualités relationnelles à un potentiel d'entrepreneur.

Merci de confier votre dossier (CV, let. man., photo, sal. act.) à notre Conseil Gisèle GUILLOU s/réf SCE 10 M - HERVE LE BAUT CONSULTANTS 11, rue La Boétie, 75008 PARIS. Tél 42 86 38 39

**hld**

## PRIMABAIL

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

Dans le cadre de son nouveau développement, une petite société financière au statut de siconi recherche

# UN CHARGÉ D'AFFAIRES SENIOR

Rattaché directement au directeur général, il sera responsable du développement commercial, du montage juridique et financier des dossiers de crédit-bail immobilier.

Agé de 30 à 40 ans environ, il possèdera une expérience confirmée en matière de crédit-bail immobilier.

Excellent négociateur, il sera en mesure d'analyser les risques financiers et immobiliers de chaque opération proposée au comité des engagements.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite sous n° 8518 au : Monde Publicité 15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria, 75902 Paris Cedex 15.



هكذا من الإصحاح

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
des

• Le Monde • Mercredi 24 juin 1992 XIII

## Ressources Humaines

### Participez à l'avenir du Monde

Notre Direction du Personnel se renforce en s'adjoignant de jeunes professionnels en ressources humaines et recrute un

#### Responsable formation

Dotée d'un budget représentant 3 % de la masse salariale, la formation, enjeu important pour notre groupe (1 000 salariés), est un véritable outil de développement de nos équipes dans un contexte de modernisation rapide des métiers. En prise directe avec le Directeur du Personnel et en étroite collaboration avec le Responsable de la Gestion des Emplois, vous proposez et mettez en œuvre la politique de formation. Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (écoles de commerce, droit, psychologie...) et/ou spécialisé(e) en fonction personnel (IGS, Celsa...), vous avez une expérience d'environ 5 ans de la fonction. Professionnel(le) de la formation, vous êtes bien entendu une force de proposition, vous savez être à l'écoute de tous et appréciez le travail en équipe.

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo), sous référence LM/RF, à Isabelle Mansour, Direction du Personnel du Journal Le Monde, Gestion des Emplois, 1 place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

### RESPONSABLE

DE  
PERSONNEL  
SENIOR

Après environ 10 ans d'expérience, SUN n'est pas seulement le leader incontesté des stations de travail, c'est aussi la référence la plus rapide des entreprises européennes.

SUN, c'est également un état d'esprit et une qualité de service que vous découvrirez dans la filiale française (400 personnes), résolument tournée vers ses clients. Nous recherchons aujourd'hui :

Rattaché au DRH France, vous participez au développement des plus récentes implantations de SUN en France : Groupe de Développement de Réseau, antenne internationale de développement. Vous y assurez la politique de Ressources Humaines, notamment en recrutement, gestion des évaluations, des expatriés, politique de formation.

Votre polyvalence et une bonne compréhension du milieu technologique vous permettront une intégration rapide au sein de l'équipe de management de SUN France, ainsi que de la DRH.

De formation supérieure, vous avez une expérience de 7 ans minimum dans la fonction Personnel, de préférence en environnement anglo-saxon. Vous parlez très bien l'anglais. La connaissance de l'espagnol ou de l'italien serait un plus.

Ce poste est basé à VELIZY (78) et nécessite de fréquents déplacements au Centre de Grenoble.

Envoyez votre dossier de candidature (CV + lettre), sous la réf. PPS à L. DE BETTIGNIES, DRH - SUN MICROSYSTEMS 13, avenue Maréchal Spillier, BP 62 - 78142 VELIZY.



#### 3 Consultants-seniors :

Noël Comanod, Olivier ALLAIN, Mylène WINKLER

se regroupent à Grenoble, pour développer leur complémentarité et offrir aux entreprises un ensemble de Conseils dans le domaine des Ressources Humaines.

**Leur cabinet : MENWAY Consultants.**

Leurs axes privilégiés de recrutement de cadres et dirigeants :

- les métiers High-Tech (microélectronique, informatique),
- les ingénieurs commerciaux et les hommes de marketing.

Leur savoir-faire :

- l'activité de DRH à temps partagé, • l'outplacement, • l'évaluation, • la formation.

25, rue Pierre Sémard - EUROPOLE - 38000 GRENOBLE.  
Tél. : 76.48.00.60 - Fax : 76.21.71.29.

L'Éthique du Recrutement



36 15  
LM

Déposez votre CV sur 3615 LM  
pour découvrir des annonces  
qui correspondent à votre profil.

### Consultant senior

Vous intégrerez le Département **Ressources Humaines** de **BERNARD KRIEF MANAGEMENT**. Professionnel du conseil en Management et/ou Ressources Humaines, vous souhaitez rejoindre un groupe de forte renommée. Vous bénéficierez des techniques spécifiques de **BERNARD KRIEF MANAGEMENT**. Vous développerez votre propre portefeuille de clients

auprès desquels vous réaliserez, seul ou avec d'autres, les missions qu'ils vous confieront.

A 30-35 ans, vous disposez impérativement d'une formation Bac + 5.

Le poste est situé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 1/M, à Bernard Krief Management, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



#### REJOIGNEZ LA GMF VIE, SOCIÉTÉ D'ASSURANCE VIE DU GROUPE GMF

LE GROUPE GMF EST UN DES TOUTS PREMIERS GROUPE FRANÇAIS DE SERVICES, PRÉSENT DANS DE NOMBREUX SECTEURS D'ACTIVITÉS : L'ASSURANCE (GMF IARD, GMF VIE, GMF FI, LA SAUVÉGARDE), LA BANQUE (GMF BANQUE), L'ASSISTANCE, LA DISTRIBUTION (LA FRAC), L'AGRO-ALIMENTAIRE, LE TOURISME, LA COMMUNICATION.

Jeune  
Chargé de  
Formation

H/F

BAC + 4

CDD 6 MOIS  
ENVIRON



Vous secondez notre responsable formation dans la mise en œuvre du plan de formation du réseau. Vous participez à :  
- la conception des outils de formation à distance,  
- la logistique d'actions de formation à distance,  
- l'animation des stages.  
Sans de l'organisation et de la pédagogie sont vos atouts pour réussir dans les missions que nous vous confierons, certaines nécessitant des déplacements occasionnels. Une première expérience de formateur serait un plus.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à GMF VIE, Service des Ressources Humaines, 27, rue Jean-Goujon 75008 Paris.

PARIS 17<sup>e</sup>  
PUIS A  
ERMONT (95)

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

**SENIOR CONSULTANTS / MANAGERS****INGENIERIE****DE SYSTEMES****D'INFORMATION****BOSSARD  
SYSTEMES**

Réaliser des missions de conseil et des schémas directeurs, être l'architecte de systèmes complexes, concevoir des solutions informatiques, mettre en œuvre et piloter de grands projets : telle est la vocation de **BOSSARD SYSTEMES**, filiale du Groupe BOSSARD, 1000 personnes, un des premiers groupes de conseil en France.

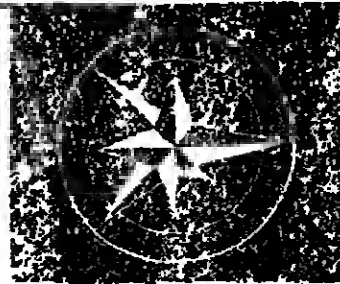
Pour renforcer nos équipes de **Consultants**, nous recherchons des **INGENIEURS GRANDES ECOLES**

Vous possédez 4 à 6 ans d'expérience professionnelle (en grande entreprise ou dans un cabinet de conseil) dans l'analyse de systèmes d'information, la conception de solutions fonctionnelles et d'architectures techniques, le management de grands projets. Une expertise dans l'un des domaines suivants serait un plus : Architecture de réseaux, Télécom, GED, EDI.

Voire ambition est de développer en permanence vos compétences et d'accéder aux responsabilités de **Manager**.

Dans un contexte stimulant par la richesse des problèmes posés, vous serez impliqué dans un travail d'équipe où professionnalisme, engagement et convivialité sont fondamentaux. Les missions que nous vous confierons vous permettront de mettre en valeur votre sens de l'autonomie et de développer vos aptitudes commerciales et d'encadrement.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 6890 à  
Murielle JESSENNE - BOSSARD SYSTEMES,  
14 rue Rouget de Lisle, 92441 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX  
tél. 41 08 44 66

**CONSULTANTS  
SENIORS**

Spécialiste depuis 12 ans de l'audit informatique, COMPASS s'affirme comme le leader mondial dans l'analyse technique et financière des centres de production informatique, de la migration d'architecture et de la consolidation des sites.

Nos techniques de modélisation et simulation en niveau de l'état de l'art, offrent à nos clients grands comptes la perspective d'une réduction sensible de leurs coûts ainsi qu'une optimisation de la qualité des réseaux, des clients serveurs et des centres informatiques.

Implantée en Angleterre, Allemagne, Suisse, Pays-Bas, Pays Scandinaves, Etats-Unis, Canada et maintenant en France, notre société poursuit son objectif stratégique avec l'expansion de notre filiale française qui est également responsable pour les secteurs Espagne, Italie et Belgique.

Pour réussir cette expansion, nous recherchons des :

Vous êtes l'interlocuteur privilégié des Directions Informatiques de nos clients.

Vous avez d'excellentes qualités relationnelles et le sens des contacts à haut niveau.

Une expérience ces derniers 5 ans dans un rôle de responsable dans l'environnement d'exploitation IBM grands systèmes ou dans une fonction de consultant, fait de vous un professionnel averti techniquement et financièrement, attentif à l'évolution de l'informatique.

La connaissance de l'AS 400, DEC VMS, BULL DPS 7 ou 8 et réseaux est un atout.

Vous serez basé à Paris mais 25 % de votre temps sera consacré à des déplacements de très courte durée.

Pour ces postes importants, à très forte rémunération avec prime, nous souhaitons rencontrer des candidats ayant de préférence une formation supérieure. La maîtrise de l'anglais est indispensable et la bonne connaissance de l'italien ou de l'espagnol serait un avantage.

**COMPASS**

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. MC/06 à notre Conseil C/TEAM, CNIT, BP 240 - 2 place de la Défense - 92053 Paris La Défense.

**RESPONSABLES DE PROJETS**

Notre stratégie de développement et d'optimisation du service rendu au client passe par la réalisation d'investissements très importants dans le domaine de la technologie de l'information.

C'est pourquoi nous recherchons pour notre Direction des Assurances de Groupe deux responsables de projets.

Ils auront pour mission de participer, en étroite collaboration avec notre Direction des Systèmes d'Information :

• à la conduite des études (opportunités, orientation, organisation) visant à l'évolution du système d'information actuel,

• à la réalisation des cahiers des charges des projets et leur concrétisation.

Diplômé d'une école d'ingénieur, d'une école de commerce ou 3<sup>e</sup> cycle universitaire, vous avez une première expérience informatique de quelques années et une bonne maîtrise de la conduite de projet ; si vous souhaitez mettre votre capacité d'écoute, d'analyse et vos qualités relationnelles au service d'un grand groupe d'assurance, adressez lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle, sous référence MOHG, à Jacqueline MARIAUX - Département des Ressources Humaines - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'Assurance.

Nous sommes 20000 personnes. Nous réalisons un C.A. de 55 milliards en France et dans plus de 30 pays.

Ensemble, nous offrons de l'avenir à votre avenir.

**PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.**



avec vous

**COMSHARE.****ingénieurs  
consultants  
chefs de projet**

De formation BAC + 4 (Ecoles d'ingénieurs, MIAGE, Ecoles de Commerce...), débutant ou avec quelques années d'expérience, vous possédez des compétences en informatique et/ou en gestion.

Vous mettrez en œuvre chez nos clients les "solutions" Comshare dans le domaine du contrôle de gestion, de la finance, du reporting, des tableaux de bord et des systèmes d'information pour décideurs et en assurerez le suivi technique.

Nous serons particulièrement sensibles à votre sens du dialogue et de la communication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, (CV et lettre manuscrite) à : COMSHARE SA 73, boulevard Haussmann - 75008 PARIS. Tél. : (1) 42.68.04.11.

**LA PUISSANCE  
D'UN GROUPE  
INTERNATIONAL**

1 UNITÉ DE PRODUCTION  
EN FRANCE

2 CENTRES DE RECHERCHE

12 USINES DANS LE MONDE

UNE CAPACITÉ DE  
PRODUCTION DE  
5000 MICROGRAMMES

UN RÉSEAU DE DISTRIBUTION  
INTERNATIONAL

CHIFFRE D'AFFAIRES  
MONDIAL  
1,5 MILLIARD DE DOLLARS

**PCW  
WAREHOUSE**

MICRO-INFORMATIQUE  
47 AGENCES EN FRANCE

Pour accompagner  
son développement,  
recherche :

**8 DIRECTEURS REGIONAUX**

**25 RESPONSABLES D'AGENCE**

Expérience management  
et commercialisation  
de solutions micro-informatiques  
au sein de PME, PMI  
et Grands Comptes.

Postes à pourvoir : Paris, Région Parisienne,  
Nord, Ouest, Centre, Sud-Est,  
Est, Normandie, Rhône-Alpes.

Envoyer CV & lettre de motivation à :

PCW - Michel AVENEL - (Réf. LM) - BP 317 - Cergy - 95528 Cergy-Pontoise Cedex

PCW : 1 ORDINATEUR VENDU TOUTES LES 2 MINUTES

**L'INSTITUT NATIONAL  
DES TELECOMMUNICATIONS**

recherche pour sa

Direction Université d'Entreprise

**UN CHEF DE PROJET  
EN SYSTEME D'INFORMATION**

Ingénieur ou équivalent, ayant une expérience de 3 à 5 ans en informatique dans une grande entreprise et possédant :

- Des capacités à conduire des projets de façon rigoureuse aux plans techniques et contractuels, de l'étude des besoins à l'évaluation,
- De bonnes aptitudes à la négociation et une aisance relationnelle.
- Une autonomie personnelle et d'aptitudes au travail par objectifs en rendant compte de son action de façon synthétique.

**Le poste :**

Il aura en charge la conception et la réalisation d'actions de formation et de consultation en SI pour les cadres supérieurs du Groupe FRANCE TELECOM.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions + photo) à :

INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS  
Secrétariat Général  
9, rue Charles Fourier - 91011 EVRY CEDEX  
Tél : (+33 1) 60 76 41 01



L'ACOSS, Organisme National de la branche du recouvrement des cotisations sociales (1.000 milliards de F., 105 URSSAF, 7 centres informatiques, 13 000 personnes) recherche pour sa Direction des Systèmes d'Information un

**RESPONSABLE DU  
DEPARTEMENT DEVELOPPEMENTS  
INFORMATIQUES**

sous l'autorité du Directeur des Systèmes d'Information, vous devrez :

- définir la politique des développements de logiciels
- coordonner sa mise en œuvre
- participer ou choisir des architectures des systèmes informatiques.

Vous êtes de formation Ingénieur Grande Ecole et avez 10 années minimum d'expérience du développement des logiciels.

Vous maîtrisez les méthodes et outils de développement et connaissez le monde BULL et/ou IBM. De plus, vous savez faire preuve de rigueur et de sens de la négociation.

Adresser CV, photo et prétentions à  
ACOSS - Direction des Ressources Humaines  
67 bd Richard Lenoir - 75011 PARIS.



552 من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
des

Le Monde • Mercredi 24 juin 1992 • XV

## Secteurs de Pointe

Le Premier Constructeur Européen de Turbomachines  
recherche pour l'un de ses établissements  
région parisienne (RATEAU)

### 2 INGENIEURS GRANDES ECOLES R et D "Service Développement"

L'un débutant, l'autre avec expérience en  
aérodynamique des turbomachines.  
Ils assurent un travail technique dans le domaine  
des turbomachines, nécessitant de bonnes  
connaissances théoriques en mécanique, des  
bases en mécanique des fluides et une bonne

aptitude à l'analyse scientifique.  
Celui qui a déjà une première expérience  
aura à piloter plusieurs ATAM et à gérer les  
crédits qui seront attribués à ses travaux.  
Anglais indispensable.  
Réf. 91382

### JEUNE INGENIEUR "Contrôle Commande"

Ce jeune ingénieur débutant, au avec  
première expérience, a une solide formation  
en électrotechnique et en électronique.  
Après formation au sein du service  
technique des TURBINES A VAPEUR, il  
prend en charge la partie de contrats  
concernant le contrôle commande du

groupe turbo-alternateur : élaboration de  
schémas, spécification des composants,  
armoires etc... participation aux réunions  
de mise au point et de mise en service sur  
site. Déplacements tous pays.  
Anglais indispensable.  
Réf. 91383

### INGENIEUR GRANDES ECOLES Avec première expérience en turbines à vapeur ou centrales énergétiques

Cet ingénieur intègre une jeune équipe  
dynamique dont la mission est la réalisation  
de petites centrales thermiques tous pays.  
Au sein de l'équipe, il réalise les études de  
projets de centrales thermiques à vapeur  
ou solides de machines, assure la sélection

et la liaison des sous-traitants, effectue les  
chiffrages et les négociations techniques.  
"Large autonomie de travail".  
L'anglais est indispensable, l'espagnol apprécié.  
Les déplacements sont de fréquence mensuelle.  
Réf. 91384

### 2 INGENIEURS CHANTIERS INTERNATIONAUX

Débutants, au première expérience  
chantiers (opprécité), mécaniciens au  
électromécaniciens, ils réalisent une  
formation sur les matériels "RATEAU",  
puis sont intégrés à l'équipe chantiers.

Ils assurent le montage et la mise en  
service tous pays. Initiative et grande  
mobilité internationale sont indispensables  
à ces postes.  
Réf. 91386

Intéressantes possibilités d'évolution et de promotion dans le groupe pour  
chacun de ces postes.

GECA LSTHOM

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous  
la référence choisie à LTA-VITAE  
31, Bd Bonne Nouvelle 75002 PARIS (qui transmettra).

IRIDIUM

ALUSSEMENT REV

Il s'agit d'un poste de l'usine de  
ALUSSEMENT REV, spécialisée dans  
la production de papier pour le marché  
INTERNATIONAL PAPER, en des  
usines situées en France, Belgique, Espagne,  
Suisse, Italie, Portugal, Grèce, Turquie, etc.  
Le poste est basé à ALUSSEMENT REV, 1200  
rue de la République, 92100 CLAMART.  
Le poste est basé à ALUSSEMENT REV, 1200  
rue de la République, 92100 CLAMART.

### RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT

Rattaché au Directeur de l'usine, vous contribuez à l'élargissement de la gamme  
actuelle de nos produits et à leur adaptation aux nouveaux besoins du marché.

En liaison constante avec le Marketing et notre Centre de recherche, vous développez  
aussi à l'extérieur un réseau relationnel auprès de nos clients, de nos fournisseurs, des  
universités, du CTP... pour vous tenir informé et être en mesure de proposer des plans  
d'actions et des études spécifiques.

Vous supervisez le contrôle qualité et encadrez une équipe de 16 personnes et un  
ingénieur.

Ingénieur EPPG ou chimiste, vous souhaitez valoriser votre compétence technique de  
la recherche appliquée dans l'industrie papetière en vous ouvrant vers une approche  
plus marketing et relationnelle. Votre anglais est satisfaisant.

Vous voulez encadrer une équipe et avez été sensibilisé aux problèmes de qualité et  
des normes ISO.

Intéressé ? Adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL,  
95, avenue Victor Hugo - 92563 RUEIL MALMAISON s/réf. 58.5983.

Mercuri Urval

## SUCCES A L'APPUI

Les résultats sont là : qualité, technologie, rentabilité, allèges.  
Formule 1... Clio, R19, Safrane ; autant de succès couronnant la passion et l'innovation.

### Ingénieurs Grandes Ecoles Débutants



nous vous proposons un premier poste en Fabrication. Choisir la  
fabrication, c'est développer les talents qui font de vous un futur manager.

Pour cela vous aurez à :  
• susciter la confiance de ceux que vous encadrez  
• prendre des décisions opérationnelles  
• participer au développement de l'organisation de nos usines.

Autonomie, adaptation, méthode et rigueur, sont les atouts indispensables  
pour réussir dans cette activité opérationnelle et relationnelle, dans un  
univers d'exigence et de forte concurrence.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite et CV  
sous réf. IFAB, à Michel Douzière - Direction du Personnel Ingénieurs et  
Cadres - RENAULT - 12, place Bir-Hakeim 92109 Boulogne-Billancourt.



RENAULT

Lesieur

Dans le cadre du développement d'un pôle européen, LESIEUR,  
(1000 salariés, 3,3 Md de F de CA), recrute pour son centre de recherche  
de COUDEKERQUE (59)

## Spécialiste en analyse sensorielle

En relation avec le département études marketing, vous participerez à la conception et à  
l'interprétation des tests et en traduirez les résultats en termes techniques. Vous redéfinirez  
au sein du service Recherche et Développement l'approche sensorielle en partant de  
l'existant et formaliserez les procédures. Vous concevrez et établirez un panel permettant des  
approches plus fiables et définirez un vocabulaire de référence.

De formation IAA ou Chimie, vous possédez impérativement une expérience de 3 ans dans  
une fonction similaire acquise dans une entreprise agro-alimentaire. Réf. M106

## Responsable développement emballages

Assisté de l'équipe en place dont vous assurez l'animation et le développement, vous serez  
chargé de la conception jusqu'à l'essai industriel des nouveaux emballages. Pour ce faire,  
vous serez en relation avec les services Marketing, Logistique et Qualité et les fournisseurs.

De formation Ingénieur IAA et / ou emballages vous bénéficierez d'une solide expérience  
(5 à 10 ans) dans une fonction similaire. Réf. M206

Pour ces 2 postes l'anglais courant est indispensable, une 3<sup>ème</sup> langue serait un plus.  
La pratique de l'outil informatique est souhaitée. Nombreux déplacements à prévoir.

Si vous souhaitez valoriser votre évolution personnelle et vous impliquer fortement dans votre  
travail, envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf du poste à  
Mme Marty - LESIEUR - 122 Av Général Leduc - BP 403 - 82103 Boulogne-Billancourt cedex.

Béghin-Say

Agro-industrie dans le monde. — Chaque jour, nous transformons  
les produits de la terre en progrès de la vie.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36015 L M

## Secteurs de Pointe



Importante société immobilière, premier opérateur en France dans le domaine de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, nous représentons un effectif de 700 personnes (forte population d'ingénieurs) réparties au siège et dans nos six directions régionales, et un CA de 500 MF. Notre appartenance à un groupe financier de premier plan, notre professionnalisme et notre capacité d'innovation nous amène à rechercher des

### INGENIEURS D'ETUDES TCE FAMILIARISES EN HOSPITALIER

Paris Ingénieur bâtiment, vous avez travaillé en entreprise et en BE, où vous avez déjà acquis une expérience significative du secteur hospitalier. Assistants de grands maîtres d'ouvrages, nos ingénieurs réalisent des études de faisabilité, établissent des plans directeurs et des programmes techniques détaillés, préparent, lancent et dépouillent les concours d'architecture et d'ingénierie. Les plus expérimentés d'entre eux se déclarent prêts à accompagner et former jusqu'à complète autonomie des ingénieurs de 30-35 ans ayant déjà 3 ou 4 ans d'expérience des études TCE pour le secteur hospitalier. Si vous vous reconnaissez des qualités de rigueur dans votre organisation comme de diplomatie dans vos contacts, si vous êtes prêt à vous déplacer intensément, alors hâtez-vous d'écrire sous référence 5900 M à notre conseil, J.P. DOURY, Carrières d'Ingénieurs, ALEXANDRE TIC, 10, rue Royale 75008 PARIS.

## INGENIEUR D'AFFAIRES STRATEGE et DIPLOMATE

Vous vous reconnaissez dans ce titre ? Vous possédez donc des qualités qu'on ne trouve pas rassemblées chez tout le monde.

Notre Société de Service s'adresse, d'une façon générale, aux Collectivités Locales pour le compte desquelles elle conçoit, monte ou plan financier, réalise et exploite des installations de type industriel, complexes et importantes au niveau des investissements.

Basé à LYON, au sein de notre équipe commerciale en charge de notre développement sur 20 départements, vous aurez pour mission d'entretenir les relations avec nos clients potentiels, de définir avec eux leurs besoins à court ou long terme et de leur proposer des solutions techniques et financières qu'il vous appartiendra de négocier. Pour cette tâche de longue haleine nous avons besoin d'un homme ou d'une femme de grand talent.

Agé(e) de 30 à 35 ans, diplômé(e) d'une GRANDE ECOLE D'INGENIEURS GENERAUSTES, vous avez une expérience significative et réussie de commercial de haut niveau (Services et/ou Technique), d'ingénieur d'Affaires ou toute autre expérience incluant le sens de la stratégie et du long terme.

Votre réussite dans ce poste vous désignera pour une carrière évolutive ou sein de notre groupe : la direction de centres de profits de plus en plus importants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence M/116/BB2 (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

CHP

cabinet Henri PHILIPPE - 2 bis rue Michelet - 92441 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX

Membre du Syntec

## Ingénieur biochimiste

Laboratoire pharmaceutique de dimension internationale, nous recherchons un spécialiste de la purification, à l'échelle pilote, de protéines recombinantes à usage pharmaceutique. Ingénieur ou titulaire d'un doctorat, vous intégrerez notre équipe développement de la recherche située dans le cadre de l'une de nos unités de production, proche de Rouen.

Avec le concours de deux techniciens, vous serez chargé de la mise en œuvre des essais, du développement des procédés pour la production de lots cliniques. Responsable de la gestion des moyens humains, matériels, vous avez nécessairement acquis une première expérience industrielle (trois ans environ) et à travers elle, une connaissance des techniques de fermentation, de purification et des bonnes pratiques de fabrication.

Une expérience de la culture cellulaire constituerait un atout.

Votre pratique de l'anglais est opérationnelle et votre sens relationnel développé (contacts tant internes qu'externes avec les laboratoires, les fournisseurs, les prestataires...). Ces responsabilités vous ouvriront des possibilités d'évolution ultérieures dans le groupe.

Nous vous remercions d'adresser un dossier complet sous référence FPM/AM à notre conseil qui vous donnera, lors du premier entretien, une très large information sur notre organisation et nos objectifs.

INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

## GDI simulation

PME, 130 personnes, leader dans son domaine, recherche :

## CHEF DE SECTION ELECTRONIQUE

270 KF

Responsable d'une équipe de 10 ingénieurs électroniciens, vous aurez en charge le développement de systèmes utilisant la technique de calculateurs embarqués temps réel.

Vous devrez donner les impulsions techniques, participer aux chiffrages et suivre tous les projets de la section.

Ingénieur de formation (ENSEA, ENSEE, INSA...), vous avez environ 5 ans d'expérience.

Poste basé à Suresnes (92).

Habilitation confidentiel défense possible.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) à Madame FAIVRE, Ressources Humaines, Girardons Dorand Industries, 5, rue Jean Macé, 92190 Suresnes.

Groupe CPBSA

## Responsable de produit Câbles d'énergie

BICC, deuxième câblé mondial (37 Mds de F de CA, 41 000 personnes), développe en France son activité "Câbles d'énergie" et crée le poste de **Responsable de produit**.

Rattaché au Directeur de la branche Industrie, vous êtes responsable du développement de la gamme des câbles d'énergie pour la France et le Benelux.

A ce titre, vous : • participez à la définition de la stratégie marketing et commerciale • prospectez de nouveaux marchés et informez votre direction de l'évolution du secteur • suivez et développez le portefeuille de clients existants pour certains produits.

Ingénieur de formation, autonome, vous avez une expérience marketing et commerciale réussie acquise dans l'industrie, la distribution ou l'utilisation de câbles d'énergie. L'anglais est votre langue de travail.

Poste basé dans l'ouest de la région parisienne.

Merci d'envoyer votre candidature, sous réf. 1111/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

## Chef de PRODUIT

Société multinationale française à taille humaine (chiffre d'affaires 700 MF, filiales dans une quinzaine de pays), recherche pour une nouvelle activité

PARIS

Agé de 25 à 30 ans, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs en électronique. Vous parlez couramment l'anglais et, si possible, l'allemand. Vous pouvez faire état d'une expérience réussie de commercialisation de produits techniques. Vous aurez à initier et animer la distribution européenne d'une gamme de produits industriels spécialisés de grande qualité et dans un métier à croissance rapide. Pour ce faire, vous vous appuieriez sur l'infrastructure et le réseau de filiales européennes du Groupe. Votre fonction intègrerait l'interface avec les fournisseurs et l'obtention des homologations indispensables. Vous serez responsable de la formation des équipes à la vente et à l'après-vente. Vous suivrez en direct les affaires majeures. Vos qualités dominantes seront le sens commercial, l'organisation et l'esprit d'entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé, sous réf. 6027 à :

AGENCE HAILLE

18 RUE VOLNEY - 75002 PARIS, QUI TRANSMETTRA



INA Institut National de l'Audiovisuel.

INA, entreprise pluridisciplinaire à la pointe de la technologie audiovisuelle, recherche un

## INGENIEUR

diplômé d'une grande école ou titulaire d'un DEA

Vous justifiez d'un ou deux ans d'expérience dans le secteur de l'audiovisuel et maîtrisez parfaitement le traitement numérique du signal.

Dans l'équipe d'INA-FORMATION, chargé de concevoir, d'organiser et d'animer les actions de formation en direction des professionnels, vous élaborerez les aides pédagogiques tant écrites qu'audiovisuelles et conduirez des prestations d'enseignement.

En liaison avec les laboratoires d'étude et de développement, vous assurerez une veille technologique et contribuerez au renouvellement de notre offre de formation.

Créatif et dynamique, votre curiosité pour les techniques de pointe et votre sens de la pédagogie font de vous le candidat que nous souhaitons rencontrer.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à INA, Service des Ressources Humaines, 4 avenue de l'Europe, 94368 Bry-sur-Marne Cedex.



Leader européen sur le marché de l'équipement de véhicules industriels, nous poursuivons notre avancée technologique, nous développons des produits innovants et améliorons la qualité. Nous investissons dans l'efficacité de nos hommes et de nos méthodes.

Nous recherchons un

## Chef de Projet

Parfaitement Bilingue Anglais-Français

Pour la vente de nos appareils dans les pays anglo-saxons, vous assurez :

- l'assistance technique à la vente, à la mise en route et au SAV,
- l'interface avec la fabrication et le Bureau d'Etudes.

A 30-40 ans, Ingénieur de formation ou très bon professionnel, vous avez un excellent profil commercial et possédez une connaissance du SAV. Vous êtes idéalement issu de l'environnement PL.

Nous vous offrons une solide formation à nos produits ainsi que de réelles possibilités d'évolution au sein de notre Groupe.



Merci d'écrire avec CV et prétentions sous réf. 1886/M à notre conseil : Pierre ZENTAR PRO CONSULTANT - 18, rue Rouget de Lisle 42000 SAINT-ETIENNE - Tél. 77.33.88.33 Fax 77.25.73.47



هذه الامن لا يملك

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
des

Le Monde • Mercredi 24 juin 1992 XVII

## Secteurs de Pointe

GRUPE FRANCE

Sablères et Entreprises MORILLON CORVOL, filiale granulats du Groupe RMC France, leader européen pour le béton prêt à l'emploi (4 MdF de CA 3 000 collaborateurs) recherche pour son siège à Rungis (94)

### Ingénieur Environnement Ecologue

Agé de 25-30 ans, votre solide formation de base (3ème cycle universitaire en sciences de l'environnement, Technicien Forestier, Ingénieur Agronomie), est complétée par une spécialisation en Botanique.

Collaborateur du Responsable du Service Foncier/Aménagement de SEMC, vous conseillez nos 6 Directions Régionales chargées de l'exploitation de nos carrières. Vous intervenez, en tant que conseil, pour concevoir dès la création des sites, leur intégration dans l'environnement (analyse du milieu naturel, étude d'impact) et le suivi des travaux de réaménagement (audits internes).

Votre mobilité géographique allée à un esprit ouvert et organisé seront les meilleurs atouts de réussite.

Adressez lettre, CV, photo et prétentions sous référence 7442 à notre conseil  
PLURI CONSULTANTS 28, rue Viala  
75015 Paris.

PLURI  
CONSULTANTS

### OPERATOR



VOUS RECONNAISSEZ-VOUS ? : ☐ 25/28 ans ☐ INGENIEUR ou UNIVERSITAIRE, votre culture technique vous permet de maîtriser des domaines aussi variés que les Télécoms, l'électronique numérique et HF... ☐ des connaissances en mécanique seraient un plus ☐ ouvert et impliqué, vous êtes également concerné par des aspects qui font de vous un réel gestionnaire de projets : Marketing, budgets, design... ☐ vous aimez l'autonomie, la technique, le futur.

### 1 CHEF DE PROJETS réf. 7482

VOTRE CHALLENGE : ☐ vous êtes responsable d'une gamme de produits de radiomessagerie que vous faites évoluer ☐ sur la base de cahiers des charges, vous maîtrisez intégralement vos projets : de l'idée initiale (en relation avec le marketing) ou développement avec nos partenaires industriels.

### 1 RESPONSABLE INNOVATION / VEILLE TECHNOLOGIQUE réf. 7493

VOTRE AVENIR : ☐ Imaginatif et curieux, vous observez, comprenez et anticipez l'évolution technologique de notre marché ☐ rapidement votre expertise des systèmes de communication vous permet de définir des axes de travail et de proposer des solutions techniques fiables ☐ pragmatique, vous maîtrisez en œuvre des idées nouvelles avec un réel sens du possible (business plan, sélection projets, présélection de partenaires industriels...).

#### POUR VOTRE REUSSITE

☐ une stratégie d'innovation très active (un nouveau produit lancé par trimestre) ☐ une équipe enthousiaste, conviviale et très professionnelle ☐ l'opportunité de vivre le futur au quotidien dans un domaine en pleine mutation.

Pour un entretien individuel avec la société - réf : 7482, le 06/07 - réf : 7493, le 08/07  
Adressez CV, lettre, photo et niveau de rémunération actuel à EUROMAN - 195, avenue du Gol  
Leduc - 78220 Viroflay. Fax : (1) 30 24 39 00 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIR

USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

## Ingénieurs commerciaux rejoignez la coopération internationale MATRA ERICSSON

MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS a pour vocation de concevoir, construire et installer des circuits téléphoniques pour la téléphonie publique en France et à l'étranger.  
Notre développement nous conduit à renforcer nos équipes commerciales avec deux ingénieurs expérimentés dans le domaine des télécommunications.  
Vous agirez en relation permanente en interne avec différentes directions de MET, en externe avec les groupes MATRA et ERICSSON et les clients. Vous évoluerez dans un contexte international et êtes disponible pour des déplacements fréquents. Votre anglais est courant ; vous avez une solide formation technique et une expérience commerciale.

### RESPONSABLE EXPORT CEI

Vous développerez notre présence en CEI, vous assurerez la promotion des produits, vous établirez les offres commerciales, participerez à la négociation des contrats et en contrôlerez la bonne exécution. Vous parlez russe et anglais couramment, vous avez une expérience commerciale des pays de l'Est et êtes prêt à une grande mobilité. [Réf. EQ]

### TECHNICO-COMMERCIAL RADIOMOBILE

Vous assurerez la promotion, la commercialisation, la préparation des négociations et le suivi d'études sur de nouveaux produits et services. Vous avez une première expérience commerciale ou technique avec des responsabilités de projets et de coordination. [Réf. ITC]

Voilà pour vous des occasions d'exprimer vos qualités d'autonomie, d'analyse et synthèse, d'organisation, de coordination et de négociation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à Martine Videot, Direction des Ressources Humaines

MET - 19 avenue Carnot  
91348 Massy Cedex

MET  
MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

## ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE

### Notre Grand Projet : un Superordinateur Européen

INGENIEURS G.E.  
ou UNIVERSITAIRES

Développer et vendre un Superordinateur Européen, c'est le défi que nous relevons à LYON. Notre équipe multinationale y définit une architecture avancée qui met en œuvre des technologies de pointe. Nous recherchons des ingénieurs décidés à s'investir dans ce projet exceptionnel et possédant une solide expérience acquise chez des constructeurs informatiques et électroniques.

### Ingénieurs Seniors en CONCEPTION DE CPU (Réf. H12)

● Votre expérience de 6 années ou plus en conception de CPU et composants associés, vous a permis de maîtriser plusieurs des domaines suivants :

- Réalisation de circuits VLSI avec description en langage de haut niveau, synthèse logique et vérification.
- Conception de processeurs RISC.
- Conception de mémoires cache.
- Conception d'unités de gestion mémoire.
- Conception d'unités arithmétiques à virgule flottante IEEE STD 754.

### Ingénieurs en CONCEPTION DE CIRCUITS INTÉGRÉS (Réf. H13)

● Vous avez au moins 2 années d'expérience en conception de circuits numériques, ou êtes jeune diplômé avec un excellent cursus.

Les domaines suivants vous sont familiers :

- Réalisation de circuits Gate Array VLSI avec simulation et vérification des niveaux fonctionnel et porte.
- Emploi d'outils de synthèse et usage de macro-fonctions dans les circuits numériques.
- Etat de l'art en architecture de CPU.

### Ingénieurs Seniors en CONCEPTION D'E/S (Réf. H14)

● Vous justifiez d'au moins 3 ans d'expérience en conception et intégration de contrôleurs d'E/S et canaux pour supercalculateurs, notamment dans les domaines suivants :

- Drivers d'E/S.
- Microprocesseurs, microcode.

En outre une compétence en circuits VLSI, langages Verilog, disques RAID et canaux ultra-rapides (HIPPI/Fiberchannel) sera un atout apprécié.

Si vous désirez saisir cette opportunité unique en Europe, adressez votre candidature en anglais (lettre + CV), en précisant la référence du poste choisi à : J. Stem ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE, 1,8d Vivier Merle - 69443 LYON cedex 03.

## INGENIEURS

Groupe de dimension internationale, Lafarge Coppee, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 31 milliards de francs, avec 31.000 personnes et 500 unités de production réparties en France et dans une trentaine de pays.

Notre unité opérationnelle, PLATRES LAFARGE, dont le siège est situé dans le Val de Saône, réalise 3 milliards de francs par la fabrication et la commercialisation d'une vaste gamme de produits dans un grand nombre de pays européens. Nous souhaitons associer à notre expansion 4 ingénieurs :

### directeur qualité produits

Rattaché au directeur technique et scientifique, vous concevez et animez les méthodes et procédures permettant d'atteindre le meilleur niveau de qualité. Vous apportez votre expertise et votre concours à la direction des exploitations pour mener des actions qualité dans les

établissements. Vous lancez la démarche certification qualité.

Ingénieur confirmé, vous avez l'expérience de l'animation de projets qualité sur sites industriels. Poste basé à l'Isle-sur-Sorgue (84). Réf. DQP/M

### ingénieur génie mécanique et cinématique

Au sein de la direction technique et scientifique, rattaché au directeur des études industrielles, vous conduisez et contrôlez les études mécaniques des projets d'investissements. Vous jouez un rôle de conseil et d'assistance auprès des usines pour optimiser les choix d'équipements et les méthodes de maintenance. Expert

Intéme, vous consolidez et développez le savoir-faire et les performances de la société dans le domaine mécanique et cinématique.

Ingénieur grande école, vous avez acquis une solide expérience de la fonction études, en usine. Poste basé à l'Isle-sur-Sorgue (84). Réf. GMC/M

### ingénieur procédé

Au sein de la direction de l'assistance technique industrielle, vous conduisez toutes les études relatives aux procédés de fabrication (bilans, mesures...) et proposez les voies de progrès nécessaires.

Ingénieur AM ou Génie Chimique, vous avez une bonne expérience de l'instrumentation et de la régulation industrielles. Poste basé à l'Isle-sur-Sorgue (84). Réf. IP/M

### ingénieur entretien - travaux neufs

Au sein de notre importante usine de Melun (68), vous assurez la maintenance de notre outil industriel. Vous prévoyez et conduisez nos projets d'investissements pour optimiser la

performance du site (mécanique, automatismes, process...). Vous avez acquis une grande expérience de la fonction et du management d'équipe. Réf. ETN/M

Pour tous ces postes, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candida-



LAFARGE  
COPPEE

leader mondial des matériaux de construction

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 1 5 L M

## Secteurs de Pointe

## TDF: LA NOUVELLE ONDE DE CHOC

TDF - 1<sup>er</sup> diffuseur de radio et télévision - innove de la pointe de

l'actualité à la pointe de la technique en créant de nouveaux services (satellites de diffusion directe, radiomessagerie, radiotéléphone, diffusion de données, réseaux câblés...). Société anonyme, 4300 professionnels de l'audiovisuel, un savoir-faire exporté dans le monde entier, un chiffre d'affaires de 3,7 milliards de francs, une appartenance prestigieuse : COGECOM, Groupe FRANCE TELECOM.

INGENIEUR  
RESPONSABLE DU GROUPE  
PROGRAMMES RADIOCOMMUNICATIONS

Directement rattaché au DIRECTEUR D'UN CENTRE DE RECHERCHE en forte croissance, vous aurez pour missions principales :

- de coordonner les études menées dans le domaine des radiocommunications (Radiotéléphone GSM et 3<sup>ème</sup> génération, diffusion de données, radiomessagerie, radiolocalisation),
- de définir les moyens à mettre en œuvre pour réaliser ces études,
- de veiller au respect des budgets et délais prévus.

Votre formation : Ecole d'ingénieur en Télécommunications ou Electronique ou équivalent universitaire - ainsi que plusieurs années d'expérience dans le domaine des radiocommunications vous ont permis d'acquérir de bonnes connaissances notamment du système GSM.

Le management d'une équipe de haut niveau et la gestion d'une partie du budget d'investissement du centre nécessitent de bonnes qualités relationnelles et fédératrices, un esprit de synthèse et le sens des négociations. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Poste basé à METZ.

Merci d'adresser votre dossier (lettre de candidature, CV, photo et prétentions) sous réf. IM02/92 à TDF - Isabelle Merlin - Direction des Ressources Humaines - Département Développement des Carrières - 21127, rue Barbès 92542 MONTROUGE Cedex.

TDF - LA DIFFUSION DES IMAGES, DU SON ET DES DONNÉES



## Ingénieur Pétrole

Département  
Offshore-Transport

Premier assureur français,  
cinquième mondial  
avec 1 000 personnes  
et 11 milliards de CA,  
nous sommes présents sur  
les cinq continents.



L'ASSUREUR DES ASSUREURS

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous évaluez les risques et, après diagnostics techniques, vous prenez des engagements financiers sur les marchés de la construction et l'exploitation de plates-formes pétrolières, et du transport maritime.

Vous négociez les contrats de réassurance avec les assureurs d'affaires et gérez les sinistres.

Ingénieur grande école, vous avez au moins 5 années d'expérience de la construction ou de l'exploration/production pétrolière et votre anglais est courant. Vous voyagerez dans le monde entier après une formation approfondie à nos techniques d'expertise. Autonomie, capacités d'initiatives et sens relationnel vous ouvrant de larges perspectives de carrière au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions), sous réf. ZIP LM, à Scor, Service Recrutement, 1 avenue du Président-Wilson, 92074 Paris-La Défense 8 Cedex 39.

Société française  
(360 personnes)  
spécialisée dans  
la construction  
électrique  
et électronique  
(protections,  
automatismes...).

Dans le cadre  
de notre  
développement,  
nous recherchons :

INGENIEUR  
EN INFORMATIQUE  
INDUSTRIELLE

La trentaine environ, Ingénieur Electronicien/Informaticien, vous bénéficiez d'une première expérience de la gestion de projets complets en informatique industrielle.

Vous êtes reconnu pour votre sens de l'innovation, de l'organisation, des responsabilités et du respect de l'objectif. Rattaché au Directeur des Etudes, vous prenez en charge la conception, le développement, le suivi, la réalisation et assurez ainsi la réussite d'un ensemble de projets d'affaires importants.

Dans cet environnement de haute technologie vous assurez le développement, la mise au point, la gestion des coûts et des délais, la communication et le suivi de ces affaires auprès de nos clients.

Qualité, Conseil et Service expriment la culture de notre Entreprise, c'est dans cet esprit que nous souhaitons vous voir évoluer.

Merci d'adresser votre candidature avec CV complet + photo et rémunération actuelle sous référence IFO à notre Conseil : PREFIX - 33, boulevard de Sébastopol - 75001 PARIS.

Ingénieurs  
Recherche et Développement  
bilingues anglais

Nous sommes leader mondial et à la pointe de la technologie dans le chauffage et le conditionnement d'air, destinés aux véhicules automobiles. Avec un effectif de 3500 personnes, nous sommes implantés dans le monde à travers 8 établissements et nos investissements ont représenté en 1991, 180 millions de francs. Aujourd'hui nous recherchons pour notre département Recherche et Développement, situé à Saint Quentin en Yvelines (78) 3 INGENIEURS DOCTEURS.

Ils travailleront pour l'ensemble des pays de la branche thermique habitacle pour améliorer le confort automobile par des solutions techniques innovantes, en menant à bien des projets du stade études au stade de prototype validé.

## Ingénieur Responsable de Recherche en Thermodynamique

Réf. B7

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure (ingénieur des Mines par exemple + doctorat en Thermodynamique ou en génie énergétique) vous souhaitez valoriser dans un environnement "HIGH TECH" votre expérience (2/3 ans) aux études ou en RD en thermodynamique.

## Ingénieur Responsable de Recherche en Mécanique des Fluides

Réf. B8

Agé de 27/30 ans débutant ou fort d'une première expérience en RD; vous avez une formation ingénieur niveau 1 complétée par un doctorat en mécanique des fluides.

## Ingénieur Responsable de Recherche en Logique Floue

Réf. B9

Agé de 30 ans environ, automaticien titulaire d'un doctorat dans le contrôle des systèmes utilisant des techniques liées à l'intelligence artificielle, vous êtes un débutant particulièrement motivé ou peut-être souhaitez-vous valoriser une première expérience professionnelle ou une thèse.

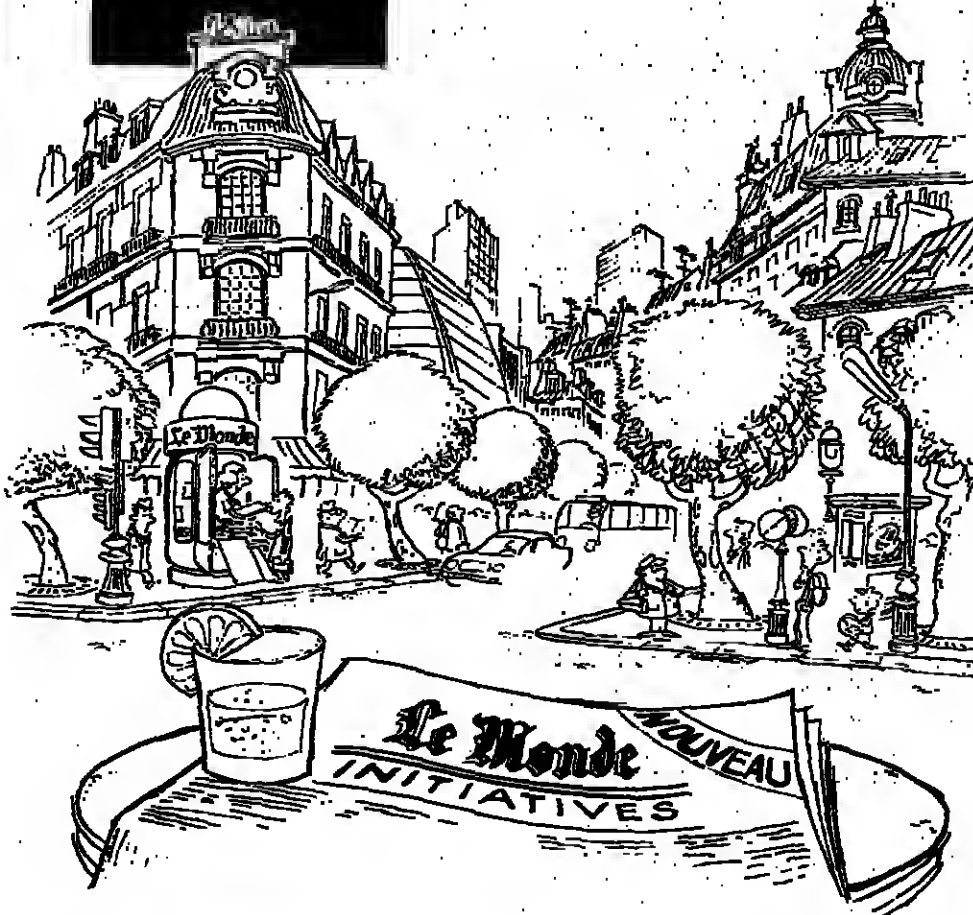
Pour tous ces postes, vous vous impliquerez dans l'animation de projets internationaux stratégiques. Vos compétences techniques pointues alliées à vos qualités d'animateur vous permettront de réussir et d'évoluer au sein de Valeo. Bien sûr, une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser-nous une lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle et souhaits (en précisant bien la référence) à SELECOM - 226, rue du Faubourg St Honoré 75008 PARIS.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE

## EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde...

Le Monde  
INITIATIVES

... AVEC 10 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI  
DANS LE « SUPPLÉMENT »  
LE MONDE INITIATIVES (MARDI DATÉ MERCREDI)

Le Monde des Dirigeants  
Le Monde du Premier Emploi  
Le Monde de la Gestion et des Finances  
Le Monde des Ressources Humaines  
Le Monde des Juristes

Le Monde des Cadres  
Le Monde des Collectivités Territoriales  
Le Monde de l'Informatique  
Le Monde des Secteurs de Pointe  
Le Monde des Commerciaux



50 (من الإجمالي)

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des COMMERCIAUX

• Le Monde • Mercredi 24 juin 1992 XIX

### REIMELT

Nous sommes une filiale française d'un groupe allemand et installons des équipements pour le traitement des matières premières dans l'industrie agro-alimentaire. Nous recrutons

### Directeur commercial

A 40/45 ans, de formation Ingénieur, vous avez déjà acquis une expérience commerciale sur le marché des biens de production (si possible dans l'agro-alimentaire).

Vous visiterez les entreprises, identifierez les besoins et proposerez des installations clés en main. Organisation, rigueur et autonomie seront vos atouts pour ce poste basé à Lyon. Vous vous déplacerez 60 % de votre temps. Merci d'envoyer CV et dossier à REIMELT 47, rue Audibert et Lavirotte - 69008 LYON.

Nous sommes la filiale d'un des premiers groupes de communication à dimension internationale. Nous venons de créer et de commercialiser une gamme nouvelle et originale de produits culturels et artistiques de haute qualité et de grande diffusion sur le plan mondial. Devant notre succès et pour assurer notre développement, nous recherchons notre

### Directeur Commercial International

Vous aurez, avec une grande autonomie, la responsabilité de la politique de communication, de la stratégie commerciale et du développement des ventes de nos produits au travers d'un système original de vente. Vous participerez également à la conception et à l'élaboration de nos produits. Vous serez basé à Paris, mais vous aurez à effectuer de nombreux déplacements à l'étranger. Si vous êtes un commercial chevronné, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure, oimant et connaissant les Arts, si vous avez une expérience des marchés internationaux et si possible de la grande distribution, si vous connaissez l'anglais et l'allemand

de manière courante, venez nous rejoindre pour réussir ce challenge sur un créneau porteur et innovant. Rémunération élevée et motivante. Merci d'adresser une lettre de candidature + CV sous réf. 4430, à VOG, 32 avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

### EUROCABLE

Filiale du groupe international TELECOLUMBUS (plus de 1000 personnes), EUROCABLE commercialise et exploite des réseaux câblés de télévision. Nos taux de pénétration sont des plus forts, notamment sur deux grands projets en cours de réalisation : MULHOUSE et COLMAR. Un chantier d'une ampleur exceptionnelle et unique en France devrait nous être confié au cours de cette année : le câblage de toutes les communes du Haut-Rhin. Pour gagner ce pari, nous recherchons notre manager de centre de profit.

Sous la responsabilité du Directeur Commercial Marketing Grand Public, votre tâche sera de développer, de gérer et de fidéliser votre clientèle abonnés au câble. Trois grandes missions vous seront confiées : préparation et pilotage du PAC Agence, représentation de la société sur votre zone d'activité (collectivités, tissu économique, etc.), management de votre équipe (recrutement, animation, formation, contrôle).

De formation supérieure et déjà rompu à l'animation d'un centre de profit, vous êtes issu d'un secteur produit grand public et avez une expérience commerciale et technique de fidélisation et de "remarket". Rejoignez-nous vite ! Les entretiens auront lieu à PARIS et à STRASBOURG.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence 6394 LM au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE 1/3 Place Gutenberg 67000 STRASBOURG.

**BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES ALSACE**

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Marseille

un nouvel élan dans vos ambitions

### ingénieur d'affaires

L'INGÉNIEURIE DE  
LA MAINTENANCE  
ET DES SERVICES  
IMMOBILIERS

GESTEC

AM, ENSAIS, INSA, CENTRALE...

responsable d'un centre de profit

Vous justifiez de 5 à 10 ans d'expérience dans le bâtiment et vous connaissez le domaine d'exploitation des ouvrages du secteur tertiaire et industriel. Une expérience en société d'ingénierie ou de conseil sera appréciée.

Vous avez la charge de l'animation d'une équipe de 12 personnes. Vous entretenez des relations suivies avec notre clientèle du secteur tertiaire et industriel. Vous êtes responsable du développement et de la gestion de votre centre de profit. En relation directe avec notre directeur général, vous faites preuve d'initiative, d'autonomie et d'un sens commercial développé.

Vous entretenez des relations avec nos différents partenaires européens. La maîtrise de l'anglais est indispensable et la pratique d'une autre langue est un atout. Votre réussite vous permettra d'évoluer vers des responsabilités commerciales plus importantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à : GESTEC, 104 bis, rue Pelleport, 75020 Paris.

### Responsable de Centre de Profit

Equipeur de l'exploitation agricole

Vous aurez à diriger, coordonner et gérer les différents métiers que nous exerçons dans ce secteur : études, réalisation et équipement de bâtiments d'élevage ; commercialisation de matériaux de construction, de machinisme agricole et d'équipements divers au travers d'un réseau de magasins spécialisés ; service après-vente.

Ces activités représentent un CA de 100 MF et emploient 40 personnes.

Si vous avez une expérience réussie de gestion complète d'un Centre de Profit, de préférence dans le secteur machinisme agricole, veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

**CAM**

89, rue Magenta  
53021 LAVAL

Coordonnées des Agences de la Région

Important organisme du tertiaire, nous sommes leader sur nos marchés : la Rétention et la Prévoyance. Nous recherchons pour notre Etablissement de Paris Ile de France, un

### DELEGUE

AUX RELATIONS EXTERIEURES

Diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce ou équivalent), vous justifiez d'une expérience significative dans des fonctions analogues, exercées dans notre secteur d'activité.

Votre sens des contacts et des relations, ainsi que vos qualités d'analyse et de synthèse seront des atouts majeurs.

Pour étudier ensemble nos possibilités de collaboration, envoyez CV, photo lettre et prétentions en précisant la référence 5168 à SOURCES, 108 rue Saint Honoré 75001 Paris, qui transmettra.

### LE MONDE DES COMMERCIAUX

les nouvelles offres d'emploi  
d'INITIATIVES

Groupe français à  
taille humaine  
(chiffre d'affaires  
700 MF, filiales dans  
une quinzaine de  
pays), leader dans ses  
marchés de  
fournitures  
et équipements  
industriels.

### CHEF EX PORT

PARIS

Vous avez environ 30 ans, vous êtes diplômé d'une école de commerce, vous parlez l'anglais et l'allemand couramment ou, à défaut, l'espagnol. Vos qualités dominantes sont le sens commercial, le dynamisme et la disponibilité. Vous bénéficiez d'une expérience réussie dans un contexte international. Vous aurez à faire progresser les ventes à l'étranger du Groupe sur le territoire contrôlé à partir de la France (Europe).

Afrique, Moyen-Orient) ou sein d'un ensemble où les clients étrangers représentent 70% du total. Pour ce faire, vous coordonnerez l'action de filiales et vous la complèterez par des agents. Votre rôle sera autant de diriger une équipe d'administratifs et d'administratifs que d'assurer vous-même le contact avec les clients majeurs.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé sous réf. 6033

AGENCE MAILLE

18, rue Volney - 75002 PARIS - QUI TRANSMETTRA



## ENVIRONNEMENT

**APAVE PARISIENNE** est une 1000 personnes (dont 250 ingénieurs et techniciens) et une des plus importantes entités du leader en France des Activités de Conseil Technico-Commercial. Auprès d'entreprises importantes et variées, nous intervenons dans le domaine de l'audit, conseil, assistance, formation. Diverses sociétés se sont développées dans ce domaine qui conduisent le développement de notre activité Environnement.

Directement rattaché au manager de la division technique, son action d'ingénieur commercial est basée sur de deux pôles principaux. D'une part, il assure en toute autonomie des missions de conseil et d'assistance en s'appuyant sur l'importance et la qualité de notre réseau et de nos moyens techniques. D'autre part, il dirige une équipe de consultants expérimentés et gère l'activité Environnement dans ses dimensions opérationnelles mais aussi stratégiques.

Véritable animateur de son équipe, l'homme ou la femme que nous recherchons doit posséder une dizaine d'années d'expérience dans le cadre d'industries chimiques et des postes de management incluant nécessairement de fortes compétences techniques.

Diplômé d'une école d'ingénieurs et/ou d'un master de la spécialité correspondante, il possède un goût certain pour le Conseil et mieux, une expérience.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre candidature personnellement à Monsieur G. BAROFFIO, APAVE PARISIENNE, 17 rue Saligny, 75004 PARIS CEDEX 17.



### Chimie industrielle

## DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE/EXPORT

### Région Ouest

Réorganisant ses structures, cette entreprise régionale performante, spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de produits chimiques d'entretien, de maintenance, de traitement de surfaces et anti-corrosion, recherche son nouveau Directeur Commercial.

Rattaché au PDG, il devra s'intégrer à la structure déjà en place, avec pour tâches principales la gestion et l'animation de son service, l'assistance et le conseil à la force de vente au plan régional, le suivi de certains grands comptes, l'action concrète sur le terrain (prospection, essais, démonstration, négociations...), la participation à la définition de la politique commerciale, etc. Après avoir démontré ses capacités d'animateur, il s'attachera, dans un second temps, au développement d'une structure de vente à l'export.

Ce poste évolutif, basé dans l'ouest, ne peut convenir qu'à un homme de terrain, âgé de 32 ans au moins, autodidacte ou (de préférence) diplômé de l'enseignement technique (chimie ou métallurgie), et pouvant justifier d'une expérience de trois années minimum, acquises à ce niveau de responsabilité, dans la vente de produits industriels chimiques. La pratique courante de l'anglais est impérative. Les premiers entretiens auront lieu à Paris ou à Nantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire sous réf. M 17671 à :

**EGOR REGION OUEST**

15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

**EGOR**

PARIS NANTES BORDEAUX LAKE LON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BERLIN DORTMUND DUISBURG ESPANA TELAVIV PORTUGAL SWITZERLAND LUXEMBURG

ANSYS

CATIA

IBM RS6000

SIMFACTORY  
11.5

NETWORK  
11.5

MESTRA 440

## VIVEZ VOTRE AVENIR AU PRESENT

### INGENIEURS D'AFFAIRES

Dataid a rejoint en mai 1992 l'une des plus puissantes entreprises mondiales de communication et d'informatique : A.T.&T.. Axées sur les technologies avancées (études et production), nos compétences au sein de la branche S.T.I. du groupe Dataid (400 ingénieurs, 250 MF de CA) nous placent au quatrième rang français dans le domaine de l'informatique industrielle et technique.

Agé de trente ans environ, vous possédez une formation supérieure - ENSEEIHT, INSA, SUPELEC, etc. - et deux à cinq ans d'expérience commerciale.

Votre mission : la vente de solutions informatiques sur la base :

- de développements spécifiques
- et de logiciels leaders dans leur domaine
- Calculs de structure
- CAO
- Simulation de réseaux
- Simulation de systèmes de production
- Messagerie - Temps réel

Claude Xufre vous remercie de lui écrire à DATAID S.T.I. - 38/40, bd Henri Sellier 92150 SURESNES.



SYSTEMES TECHNIQUES ET INDUSTRIELS

**BRONZAVIA  
AERONAUTIQUE**

Installée à NANTERRE, rattachée au Groupe BREGUET INDUSTRIE, (350 MF de CA, 450 personnes), nous sommes spécialisées dans la sous-traitance aéronautique de pièces mécaniques soudées mais aussi dans les protections thermiques, la génération d'hydrogène et les équipements aéronautiques. Pour participer à notre développement, nous recherchons aujourd'hui notre

## FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL

Agé de 40/45 ans, votre expérience commerciale allée à de solides compétences dans le milieu aéronautique et/ou industriel, vous rendent apte à maîtriser les données techniques et à prendre des responsabilités immédiates.

De formation ingénieur A & M, nous vous donnons la possibilité d'affirmer vos qualités relationnelles et d'organisation ainsi que vos talents d'animateur. Compte tenu de l'environnement, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Autonome, responsable vous bénéficierez d'une faible hiérarchie et devrez faire preuve de très grande initiative.

Rémunération motivante pour un candidat à fort potentiel.

Tapez sur votre minitel 3617 code CFP réf. 1388 ou

adressez votre dossier de candidature (lettre

manuscrite, c.v. photo et prétentions) à

BRONZAVIA AERONAUTIQUE  
Jean-Pierre MERCIER  
2-10 rue Jean Perrin - 92000 Nanterre.

## INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EST

**elf antargaz** recherche pour sa Direction Régionale Est, basée à Nancy son Chef de Ventes Industriel.

Animateur de l'équipe technico-commerciale, vous mènerez les négociations commerciales et assisterez la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques GAZ en clientèle (interventions, réalisation d'études technico-économiques...).

A terme, vous aurez la possibilité de joindre vos ambitions au développement du Groupe Elf Aquitaine. Vous êtes titulaire ENSAM, INSA, IDN, ENSPM ou équivalent et justifiez d'une expérience dans les domaines Thermique et Commercial.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à ELF ANTARGAZ - DRS - Tour ELF 92078 PARIS LA DEFENSE Cedex 45

**elf**  
LA PASSION A TOUJOURS RAISON

## RESPONSABLE COMMERCIAL

UN CHALLENGE  
POUR  
UN PIONNIER  
A FORT  
POTENTIEL

Groupe espagnol, fabricant et commercialisant des produits jetables en matière plastique de grande consommation et souhaitant renforcer sa présence en Europe, recherche pour la France son Responsable Commercial.

- Assurer le suivi de la clientèle existante sur le territoire national.
- Développer le CA par la recherche de nouveaux clients et une forte présence sur le terrain.
- Gérer votre activité de façon autonome en relation directe avec la direction commerciale en Espagne, telles sont les missions que nous confierons à un candidat âgé de 30/35 ans, de formation commerciale supérieure. Une expérience de produits similaires et la connaissance du marché des collectivités, de l'hôtellerie, de la grande distribution contribueront efficacement à l'évolution de la filiale française. Le poste est basé en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo et prétentions) s/réf. N/DCF à notre Conseil Claude LILLET - AXONE 63, rue de Rivoli - 75001 PARIS.

**AXONE**  
Conseil en Ressources Humaines

LILLE • PARIS • LYON • NANTES • MARSEILLE • STRASBOURG

Nous sommes un important groupe français de transport de voyageurs (3000 p.). Pour structurer notre forte croissance, nous créons à Paris un poste de

## RESPONSABLE MARKETING HEC, ESSEC, ESCP...

Rattaché à la Direction Générale, vous intervenez en interne auprès des Chefs de Marché nationaux : transports urbains, interurbains, ingénierie, centres d'échanges, produits d'information, stationnement. Vous élaborez et mettez en œuvre toutes les études qui conduisent à une meilleure appréciation du couple produit/marché. Vous participez aux négociations sur les dossiers importants. En externe, vous conseillez nos clients : collectivités territoriales, élus, administrations, en amont de leurs choix. Attentif à l'évolution des modes de vie, vous proposez des outils d'analyse qui permettent de cerner les motivations de la clientèle. Vous faites des recommandations stratégiques sur les politiques de transport innovatrices, qualité de service, montage d'opérations promotionnelles...

A votre diplôme d'une grande Ecole de Commerce, vous ajoutez impérativement une expérience de 5 à 10 ans à la tête du marketing d'une entreprise de services ou d'un département marketing des services au sein d'un cabinet conseil. De plus, vous êtes familier des techniques psychosociales. A la fois créatif et autonome, vous alliez des aptitudes conceptuelles au sens de la persuasion.

Merci de confier votre candidature s/réf RM à RESSOURCES CONSEIL - 11 rue la Botte - 75008 PARIS

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 1 7

مكتبة الأهل